

# *l'Anticapitaliste*

BI 3<sup>BIS</sup> | DÉCEMBRE 2017

DEFENSE  
DE  
FUMER



## 4<sup>E</sup> CONGRÈS NATIONAL BULLETIN DE DISCUSSION N<sup>O</sup> 3<sup>BIS</sup>



©Photothèque Rouge / JMB



©Photothèque Rouge / Milo



©Photothèque Rouge / Milo

# Sommaire

## AVERTISSEMENT :

Ce bulletin de discussion est indiqué n°3<sup>BIS</sup>, mais il ne faut pas oublier de tenir compte des deux comptes-rendus de CPN, qui contiennent également des textes sur le congrès.

Pour être sûrE de ne rien rater, rdv sur : [npa2009.org/congres?num=4219](http://npa2009.org/congres?num=4219)

Ce bulletin est la mise à jour du BI n°3 envoyé par mail. Il est imprimé afin que chaque camarade dispose d'un bulletin papier.

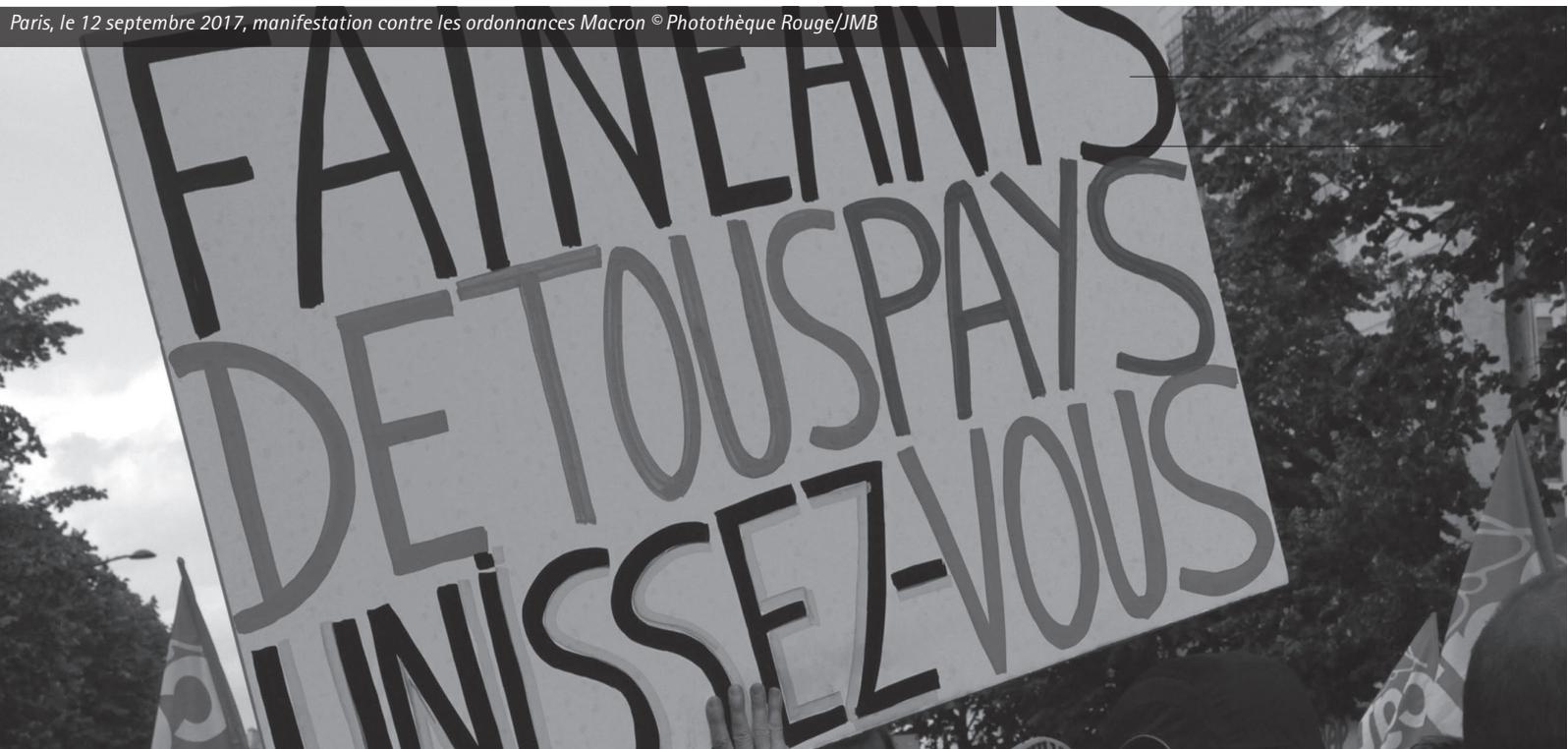
Prochain BI de discussion : la limite pour l'envoi des contributions est le 14 décembre, sur [cpn.texte@gmail.com](mailto:cpn.texte@gmail.com)

Dernier BI de discussion : limite fixée au 4 janvier.

Commission paritaire d'organisation du congrès : [commission-paritaire@npa-mail.org](mailto:commission-paritaire@npa-mail.org)

Motion d'organisation du 4 <sup>e</sup> congrès national du NPA	3
Texte T : Pour le pouvoir des travailleur/se-s, vers le communisme autogestionnaire	5
Texte U : Projet de texte de congrès	10
Texte V : Construire un parti pour la révolution, pour intervenir dans la lutte des classes et y jouer un rôle	23
Texte W : Une orientation pour relancer la construction du NPA dans le monde du travail et la jeunesse	32
Texte X : Un choix réaliste pour le NPA	38
Texte Y : Pour une direction alternative du NPA : clarifier notre projet révolutionnaire, complexifier notre analyse de classe, développer notre intervention	47
Texte Z : Faire vivre les acquis de la campagne Poutou. Pour un NPA ouvrier et révolutionnaire	52
Motion : Il y a un danger fasciste, affrontons-le	59
Motion congrès du FN	59
Motion sur la participation du NPA au Front social	60
Motion : Construire l'antagonisme contre le Capital et l'Etat	60
Motion sur la démocratie et le droit de tendance et de fraction	61
Motion Internationalisme	62
Motions mandats CPN	62
Motion RNC	62
Motion : Construire un parti et une direction d'activistes tourné vers l'action	62
Deux modifications des statuts	63
Motion CM	64
Votes dans les congrès locaux	64

Paris, le 12 septembre 2017, manifestation contre les ordonnances Macron © Photothèque Rouge/JMB



# Motion d'organisation du 4<sup>e</sup> congrès national du NPA

**VOTÉE À L'UNANIMITÉ MOINS 2 NPPV**

1. Le congrès national du NPA aura lieu les vendredi 02, samedi 03 et dimanche 4 février 2018. Les assemblées électives locales se réuniront entre le 13 et le 28 janvier 2018. Dans les assemblées locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents enregistrés par le CPN des 25 et 26 novembre 2017.
2. L'ordre du jour proposé pour les assemblées électives locales et le congrès national est le suivant :
  - Vendredi 2 février**
    - 9H00 – 10H00 (1h) : Accueil des délégué-e-s
    - 10H00 – 11H00 : Élection du bureau, vote de l'odj, élection commissions des mandats, des candidatures...
    - 11H00 – 13H00 (2h00') : Bilan - débat
    - 13H00 – 14H00 (1h) : repas
    - 14H00 – 15H30 (1h30) : Introductions situation politique, nos tâches, plateformes
    - 15H30 – 18H00 (2h30) : Discussion situation politique et tâches (questions internationales en premier)
    - 18H00-19H00 (1h) : réunion féminisme non-mixte
    - 19H00 – 20H00 (1h) : Pause
    - 20H00 – 22H00 : réunion des positions
  - Samedi 3 février**
    - 9H00 – 11H00 (2h) : Commissions parallèles – Antifascisme/Antiracisme / Ecologie /Internationalisme/Féminisme/Lieux de travail et syndicalisme
    - ...
      - 11H00 – 11H45 (45mn) : Restitution des commissions
      - 11H45 – 13H00 (1h15) : Situation politique, tâches, plateformes, motions – fin débat
      - 13H00 – 14H30 (1h30) : Repas
    - Début du huis clos**
      - 14H30 – 16H00 (1h30) : Rapport financier, questions
      - 16H00 – 16H30 (30') : Pause
      - 16H30 – 17H00 (30') : Rapport de la commission des mandats
      - 17H00 – 17H15 (15') : Remise des man-
3. Un bulletin électronique de débat : date limite 4 janvier, envoi le 5 janvier.
5. Aurent le droit de vote pour le congrès et les assemblées électives locales, l'ensemble des militantEs à jour de toutes leurs cotisations au 31 décembre 2017. Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au 1er de novembre 2017 et ayant participé à au moins une réunion avant, pourront participer à ces votes.
6. Afin que le débat soit riche et pluraliste, les comités se regroupent en AG au niveau départemental et pour les grosses « fédérations » de manière à réunir au moins 30 cotisantEs. En dernière instance, il convient de favoriser la participation du maximum de militantEs. Les éventuelles exceptions devront être discutées et validées par la commission paritaire avec possibilité de recours devant la commission des mandats du congrès et le congrès. Un planning pour les AG de discussion préparatoires et les AG électives doit être communiqué au plus tard le 15 décembre à la commission paritaire afin que toutes les positions puissent trouver un représentant. Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires à hauteur de 1500 euros maximum par plateforme nationale. Les temps de présentation se font à égalité.
7. Au moins une assemblée générale de discussion doit se tenir avant les assemblées électives locales. Ces AG doivent si possible se tenir selon le même périmètre que les assemblées électives afin de permettre la continuité des débats. Lors de ces AG et jusqu'au congrès lui-même, des amendements ou motions pourront être proposés.
8. L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de



- 11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65
- procuration. Il faut faire en sorte que le maximum de militantEs impliqués dans le parti soit au rendez-vous, participe au débat et à l'élaboration de l'orientation du NPA. Sauf exceptions validées par le congrès local, seulEs les militantEs ayant participé au moins à l'un des débats de préparation du congrès pourront y avoir recours. Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé, les tâches militantes ou la garde d'enfants. Les comités sont incités à prendre collectivement en charge la question des gardes d'enfants. Pour être valide, la procuration doit comporter des indications précises de vote et doit être acceptée par le congrès local.
9.  
Le nombre de délégués est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 délégué pour 7 votantEs et 1 par reste de 4. Ainsi, si une plateforme recueille entre 4 et 10 voix, elle a 1 délégué, entre 11 et 17, 2 délégués, etc.
- Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2 ou 3) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des délégués supplémentaires selon la même règle. En cas d'absence d'unE délégué au congrès national (cas de figure qui ne peut être qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux. Les AG électives peuvent désigner des délégués suppléantEs qui ne participeront au congrès qu'en cas d'absence du titulaire.
- Dans le souci de faire de notre congrès, à toutes ses étapes, un moment d'élaboration collective, il appartiendra aux assemblées locales qui éliront les délégués au congrès national de veiller à la juste représentation des différentes opinions qui se seront exprimées sur des questions qui ne font pas l'objet d'une plateforme particulière. Les AG veillent à la parité des délégations.
10.  
A l'ouverture du congrès, un bureau de congrès sera élu par les délégués. Cette élection devra prendre en compte de manière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. Ce bureau de congrès aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de parole) ainsi que le travail des différentes commissions.
- Le congrès est l'occasion d'un travail collectif de discussion et d'élaboration auquel l'ensemble des camarades doit pouvoir participer. Sur les différents textes, des commissions d'amendements travailleront le premier jour du congrès afin d'intégrer autant que possible les amendements issus des comités et des assemblées électives, avec la préoccupation également d'examiner les possibilités de convergence qui auront pu se dégager dans les discussions à partir des différents textes.
- À l'issue du travail des commissions, les amendements ou textes qui ne feront pas consensus en leur sein seront soumis à la discussion et au vote en assemblée plénière les jours suivants, selon des modalités à définir par le congrès lui-même en fonction de la nature et de l'importance des divergences, intervention « pour » et « contre » sur des amendements maintenus, ou temps de parole beaucoup plus substantiel en fonction des votes émis par les assemblées préparatoires sur des motions et des textes alternatifs.
11.  
Une commission des candidatures paritaire présentées pour l'élection du CPN est mise en place lors du CPN des 25 et 26 novembre. Dans la phase de préparation du congrès, elle est composée de camarades du CPN sortant et ouverte aux délégués qui le souhaitent dès le premier jour du congrès national.
12.  
Concernant les modalités d'élection du CPN, il est rappelé que le congrès « élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle.
- Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour les proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plateforme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès. »
- « Si les commissions n'ont pas de membre(s) éluE(s) au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote. »
- « Pour permettre de représenter correctement l'ensemble de la réalité du NPA, sa taille devrait donc avoisiner les 100 membres ce qui nécessite une réflexion sur son fonctionnement. Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. »
- Les suppléantEs respectent les mêmes critères en particulier géographique. La parité doit être respectés dans les titulaires et dans les suppléantEs.
- « Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs. »
- « Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel. »
13.  
Les membres du CPN sortant ou à défaut leurs suppléantEs participent au congrès pour rendre compte de leurs travaux depuis le congrès national. Ils pourront participer au débat sans toutefois disposer du droit de vote sauf s'ils/elles sont délégués par leur assemblée élective.

# 1 Texte T : Pour le pouvoir des travailleur/se-s, 1 5 vers le communisme autogestionnaire 5

Portée par Annick (Châteaulin, 29), Benjamin (Dijon, 21), Beub (Paris, comité inspection du travail, Commission de médiation), Céline (Cambrai, 59), Claude (Commercy, 55), David (Lyon, 69), Florine (Nanterre, 92, CPN), Gaston (Paris 14e, CE), Ian (Puy-de-Dôme - 63), Jean-Baptiste (Orléans, 45, CPN), Julien (Nanterre, 92, CPN), Lacie (Nantes, 44), Ludovic (Paris, ENS/Jussieu, CPN), Ludovic (Alpes-de-Haute-Provence - 04), Marie (Paris, comité Atipic, CPN), Marion (Paris, comité Atipic), Monique (Nîmes, 30), Philippe (Nanterre, 92), Serge (Brest, 29), Silane (Paris, ENS/Jussieu), Sophie (Caen, 14), Sophie (Paris 14e), Tom (Toulouse, 31).

**VOTE DU CPN : 6 POUR, 51 CONTRE, 10 ABSTENTION, 13 NPPV**

15 Notre congrès devrait être autre chose que la répétition de débats entre 15  
tendances sclérosées et l'arithmétique 20  
des calculs d'appareil. Il devrait per- 20  
mettre au NPA de faire de véritables 25  
choix. Plutôt que de présenter une trop 25  
longue analyse de la situation – dont 30  
les nuances sont souvent brandies par 30  
les différents courants pour prétendre 35  
justifier leur "identité" politique – nous 35  
préférons ici développer essentielle- 40  
ment les réponses politiques que le 40  
NPA pourrait défendre dans cette situa- 45  
tion connue de tou•te•s. L'enjeu n'est ni 45  
de « réaffirmer » le NPA (et donc de se 50  
contenter de réciter les principes fon- 50  
dateurs), ni de l'utiliser comme étend- 55  
ard pour construire une fraction en 55  
renonçant à sa transformation, mais

bien de faire un pas en avant vers sa re- 15  
fondation. Vouloir prendre « le meil- 15  
leur des traditions du mouvement ou- 20  
vrier », c'est aujourd'hui passer de 20  
l'anticapitalisme au communisme du 25  
21e siècle, en se saisissant de toutes les 25  
questions.

- Sur le plan du programme, nous de- 25  
vons travailler des réponses concrètes 25  
et précises afin de convaincre qu'une 30  
alternative communiste est possible, 30  
qu'elle est la seule issue positive pour 35  
notre camp social à la crise du système 35  
capitaliste et donc qu'il faut défendre 40  
systématiquement l'objectif du pouvoir 40  
des travailleur•se•s.

- En ce qui concerne l'intervention 45  
dans les luttes, soyons à l'offensive : 45  
au-delà de la fausse alternative entre

les « unitaires » (qui ne jureraient que 15  
par la construction de cadres unitaires) 15  
et les « sectaires » (qui ne voudraient 20  
pas discuter et agir avec les réfor- 20  
mistes), il faut définir une politique 25  
d'intervention commune dans les 25  
luttes, pour stimuler l'auto-organisa- 30  
tion, réaliser le front unique des orga- 30  
nisations, défendre l'objectif de la 35  
grève générale et donc combattre les 35  
états-majors des défaites : les direc- 40  
tions réformistes, syndicales comme 40  
politiques.

- Enfin, il faut refonder notre parti 45  
car on ne peut plus se satisfaire de la 45  
façon dont il fonctionne, si éloigné des 50  
principes de la société que nous vou- 50  
lons construire.

## 35 I. Réarmer le NPA 35

### 40 I.1. AFFIRMER UN PROFIL 40 COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE ET AUTOGESTIONNAIRE BIEN IDENTIFIABLE

Le capitalisme est un système non- 40  
viable, fondé sur l'exploitation, qui en- 45  
gendre injustices, deuils et impuis- 45  
sance. Cette exploitation se fait sur le 50  
dos des travailleur•se•s, et c'est sur 50  
elles et eux que repose toute la ma- 55  
chinerie capitaliste. C'est pour cela que 55  
notre parti doit être un parti qui re- 60  
pose sur des bases claires de classe, et 60  
doit être un outil pour construire cette 65  
conscience de classe.

La récente crise du système capita- 60  
liste a vu ses prémisses se déclarer dès 60  
2006 par une baisse des taux de profit 65  
suivie d'une chute de l'investissement 65  
et de la production, avec pour effet la 70  
hausse du chômage et la baisse de la 70  
consommation. C'est le mécanisme de 75  
la baisse tendancielle du taux de pro- 75  
fit (la « loi fondamentale de l'économie 80  
politique » selon Marx) qui permet de 80  
comprendre l'origine de la crise ouverte 85  
en 2008 : la concurrence pousse les ca- 85  
pitalistes à innover pour accroître leur

productivité ; cela se traduit par le rem- 15  
placement des humains par les ma- 15  
chines, ce qui tarit la source de la 20  
plus-value (le travail humain) et pro- 20  
duit périodiquement des crises. L'am- 25  
pleur de la bulle financière, qui a long- 25  
temps contenu les effets de la crise, les 30  
a ensuite démultipliés. Les politiques 30  
d'austérité et de remise en cause des 35  
droits sociaux et salariaux, la « baisse 35  
du coût du travail », sont donc des poli- 40  
tiques logiques destinées à rétablir le 40  
taux de profit des capitalistes et relan- 45  
cer l'accumulation.

Les « gouvernements anti-austéri- 45  
té » – tel celui de Syriza – malgré leurs 45  
intentions affichées, sont contraints 50  
de mettre en œuvre la politique dictée 50  
par la logique du système puisqu'ils 55  
refusent de remettre en cause les 55  
cadres qui imposent ces politiques. 60  
Ces partis – incarnés en France par Mé- 60  
lenchon, la France Insoumise et les an- 65  
tilibéraux en général – considèrent que 65  
la faiblesse de l'investissement est le 70  
premier facteur de la crise, pointant du 70  
doigt certains « mauvais » capitalistes. 75  
Certains chiffres faramineux de divi-

dendes viennent alimenter cette im- 15  
pression. En fait, cette vision implique 15  
un jugement simpliste et moral sur le 20  
comportement des capitalistes, voire 20  
alimente le populisme : elle fait comme 25  
s'il s'agissait de logiques individuelles 25  
et non-systémiques et prétend dès lors 30  
que la réponse politique serait le re- 30  
cours à un gouvernement de type key- 35  
nésien qui soutiendrait les « gentils » 35  
patrons productifs et contraindrait les 40  
autres à plus d'investissements.

Les antilibéraux invoquent aussi la 40  
faiblesse de la consommation, due à 40  
des salaires et prestations sociales 45  
comprimées par l'austérité. Cette com- 45  
pression est bien réelle, mais des 50  
hausse de salaires ou de prestations 50  
sociales ne permettraient pas de sortir 55  
de la crise si l'on restait dans le cadre 55  
du capitalisme : elles représenteraient 60  
pour les capitalistes un coût supplé- 60  
mentaire dont ils ne veulent pas en- 65  
tendre parler, et qu'ils combattraient 65  
avec une grande énergie, notamment 70  
par le recours 70  
à l'inflation. ● ● ●

L'analyse

11 marxiste permet de comprendre l'im- 1  
 5 passe des politiques réformistes qui 5  
 visent à redistribuer les richesses et à  
 augmenter les dépenses publiques  
 sans rompre avec le capitalisme. En  
 faisant baisser le taux de profit, elles  
 débouchent inéluctablement (et très ra-  
 pidement en temps de crise) sur des poli-  
 10 tiques d'austérité redoublées. Munis  
 de cette analyse, nous parvenons à une  
 conclusion claire : la rupture avec le ca-  
 pitalisme est nécessaire pour sortir des  
 politiques d'austérité.

15 L'identité de notre parti ne peut se  
 résumer ni à une activité « super-syn-  
 dicale » défendant des revendications  
 immédiates sous des formes radi-  
 cales, ni à des abstractions idéolo-  
 giques ou des concepts fétichisés. Nous  
 20 devons défendre ouvertement, en posi-  
 tif, la perspective d'une société com-  
 muniste autogestionnaire, bâtie sur la  
 propriété collective des moyens de pro-  
 duction, avec une planification démoc-  
 25 ratique obéissant à la double nécessité  
 de répondre aux besoins sociaux et  
 d'intégrer les contraintes écologiques.

30 Ce projet de société, nous le disons  
 « autogestionnaire » car en rupture  
 aussi avec les prétendus États com-  
 munistes du 20<sup>e</sup> siècle concentrant la  
 gestion et le contrôle des moyens de  
 production dans les mains d'une bu-  
 35 reaucratie spoliatrice et privilégiée.  
 Pour nous, il s'agit au contraire de pla-  
 cer au cœur du projet la dimension de  
 liberté et de choix, de contrôle par les  
 travailleur•se•s de leurs outils de pro-  
 40 duction et de leur organisation du tra-  
 vail ; de faire intervenir la politique et  
 donc la démocratie sur le lieu de tra-  
 vail ; de dé-professionnaliser la poli-  
 tique par le mandatement et la révo-  
 45 cabilité des élu•e•s ; de rendre chaque  
 personne actrice de la société à travers  
 de nouvelles institutions de pouvoir  
 populaire : AG, conseils d'usine, de  
 quartier ou de village, démocratie di-  
 recte et à tous les niveaux de la société.

50 Osons défendre publiquement un pro-  
 jet communiste autogestionnaire ! Loin  
 de renoncer à se battre au quotidien  
 avec les exploité•e•s et les oppri-  
 55 mé•e•s, défendre publiquement un  
 projet de société et une stratégie claire  
 pour y parvenir contribuera au  
 contraire à encourager leurs luttes, qui  
 seules peuvent conduire à la société  
 que nous voulons.

## 1.2. DÉFENDRE UN PROGRAMME DE TRANSITION

Sans pour autant défendre un projet  
 « clé en main » où nous aurions tout

défini dans les moindres détails, nous  
 devons tout de même porter des lignes  
 directrices. Nous défendons un pro-  
 gramme de transition, qui fasse le  
 pont entre les revendications et un  
 5 gouvernement des travailleur•se•s,  
 étape nécessaire pour défaire les ex-  
 ploiteurs et avancer en direction de  
 notre projet communiste autogestion-  
 naire. L'application et la réalisation de  
 ce programme ne pourront évidem-  
 ment pas se faire sans l'auto-organisa-  
 tion de notre classe. C'est aussi pour  
 cela que, dès aujourd'hui, l'auto-orga-  
 nisation est à construire dans tous les  
 secteurs en lutte, dans nos lieux  
 d'étude, de formation, de travail, dans  
 nos organisations politiques...

a) Nous défendons l'interdiction des  
 licenciements par la lutte, sans agiter  
 l'illusion d'une « loi » qui les interdirait  
 dans le cadre du système, en nous bat-  
 tant pour la nationalisation sous  
 contrôle ouvrier des groupes qui licen-  
 10 cient. Ces perspectives immédiates  
 permettent de faire le pont avec notre  
 projet d'ensemble qui est d'exproprier  
 les grands groupes capitalistes et de so-  
 cialiser l'investissement à travers des  
 caisses autogérées par les travail-  
 leur•se•s. Il faudra pour cela avoir im-  
 posé un gouvernement des travail-  
 leur•se•s, qui ne pourra naître que de  
 15 luttes immenses. Comme l'ont porté en  
 2011 les travailleur•se•s de la cantine  
 l'ENS à Paris, et en 2014 celles et ceux  
 de la poste du 92 Nord, il faut imposer,  
 dans la fonction publique, la titularisa-  
 tion immédiate, sans condition de  
 concours ni de nationalité, de tou•te•s  
 les précaires. Travaillons moins pour  
 travailler toutes et tous : 32h pour  
 toutes et tous, sans perte de salaire. Le  
 droit à la formation, de plus en plus re-  
 mis en cause, doit être réaffirmé et ré-  
 approprié par les travailleur•se•s, et  
 plus dicté par les besoins du capital.

b) Nous défendons la hausse des sa-  
 laires, des retraites, de toutes les allo-  
 cations de 300 € tout de suite, avec des  
 écarts de salaires ne dépassant pas 1 à 4.  
 Nous défendons le salaire socialisé (sécu,  
 chômage, retraites...), embryon de collec-  
 tivisation dans la société capitaliste,  
 dans la perspective d'une socialisation  
 intégrale, d'un salaire à vie qui mettrait  
 fin au marché du travail. Nous défendons  
 la gestion par les travailleur•se•s des  
 caisses du salaire socialisé.

c) Nous combattons le management  
 capitaliste, qui nous met en concu-

rence et détruit notre santé. Nous ne  
 1 luttons pas seulement contre les ac-  
 tionnaires. Au-delà des rapports de  
 propriété, nous militons pour une  
 5 transformation en profondeur des rap-  
 ports de production : les capitalistes  
 doivent être expropriés et les chefs  
 doivent être mis au pas. Autogestion  
 dans les entreprises !

d) Nous luttons contre l'impérialisme  
 et le néo-colonialisme. Nous sommes  
 solidaires de la lutte des Palestinien•ne•s  
 contre l'État d'Israël, du processus révo-  
 lutionnaire du Rojava (notamment parce  
 10 qu'il contribue à l'auto-organisation des  
 opprimé•e•s, et malgré ses limites), des  
 soulèvements populaires contre les dic-  
 tatures, les multinationales, les interven-  
 tions impérialistes, à commencer par  
 15 celles de la France. Nous sommes pour  
 l'abrogation de tous les traités de libre-  
 échange, pour la liberté et les droits des  
 migrant•e•s, mais contre la liberté de cir-  
 culation des marchandises et des capi-  
 20 taux !

e) Nous défendons les libertés dé-  
 mocratiques, de plus en plus mena-  
 cées, contre les interdictions de mani-  
 25 fester, les contrôles au faciès et les  
 violences policières, qui frappent (et  
 tuent) depuis des années les jeunes ra-  
 cisé•e•s et des quartiers populaires et  
 de plus en plus depuis l'instauration de  
 30 l'état d'urgence, les militant•e•s. Nous  
 militons pour le retrait de toutes les lois  
 liberticides et racistes.

Outre ces thèmes « classiques » du  
 programme de transition, il faut inté-  
 35 grer dans celui-ci un volet écologiste  
 anti-productiviste et une lutte globale  
 contre les oppressions spécifiques.  
 Certes, le NPA a déjà intégré ces thèmes,  
 il défend certaines positions solides et  
 40 bénéficie d'une réelle reconnaissance  
 dans les luttes en question. Mais,  
 comme pour toutes les autres ques-  
 tions, ce n'est jamais en les articulant  
 avec le projet communiste, ni avec la  
 logique d'un programme de transition.  
 De plus, plusieurs courants du parti les  
 considèrent comme parfaitement se-  
 45 condaires – qu'ils l'assument au nom  
 d'un prétendu marxisme orthodoxe ou  
 qu'ils les négligent de fait.

## 1.3. INTÉGRER PLEINEMENT L'ANTI-PRODUCTIVISME DANS LE PROGRAMME

La question écologique est centrale :  
 les activités humaines menacent notre  
 propre survie et sont déjà responsables  
 d'une dégradation considérable des

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 écosystèmes, de la disparition d'es-  
pèces entières, de menaces lourdes sur  
notre santé. Tout autant que les luttes  
sociales sur le terrain salarial, des  
5 mobilisations d'ampleur, radicales,  
ont lieu sur la question écologique. Au  
lieu d'abandonner ce terrain aux capi-  
talistes "verts" ou à des réformistes de  
différentes couleurs, et au lieu de lais-  
10 ser certains secteurs radicaux en faire  
leur spécialité, il est urgent que nous  
développons des réponses anticapita-  
listes et révolutionnaires sur ce sujet  
central.

15 Nous devons rompre clairement  
avec l'héritage du productivisme qui a  
longtemps dominé au sein du mouve-  
ment ouvrier. Notre priorité ne peut  
20 pas être le développement des forces  
productives pour consommer le plus  
possible. Elle est de faire décroître la  
consommation d'énergie et de matières  
premières, de mettre fin aux gaspil-  
25 lages, pour mettre fin aux dérèglements  
et permettre la reproduction de l'éco-  
système. Elle est de subordonner le dé-  
ploiement des technologies à la préser-  
vation de notre santé.

30 Cela ne doit bien évidemment pas re-  
poser sur un écologisme moral dont les  
solutions de consommation indivi-  
duelle ne sont pas suffisantes. Ce sont  
35 les entreprises qui polluent le plus et  
qui décident de ce qui est produit. C'est  
donc tout ce système de production  
qu'il faut changer pour ne plus mettre  
comme objectif de l'appareil productif  
40 la recherche du profit, mais bien la sa-  
tisfaction des besoins sociaux. Cela im-  
plique à la fois de satisfaire une série de  
besoins qui ne le sont pas aujourd'hui  
pour un nombre effrayant d'êtres hu-  
45 mains, et de redéfinir largement une  
partie des besoins eux-mêmes. La révo-  
lution du mode de production ira de  
pair avec celle du mode de consom-  
mation ! C'est pourquoi nous mettons  
50 au centre de notre programme écolo-  
gique la planification qui permet de dé-  
terminer de façon rationnelle et dém-  
ocratique ce qui est produit en fonction  
des besoins collectifs et des contraintes  
55 écologiques. Cette planification sup-  
pose de socialiser les grands moyens  
de production.

60 Comment procéder ? Il faudra réorga-  
niser l'économie sous le contrôle des  
travailleur•se•s, reconverter les indus-  
tries polluantes, sortir du nucléaire,  
développer les énergies renouvelables,  
supprimer l'utilisation des pesticides

mortifères, réduire les transports inu-  
tiles en relocalisant dès que c'est pos-  
sible la production, développer les  
transports collectifs gratuits, ou encore  
abolir la publicité.

#### 1.4. MIEUX INTÉGRER LES OPPRESSIONS SPÉCIFIQUES À NOTRE PROGRAMME

Le capitalisme n'a pas créé le patriar-  
cat et le racisme. Ces oppressions exis-  
taient avant lui, et risquent de perdurer  
après lui, si un combat spécifique n'est  
pas mené. Cependant, le renversement  
du capitalisme saperait profondément  
leurs bases matérielles. En même  
temps, le patriarcat et le racisme ne  
sont pas des blocs immobiles, ils évo-  
luent et ont évolué tout comme le capi-  
talisme et en rapport avec lui. C'est  
pourquoi il est nécessaire de mener une  
analyse systématique des formes que  
prennent le patriarcat et le racisme  
dans nos sociétés et de la façon dont  
elles s'articulent. Avec la crise, les capi-  
talistes et leurs gouvernements n'hé-  
sitent pas à nous diviser et nous faire  
perdre de vue nos intérêts communs.  
Nous devons donc apporter des ré-  
ponses et revendications larges, qui  
contribuent à une prise de conscience  
anticapitaliste et à la conviction qu'il  
est nécessaire de les articuler à l'objec-  
tif du gouvernement des travailleur/  
se•s.

- Nous luttons contre le racisme  
d'État, et notamment l'islamophobie,  
qui occupe aujourd'hui la place et la  
fonction de l'antisémitisme dans les  
années 1930, tout en justifiant les  
principales interventions impéria-  
listes. Nous revendiquons la réguli-  
sation de tou•te•s les sans-papiers, le  
droit de vote des étranger•ère•s à  
toutes les élections, l'abrogation de  
toutes les lois anti-immigré•e•s, l'ou-  
verture des frontières. Nous luttons  
pour l'abrogation de toutes les lois ra-  
cistes, à commencer par l'interdiction  
du port du voile à l'école, et défendons  
les cadres d'auto-organisation des pre-  
mier•ère•s concerné•e•s.

- La vague des #metoo met en lu-  
mière que la violence sexiste est par-  
tout, dans tous les milieux. Il faut im-  
poser de véritables moyens pour lutter  
contre les violences, en premier lieu un  
service public d'accueil des victimes,  
qui ne dépende pas des aléas des poli-  
tiques de subventions aux associations.  
L'enjeu est aussi judiciaire. Pour sortir  
de la spirale du silence et du sentiment

de culpabilité, imposons de nouveaux  
droits spécifiques et nécessaires au  
sein d'une justice largement sexiste et  
raciste : nous revendiquons la redéfini-  
tion judiciaire du viol comme toute im-  
5 position de relation sexuelle sans  
consentement, ainsi que l'allongement  
des délais de prescription pour les cas  
de viols et d'agression sexuelle. Et  
au-delà, préservons les droits que nous  
10 avons arrachés : contre la fermeture  
des centres IVG et pour une contracep-  
tion libre, et allons plus loin en reven-  
diquant la gratuité de la contraception,  
le développement de structures collec-  
15 tives (restaurants, crèches...) pour bri-  
ser la double journée de travail impo-  
sée aux femmes.

- La violence patriarcale prend aus-  
20 si la forme d'une homophobie que le  
mariage pour tous n'a pas – loin s'en  
faut – éradiquée. Là aussi, gagnons de  
nouveaux droits, à commencer par l'ac-  
cès à la PMA pour toutes et tous, mais  
25 aussi le droit au changement d'état civil  
sur simple demande pour les personnes  
trans, le remboursement à 100% des  
frais médicaux de transition sans  
condition, le libre choix de son méde-  
30 cin et la possibilité d'effectuer sa tran-  
sition en toute liberté.

#### 1.5. DÉFENDRE LE PROJET DE RUPTURE AVEC LES INSTITUTIONS BOURGEOISES

##### a) Rompre avec les institutions bourgeoises nationales

Toutes ces revendications entrent en  
40 contradiction avec un système capi-  
taliste de plus en plus malade, qui ne par-  
vient à faire du profit qu'au prix d'atro-  
cités croissantes. C'est pourquoi nous  
articulons ces revendications à la né-  
cessité d'un gouvernement des tra-  
45 vailleur•se•s, seul capable de les  
mettre en place, à condition de rompre  
avec la propriété et les institutions ca-  
pitalistes. Nous pensons que c'est seu-  
50 lement armé•e•s d'un tel programme  
que nous pourrions être une alterna-  
tive crédible au capitalisme mais aussi  
aux réformistes qui malgré parfois la  
radicalité de leurs critiques, ne s'op-  
55 posent pas véritablement au système.  
C'est la condition pour que le NPA sorte  
enfin de sa crise et puisse se construire  
en attirant les travailleur•se•s et les  
jeunes qui cherchent la voie d'une al-  
60 ternative au capitalisme, et que nous ne  
devons pas  
laisser aux ré- ● ● ●  
formistes.

11 La campagne Poutou a montré les  
potentialités qui sont les nôtres : avec  
son profil réellement populaire d'ou-  
vri-  
5 vrier qui ne se soumet pas, la force de  
ses sorties contre Le Pen et Fillon, son  
appel répété à ce que les travailleurs et  
les travailleuses prennent en main leur  
propre destin, sa campagne a marqué  
10 les esprits et permis un regain d'intérêt  
pour nos idées. Cette campagne a aussi  
montré la capacité de mobilisation et  
d'organisation interne au parti. Néan-  
moins, elle est restée axée sur des re-  
vendications de type syndical et démoc-  
15 ratique, sans la logique d'un  
programme de transition précis et  
concret, au moment même où Mélen-  
chon portait un programme réformiste  
détaillé, en réussissant à polariser l'at-  
20 tention de toute une partie de notre mi-  
lieu. De ce point de vue, les critiques de  
Mélenchon sur la question du chauvi-  
nisme sont nécessaires, mais il est erro-  
né de s'y limiter si l'on veut convaincre  
25 celles et ceux qui hésitaient entre FI et  
extrême gauche.

Les travailleur•se•s et les jeunes qui  
sympathisent avec nos idées s'inter-  
rogent à juste titre sur la "faisabilité"  
des revendications et des mesures que  
30 nous portons. Nous devons répondre  
que nous voulons que les travail-  
leur•se•s et les opprimé•e•s prennent  
eux/elles-mêmes le pouvoir dans les  
entreprises, les services et à tous les  
35 échelons des institutions révolution-  
naires. Nous devons assumer aussi  
qu'il faudra élire des délégué•e•s pour  
assurer les tâches du pouvoir central,  
40 un gouvernement des travailleur•se•s  
chargé de coordonner le processus ré-  
volutionnaire, de prendre les mesures  
nécessaires à la satisfaction des reven-

dications, notamment d'imposer l'ex-  
propriation des grands groupes capita-  
listes et les mesures politiques  
nécessaires à la défense comme à  
5 l'extension de la révolution. Cela sup-  
pose évidemment de disposer des ou-  
tils nécessaires à la coordination des  
secteurs stratégiques de l'économie, à  
la planification de niveau central  
comme à la politique internationale.

En particulier, nous devons dire clai-  
rement qu'un gouvernement des tra-  
vailleu•se•s devrait contrôler les  
échanges extérieurs (monopole éta-  
tique du commerce extérieur) et contrô-  
10 ler sa monnaie (création d'une mon-  
naie inconvertible sur les marchés  
financiers). Faire l'impasse sur ces  
questions, c'est renoncer à poser  
concrètement la question du pouvoir.

#### **b) Lever le tabou de la rupture avec l'Union européenne**

Sur le terrain européen, cela signifie  
concrètement rompre avec l'Union Eu-  
ropéenne, l'ensemble de ses institu-  
tions, la BCE et l'euro, pour permettre à  
un gouvernement des travailleur•se•s  
de se réapproprier le contrôle et la sou-  
veraineté sur les outils économiques.  
Rester dans l'UE en croyant pouvoir  
« désobéir », c'est soit se bercer d'illu-  
sions, soit renoncer à engager immé-  
diatement la rupture avec le système  
capitaliste. Il ne s'agit évidemment pas  
non plus de rompre avec l'UE sans  
rompre avec le capitalisme. En fait, un  
gouvernement des travailleur•se•s  
45 devrait en même temps rompre im-  
médiatement avec l'UE et tout faire  
pour étendre la révolution aux autres  
pays. L'expérience grecque a largement

démonstré la nécessité pour les antica-  
pitalistes de s'approprier la lutte contre  
l'UE ; le mouvement catalan démontre  
lui aussi que cette question n'est pas  
contournable.

Actuellement, l'extrême droite appa-  
rait comme la seule à vouloir attaquer  
concrètement la logique des institu-  
tions européennes, même si Le Pen met  
de l'eau dans son vin pour apparaître  
10 crédible aux yeux de la bourgeoisie.  
Mêlé à son fond traditionnel raciste, le  
raccourci et le lien entre ces deux posi-  
tionnements est rapidement fait. L'élec-  
torat du FN ne se construit pourtant pas  
15 uniquement sur les discours xéno-  
phobes mais aussi sur un discours « so-  
cial ». En critiquant la mondialisation  
et promouvant un capitalisme nation-  
al, le FN attire à lui – et à la xénopho-  
bie – des catégories ouvrières et popu-  
laires, victimes premières des  
délocalisations et de la concurrence in-  
ternationale favorisée par les institu-  
tions européennes et les traités de  
libre-échange. Il existe un clivage de  
classe au sujet de l'UE, distinguant les  
catégories à qui profite la construction  
de l'UE (catégories supérieures et capi-  
talistes) et les travailleur•se•s qui en  
subissent les contraintes. La responsa-  
20 bilité et l'erreur de l'extrême gauche a  
été de ne pas se positionner de ma-  
nière hostile et constante contre l'UE,  
en combattant les traités internatio-  
naux de libre-échange lorsqu'ils sont  
présentés pour ensuite ne plus les re-  
mettre en question une fois qu'ils sont  
en place. Une attitude claire est indis-  
pensable pour combattre efficacement  
40 l'influence de l'extrême droite dans les  
rangs ouvriers, et polariser le rejet de  
l'UE sous un angle de classe.

## **II. Construire, intervenir, radicaliser !**

La défense d'un programme n'est bien  
sûr pas suffisante. Nous devons définir  
une politique du parti pour l'interven-  
50 tion dans les luttes. D'autant plus que  
Macron veut faire passer une série de  
contre-réformes historiques, et qu'il a  
effectivement « marqué le point » cet  
automne.

### **II.1. CONVERGENCE DES LUTTES, FRONT UNIQUE OUVRIER, FRONT SOCIAL**

#### **a) Construire à la base**

La place des luttes est centrale dans  
le développement de la conscience de  
classe et pour l'acquisition d'expé-  
riences militantes. Il est donc extrême-  
ment important que dans ces luttes

nous nous battions pour l'auto-organi-  
sation à tous les niveaux. Dans les réu-  
nions, les AG inter-catégorielles, inter-  
pros, etc., nous luttons pour le contrôle  
du mouvement par les exploité•e•s et  
les opprimé•e•s elles/eux-mêmes.

En même temps, nous contribuons  
activement à la construction des orga-  
nisations pérennes de la classe ou-  
vrière, à commencer par les syndicats.  
Nous les concevons comme un outil élé-  
mentaire pour les revendications et les  
luttes et en même temps nous y faisons  
de la politique dans le sens où nous dé-  
fendons une ligne de classe, nous nous  
battions pour la rupture du « dialogue  
social », contre la bureaucratie et pour  
la démocratie interne maximale.

Les luttes sont nombreuses mais sou-  
vent isolées et restreintes. Il est vital  
d'aider à les faire converger pour ga-  
50 gner. La grève, qui permet une auto-or-  
ganisation et une prise de conscience  
de la force des exploité•e•s, est straté-  
gique pour faire plier les capitalistes.  
Nous devons donc mener une agitation  
autour de la nécessité de construire un  
grand mouvement d'ensemble passant  
par la grève générale comme moyen de  
stopper et de battre le gouvernement et  
le patronat.

#### **b) Combattre les états-majors des défaites**

Nous devons aujourd'hui tirer toutes  
les leçons des mouvements de 2010,

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 2016 et de l'automne 2017 : il faut mettre  
 en échec la politique de sabotage des  
 bureaucraties syndicales. Dans ce but,  
 notre parti pourrait jouer un rôle im-  
 portant, mais cela suppose une autre  
 orientation sur la question des syndi-  
 cats. **Nous devrions critiquer publi-  
 quement la passivité syndicale et ses  
 choix démobilisateurs des confédéra-  
 tions, non dans le but d'une récupéra-  
 tion politique mais bien de tracer une  
 perspective autonome aux travail-  
 leur•se•s, défendre une stratégie alter-  
 native crédible pour mener à la victoire  
 du mouvement social. Nous ne l'avons  
 fait que timidement cet automne,  
 quand les choses étaient pliées, mais  
 nous avons trop laissé ce rôle à Mélen-  
 chon, qui le joue dans son propre inté-  
 rêt d'opposant institutionnel...**

#### c) Pour le front unique

Si nous refusons tout type d'alliance  
 de nature programmatique avec des ré-  
 formistes, nous menons une politique  
 de front unique sur les combats com-  
 muns. En effet, les réformistes et notam-  
 ment les syndicats ont une influence de  
 masse, quoique en très net recul à  
 l'échelle historique, et nous devons donc  
 avoir une politique à leur égard dans l'ob-  
 jectif de mobiliser les masses et en criti-  
 quant à chaque étape les fautes, les capi-  
 tulations ou les trahisons. Cela implique  
 notamment de ne faire figurer sur des  
 déclarations ou matériels unitaires que  
 ce qui fait accord entre les participant-e-s,  
 sans endosser des conceptions ou élé-  
 ments de programme qui ne sont pas les  
 nôtres ; réciproquement nous ne les im-  
 posons pas aux autres, mais gardons la  
 liberté de les exprimer par nos propres  
 moyens.

#### d) Pour le « Front social »

L'initiative du Front Social a permis  
 la rencontre hors des clivages poli-  
 tiques et syndicaux de militant•e•s et  
 syndicalistes attaché•e•s à l'indépen-  
 dance de classe, refusant le dialogue  
 social, défendant l'objectif de  
 construire une grève de masse qui  
 bloque l'économie... Mais la majorité  
 sortante a gardé ses distances avec le  
 Front social : c'est un énorme gâchis !

Le Front social doit être un outil pour  
 construire le front unique contre le gou-

vernement. Il n'est ni le substitut d'un  
 syndicat, ni celui d'un parti. Il pourrait  
 en revanche servir de point d'appui pour  
 constituer enfin un courant lutte de  
 classe intersyndical (et plus générale-  
 ment inter-orgas). Il doit continuer à  
 prendre des initiatives propres (matériel  
 d'explication et d'agitation, actions, etc.),  
 mais aussi faire constamment pression  
 sur les directions syndicales pour  
 qu'elles rompent le dialogue social et  
 mettent en place un véritable plan de mo-  
 bilisation. Il doit continuer d'intégrer un  
 maximum de structures syndicales, ain-  
 si que des collectifs de lutte divers (fémi-  
 nistes, LGBTI, antiracistes, quartiers po-  
 pulaires, contre les violences policières,  
 contre les grands projets inutiles...). En-  
 fin, pour que les militant•e•s se sai-  
 sissent de cet outil, il doit avoir un fon-  
 tionnement démocratique et inclusif,  
 avec des AG décisionnelles et un collectif  
 d'animation élu, mandaté, et révocable.

## II.2. AUTO-ORGANISATION DE TOU•TE•S LES OPPRIMÉ•E•S

*Pour porter les revendications spéci-  
 fiques, outre l'activité propre du parti,  
 nous défendons l'auto-organisation des  
 opprimé•e•s sur leur propre terrain, en  
 mixité ou non-mixité, pour mener leur  
 combat d'auto-émancipation jusqu'au  
 bout . [Nous n'abordons pas dans cette  
 plateforme la question spécifique de  
 l'intervention dans la jeunesse, qui re-  
 lève du secteur jeune autonome.]*

Les oppressions vécues par une par-  
 tie du prolétariat que nous souhaitons  
 unir sont en elles-mêmes un obstacle à  
 l'unité de la classe. À cause de la force  
 des idées racistes, sexistes, LGBTI-  
 phobes, la lutte contre ces oppressions  
 est une condition nécessaire et centrale  
 pour faire émerger une conscience de  
 classe. Mais les formes dominantes de  
 lutte contre le sexisme, le racisme et les  
 LGBTIphobies se limitent à un plan mor-  
 ral. Elles blâment les individus tenant  
 des propos ouvertement réactionnaires  
 (retour des femmes au foyer, retour au  
 racisme biologique...) mais restent  
 aveugles sur ses effets et origines struc-  
 turelles. Ainsi nous devons combattre  
 le reproche fait aux luttes spécifiques  
 de « diviser la classe ouvrière » mais au  
 contraire favoriser ce qui permet aux  
 plus opprimé•e•s de relever la tête.

De plus, les oppressions sont croi-  
 sées, c'est-à-dire qu'elles intera-  
 gissent entre elles dans la reproduc-  
 tion des oppressions sociales. Les  
 individu•e•s vivent une multiplicité  
 d'expériences à partir d'oppressions  
 organisées à l'échelle de la société. Ain-  
 si, par exemple, si on comprend qu'une  
 femme noire ne vit pas les mêmes  
 formes de sexisme qu'une femme  
 blanche, cela justifie une élaboration  
 politique, des revendications spéci-  
 fiques et des cadres autonomes.

La construction de mouvements fé-  
 ministes, anti-racistes, décoloniaux  
 et LGBTI de masse, capables d'impo-  
 ser de vrais rapports de forces dans la  
 société et la lutte politique générale,  
 est un enjeu central. L'enjeu est aussi  
 d'avancer des revendications poli-  
 tiques claires et fortes dans les cadres  
 de lutte et d'auto-organisation afin de  
 contribuer à unir notre classe. Le gou-  
 vernement et les structures capitalistes  
 ont une tendance structurelle à instru-  
 mentaliser les oppressions afin de nous  
 diviser. Par exemple, les prises de pa-  
 role féministes (comme récemment  
 #metoo sur les réseaux sociaux) sont  
 utilisées à des fins racistes. Le NPA doit  
 travailler à la convergence politique  
 avec les organisations du féminisme et  
 de l'antiracisme politique.

Dans le contexte actuel l'islamopho-  
 bie occupe une place centrale dans la  
 lutte contre le racisme et pour un fémi-  
 nisme inclusif. Nous ne devons donc  
 pas hésiter à construire des cadres de  
 front commun avec des organisations  
 non-mixtes, y compris des organisa-  
 tions inter-classistes. Comme pour tout  
 front commun, le choix de ces organi-  
 sations dépend, selon les situations, de  
 leurs positions et de leur réalité mili-  
 tante, et ne doit pas nous dispenser de  
 polémiquer en toute indépendance po-  
 litique contre celles de leurs positions  
 que nous ne partageons pas. Dans ces  
 cadres, nous ne renonçons pas à nos  
 idées, bien au contraire. Parce que nous  
 serons des acteur•trice•s d'un combat  
 large et unitaire, nous pourrions légit-  
 imement y porter nos revendications  
 immédiates, tout en popularisant des  
 éléments de notre projet révolution-  
 naire communiste.

## III. Démocratiser !

Sans prétendre que notre parti  
 puisse être une « contre-société », il  
 doit être un lieu d'émancipation, vigi-  
 lant contre la reproduction des oppres-

sions, où les nouveaux et nouvelles mi-  
 litant•e•s puissent prendre leur place.  
 Il faut apprendre à débattre sans que  
 cela dégénère en « drame familial » à

chaque instant. Vu les violences de la  
 société ac-  
 tuelle, ce n'est pas simple,

11 mais cela fait partie de la « formation »  
qui doit être transmise dans un parti  
pour l'émancipation... Notre parti doit  
devenir un cadre d'émancipation le  
5 plus conforme possible aux principes  
de la société que l'on veut bâtir.

10 Le NPA doit se penser en tant que  
collectif militant coordonné afin de  
pouvoir peser sur la situation ; cela né-  
cessite qu'il se dote d'un cycle de for-  
mations de base pour l'accueil des nou-  
veaux et nouvelles militantes,  
15 affermissant leurs convictions, limi-  
tant les inégalités entre camarades  
dans la compréhension politique, déve-  
loppant les capacités d'intervention  
tant dans les débats internes que dans  
les activités extérieures. Il faut limiter  
20 au maximum la division entre tâches  
« intellectuelles » (formation, élaboration,  
etc.) et « manuelles » (diffs, col-  
lages, etc.).

25 Nous devons aussi surmonter l'im-

**préparation de nos forces militantes  
et mener une politique volontariste :**  
pour s'implanter dans les secteurs stra-  
tégiques, former les camarades aux ac-  
tivités syndicales, relancer une CILT  
produisant des outils et analyses. L'af-  
faiblissement des syndicats et de leur  
structure facilite l'implantation des ca-  
marades et leur élévation à des respon-  
sabilités auxquelles ils et elles ne sont  
malheureusement pas préparées. La  
relance de ces commissions est d'au-  
tant plus nécessaire pour la stimula-  
tion, l'accompagnement et la mutuali-  
sation des expériences de ces  
camarades de bonne volonté mais dé-  
munies.

Étant donné leur rôle, les porte-  
paroles du NPA ne devraient pas pouvoir  
s'engager à signer des tribunes prenant  
des positions non-discutées ou diffé-  
rentes de celles du parti. Leurs inter-  
ventions doivent être discutées et défi-  
nies au jour le jour avec le comité

exécutif, ils et elles doivent rendre des  
comptes et être contrôlés par la di-  
rection à travers le CPN.

La vie des comités, leurs débats en  
AG régulières (notamment à l'occa-  
sion des compte-rendu de CPN),  
comme le droit des tendances et des  
fractions doivent être respectés.  
Au-delà des divergences politiques et  
même des différends méthodologiques,  
les comités comme les tendances et  
fractions contribuent aujourd'hui à  
construire le NPA. Aucune limitation de  
la démocratie, aucune mesure adminis-  
trative ne permettraient de résoudre  
des problèmes politiques et d'aller vers  
une plus grande unité d'action. Celle-ci  
ne pourra naître que des débats de fond  
les plus larges et, selon nous, de pas en  
avant significatifs vers la refondation  
du NPA – une refondation du type de  
telle dont cette plateforme esquisse  
quelques grands axes.

## Texte U : Projet de texte de congrès

30 *Alain K (93), Alex (75-19), Alexandre (Toulouse), Alice (38), Aline (Lons-le-Saunier), Antoine (75), Brigitte (76), Camille  
(75-19), Catherine (Beauvais), Cathy (93), Christian (75-17/18), Christian (Tarbes), Christine (Alençon), Christine P (Rouen),  
Clément (Rouen), Côme (95), Emile (93), Gérard (Quimper), Hegoa (Toulouse), Hélène (Rouen), Janine (Quimper), Jean (Perpi-  
gnan), Jean-Marc (93), Jean-Paul (Avignon), Johan (Gers), Julien S (93), Laurent (Avignon), Laurent (Chambéry), Lemmy (94),  
Léon (94), Lily (31), Lucie (25), Manon (Poitiers), Manu (75-18), Marine (Toulouse), Matthieu (93), Michel (Grenoble), Mimosa  
(75), Olivier B (75 Poste), Oriane (Chambéry), Pacontan (75), Patrick (Rouen), Pauline (31), Penny (75-20), Philippe (Louviers),  
35 Philippe P (33), Pierre (75-20), Raphaël (93), Robert (94), Roseline (Grenoble), Sandra (75-18), Sandra (Nantes), Simon (26),  
Simon (93), Sophie (Louviers), Sylvain (31), Sylvain (75-20), Sylvain (Tours), Thomas (94), Ugo (75-18)*

**VOTE DU CPN : 39 POUR, 36 CONTRE, 2 ABSTENTION, 4 NPPV.**

40 La situation politique, que l'on se situe  
à l'échelle internationale ou nationale,  
est caractérisée par l'exacerbation de la  
confrontation entre la bourgeoisie et les  
classes opprimées, au premier rang des-  
quelles la classe ouvrière. Dans cet af-  
45 frontement, le rapport de force s'est lar-  
gement dégradé aux dépens de ces  
dernières. Les crises économique, so-  
ciale, écologique, qui s'alimentent, ap-  
profondissent la crise de représentation  
politique des travailleurEs et créent une  
situation d'instabilité de plus en plus  
importante pour la bourgeoisie. Des ré-  
sistances existent, mais sont insuffi-  
santes, jusqu'alors, pour inverser le rap-  
port de force et contrer l'offensive  
réactionnaire. Ces faiblesses ouvrent  
une possibilité, déjà réalisée sur le plan  
local, d'arrivée au pouvoir de partis po-  
litiques d'extrême droite.

60 La perte de repères politiques « de  
classe », en relation avec l'affaiblisse-  
ment des organisations traditionnelles  
du mouvement ouvrier, politiques et syn-

dicales, fait partie des difficultés de la  
période. L'affaiblissement de notre orga-  
nisation quant à son implantation et ses  
difficultés de fonctionnement sont en  
grande partie la réfraction des difficultés  
de notre classe sociale. Le fractionne-  
ment, les pertes de repères, l'intégration  
toujours plus profondes des organisa-  
tions syndicales posent des questions  
qui, sans être nouvelles, demandent des  
réponses, des formulations adaptées à ce  
calamiteux début de siècle.

L'objectif de notre quatrième congrès  
est de remettre sur pied une organisa-  
tion capable de répondre aux redou-  
tables tâches de l'heure. Notre texte,  
proposé par des camarades de sensibi-  
lités différentes, aux trajectoires di-  
verses, parallèles parfois, croisées à  
d'autres moments, a pour ambition de  
constituer la base politique d'un re-  
groupement politique qui permette de  
construire, de suivre une orientation  
au fil des mois et des échéances poli-  
tiques. Cela constitue la base d'un en-

gagement à construire l'organisation,  
notre organisation.

Cela ne règle pas pour autant toutes  
les questions, cela ne ferme pas la porte  
aux débats, aux divergences. Mais il ne  
s'agit pas d'un front commun sans  
45 principes. C'est une orientation qui  
s'appuie sur les éléments positifs de la  
dernière campagne présidentielle et  
sur la réalité de notre capacité à ré-  
pondre aux interrogations de nos ré-  
seaux militants, tant au niveau des po-  
sitionnements politiques que de la  
construction des mobilisations.

Dans les semaines qui viennent, nous  
serons confrontés à un redoutable dé-  
doublement de nos tâches. Être par-  
tie-prenante des mobilisations tout en  
assumant pleinement les débats de  
congrès. Mais il s'agit aussi d'une double  
occasion de (re)construire des cadres de  
confiance militants impliquant engage-  
ment dans les tâches et enrichissement  
du débat. Une double occasion de  
rompre avec les pratiques sectarissantes,

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 les invectives. Sur le fond, comme sur la forme, une confrontation qui tente de renouer avec « le meilleur des traditions du mouvement ouvrier ».

# 1. Situation. La mondialisation capitaliste : violence et chaos à tous les étages !

## 1.1. CRISES SANS FIN DU CAPITALISME

### 1.1.1. Une offensive libérale pour décupler l'exploitation

Depuis plusieurs décennies, l'ordre capitaliste impose au monde l'accélération des politiques néolibérales. Le but est, malgré de faibles taux de croissance, un accroissement sans fin de la rentabilisation du capital. Cette stratégie mène au chaos. La crise mondiale du capitalisme ouverte en 2008 a vu l'éclatement des contradictions ainsi accumulées. La crise est globale, économique, sociale, écologique, politique. La réponse des capitalistes et de leurs gouvernements a été une nouvelle accentuation des attaques, des politiques d'austérité sans précédent pour détruire le capital excédentaire et liquider les droits acquis par les travailleurEs. Cela conduit à la décomposition des tissus sociaux, des crises de régime et des soulèvements populaires tandis que les politiques d'ajustement structurel menées au nom du remboursement des dettes souveraines accélèrent les crises. Malgré la violence de ces attaques, le système peine à amorcer une nouvelle phase d'accumulation et la croissance mondiale tourne toujours au ralenti.

### 1.1.2. Bouleversements des rapports entre les impérialismes, militarisation de la concurrence

Le monde a changé de visage et devient multipolaire. Les États-Unis restent sans conteste la première puissance impérialiste par leur prédominance économique et militaire, l'Allemagne et le Japon demeurant aussi des puissances industrielles de premier plan. Mais les USA enregistrent néanmoins un déclin relatif sur le plan économique, au bénéfice de la Chine notamment, deuxième puissance mondiale.

Et la Russie de Poutine redevient un acteur géostratégique. Les institutions internationales impérialistes comme l'ONU, l'OTAN, la Banque mondiale ou l'OMC ont elles-mêmes perdu une part de leur substance, elles ne parviennent plus à jouer leur rôle de contrôle du monde. Le monde vit dans un état de

guerre permanent et la crise écologique produit des effets catastrophiques croissants.

Nous sommes entrés dans un monde de guerres permanentes. Celles-ci sont structurées en partie par la nouvelle compétition inter-impérialiste, à laquelle Trump a donné un nouvel essor. L'année 2017 est une nouvelle étape dans l'escalade guerrière qui fait peser un danger extrême pour les peuples du monde entier. Les tensions militaires en Europe centrale sont de plus en plus palpables et pourraient dégénérer en conflits armés, comme on a pu le voir ces dernières années en Ukraine. Le conflit entre les États-Unis et la Corée du Nord se déroule même sur fond de menace nucléaire.

Les USA, l'Union européenne et le Japon n'ont pas réussi à subordonner les classes dominantes chinoises et, dans une moindre mesure, russes. Cette compétition exacerbe les conflits nés du pillage économique et de la confiscation des pouvoirs au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et en Europe orientale. Dans plusieurs pays, s'entremêlent des résistances populaires, des armées d'État et des milices privées structurant des mouvements identitaires réactionnaires. Des guerres de plus basse intensité se mènent aussi dans plusieurs régions, où les forces militaires ou paramilitaires (telles les organisations liées au narcotrafic) jouent un rôle clé dans la dépossession néolibérale, comme l'accaparement des terres des peuples indigènes. Ces situations diverses et souvent complexes imposent de garder une boussole de défense de touTEs les opprimés, et de l'indépendance de classe contre les impérialismes, les militarismes et les courants réactionnaires.

### 1.1.3. Une UE agressive... et en crise

L'Union européenne est toujours incapable de jouer en tant que tel un rôle politique impérialiste à la mesure de sa puissance économique. Ses dirigeants accentuent néanmoins une politique agressive, soumettant les populations au démantèlement des droits sociaux et des libertés démocratiques. L'UE et tous les États européens utilisent l'arse-

nal des Traités et la monnaie comme armes de coercition vis-à-vis de toute velléité de remise en cause de l'austérité.

La violence des institutions capitalistes européennes et l'alignement des gouvernements nationaux sur les politiques austéritaires et autoritaires préconisées à l'échelle de l'UE favorisent en outre les courants régionalistes, voire séparatistes, dans toute leur diversité, qu'elles soient progressistes comme la CUP en Catalogne, ou réactionnaires comme en Belgique ou dans le nord de l'Italie. L'affaiblissement, voire la désagrégation des États-nations est un phénomène durable, et la question nationale pourrait de plus en plus venir percuter les questions sociales.

Il n'existe pas d'autre voie progressiste que de dénoncer l'UE, rompre avec ses traités et ses institutions, et promouvoir, à terme, une Europe des travailleurEs et des peuples, garantissant le droit à l'autodétermination au Pays basque, en Catalogne, en Corse, en Écosse... comme principe démocratique.

### 1.1.4. La « guerre contre le terrorisme »

Se nourrissant du pourrissement du capitalisme et de régimes dictatoriaux en fin de course, récupérant leurs armes et parfois leurs cadres, ont émergé des courants ultraréactionnaires comme Al-Qaïda ou l'État islamique. Ils terrorisent les populations auxquelles ils veulent imposer de nouveaux régimes dictatoriaux et ont réussi à intervenir au cœur des puissances impérialistes par des attentats meurtriers contre les populations.

La « guerre contre le terrorisme » est le nouvel étendard au nom duquel les puissances impérialistes justifient leurs interventions dans des zones qui échappent de plus en plus à leur contrôle (Afghanistan, Moyen-Orient) alors qu'elles ont un enjeu géostratégique, sans que la supériorité militaire des coalitions soutenues par les impérialistes puisse s'imposer. La

11 France prend toute sa part dans ce processus, y compris et notamment en Afrique subsaharienne où elle tente de défendre, au nom de la « lutte antiterroriste », son pré carré de plus en plus contesté.

5 Ces interventions nourrissent la propagande des groupes terroristes et leurs capacités de recrutement, y compris en Europe ou en Amérique. Partout les États instrumentalisent la « lutte contre le terrorisme » afin de criminaliser les couches populaires, les migrantEs et les mouvements sociaux en restreignant les droits démocratiques et les libertés individuelles, voire en les supprimant.

### 20 1.1.5. Destructures environnementales ; changement climatique global

25 Tous les voyants du réchauffement climatique et de la réduction de la biodiversité sont au rouge. La catastrophe écologique annoncée n'est pas pour la fin du siècle, elle est déjà là, comme on l'a vu avec l'ampleur inégalée des derniers ouragans dans les Caraïbes, et comme le constatent les 15.000 scientifiques qui ont publié un appel d'alarme à la mi-novembre.

30 Les catastrophes humanitaires et les migrations forcées atteignent un niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

35 Loin de l'objectif affiché, dans l'accord de Paris en décembre 2015, de limiter l'élévation de la température moyenne sous le seuil de 1,5°C, les engagements nationaux cumulés mènent à une élévation supérieure à 3°C. Les gouvernements des principaux pays capitalistes, qui sont responsables de 80 % de la pollution dans le monde, se contentent de belles paroles tandis que d'autres, comme Trump, reviennent même en arrière. Sous prétexte d'économie « verte », on veut faire payer les frais de la crise écologique à la population. Mais pour résoudre la crise écologique et assurer la survie de l'humanité, il faut s'attaquer aux causes, c'est-à-dire au capitalisme et à son productivisme sans limites, et décider collectivement quoi et comment produire dans le respect de l'environnement pour satisfaire les besoins sociaux de l'humanité.

### 60 1.1.6. MigrantEs, réfugiéEs

Les situations de guerre et de violences, les convulsions économiques, les décompositions sociales, les désastres dus au chaos climatique im-

posent de fuir leur foyer à près d'un milliard d'êtres humains, dont les trois-quarts au sein même de leur espace national. Les femmes et les enfants constituent aujourd'hui plus de la moitié des migrantEs vers l'Europe. Dans les pays en guerre, les femmes subissent les violences qui s'exercent spécifiquement contre elles (notamment les viols). Elles jouent en outre un rôle essentiel dans l'agriculture de subsistance qui est détruite tant par l'appétit vorace des multinationales que par le réchauffement climatique. En cas de crise, elles sont les premières à devoir partir.

Les phénomènes migratoires deviennent une question politique importante et un phénomène social durable. Les pays industrialisés ont largement la possibilité d'accueillir les migrantEs qui désirent s'y rendre, mais ces dernierEs deviennent l'objet de campagnes xénophobes de la part des États et des courants réactionnaires. L'enjeu de ces campagnes est, sur le fond, la volonté des classes supérieures d'empêcher l'immigration de renforcer numériquement et sur le plan militant la classe ouvrière, et de ne pas lui céder une part plus importante des richesses. Le double défi posé au mouvement ouvrier est de lutter contre la xénophobie et d'aider à l'accueil et à l'organisation de ces travailleurEs migrantEs. La répression contre les migrantEs est menée hors de tout cadre légal, aussi bien contre les adultes que contre les enfants.

## **1.2. LES RÉSISTANCES NE CONDUISENT PAS À L'HEURE ACTUELLE À UNE REMISE EN CAUSE GLOBALE DU CAPITALISME**

### 1.2.1. Des résistances de masse dans un contexte de recul profond du rapport de force

L'offensive des classes dominantes combine une attaque massive contre les droits sociaux et la remise en cause de principes démocratiques que la bourgeoisie avait pourtant utilisés, sous la pression des luttes ouvrières, pour légitimer sa domination, alors que dans le même temps le salariat, toujours plus précarisé, est en progression numérique et cherche partout à défendre ces droits.

Les pays asiatiques émergents, notamment, sont un enjeu de cette lutte sociale, pour la conquête de droits sociaux et démocratiques pour le prolétariat. En Amérique latine, dans le sous-continent indien, mais aussi en

1 Chine, au Maghreb et en Afrique subsaharienne, la paysannerie (majoritairement composée de travailleuses agricoles), prise sous les feux croisés des désastres écologiques, de l'extractivisme et des politiques ultra-libérales, se retrouve au premier plan des luttes sociales, et les questions écologiques sont devenues un élément central dans les mobilisations.

10 Les femmes sont les premières visées dans les remises en cause des droits sociaux et sont particulièrement frappées, avec les féminicides, par la reconfiguration néolibérale de la violence. De plus, elles subissent la remise en cause systémique de l'ensemble des droits relatifs à la liberté de disposer de leur corps. Dans de nombreux pays ont lieu des mobilisations massives de femmes, avec notamment les journées de mobilisation internationale contre Trump, les mobilisations « ni una menos » contre les violences et les féminicides, les manifestations pour le droit à l'IVG en Europe, la grève internationale des femmes le 8 mars 2017...

25 La jeunesse est exaspérée par l'absence de perspectives en matière d'emploi, par la corruption et la confiscation du pouvoir politique et s'insurge dans de nombreux pays. Dans les pays impérialistes également, des mobilisations de masse ont eu lieu contre les réformes libérales (Grèce, France...), les effets de la crise financière, en particulier sur le logement.

30 Les processus révolutionnaires au Maghreb et au Moyen-Orient, qui ont secoué et abattu des dictatures depuis 2011, n'ont pas débouché sur une remise en cause durable des systèmes d'oppression et sont confrontés à des forces contre-révolutionnaires sous la forme de forces intégristes et/ou du recyclage d'anciennes composantes des dictatures soutenues par les impérialismes (Égypte, Tunisie). De même, l'Afrique subsaharienne connaît de façon récurrente des insurrections démocratiques contre les dynasties néocoloniales intégrées au système impérialiste, notamment français. Faire converger, unifier et radicaliser les luttes menées de divers angles est donc un enjeu toujours plus urgent, qui doit pouvoir s'appuyer sur la solidarité internationale des exploités et des opprimés.

60 Les fortes résistances populaires et les insurrections de ces dernières années ne sont pas parvenues jusqu'à présent à inverser le rapport de forces. Les

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 classes dominantes parviennent à empêcher la constitution du prolétariat en classe pour soi dans les pays où il se développe, tandis qu'elles cassent les capacités de résistance collective (syndicats, partis, associations...) dans les pays où il a été historiquement très organisé. Les éléments de convergence de la période précédente, comme les forums sociaux et les mouvements de solidarité internationale, connaissent actuellement une période de recul... que nous espérons la plus courte possible.

### 15 1.2.2. L'essor des populismes d'extrême droite

20 Les violentes attaques contre les droits sociaux ont conduit au rejet des forces politiques qui les ont mises en œuvre et à une rupture avec les forces issues de la social-démocratie en Europe ou des Démocrates aux États-Unis. Le climat idéologique actuel et les faiblesses du mouvement ouvrier sont propices au développement de courants réactionnaires, de droite plus ou moins extrême, qui séduisent les classes moyennes mais aussi certaines franges de la classe ouvrière. À l'échelle mondiale, la dernière période a été marquée par le développement d'une nouvelle vague de ces partis populistes et/ou néofascistes qui sont parvenus, en particulier dans l'UE, à rassembler de puissants conglomerats électoraux autour d'un programme xénophobe, ra-

ciste et nationaliste. Ces partis populistes proviennent tantôt de la radicalisation de partis traditionnels des classes moyennes, à l'exemple de l'UDC suisse ou encore du FPÖ autrichien, ou d'une rupture nationaliste au sein des partis conservateurs, comme c'est le cas de l'AfD en Allemagne ou encore de l'UKIP en Grande-Bretagne. Leur essor montre en tout cas que la crise est en train de créer les bases sociales susceptibles de soutenir des projets d'États autoritaires et xénophobes.

### 1.2.3. L'émergence, le développement et les impasses des « nouveaux réformismes »

Les résistances de masse et la contestation, ainsi que la faiblesse des courants anticapitalistes et révolutionnaires, ont favorisé l'apparition et le développement parfois fulgurant de « nouveaux réformismes ». Ces courants et organisations sont diverses : certains ont suivi le sillon chaviste avec l'arrivée dans plusieurs pays d'Amérique latine de « gouvernements progressistes anti-impérialistes » ; d'autres se sont structurés au sein des anciens partis (Corbyn en Grande-Bretagne ou Sanders aux USA), d'autres enfin se sont construits et affirmés comme débouchés politiques de mouvements sociaux inaboutis, comme l'ont fait Syriza en Grèce et Podemos dans l'État espagnol.

Si elles ont capté la politisation et la

radicalisation de nouvelles générations politiques, les directions de ces mouvements politiques ont connu des processus de bureaucratisation accélérés et ont rapidement montré que leur refus de s'engager dans une démarche de rupture politique et sociale avec le système capitaliste les amenait à des impasses et capitulations : dégénérescence extractiviste, corrompue et répressive des gouvernements progressistes en Amérique latine, particulièrement frappante au Venezuela ; Syriza, comme autrefois le PT brésilien, s'est retrouvée elle-même à mettre en œuvre les nièmes plans d'attaques contre un mouvement ouvrier désarmé politiquement ; reculs de Sanders, tournant vers le PSOE de Podemos.

Les succès et échecs de ces courants et organisations sont des révélateurs des rapports de forces politiques et sociaux : ils peuvent contribuer à cristalliser, à gauche, le refus de la soumission à l'austérité et, plus globalement, au néolibéralisme, comme l'a fait La France insoumise au cours des élections de 2017, et provoquer des ruptures au sein de la gauche gestionnaire. Mais les illusions qu'ils entretiennent sur les compromis possibles au sein des institutions bourgeoises doivent être combattues, sans toutefois verser dans un sectarisme qui ne tiendrait pas compte du fait qu'ils expriment, de manière déformée, le niveau de conscience, et de confiance, de notre camp social.

## 2. La situation politique en France

### 2.1. CRISE POLITIQUE

La crise de représentation politique de la bourgeoisie a connu une nouvelle étape avec la dernière élection présidentielle. Elle s'exprime notamment par une abstention croissante posant la question de la légitimité des pouvoirs élus. Les mesures libérales, de plus en plus difficiles à légitimer par l'obtention d'une majorité dans les urnes, ont explosé les partis piliers de l'alternance.

#### 2.1.1. La crise du Parti Socialiste et des Républicains

Les Républicains ont été sabordés par la corruption, que ce soit celle de Fillon ou celle de Sarkozy avec notamment l'affaire Kadhafi et par la concurrence d'un Front national banalisé. Leurs positions institutionnelles sont en recul, ce qui a accéléré le départ de cadres opportunistes vers LREM. Mais LR reste un parti

puissant, implanté, avec une assise électorale et populaire très forte. Sa base sociale est une frange réactionnaire de la société, on l'a vu avec la Manif pour tous, poreuse avec certains secteurs de l'extrême droite. Wauquiez en est l'incarnation, comme Fillon avant lui. LR est prêt à jouer un rôle de premier plan dans les conflits politiques prochains.

Le PS, en revanche, semble en bout de course. Le départ à LREM de la frange qui a toujours voulu détruire le peu de lien qui restait entre le PS et le mouvement ouvrier, combiné à celui de Hamon, son dernier candidat à la présidentielle, le laisse sans projet politique et probablement sans avenir. Ses débats internes portent pour l'essentiel sur l'avenir des positions institutionnelles héritées de la période précédente, notamment les mairies et les associations, et sur leur capacité à survivre à la chute du PS.

Hamon, de son côté, cherche semble-t-il un accord équilibré avec LFI.

#### 2.1.2. Le phénomène Macron

Les institutions antidémocratiques de la Vème République, avec l'élection au suffrage universel direct du Président et sa confirmation par des élections législatives sans proportionnelle, ont permis, à travers Macron et LREM, à la fraction la mieux organisée du capital industriel et financier de se réorganiser et de renforcer son emprise politique tout en sauvant les apparences de la démocratie.

Mais l'assise sociale réelle de Macron est aussi faible que les réseaux qui ont permis son élection sont puissants. Il n'a pas de réel parti pour défendre sa politique dans les institutions comme dans la population. Son absence de légitimité, corroborée par les enquêtes

11 d'opinion ou les sénatoriales, montre  
qu'il est davantage un symptôme de la  
crise politique qu'une solution pérenne  
pour la dépasser. L'échec programmé  
5 de sa politique et sa popularité en chute  
libre prédisent que la prochaine pé-  
riode connaîtra de nouveaux boulever-  
sements.

## 10 **2.2. MACRON, NOUVEAU REPRESENTANT DES « ÉTATS FORTS »**

La tendance aux États forts est mon-  
diale, mais Macron utilise pleinement  
la Constitution de 1958, par exemple  
15 ses ordonnances. La dimension autori-  
taire du macronisme amplifie la marche  
vers l'État policier des gouvernements  
précédents, en particulier l'état d'ur-  
gence institué par le gouvernement  
Hollande. L'inscription de celui-ci dans  
20 le droit commun et l'approfondisse-  
ment du processus de criminalisation  
du mouvement social ne sont pas des  
accidents.

25 L'intensification majeure de la ré-  
pression policière et judiciaire accom-  
pagne les contre-réformes. Il s'agit  
d'écraser toute opposition, même mi-  
noritaire. C'est la traduction, à une  
30 échelle plus massive, d'une politique  
déjà à l'œuvre dans ce qu'on peut quali-  
fier de laboratoires de la répression  
d'État (quartiers, migrants, mobilisa-  
tions contre les GPII). Des espaces où  
35 l'État s'est progressivement affranchi  
du droit commun, la police du moindre  
protocole, en toute impunité. Ces poli-  
tiques répressives s'étendent des pé-  
riphéries vers le centre et vont s'appli-  
40 quer à toute opposition. La répression  
policière prend de nouvelles formes et  
la police s'appuie sur un armement tou-  
jours plus important et sophistiqué.

On assiste clairement à une militari-  
45 sation de la répression. Il y a derrière  
cela une volonté de casser, de détruire  
des individus, physiquement ou psy-  
chologiquement, mais également de  
faire peur, pour diviser, dissuader et  
50 ainsi faire refermer les espaces poli-  
tiques de la contestation.

Depuis son élection, sous couvert  
de « modernisation » et de « rationa-  
lisation », Macron se donne, en sus de  
55 la mise en place de l'état d'exception  
permanent, les moyens institution-  
nels d'un exercice du pouvoir hyper  
concentré : processus de sélection  
par l'exécutif des candidats LREM au  
60 législatives, renforcement du poids  
de la technocratie d'État, bras-de-fer  
avec la chef d'état-major des armées  
Pierre de Villiers, qui a abouti à la dé-  
mission de ce dernier, etc. De plus, la

communication gouvernementale et  
présidentielle est verrouillée. La  
presse est tenue à l'écart, le Conseil  
des ministres doit rester un huis clos,  
la ministre de la Culture a porté  
plainte contre les sources des journa-  
listes. Autant d'actions qui repré-  
sentent des dangers pour la liberté de  
la presse et d'informer.

De même, malgré des discours aux  
apparences « libérales » sur les problé-  
matiques liées à l'écologie, à l'immigra-  
tion ou aux questions de genre, le pou-  
voir s'inscrit dans la continuité des  
gouvernements précédents : soumis-  
sion aux lobbys productivistes, chasse  
aux migrantEs, suppression du ministè-  
re et baisse de 25 % des budgets  
consacrés aux droits des femmes et ter-  
giversations sur le PMA, etc. La moder-  
nité apparente du macronisme dissi-  
mule mal un projet antisocial appuyé  
sur un exercice autoritaire du pouvoir  
qui, loin de faire reculer les idées réac-  
tionnaires, les conforte.

## 2.3. L'EXTRÊME-DROITE, UN RECOURS ÉVENTUEL

### 2.3.1. Le développement des cou- rants réactionnaires : une réponse à la crise

Les idées réactionnaires trouvent un  
écho dans de larges couches sociales  
frappées par le pourrissement du capi-  
talisme et sa globalisation et qui es-  
pèrent un illusoire retour en arrière. Le  
champ religieux voit se développer des  
courants réactionnaires qui peuvent at-  
teindre un niveau de masse, comme la  
Manif pour tous. Ces courants font pe-  
ser une lourde menace sur l'ensemble  
des oppriméEs, en particulier les mi-  
grantEs, les femmes et les LGBTI. Dans  
un mouvement inverse, les revendica-  
tions des LGBTI et des femmes sont ré-  
gulièrement récupérées comme argu-  
ment au racisme et à l'islamophobie.

Des courants de type fasciste se  
constituent, tels les groupuscules  
d'inspiration catholique comme l'Ac-  
tion française ou Civitas, les Identita-  
naires, ou encore avec le développe-  
ment de l'intégrisme islamique ou la  
permanence des milices de l'extrême  
droite sioniste.

### 2.3.2. Le Front National, une me- nace majeure pour le mouvement ouvrier

En France, le développement du po-  
pulisme de droite reste canalisé par le  
FN, un parti qui puise ses racines  
dans le fascisme. Durant ces der-

nières années, le FN a mené une opé-  
1 ration de « dédiablement » qui s'est  
appuyée sur la reprise d'une partie de  
son discours dans la droite classique  
et même, partiellement, dans la  
5 gauche officielle et sa mise en place  
par les gouvernements.

Dans la pratique, la « dédiablement »  
du FN s'est en réalité limitée à  
substituer l'islamophobie à l'antisémi-  
10 tisme traditionnel de l'extrême droite  
française, sans que la nature de ce parti  
ait été modifiée. Elle a été efficace, les  
scores du FN progressant depuis 2002  
de 200 000 voix par an. Le FN est divisé  
15 entre deux politiques entre lesquelles  
Marine Le Pen incarne un point d'équi-  
libre. La première est un nationalisme  
ultra-libéral économiquement et ultra-  
réactionnaire socialement incarné par  
20 Marion MLP, qui revient aux fonda-  
mentaux du FN. Elle vise à fédérer les  
couches réactionnaires du pays et est  
prête, dans ce cadre, à un compromis  
sur la question de l'Euro. La seconde,  
25 incarnée jusqu'à son départ par Philip-  
pot, a davantage la préoccupation d'at-  
tirer un électorat populaire écoeuré par  
la politique de la gauche au pouvoir et  
met en avant des politiques étatistes et  
30 des mesures sociales subordonnées à la  
préférence nationale.

Le départ de Philippot ne résout pas  
cette tension, il est la conséquence de  
l'incapacité du FN à résoudre la ques-  
35 tion de l'accès au pouvoir bourgeois.  
L'arrivée du FN au pouvoir est cepen-  
dant aujourd'hui devenu une hypo-  
thèse crédible qui constitue une me-  
nace majeure pour le mouvement  
40 ouvrier et les intérêts des oppriméEs et  
des exploitéEs. Lutter contre le FN est  
un enjeu majeur : c'est un combat mili-  
tant par une politique unitaire, un com-  
bat idéologique pour arracher les mi-  
lieux populaires aux raisonnements  
45 nationalistes et un combat social pour  
redonner confiance, à travers les expé-  
riences de luttes sociales, dans la force  
collective du monde du travail et de la  
50 jeunesse, pour transformer les rapports  
de force.

## 2.4 MELENCHON ET LA FRANCE INSOUmise

Mélenchon et LFI réussissent à repré-  
senter électoralement le refus de la loi  
travail et de l'austérité, contre le FN, la  
droite et le PS. À l'inverse du Front de  
gauche en 2012, Mélenchon rassemble  
60 autour de lui les « insoumis » et refuse  
toute démarche unitaire. Il faut souli-  
gner le caractère de masse des mee-  
tings de sa campagne, la force de frappe

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 numérique due à l'existence de groupes  
de militants actifs. Son programme  
s'appuie sur un plan de relance keyné-  
sienne par la demande. Le protection-  
5 nisme et le républicanisme structurent  
son discours, tournant le dos à la liber-  
té de circulation, l'internationalisme et  
l'anti-impérialisme, le droit à l'autodé-  
termination des peuples...

10 Effaçant les repères de classe, il  
propose la réalisation du Peuple, der-

rière le Chef, contre l'élite. Sa straté-  
gie ne se dégage pas du cadre institu-  
tionnel, aujourd'hui autour de  
l'activité parlementaire, demain avec  
la VIème République. LFI est conçue  
comme un mouvement se substituant  
aux autres formes considérées comme  
dépassees, ce qui justifie l'absence de  
toute démarche unitaire (23 sep-  
tembre). LFI veut apparaître comme  
l'unique opposition politique à

gauche au gouvernement. 1

Mais deux problèmes sont lourds  
de contradictions : la volonté d'hégé-  
monie de LFI va à l'encontre d'une  
forte aspiration à l'unité et, en in-  
5 terne, le fonctionnement pyramidal  
descendant (groupes d'appui de 15  
membres au plus avec interdiction de  
se coordonner, direction non élue...)  
ne peut que se heurter à l'aspiration 10  
à la démocratie.

## 15 3. Les résistances : état du mouvement ouvrier, social et politique 15

### 20 3.1. TRANSFORMATIONS PROFONDES DU PROLÉTARIAT ET DE SA REPRÉSENTATION

#### 25 3.1.1. Un prolétariat toujours aussi fort numériquement mais extrême- ment hétérogène

L'offensive néolibérale s'est traduite  
dans les anciens bastions industriels  
d'Europe et d'Amérique du Nord par un  
chômage de masse, l'éclatement des  
30 grosses unités de production et des  
grands centres industriels, un déplace-  
ment vers le secteur tertiaire et la des-  
truction des collectifs de travail  
jusqu'au sein des grandes entreprises  
par la précarité (intérim, sous-trait-  
35 tance...) et des politiques de manage-  
ment spécifiques.

De nouveaux domaines sont intégrés  
au marché pour accélérer encore la cir-  
culation du capital, avec Uber, Delive-  
40 roo. Dans ces domaines, les travail-  
leurEs sont sans droits ni protection  
collective, bien que des phénomènes  
inverses se produisent, avec le dévelop-  
pement de nouvelles résistances pour  
45 en conquérir.

Le prolétariat a profondément chan-  
gé. Le chômage et la précarité ont ex-  
plosé. Une partie croissante du proléta-  
riat est reléguée en dehors de la  
50 production. Si le CDI reste encore la  
norme largement dominante, le CDD,  
l'intérim, les vacances... ont fortement  
progressé depuis les années 1980, sur-  
tout dans la jeunesse. La féminisation  
55 de l'emploi est également une caracté-  
ristique du prolétariat aujourd'hui.  
Cette fraction du prolétariat, concen-  
trée dans le secteur tertiaire cumule  
discriminations, précarité et occupe  
60 l'essentiel des emplois à temps partiel.

Dans les services publics, la précarité  
s'étend également. Les départs à la re-  
traite non remplacés, le gel du point  
d'indice et l'externalisation sont autant

d'éléments qui contribuent à la casse  
des services publics et à la démoralisa-  
tion des agents.

La démolition des garanties et pro-  
tections collectives aggrave l'affaiblisse-  
ment de la conscience de classe, et la  
régression du mouvement ouvrier. La  
lutte de tous contre tous nourrit les  
idéologies populistes dont le fond de  
commerce est l'exploitation des divi-  
sions entre salariés : français/immig-  
rés, travailleurs/« assistés ».

Enfin, l'absence de projet politique,  
international pour le prolétariat, avec  
la chute de l'Union soviétique puis le  
reflux du mouvement altermondialiste,  
réduit encore la conscience d'apparte-  
65 nir à une classe sociale et la confiance  
dans son rôle dans l'Histoire.

#### 40 3.1.2. L'affaiblissement de la conscience et de l'indépendance de la classe et des organisations du mouvement ouvrier

Ces transformations affectent tout  
particulièrement les grandes concen-  
trations ouvrières qui ont été le lieu pri-  
vilégié de la construction du mouve-  
ment syndical et ouvrier et le point  
d'appui pour les conquêtes sociales.  
Aujourd'hui, même si des secteurs ont  
gardé la capacité de « bloquer l'écono-  
mie » (transports, raffineries...), aucun  
n'est aujourd'hui suffisamment organi-  
sé pour être en mesure d'agglomérer  
tous les autres autour de lui. La précari-  
sation, sous toutes ses formes, rend  
plus difficile les combats et l'organisa-  
tion collective, notamment syndicale.

Le « dialogue social » est donc au  
cœur du discours patronal et gouverne-  
mental, dans un contexte où les exi-  
gences de rentabilité du capitalisme en  
crise laissent peu de « grain à moudre ».  
Accepter le « dialogue social » revient  
donc à construire un syndicalisme  
d'accompagnement acceptant les ré-

gressions comme inévitables. À l'in-  
verse, construire un syndicalisme de  
lutte ou de transformation sociale né-  
cessite de faire face aux échecs succes-  
sifs, de risquer une marginalisation  
d'autant plus importante que les forces  
militantes se sont numériquement af-  
faiblies, les repères largement estompés. 20

Les réformes du Code du travail, de  
droite et de gauche, accompagnant et  
accélérant les transformations de l'or-  
ganisation du travail, bouleversent les  
30 systèmes de relations sociales dans les  
entreprises, risquant de fragiliser en-  
core plus les représentations, les droits  
des salariéEs.

La voie sera encore plus étroite pour  
le syndicalisme de lutte de classe que  
nous portons. Elle nécessite de pro-  
mouvoir l'auto-activité des salariéEs,  
dans les syndicats mais aussi par des  
assemblées générales, le refus des mé-  
canismes de délégation de pouvoir, la  
formation politique et militante pour  
faire face aux défaites.

#### 45 3.1.3 Des formes de militantisme qui naissent en dehors du mouvement ouvrier traditionnel

Même si les syndicats français ré-  
sistent un peu mieux à la crise du mou-  
vement ouvrier que ceux d'autres pays  
européens, la perte de référents liés au  
mouvement ouvrier pour toute une  
nouvelle génération conduit à de nou-  
velles formes de mobilisation socio-po-  
litiques. Nuit debout a répondu à des  
55 transformations objectives du monde  
du travail. A l'absence de lieu physique  
et/ou stable du travail, répondent les  
places publiques comme lieu d'organi-  
sation. Ce mouvement a permis d'agré-  
ger des secteurs sociaux et des jeunes,  
à un mouve-  
ment social ● ● ●  
d'ampleur. Le 60

11 mouvement Nuit debout n'a pas ren-  
contré l'écho d'autres expériences du  
même type (IndignéEs, mouvement Oc-  
cupy).

## 5 **3.2. DES RÉSISTANCES RÉELLES MAIS CONFRONTÉES À DES DIFFICULTÉS**

### 10 **3.2.1. Combattre les contre-ré- formes gouvernementales**

15 Les contre-réformes gouvernemen-  
tales (retraites, loi El Khomri, loi travail  
XXL...) provoquent des mobilisations  
importantes, des manifestations parfois  
massives mais un taux de grève faible.  
20 En 2016, les grèves n'ont été reconduites  
que dans un nombre très limité de sec-  
teurs (raffineries, ports et docks...), sans  
réussir à entraîner les autres secteurs  
qui se cantonnaient aux journées d'ac-  
tion. De nombreuses villes ont alors  
connu des blocages interprofessionnels  
de zones industrielles, de dépôts de car-  
burants, sous l'impulsion de certaines  
25 équipes syndicales (en particulier CGT  
et Solidaires) et en partie grâce au mou-  
vement des Nuit debout. Cette année,  
contre la loi travail XXL, l'existence, no-  
tamment à Paris, de cortèges indépen-  
dants (dont ceux du Front social) des  
cortèges syndicaux ou de regroupement  
unitaires locaux n'a pas réussi à inflé-  
chir le plan d'action syndical refusant  
de préparer l'épreuve de force avec le  
35 gouvernement.

Fondamentalement, il a manqué que  
soit largement partagée dans le mouve-  
ment, ou au moins certains de ses sec-  
teurs, une orientation pour construire  
l'auto-organisation, la grève et l'unité  
40 du mouvement. Ces luttes n'ont pu faire  
reculer le gouvernement mais des mo-  
bilisations sectorielles montrent la per-  
sistance d'une combativité.

### 45 **3.2.2. Contre les licenciements et les suppressions de postes**

Dans plusieurs entreprises menacées  
de fermeture, les travailleurEs ont  
mené des luttes très radicales, parfois  
désespérées. Dans tous les cas, elles  
ont eu le soutien d'une population soli-  
daire et révoltée par l'injustice de ces  
situations. Mais ces luttes sont restées  
tributaires du calendrier légal de plus  
55 en plus raccourci. Elles n'ont pas réussi  
à poser la question des licenciements  
comme un enjeu politique central, na-  
tional, même si la question de leur in-  
terdiction et des réquisitions des entre-  
prises est présente dans la réflexion  
des salariéEs. Dans les services publics,  
des grèves et conflits locaux impor-  
tants sont également intervenues sur

des problèmes d'effectifs, de charge de  
travail, de réorganisation (comme ceux  
du personnel soignant).

### **3.2.3. La lutte contre la précarité, des expériences porteuses d'ensei- gnements**

Les artistes et technicienNEs du spec-  
tacle ont su défendre leur statut d'inter-  
mittentEs en s'auto-organisant, en se  
liant aux autres secteurs du salariat, en  
posant pour toutes et tous la question  
de la précarité et en mettant en œuvre  
des modalités de luttes radicales et effi-  
caces. Les salariéEs de Deliveroo ont su  
trouver des formes de luttes adaptées et  
nouer des liens internationaux. Les  
mobilisations autour de la suppression  
des contrats aidés sont une autre ex-  
pression de ces résistances.

De même, dans des secteurs peu orga-  
nisés comme la restauration, l'hôtelle-  
rie, le nettoyage, les luttes sont récur-  
rentes et gagnent souvent. Ces exemples  
montrent les ressources des travail-  
leurEs même dans des conditions diffi-  
ciles, et le retour de la lutte des classes  
dans les sphères les plus exploitées.

### **3.2.4. L'exploitation et l'oppression des femmes**

L'exploitation est indissociable des  
oppressions et discriminations qui la  
modèlent et la renforcent. Si les femmes  
constituent la moitié du prolétariat,  
elles représentent l'essentiel des sala-  
riéEs à temps partiel, la majorité des  
précaires, cantonnées dans un nombre  
restreint de secteurs dévalorisés. Leur  
assignation aux tâches de soins (sala-  
riées ou gratuites dans le cadre de la  
famille) organise leur (sur)exploitation.  
Les attaques contre les services publics  
ne font que renforcer cette assignation.

Le sexisme culmine dans les vio-  
lences dans et hors du foyer, violences  
dont l'ampleur commence à se faire  
jour avec la libération de la parole des  
femmes notamment via les réseaux so-  
ciaux.

Le droit à l'IVG est remis en cause par  
l'austérité dans la santé, mais aussi les  
manques de budgets alloués aux plan-  
nings familiaux. De plus, le délai est  
toujours très court au regard d'autres  
pays européens comme les Pays-Bas et  
l'Angleterre (24 semaines contre 12). La  
PMA, après avoir été promise par le  
gouvernement Hollande, puis par  
Macron, est aujourd'hui à nouveau re-  
poussée jusqu'en 2018, alors qu'elle a  
été validée par le Comité consultatif na-  
tional d'éthique (CCNE).

## **3.2.5. Mouvements féministe et LGBTI : mobilisation et auto-orga- nisation**

La situation du mouvement féministe  
en France reste très faible, contraire-  
ment à ce qui se passe dans de nom-  
breux pays (Argentine, Italie, Pologne,  
État espagnol...).

En France, le mouvement autonome  
des femmes des années 1970 a gardé  
une structuration forte, ce qui d'un côté  
l'a très fortement institutionnalisé,  
mais de l'autre lui a permis de conser-  
ver un lien fort avec le mouvement ou-  
vrier traditionnel, notamment les orga-  
nisations syndicales.

Une nouvelle génération a pu émerger  
autour de revendications dites « inter-  
sectionnelles » et voulant une réponse  
politique pour les oppressions croisées,  
notamment sur la question femmes raci-  
sées/femmes voilées. Mais cette nou-  
velle génération ne donne pas de nou-  
veau souffle au mouvement global et, au  
contraire, des confrontations l'opposent  
au mouvement féministe traditionnel,  
tandis que l'auto-organisation des  
femmes reste assez embryonnaire,  
comme l'ont montré les rassemblements  
#MeToo #WeTooGether.

Du côté des luttes LGBTI, si on a pu voir  
un renouveau lors des mobilisations  
pour le mariage pour touTEs, le mouve-  
ment est aujourd'hui très éclaté. Il y a  
d'un côté des organisations liées à un PS  
de plus en plus en difficulté, qui connaî-  
tront probablement des évolutions sous  
Macron, ce qui s'est d'ailleurs déjà vu par  
le mot d'ordre de l'Inter-LGBT à la Pride  
de Paris qui revendiquait la PMA. De  
l'autre côté de nombreuses micro-organi-  
sations voient le jour, liées principale-  
ment aux théories Queer. Elles ont un  
discours très radical, mais refusent par  
principe l'unité avec l'ensemble du mou-  
vement et sont souvent (mais pas tou-  
jours) déconnectées du mouvement ou-  
vrier. Elles sont malgré tout, à leur  
échelle, vectrices de solidarités collec-  
tives et permettent aux personnes LGBTI  
les plus précaires de trouver un refuge.

### **3.2.6. Le combat des migrantEs**

La question des conditions d'accueil  
et des droits des migrantEs est centrale.  
Elle mobilise des secteurs très diffé-  
rents (religieux, humanitaires, syndi-  
caux...) dans une démarche solidaire et  
humaniste irremplaçable. Plus rare-  
ment, elle débouche sur une auto-orga-  
nisation des premièrEs concernéEs.  
Des secteurs s'organisent contre le ra-  
cisme d'État et l'islamophobie.

D'abord laboratoire du non-droit, les

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 méthodes mise en œuvre pour la chasse  
aux migrantEs ont été étendues à l'en-  
semble de la population racisée, des  
quartiers populaires en général et en-  
fin des militantEs. Le traitement des  
5 migrantEs a lui basculé au-delà de  
toute considération même simplement  
humanitaire.

10 Dans le cadre européen comme en  
France, le combat pour la liberté de cir-  
culation et d'installation devient un  
combat central bien que les mobilisa-  
tions soient faibles. L'ensemble des  
forces institutionnelles radicalise le  
15 discours anti-migrants en faisant appel  
aux réflexes de crainte et de mises en  
concurrence. La construction d'un  
mouvement unitaire pour l'accueil in-  
conditionnel et digne des migrantEs est  
20 un enjeu (régularisation, accès au loge-  
ment et au travail, à l'éducation).

Le NPA s'y inscrit pleinement et y dé-  
fend l'égalité des droits pour touTEs à  
conquérir par nos luttes communes contre  
25 les frontières et les États qui défendent les  
intérêts d'un système en crise.

Le racisme ne se contente pas de divi-  
ser et d'opposer idéologiquement les  
travailleurEs. Les travailleurEs raciséEs,  
30 a fortiori sans-papiers, occupent les em-  
plois les plus précaires, pénibles, dan-  
gereux et mal payés. Ils/elles consti-  
tuent une catégorie de travailleurEs  
sans droits, utilisée pour tirer vers le bas  
35 les conditions de travail de l'ensemble  
du salariat. Les femmes racisées et/ou  
migrantes sont surreprésentées dans les  
travaux indispensables, mais dépour-  
vues de toute reconnaissance à la fois  
40 matérielle et symbolique, du soin à do-  
micile, nettoyage...

### 3.2.7. Résistance des quartiers populaires

45 Une partie importante de la population  
est reléguée dans les quartiers popu-  
laires et subit un ensemble de discrimi-  
nations : à l'emploi, pour l'accès au loge-  
ment, aux services publics... Les  
violences policières sont un élément cen-  
tral de ce dispositif de relégation qui ne  
peut plus tenir sans violences physiques.

La marche contre le racisme et pour  
la dignité d'octobre 2015, puis celle  
55 pour la justice en 2017, ont permis l'au-  
to-organisation de cadres de mobilisa-  
tion nationaux en partie issus des  
quartiers. Autour de collectifs de vic-  
times, d'organisation de raciséEs et de  
60 solidarité internationale, ces initiatives  
ont été de relatifs succès. Elles ont es-  
sayé de faire le lien avec les partis et  
syndicats traditionnels, même si ceux-  
ci n'ont que faiblement répondu à cet

65

appel. Elles se sont appuyées sur les  
luttes de familles de victimes des vio-  
lences policières et ont parfois contri-  
bué à les renforcer. De fait, la question  
de la gestion coloniale des quartiers a  
gagné en visibilité dans le cadre de la  
généralisation des violences policières,  
ce qui pourrait être un point d'appui  
pour construire des convergences entre  
le mouvement ouvrier traditionnel et la  
jeunesse prolétaire racisée.

Par ailleurs, des luttes s'organisent  
autour des problématiques de loge-  
ment, de fermeture des services publics  
et/ou de gentrification des quartiers  
(contre la destruction d'HLM, contre  
l'expulsion de familles). Des mobilisa-  
tions collectives des populations des  
quartiers prennent forme sur d'autres  
problèmes plus concrets : coupure  
d'eau, d'électricité, nettoyage, etc.

### 3.2.8. Le cas Notre-Dame-des- Landes et les ZAD

Les combats contre les grands projets  
inutiles et destructeurs, souvent à par-  
tir d'une opposition locale et ponc-  
tuelle, débouchent sur une contesta-  
tion plus globale de l'absence de  
démocratie et des choix productivistes  
et capitalistes (partenariats public-pri-  
vé), réalisent une unité d'action entre  
secteurs très différents (paysans, rive-  
rains...). NDDL a constitué la première  
opposition au gouvernement Hollande  
et reste un enjeu central. La ZAD est  
une expérience fondatrice pour la dé-  
mocratie directe, l'auto-organisation,  
le remise en cause pratique des rap-  
ports marchands...

### 3.2.9. Alternatives et résistances concrètes

Les nombreuses et diverses expé-  
riences d'alternatives concrètes (SCOP,  
AMAP, monnaies locales, jardins par-  
tagés, usines, ateliers, restaurants,  
lieux autogérés...), ne suffisent pas à  
changer la société et peuvent toujours  
être réintégrées dans le système, mais  
elles montrent qu'un autre monde est  
possible en constituant des expé-  
riences d'auto-organisation limitées  
mais réelles. Les villages Alternatiba  
peuvent dans certains cas leur donner  
une visibilité mais peuvent aussi se li-  
miter à la promotion d'entreprises mar-  
chandises « vertes ».

## 3.3. LA SITUATION DANS LA GAUCHE RÉFORMISTE

### 3.3.1. La France Insoumise

La FI a acquis aujourd'hui une place

centrale dans le champ politique à  
gauche. Elle regroupe beaucoup de mili-  
tantEs des syndicats et associations, ain-  
si qu'un grand nombre de primo-arri-  
vantEs à la politique. Ces dernierEs  
5 adhèrent à la symbolique d'une organi-  
sation de masse, non partisane. Bien  
qu'elle ne le veuille pas, en refusant de  
considérer que le clivage de classe est  
primordial et en ne se considérant pas  
10 comme un parti, LFI est pour nous un  
parti du mouvement ouvrier, notamment  
par son influence dans les organisations  
syndicales et les luttes des classes popu-  
laires. Le NPA doit donc avoir une poli-  
15 tique de front unique en sa direction et  
mener avec ses militantEs comme face à  
sa direction le débat politique sur les  
orientations immédiates comme sur les  
perspectives stratégiques. 20

### 3.3.2. Le Parti Communiste Français

Le PCF poursuit sa crise. Son déclin  
électoral irréversible menace l'existence  
d'un parti qui survit grâce à ses positions  
25 institutionnelles, même s'il a réussi à  
sauver son groupe parlementaire. Il est  
de plus en plus affaibli et divisé politi-  
quement, une partie de ses membres  
sont tentés par, voire ont déjà rejoint, LFI,  
30 tandis que d'autres sont tentés par un re-  
tour aux fondamentaux du PCF (défense  
du parti, références nébuleuses et  
confuses au communisme).

Malgré sa crise, le PCF demeure un  
35 élément important de ce qui reste du  
mouvement ouvrier organisé. Une par-  
tie de ses militantEs, notamment dans  
la jeunesse, est réceptive à nos proposi-  
tions politiques. Il maintient une in-  
fluence non négligeable au sein des or-  
ganisations syndicales, en particulier  
la CGT. Nous devons donc avoir une po-  
litique de front unique en sa direction,  
40 continuer à interpeller la direction et  
les militantEs du PCF et mener des dé-  
bats critiques avec elles et eux.

Souvent critique à l'égard du PCF, la  
JC a su dans certaines régions prendre  
une place non négligeable. Elle recrute  
50 sur des bases certes parfois néostali-  
niennes, mais aussi combatives et anti-  
capitalistes, et ce, aussi bien dans la  
jeunesse scolarisée que chez les jeunes  
travailleurEs. 55

## 3.4. LA SITUATION DE L'EXTRÊME GAUCHE

### 3.4.1. L'extrême gauche politique

Lutte Ouvrière poursuit la même poli-  
60 tique depuis  
de nom- ● ● ●  
breuses an-

11 nées, qui l'isole de la grande partie de  
la jeunesse et des classes populaires,  
bien qu'elle maintienne un capital mili-  
tant important et une présence dans les  
5 grandes entreprises. Nous ne renon-  
çons pourtant pas à interpeller les mili-  
tantEs de cette organisation et à propo-  
ser un travail commun lorsque cela est  
possible. Pour ce qui est d'Alternative  
10 Libertaire, les liens sont plus forts dans  
un certain nombre de villes. Sur de très  
nombreux sujets il est possible de mili-  
ter ensemble et de polémiquer en toute  
fraternité sur les sujets qui nous di-  
visent, en particulier l'activité syndi-  
cale. Nous avons le souci de maintenir  
les liens tissés avec AL dans la conti-  
nuité du projet du NPA.

### 20 3.4.2. Les courants autonomes

Il existe une frange de la jeunesse ra-  
dicalisée qui cherche de « nouveaux »  
modes d'action collective et qui se  
structure en dehors des cadres tradi-  
tionnels. Cette rupture vis-à-vis des  
25 cadres partidaires ou syndicaux peut  
s'expliquer par un choix conscient,  
théorisé, mais aussi être le produit de la  
faiblesse et du manque de perspectives

## 30 4. Quelle orientation ?

Depuis 2012, l'extrême gauche est re-  
tombée dans la minorisation électorale  
35 qu'elle avait connue avant 1995, si-  
phonnée par le Front de gauche  
d'abord, puis par Mélenchon. Que les  
révolutionnaires fassent nettement  
moins que les réformistes n'est pas, en  
soi, une surprise : notre programme  
40 politique et notre faible médiatisation  
ne nous mettent pas à égalité sur le ter-  
rain électorale. Une séquence s'est refer-  
mée, ce qui ne veut pas dire que notre  
45 voix ne porte pas : nous avons eu rai-  
son d'utiliser la tribune électorale.

Nous avons connu un recul impor-  
tant de notre nombre de militantEs et  
de notre influence dans les mouve-  
50 ments et dans les syndicats. C'est un  
des enjeux de la prochaine période de  
reconstruire cette influence, en s'ap-  
puyant sur notre légitimité dans cer-  
tains secteurs.

Après des débuts difficiles, qui ont  
failli hypothéquer la collecte des 500  
parrainages, le NPA a fait, globalement,  
une bonne campagne. Philippe Poutou,  
candidat ouvrier anticapitaliste, a mar-  
qué médiatiquement le débat du 4 avril.  
Nous avons pu, plus qu'en 2012, expri-  
mer la colère de notre classe contre les  
politiciens professionnels et porter  
quelques éléments, trop peu nom-

du vieux mouvement ouvrier. Dans cer-  
taines villes, ces courants polarisent  
des centaines de jeunes dont la pré-  
sence lors des dernières mobilisations  
a été très significative. Hétérogènes,  
leurs modes de structuration ne per-  
mettent généralement pas de résoudre  
les problèmes de démocratie, et leur  
discours anti-organisations favorise  
les dynamiques de division au sein du  
mouvement social.

Mais des expériences de modalités  
militantes souvent liées à des modes de  
vie qui contestent le système sont inté-  
ressantes. C'est le cas dans certains  
squats, dans les ZAD, dans le mouve-  
ment antifa, dans des lieux autogérés,  
dans le mouvement de soutien aux mi-  
grantEs... Ces militantEs sont alors ex-  
trêmement engagéEs personnellement,  
accueillant des migrantEs chez elles/  
eux, vivant sur les lieux d'occupation  
24 heures sur 24, etc.

Les « black blocks » ont des liens  
avec cette mouvance, mais en s'affron-  
tant à la police et en cassant en dehors  
de tout rapport de forces et de concerta-  
tion avec les autres manifestantEs, ils  
ne contribuent pas à développer les ac-

breux, de notre programme (le désar-  
mement de la police, l'illégitimité des  
privileges de la classe capitaliste, la dé-  
professionnalisation de la politique,  
l'interdiction des licenciements, l'ou-  
verture des frontières) et enfoncer des  
coins contre le FN. Nous avons rencon-  
tré un écho et un intérêt bien plus  
larges que notre score, ce qui se vérifie  
par la popularité acquise par Philippe,  
l'affluence dans les meetings de cam-  
pagne, le suivi de notre expression sur  
les réseaux sociaux.

De plus, y compris en dehors des élec-  
tions, le NPA est reconnu pour ses  
prises de positions originales, de sou-  
tien à toutes les luttes, en particulier  
l'autodétermination des peuples en Pa-  
lestine, au Kurdistan, en Catalogne, au  
Pays basque, son combat pour  
construire les luttes, son indépendance  
vis-à-vis des appareils bureaucratiques  
et son combat unitaire.

C'est sur ce socle élargi, intégrant le  
féminisme et l'écosocialisme que nous  
devons penser notre orientation. L'acti-  
vité du NPA se déploie dans divers  
champs : dans l'apparition propre,  
c'est-à-dire nos propres réunions pu-  
bliques, notre matériel, notre discours  
vers l'extérieur, dans le travail unitaire  
avec d'autres organisations ou dans le

tions de masse, tout en attisant la ré-  
pression et la violence policière.

Ce type de courant existe aussi dans  
le mouvement féministe, proposant des  
modalités et des thématiques de mobi-  
5 lisation qui ne sont pas prises en charge  
par le mouvement féministe tradition-  
nel. Là aussi on retrouve un double as-  
pect : ce courant mobilise des mili-  
tantes souvent jeunes qui ne sont  
10 organisées nulle part ailleurs, mais  
joue en revanche un rôle négatif dans  
les tentatives d'unification du mouve-  
ment féministe.

Le NPA a un rôle à jouer et une res-  
ponsabilité particulière comme lien  
entre les organisations traditionnelles  
du mouvement ouvrier et les secteurs et  
groupes autonomes très divers selon  
les villes, avec comme objectif la  
20 construction des mobilisations et l'au-  
to-organisation. Nous devons égale-  
ment tirer le meilleur de ces expé-  
riences pour proposer des modalités  
d'action et de politisation aux travail-  
leurEs et aux jeunes qui cherchent des  
réponses face au système capitaliste.

« travail de masse », les organisations  
auxquelles nous participons sur des  
combats sectoriels.

### 4.1. UNIFIER NOTRE CLASSE CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

#### 4.1.1. Construire les luttes, une question de stratégie

L'unité de notre camp social possède  
une dimension stratégique : pour que  
le prolétariat puisse avoir le rapport de  
force et gagner la lutte contre la classe  
45 dominante en alliance avec d'autres  
classes, une large unité est nécessaire.  
Cela vaut pour la lutte pour renverser le  
capitalisme comme pour les luttes  
ponctuelles contre les gouvernements  
50 et le patronat. Nous savons également  
que la conscience évolue dans l'action  
bien plus que par des discours.

Elle revêt aussi une dimension tac-  
tique : en argumentant pour l'unité  
55 d'action, nous nous appuyons sur une  
aspiration unitaire chez les salariéEs  
pour exercer une pression sur les autres  
courants et, lorsque nous échouons,  
montrer par l'expérience pratique que  
60 nous voulons être les meilleurs  
constructeurs de la lutte.

Notre politique de front unique se dé-  
cline donc « de la base au sommet », en

1 cherchant des accords pour agir avec  
les autres courants, qu'ils soient poli-  
tiques, syndicaux ou associatifs, qu'ils  
soient révolutionnaires ou réformistes,  
5 dans les discussions avec leurs direc-  
tions nationales mais également au ni-  
veau local, dans les quartiers, les villes,  
les entreprises, etc. Ainsi, nous cher-  
chons actuellement l'unité la plus large  
10 contre le gouvernement Macron et sa  
politique, pour mettre en place des  
meetings, des manifestations, des  
grèves pour gagner.

15 Cette bataille pour l'unité ne nous  
empêche pas de garder notre indépen-  
dante, notre stratégie propre. Ainsi,  
dans les mobilisations, nous avançons  
pour la construction du mouvement la  
nécessité de l'auto-organisation comme  
20 meilleur moyen pour s'émanciper et  
construire des mouvements de masse.  
Nous défendons également la nécessité  
d'aller vers un mouvement d'ensemble,  
le blocage de l'économie, la grève géné-  
25 rale, avec un vocabulaire adapté en  
fonction de la situation, des rapports de  
force et de l'avancée des luttes. Nous  
avançons également des mots d'ordre  
posant la question du pouvoir et de la  
30 propriété capitaliste.

#### 4.1.2. Construire des fronts uni- taires spécifiques sur des questions politiques majeures

35 La prochaine échéance est celle de la  
défense de la protection sociale. Ainsi,  
l'assurance chômage, le système de re-  
traites, les caisses d'allocations fami-  
liales, en somme l'ensemble du salaire  
40 socialisé permettant le financement de  
la Sécurité sociale, sont dans le viseur  
des capitalistes. Sous couvert de « flexi-  
sécurité », Macron et le patronat  
veulent ramener la protection sociale à  
45 une couverture minimum, et exonérer  
le Capital de son financement. Cela im-  
pose une riposte qui passera par la  
construction d'un front large regroupant  
associations et organisations de  
50 travailleurEs salariés, de travailleurEs  
privés d'emploi, de jeunes et de retraités.  
Cela signifie aussi de ne rien lâcher,  
dans le débat politique et syndical,  
sur l'enjeu de classe que représente  
55 les cotisations sociales (le salaire so-  
cialisé) et une Sécurité sociale indépen-  
dante de l'Etat et du patronat.

60 Notre politique de front unique ne se  
résume pas au rapport capital-travail.  
En effet, il existe de multiples autres  
luttes qui permettent d'améliorer  
concrètement la vie des opprimés et  
remettent en cause les équilibres du  
système. Les mobilisations des pré-

caires, par exemple, se déroulent par-  
fois sans lien avec les cadres organisés  
du mouvement ouvrier et syndical.

La lutte contre le racisme et pour les  
droits des migrantEs combine au-  
jourd'hui des échéances unitaires avec  
le soutien à des cadres construits par  
les migrantEs eux/elles-mêmes et du  
travail d'aide concrète aux sans-pa-  
papiers et/ou sans logis.

Les luttes contre la répression sont  
très variables : il est parfois possible  
d'obtenir des appels très larges contre  
les attaques antidémocratiques comme  
les lois liberticides et l'état d'urgence,  
voire de construire des campagnes dé-  
mocratiques de soutien à des personnes  
réprimées ou agressées, voire tuées,  
par la police.

Des cadres se construisent également  
sur les questions écologistes, que ce  
soit nationalement sur le climat ou,  
souvent à partir de luttes locales que  
nous essayons de contribuer à élargir,  
contre le nucléaire ou les « grands pro-  
jets inutiles et imposés ».

Nous construisons aussi réguliè-  
rement des cadres de solidarité interna-  
tionale pour contribuer à desserrer  
l'étau contre des peuples en lutte, que  
ce soit en Grèce, en Palestine, en Cata-  
logne... Lorsque l'agresseur est l'impé-  
rialisme français, nous avons une res-  
ponsabilité particulière à construire de  
tels cadres.

Enfin, sur les questions féministes et  
LGBTI, nous œuvrons à la construction  
de luttes unitaires et à la reconstruction  
du mouvement autonome des femmes  
malgré les désaccords importants qui  
existent, en particulier sur l'articulation  
entre ces oppressions et le racisme.

#### 4.1.3. Reconstruire les outils de lutte des opprimés et des exploi- tés

La crise du mouvement ouvrier ne se  
résume plus depuis longtemps à un  
conflit entre des orientations poli-  
tiques. Cette crise est aussi celle de ses  
organisations, en particulier des syndi-  
cats, mais aussi des collectifs divers et  
des associations.

Par ces structures, les exploités et  
les opprimés prennent confiance en  
eux/elles, développent leur culture poli-  
tique, imposent des rapports de  
forces, expérimentent concrètement  
une démocratie différente des institu-  
tions bourgeoises, gardent la mémoire  
de leurs luttes... Il est donc capital pour  
nous de les construire.

De plus, intervenir dans ce type d'or-  
ganisations permet de se lier aux préc-

1 cupations et aux combats quotidiens  
des exploités, d'y participer. Les comi-  
tés du NPA se posent donc le problème  
d'aider chaque militantE, à la mesure de  
ses possibilités, à intervenir dans une  
5 « organisation de masse », en particu-  
lier les syndicats, et d'organiser les dis-  
cussions nécessaires pour y parvenir.

Même si elles n'ont pas débouché sur  
des victoires, les luttes de ces dernières  
10 années ont reposé la question de la cen-  
tralité du monde du travail dans l'af-  
frontement contre le gouvernement.  
Dès lors que la classe ouvrière entre  
dans une séquence de lutte sociale et  
15 politique, elle ouvre un cadre dans le-  
quel peuvent converger la multiplicité  
de terrains de luttes et de débats poli-  
tiques.

Le Front social se positionne en ré-  
20 ponde aux difficultés de la mobilisa-  
tion. Ses positionnements souvent peu  
appropriés à la réalité de la mobilisa-  
tion n'annulent pas une capacité à pro-  
poser des initiatives liant appels à  
25 l'unité et visibilité correspondant à des  
préoccupations d'une frange des sec-  
teurs mobilisés notamment ceux frap-  
pés par la précarité et souvent désaffi-  
liés du mouvement ouvrier traditionnel,  
30 des structures syndicales. La radicalité  
qui s'y exprime doit interpeller les anti-  
capitalistes que nous sommes. Pour au-  
tant, il ne s'agit pas de mettre en  
concurrence le Front social et l'inter-  
35 vention sur le terrain syndical. Nous  
pouvons y participer en y défendant  
une politique de front unique et en re-  
fusant de succomber aux logiques mi-  
norisantes et substitutistes.

## 4.2. INTERVENIR DANS LE CHAMP POLITIQUE

Le NPA essaie d'intervenir publique-  
45 ment sur les grandes questions poli-  
tiques. En effet, notre utilité est jugée à  
partir de notre capacité à répondre à  
ces problèmes. C'est en mettant en  
avant des solutions compréhensibles  
tout en remettant en cause le capita-  
50 lisme que nous contribuons à recons-  
truire la conscience de classe, l'indé-  
pendance de classe, une expression  
politique des exploités et pour touTEs  
les opprimés. Notre participation aux  
55 élections, notamment à l'élection prési-  
dentielle, est une des occasions de po-  
ser ces questions.

### 4.2.1. Le programme du NPA

60 Le programme du NPA reste celui des  
principes fon-  
dateurs. Un ● ● ●  
p r o g r a m m e

11 qui précise « *Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme. (...) En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous. Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs/trices associéEs décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins. (...) À l'échelle nationale, l'application d'un tel programme impliquerait la confrontation avec les classes dominantes, et exigerait une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneraient à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique. »*

35 Le débat sur la stratégie doit reprendre dans le NPA pour élaborer, à partir des expériences historiques, des éléments plus précis sur la rupture avec le capitalisme.

#### **4.2.2. Programme écosocialiste et revendications transitoires**

45 Il s'agit de partir de problèmes concrets pour poser la question de la rupture avec l'État et la propriété capitalistes. Nous avançons donc en particulier la réduction massive et collective du temps de travail sans perte de salaire et l'interdiction des licenciements, la réquisition des grandes entreprises, en particulier celles qui licencient, les banques et celles de l'énergie, conditions d'une planification démocratique et écologiste et de l'arrêt du nucléaire. Nous revendiquons l'augmentation des salaires, la gratuité pour les besoins de base, le développement des services publics (transports, énergie, eau, logement...) gérés démocratiquement par les usagers et les salariéEs, pour améliorer les conditions de vie sans céder au mirage de la croissance.

À la précarité généralisée de Macron et aux projets d'accompagnement des contre-réformes comme le « revenu universel », nous devons opposer le droit pour touTEs, dans ou hors emploi, des années d'études à la retraite, à vivre décemment qui peut s'exprimer par la formule du « salaire à vie » :

- aucun revenu de remplacement ne doit être inférieur au SMIC revendiqué (1800€ net) ;

- les revenus de remplacement (indemnités journalières, indemnisation du chômage, retraites) doivent être la prolongation du salaire dans l'emploi, financée intégralement par des cotisations sociales versées par les employeurs.

« La santé n'est pas une marchandise ! ». Nous défendons une santé 100% publique et l'expropriation sans indemnités des secteurs de la santé privée et de l'industrie pharmaceutique.

De même, nous revendiquons l'arrêt de tout financement public à l'enseignement privé et/ou confessionnel.

Nous défendons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, une citoyenneté de résidence déconnectée de la nationalité, en un mot l'égalité des droits complète. Nous combattons la répression patronale comme la répression d'État. Nous essayons de faire prendre conscience de la nature de classe de toutes les forces de répression, en particulier la police et l'armée. Nous dénonçons la justice de classe, avec des mots d'ordre adaptés aux situations concrètes, pour être audible. C'est ce qui nous a amenés à défendre le désarmement de la police, la condamnation des policiers agresseurs ou assassins dans la dernière période (assassinat d'Adama, viol de Théo, etc.).

Nous avançons des revendications féministes contre les violences, pour l'égalité au travail, pour le partage des tâches domestiques, pour le droit à l'avortement et à la contraception libres, gratuits et accessibles. Nous combattons les normes sexistes de la société patriarcale. Nous défendons l'égalité et la liberté complète pour les LGBTI, en particulier sur la PMA, le changement d'état civil. Cependant, dans ces domaines particulièrement, nous savons que le rapport de force global et durable compte bien plus que des mesures concrètes qui peuvent bien souvent être accordées ou retirées par les gouvernements en fonction des situations.

#### **4.2.3. Poser la question du pouvoir**

Le rôle d'un parti politique n'est pas simplement de construire les luttes, en espérant que leur dynamique propre pose le problème d'un changement de société. Nous pensons en effet qu'il est nécessaire pour cela de faire apparaître le caractère oppressif de l'État, la contradiction qui existe entre les intérêts des travailleurEs et de leurs patrons, la nécessité de rompre avec la propriété privée des moyens de production, d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

Pour cela, nous partons d'aspects concrets du problème. Nous favorisons et défendons les démarches autogestionnaires, que ce soit dans les luttes ou dans des expériences locales de reprise de la production par les salariéEs, sans illusions sur leurs possibilités dans le rapport de force actuel. Nous dénonçons le caractère anti-démocratique des institutions capitalistes, de l'Union européenne, nous mettons en avant des mesures démocratiques de rupture (révocabilité, salaire des élus...). Nous mettons en avant les réquisitions pour rompre avec la propriété privée, sans confiance dans l'État capitaliste.

Cela nécessite de se débarrasser du gouvernement au service du patronat. La perspective est celle d'un gouvernement des exploitésEs et des opprimésEs aussi fidèle à leurs intérêts que le gouvernement actuel l'est à ceux du patronat.

#### **4.2.4. Poser la question du parti à une échelle large**

La question de la construction d'un parti de masse pour renverser le capitalisme ne se résout pas par le débat théorique. C'est un problème complexe qui combine la reconstruction du prolétariat en classe, des processus de recompositions, d'unification et de ruptures sur la base d'aspects concrets du clivage entre réforme et révolution. Le NPA s'est fixé comme objectif de regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires. Mais il existe de nombreux/ses anticapitalistes et révolutionnaires à l'extérieur du NPA. Le NPA s'adresse à elles/eux, que ce soit aux militantEs d'Ensemble ! qui n'ont pas renoncéEs, à Lutte ouvrière avec qui, malgré de très nombreux désaccords d'orientation, nous possédons un capital politique commun important, en particulier Alternative Libertaire. Avec ces courants et militantEs, nous

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 proposons des actions et des débats  
communs chaque fois que c'est possi-  
5 ble, y compris dans les élections, et  
nous polémiquons sur des questions  
d'orientation.

10 Nous nous adressons surtout à toutes  
celles et tous ceux qui se posent la  
question d'un outil de lutte pour les ex-  
ploitéEs et les oppriméEs, un parti pour  
15 combattre le gouvernement, les capita-  
listes, toutes les injustices de cette so-  
ciété. Ils/elles sont souvent sans orga-  
nisation politique, parfois à la France  
insoumise ou au PCF par défaut, dans  
les milieux de l'écologie radicale ou  
membre d'organisations de masse.

20 Nous nous adressons à eux/elles avec  
des formules populaires, selon les si-  
tuations. Dans la campagne présiden-  
tielle, nous avons utilisé la formule  
d'une représentation politique pour les  
exploitéEs car elle faisait le lien entre la  
nécessité de l'indépendance de classe,  
de s'organiser, et la question du parti.

25 On parle parfois de parti des travail-  
leurEs, de parti aussi fidèle aux intérêts  
des exploités que Macron l'est au pa-  
tronat. Ces formules sont équivalentes,  
elles servent à s'adresser à l'extérieur et  
30 ne visent pas à dissoudre le NPA et son  
programme, mais à indiquer sa dispo-  
nibilité à se dépasser pour un outil plus  
fort et plus utile. Elles indiquent la  
compréhension que la construction du  
35 parti révolutionnaire indispensable au  
renversement du système capitaliste  
peut prendre des voies différentes pour  
lesquelles nous devons rester ouverts.

#### 40 4.3. UN NPA UTILE ET VIVANT

##### 43.1. Construire le NPA comme parti

45 Depuis la scission, le NPA connaît  
une crise de direction. CertainEs cama-  
rades en ont conclu que le NPA pouvait  
être un front commun entre des cou-  
rants qui interviendraient comme bon  
leur semble. Des camarades ont renon-  
50 cé à construire une direction commune,  
à ce que la démarche de chaque sensi-  
bilité, courant, individu, soit au service  
du collectif. Ainsi, le CPN obéit beau-  
coup à une logique parlementaire, que  
55 chacun utilise pour faire apparaître  
son point de vue, au lieu d'être un lieu  
de travail collectif orienté vers l'activité  
de l'organisation. L'aspiration à une or-  
ganisation rassemblée pour mener à  
60 bien son activité quotidienne est forte  
parmi les militantEs du NPA. Beaucoup  
des débats qui nous traversent corres-  
pondent à des préoccupations pré-  
sentes dans les milieux militants, dans

le monde du travail, comme réfraction  
des niveaux de conscience extrême-  
ment hétérogènes, de la crise des orga-  
nisations traditionnelles du mouve-  
ment ouvrier... C'est en combinant  
différents niveaux de discours que  
nous pourrions nous adresser à l'en-  
semble des exploités et des opprimés  
afin de participer à la reconstruction de  
la conscience de classe. Ce qui au-  
10 jourd'hui semble nous diviser pourrait  
être une force pour nous construire à  
condition que l'ensemble des courants  
œuvre prioritairement à la construc-  
tion du NPA, en respectant les déci-  
sions majoritaires afin de tirer des bi-  
lans collectifs.

Le NPA reste un parti, c'est-à-dire une  
organisation qui débat librement et  
avec la démocratie la plus large, mais  
qui a une intervention unifiée vers l'ex-  
térieur. Le NPA garantit des droits à ses  
courants, tendances et fractions. Elles  
peuvent organiser des réunions in-  
ternes dans la mesure des finances de  
l'organisation, avoir un droit d'expres-  
sion dans ses médias, une représenta-  
tion dans ses instances. Certains de ces  
droits sont régis par les statuts, d'autres  
doivent être mis en place par le CPN.  
Mais en revanche, le NPA ne peut finan-  
cer des courants qui ont leurs propres  
financements indépendants du parti.  
De plus, l'activité de ceux-ci ne peut  
être contradictoire, sauf exception rare  
et expliquée par un texte, avec l'activité  
du parti.

Leurs réunions sont transparentes  
vis-à-vis du reste du parti : il ne peut y  
avoir de réunion clandestine, locale-  
ment ou nationalement, tout membre  
du parti doit avoir la possibilité d'ob-  
server sans parasiter ces réunions.

Le CPN est la direction de l'organisa-  
tion. Il doit donc non seulement dé-  
battre d'orientations générales, mais  
aussi discuter de l'activité des comités,  
organiser l'intervention. Le Comité  
exécutif, en particulier, a pour objet  
d'organiser l'activité quotidienne. Ses  
membres s'engagent donc à suivre des  
commissions, des secteurs profession-  
nels, des régions, à participer à l'ani-  
mation quotidienne de l'organisation.

##### 43.2. Formation / débat stratégique

Depuis plusieurs années, notre sys-  
tème de formation est de plus en plus  
en difficulté. Pourtant, c'est un élément  
indispensable pour l'intervention mili-  
tante et la formation des nouveaux/  
elles. Nous remettons en place le stage  
annuel de direction, des brochures ré-  
gulières sur des thèmes historiques ou

d'actualité, de l'aide pour les stages ré-  
gionaux.

Nous ne concevons pas la formation  
comme un cours sans débat et sans po-  
lémique. La formation est avant tout le  
5 moyen de s'approprier des débats du  
mouvement ouvrier et d'être au fait au  
des questions relatives aux oppres-  
sions spécifiques (antiracistes, fémi-  
nistes et LGBTI).

Le débat stratégique acté au dernier  
congrès doit également être réactivé,  
par le biais de publications et de débats  
spécifiques, notamment lors de l'Uni-  
15 versité d'été.

##### 43.3. Construire et mettre en commun les interventions dans les entreprises, les quartiers et la jeunesse

Ces interventions sont prioritaires  
pour l'organisation, car ce sont les lieux  
dans lesquelles le prolétariat existe de  
façon collective au quotidien. Nous ne  
nous limitons pas à y défendre des po-  
25 sitions liées à ces lieux, nous défen-  
dons notre point de vue complet, mais  
en partant des préoccupations de ces  
milieux.

Pour organiser cette activité, nous  
avons besoin de structures et instances  
collectives. Le CPN et le CE sont manda-  
tés pour reconstruire une commission  
d'intervention sur les lieux de travail  
30 nationale, avec des liens locaux, une  
publication, une réunion annuelle  
« public-privé ». Des commissions ou  
des comités sont mis en place pour l'in-  
tervention sur les entreprises où nous  
avons des camarades. Ces structures  
discutent de l'intervention propre, des  
bulletins d'entreprise, de l'activité syn-  
dicale qui est également organisée par  
des structures spécifiques.

Le secteur jeune est dans un mauvais  
45 état : affaiblissement de nombreux co-  
mités, difficultés à proposer une poli-  
tique pour tout le monde, faible partici-  
pation des villes aux instances  
nationales, irrégularité dans la publi-  
50 cation de matériel et l'impulsion de  
campagnes.

La jeunesse est en situation de préca-  
rité, ou en voie de précarisation bien  
que diplômée et scolarisée. Si les ré-  
55 formes en cours ne sont pas stoppées,  
la sélection, les fusions d'établisse-  
ments, la réforme du bac vont graver  
dans le marbre l'élitisme et la concu-  
rence généralisée. Cela va affecter les  
60 capacités que nous avons à organiser  
des jeunes  
scolarisés et à  
c o n s t r u i r e

11 des mobilisations.

Il est urgent que le parti se préoccupe de son intervention dans la jeunesse, afin de renforcer les possibilités de mobilisation au niveau national et de se doter de comités jeunes dynamiques, avec des lycéenNEs, des étudiantEs et des jeunes travailleurEs.

Pour cela, le CE renforce ses liens avec les instances du secteur jeunes dans un souci commun de construction. Les instances de direction nationales et locales aident à l'impulsion de comités jeunes dans les villes où il n'y en a pas, tout en respectant l'autonomie de la jeunesse dans ses choix et prises de position.

Pour ce qui est des quartiers populaires, nous devons essayer de restructurer notre intervention. L'enjeu est important car, avec la crise, une part d'autant plus importante de la population se retrouve de fait coupée des collectifs de travail et les mobilisations spécifiques des quartiers ont montré leur capacité de contestation du système. De nombreux/euses camarades y vivent et y sont investiEs. La remise en place d'une liste mail spécifique et la perspective d'une réunion nationale sont les objectifs que nous nous fixons dans l'année suivant le congrès.

#### 4.3.4. Construire et mettre en commun notre travail féministe, antiraciste, écologiste, sur les questions de santé et de protection sociale

La Commission nationale d'intervention féministe est vitale pour notre capacité à intervenir vers l'extérieur et construire un rapport de forces interne ayant pour but des pratiques militantes féministes. L'objectif est que toutes les villes y soient représentées et en particulier celles qui ont une activité féministe régulière. Des formations dans chaque comité ou fédération sont mises en place, ainsi que des réunions non mixtes régulières. Une réunion nationale annuelle est organisée avec plusieurs objectifs : former des militantes féministes, coordonner notre activité en particulier dans les organisations et collectifs unitaires, discuter de la situation des femmes au sein du NPA...

La Commission antiraciste a eu une activité continue depuis le dernier congrès, avec des variations dans l'intensité du travail comme dans son assise géographique (souvent très centrée sur la région parisienne). Les rencontres nationales ont été des moments importants de la vie de la commission.

Elles doivent être maintenues à un rythme si possible au moins annuel. L'Université d'été permet aussi la mise en réseau de nos expériences. Cela facilite notre capacité de travail politique (formations antiracistes, travail collectif dans les cadres unitaires, etc.). Impliquer plus largement encore des camarades d'un maximum de départements doit rester un objectif de l'activité de la commission. La commission doit également se nourrir du travail des militantEs investiEs dans d'autres secteurs, comme l'antifascisme, le féminisme, les quartiers populaires et bien sûr la question de la répression policière et de la défense des droits.

La Commission nationale écologie alimente l'expression publique du NPA sur les questions environnementales (presse, site, université d'été...), suit et contribue aux débats sur les différents sujets (arrêt du nucléaire, que faire des déchets, voiture électrique, biodiversité...), coordonne l'intervention des militantEs dans les différentes mobilisations (antinucléaires, contre les GPII...). Mais elle ne doit pas être un substitut à l'implication de l'ensemble du NPA, nationalement et dans les régions, dans les combats écologistes pour les construire et y porter une orientation écosocialiste, ni à des campagnes nationales liant questions sociale et écologique, par exemple pour les transports gratuits... C'est l'ensemble du NPA qui doit assumer un profil écosocialiste.

Depuis la création du NPA, la commission nationale santé sécu social a assumé une double fonction : elle anime et coordonne l'activité des militantEs intervenant dans la santé, l'action sociale, la protection sociale et elle contribue à l'élaboration et à l'intervention de l'ensemble du parti sur les questions de santé et de protection sociale, fournissant argumentaires, articles, brochures, nourrissant les débats de nos universités d'été et contribuant à la formation, lors de toutes les échéances importantes (mobilisations, campagnes électorales...). Elle contribue ainsi à ce que ces questions ne soient pas considérées comme « sectorielles », mais comme des questions politiques essentielles dans les rapports de force et les luttes entre le capital et le travail. Cette commission qui a maintenu un travail constructif et collectif de l'ensemble des militantEs qui la composent, au delà de leur positionnement dans nos débats, s'est fixée

comme but l'affirmation d'une équipe d'animation plus structurée se répartissant mieux les tâches et assurant le « passage de génération ». Cela doit aussi permettre le renforcement du travail avec les directions (CPN, CE).

#### 4.3.5. Système médiatique du NPA

Le socle de notre système médiatique est maintenant Internet, tant le site que les réseaux sociaux. Un comité de rédaction spécifique est mis en place, il se réunit dans un premier temps deux fois par semaine. Un ETP est consacré à ces activités.

Il faut notamment refondre le site. L'hebdomadaire pourrait être construit essentiellement à partir des articles du site, actualisés, et d'analyse avec davantage de recul. Nous étudions, en relation avec notre imprimeur, la possibilité d'une formule à impression rapide mais sans rotative. La revue et le CE doivent être davantage en lien. Un temps de permanentat est consacré à la diffusion par abonnement et aux ventes militantes de l'hebdo et de la revue.

Des numéros spécifiques seront consacrés à des débats internes, notamment dans le cadre de la remise en place du débat « stratégie ».

#### 4.3.6. Réaffirmer les liens avec la IV<sup>e</sup> Internationale

Il n'y a pas de politique internationaliste possible sans liens forts avec des militantEs révolutionnaires du monde entier.

C'est pour cela que, depuis sa fondation, le NPA est membre observateur de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela lui permet de participer à des débats, de construire des liens militants et des actions communes avec d'autres organisations dans le monde.

Le congrès réaffirme ce lien privilégié avec la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se fixe comme objectif de regrouper un maximum d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans une perspective pluraliste et en respectant l'autonomie de chacune, et n'a pas pour projet de n'être qu'une « tendance » ou une « fraction », comme le revendiquent d'autres regroupements internationaux.

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

# 1 Texte V : Construire un parti pour la 5 révolution, pour intervenir dans la lutte des 5 classes et y jouer un rôle

Alex Fleury (BSJ, Comité jeunes Nanterre, 92N), Anatoli Fourcheyt (Comité jeunes Grenoble, 38), Angélique Grosmaire (Evry, 91), Armelle Pertus (CE, Asnières-Gennevilliers, 92N), Baptiste Tys (Travail social, 92N), Ben Radek (Lille, 59), Bruno Cheminot (Tours, 37), Christophe Musslé (CPN, Lisieux, 14), David Larriven (CPN, Marseille-25 mars, 13), Françoise Ruch (Mulhouse, 68), Gaël Klement (CPN, Metz, 57), Gaël Quirante (CE, Poste, 92N), Hugo Perlutti (Le Mans, 72), Jacques Chastaing (CPN, Mulhouse, 68), Jean-Baptiste P. (CPN, Nanterre, 92N), Jean-Baptiste T. (Commission de médiation, Asnières-Gennevilliers, 92N), Laura Ortuno (Comité jeunes Lyon, 69), Lucille Atlante (Comité jeunes Grenoble, 38), Marie-Hélène Duverger (CE, Saint-Etienne-du-Rouvray/Quevilly, 76), Mathilde Stein (CPN, Nanterre, 92N), Mina Namkha (CPN, Levallois, 92N), Myriam T. (CPN, Rouen, 76), Régis Louail (CPN, Renault-Cléon, 76), Thierry Perennes (Lannuon gwengamp bear, 22), Vanessa Ronchini (CPN, Nanterre, 92N), Victor Mendez (BSJ, Comité jeunes Nanterre, 92N), Vincent Fournier (Yvelines, 78), Xavier Guessou (CPN, Poste, 92N), Yaya Lemans (Le Mans, 72)

**VOTE DU CPN : 8 POUR, 37 CONTRE, 21 ABSTENTION, 15 NPPV**

Notre plate-forme est portée par des camarades qui ont défendu à maintes reprises – depuis la création du NPA, à l'occasion des congrès ou des conférences nationales consacrées au positionnement du parti dans les échéances électorales – des orientations pour arrimer définitivement notre parti aux idées marxistes révolutionnaires. Nous continuons à assumer et nous nous revendiquons de ce qui été porté par la position B en 2009, la position 2 en 2011, la position Y en 2013, la position 3 en 2015 et la Plateforme A (PF A) de la conférence nationale de 2016. Nous regrettons la division de la PF A, mais nous l'analysons comme la conséquence de son incapacité à avoir proposé une orientation commune pour la lutte de classe depuis le mouvement contre la loi El Khomri. Notre texte s'adresse à l'ensemble des militantes et des militants du NPA attachés à la construction d'un parti pour la révolution de demain et pour l'action révolutionnaire immédiate.

Cent ans après la Révolution russe, et presque cinquante ans après la grève générale de 1968, notre courant politique – celui de l'extrême gauche anticapitaliste et révolutionnaire – ne peut que placer son combat dans la continuité des révolutions et des soubresauts révolutionnaires du passé. Mais nous ne sommes pas des nostalgiques de temps révolus. Nous ne « célébrons »

pas le passé pour ne pas agir au présent au prétexte que les réalités du monde seraient bien différentes et qu'il serait bien plus difficile d'y faire surgir le souffle révolutionnaire. Bien au contraire, si nous sommes des révolutionnaires, c'est d'abord parce que nous avons profondément confiance en l'idée que tout peut changer, de fond en comble, comme cela a pu se produire en 1917 dans la vieille Russie des tsars et des popes. Le vieux monde peut s'écrouler comme un château de cartes et faire place à une autre société. Et nous militons avec cette conviction fondamentale selon laquelle la révolution reste plus que jamais d'actualité, au sens où elle sera la seule façon pour l'humanité d'en finir avec ce monde capitaliste pourrissant. Nous voulons donc nous y préparer, sans jamais envisager une autre voie.

Nous y préparer, cela signifie « être prêts » ; prêts à l'imprévisible, à l'extraordinaire, et en même temps, être prêts à ce qui relève de la nécessité : en finir avec le capitalisme avant qu'il en finisse avec l'humanité. C'est pour cela que nous défendons l'urgence de construire un parti pour la révolution, ici et maintenant, à partir de ce que nous sommes, nous les membres du NPA, mais aussi bien sûr avec l'ensemble des militantes et des militants des organisations d'extrême gauche, et avec celles et ceux qui, dans le monde

du travail et la jeunesse, refusent de courber l'échine face aux injonctions à respecter l'ordre établi. C'est pour cela que nous défendons la possibilité de faire des pas concrets vers la construction de ce parti, immédiatement, à condition d'être à la hauteur des enjeux ; à condition de saisir, dans la lutte des classes, les occasions qui permettront à notre courant politique de gagner en influence auprès de milliers de travailleurs et de jeunes, et de faire la démonstration qu'un parti révolutionnaire reste indispensable à la construction au jour le jour du rapport de force face à la bourgeoisie et pour notre émancipation. Ces 25 dernières années, partout où les travailleurs et la jeunesse se sont mis en mouvement, il a manqué de révolutionnaires, en particulier de militantes et de militants convaincus que leur action et leur détermination à agir pour inverser le rapport de force sont des éléments centraux, et qu'elles sont la meilleure préparation à l'irruption spontanée des masses. Il est temps que cela change, il est temps que nous dépassions notre état d'impuissance, de commentateurs ou d'observateurs de la situation. Il n'y a aucune fatalité à ce que les idées communistes révolutionnaires soient reléguées à l'arrière-plan. Encore faut-il avoir l'objectif, la volonté de leur faire retrouver la pleine lumière.

## 1 – Un bilan nécessaire pour avancer

Le temps d'un congrès est d'abord celui des bilans. La situation difficile dans laquelle se retrouve notre organisation en termes d'audience et de re-

crutement – comme, d'une manière plus générale, toutes les organisations révolutionnaires –, n'est pas le fruit du pur hasard. Les critiques au sujet des

tendances et des fractions au sein du NPA sont en fait un bon prétexte pour



11 occulter les responsabilités de la di-  
 12 rection historique de la LCR, de la  
 13 IVème Internationale version Secrétariat  
 14 unifié (SU).

5

### 1.1. L'ÉCHEC DU NPA, C'EST L'ÉCHEC DE LA DIRECTION DE LA LCR

15 Depuis la création du NPA en 2009, le  
 16 flou a été entretenu sur ses délimita-  
 17 tions stratégiques ; lors du congrès de  
 18 fondation, cela s'est illustré par le refus  
 19 – d'une courte majorité – de faire appa-  
 20 raître le terme « révolutionnaire » dans  
 21 le nom de notre organisation. Ce flou a  
 22 débouché sur une crise d'orientation  
 23 quasi-permanente, dont le paroxysme  
 24 reste à ce jour le départ d'une partie de  
 25 la direction historique de la LCR vers  
 26 une organisation réformiste, suivi par  
 27 un délitement progressif du NPA.

28 Mais le reste de la direction histo-  
 29 rique restée au NPA – dont la position 1  
 30 (P1) du congrès de 2015 est l'héritière –  
 31 n'a pas pour autant cessé de pencher  
 32 vers une hypothèse stratégique particu-  
 33 lièrement problématique : celle qui  
 34 vise à combiner des victoires sociales  
 35 d'ampleur avec l'accès au pouvoir de  
 36 partis se réclamant de la gauche anti-  
 37 libérale ou anti-austérité, au détri-  
 38 ment de la grève générale insurrection-  
 39 nelle. En janvier 2015, lors du précédent  
 40 congrès, les camarades de la P1 ont  
 41 noirci des pages et des pages pour dé-  
 42 peindre la victoire de Syriza en Grèce  
 43 comme une victoire pour les classes op-  
 44 primées et exploitées. Dans la déclara-  
 45 tion du Bureau du SU de la IVème inter-  
 46 nationale de janvier 2015, on pouvait  
 47 ainsi lire : « L'enjeu est clair, décisif : il  
 48 faut battre la droite et l'extrême droite  
 49 grecque et tout faire pour que la gauche  
 50 grecque, dont Syriza est la principale  
 51 composante, gagne ces élections, afin de  
 52 créer une dynamique sociale et politique  
 53 pour un gouvernement de gauche, qui  
 54 doit s'efforcer de réunir toutes les forces  
 55 prêtes à rompre avec la politique d'aus-  
 56 térité et lutter contre les pièges du natio-  
 57 nalisme chauvin » (Inprecor n°612-613,  
 58 février-mars 2015).

59 Trois ans plus tard, il est frappant de  
 60 constater qu'aucun bilan de cette orien-  
 61 tation n'est tiré par les camarades de la  
 62 P1, à l'aune des faits survenus en Grèce  
 63 depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir.  
 64 Sauf s'il s'agit d'un refus délibéré de re-  
 65 connaître ses erreurs... quitte à les re-  
 66 produire ! La présence, au sein d'une  
 67 même Internationale, à la fois de  
 68 membres de la Gauche anticapitaliste  
 69 (GA) et du NPA peut passer pour une  
 70 « anomalie » ; mais pour la P1, c'est au-  
 71 jourd'hui clairement un creuset pour

une nouvelle recombinaison. Le  
 72 congrès du NPA, très proche du  
 73 congrès mondial de la IVème Interna-  
 74 tionale, revêt de fait un enjeu majeur  
 75 pour la majorité de la direction du SU :  
 76 disposer enfin d'une majorité absolue  
 77 dans le NPA, pour défendre et mettre  
 78 en œuvre l'objectif flou de la construc-  
 79 tion d'une force pour les opprimés et  
 80 les exploités. Une telle démarche peut  
 81 réamorcer un cycle de rapprochement  
 82 avec les réformistes (Ensemble, etc.)  
 83 et conduira inévitablement à une nou-  
 84 velle crise de l'organisation.

### 1.2. L'ÉCHEC D'UNE ORIENTATION BASÉE SUR L'ABANDON, DANS LES FAITS, DE L'HYPOTHÈSE STRATÉGIQUE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

85 Les camarades qui prétendent au-  
 86 jourd'hui diriger majoritairement le  
 87 NPA ne se préparent pas à des boule-  
 88 versements révolutionnaires. Ils esti-  
 89 ment que la période est trop marquée  
 90 par un rapport de force favorable à la  
 91 bourgeoisie ; c'est l'élément central sur  
 92 lequel ils s'appuient pour défendre  
 93 l'idée qu'une inversion de la situation  
 94 ne pourra se faire sans « alternative poli-  
 95 tique », comme l'illustre bien la réso-  
 96 lution politique du CPN des 29 et 30  
 97 avril 2017, présentée par Manu, Antoine  
 98 et Léon : « L'absence d'un parti repré-  
 99 sentant les intérêts des exploités et des  
 100 opprimés laisse les mains libres aux  
 101 ennemis des classes populaires. [...] Mais nous voulons aussi, au-delà de ces  
 102 luttes, tracer la voie du rassemblement  
 103 dans une même force politique autour  
 104 d'un programme anticapitaliste, de rup-  
 105 ture révolutionnaire avec le capitalisme  
 106 et avec ses institutions, qu'elles soient  
 107 nationales ou européennes. Nous vou-  
 108 lons débattre de ce projet avec toutes  
 109 celles et tous ceux qui cherchent la voie  
 110 de ce rassemblement nécessaire, certes  
 111 des organisations ou groupes militants  
 112 constitués, mais surtout en nous adres-  
 113 sant, en rencontrant dans des réunions  
 114 ouvertes... des militantEs du mouvement  
 115 social. La refondation d'un projet politi-  
 116 co-social et idéologique alternatif à ce  
 117 capitalisme destructeur de droits so-  
 118 ciaux et de l'environnement ne sera cré-  
 119 dible et attractive que si elle émerge de  
 120 pratiques pluralistes et démocratiques,  
 121 ancrées dans les réseaux militants, reje-  
 122 tant la subordination des mouvements  
 123 sociaux aux partis politiques – donc en  
 124 inventant une redéfinition radicale du  
 125 "politique". ».

126 Cette conviction les pousse, d'une  
 127 part, à envisager prioritairement une  
 128 politique basée sur l'interpellation

129 des réformistes, et d'autre part, à  
 130 sous-estimer les possibilités d'irrup-  
 131 tion de notre classe sociale sur la  
 132 scène politique et sociale, et à relativiser sa capacité à en finir avec le sys-  
 133 tème capitaliste.

134 En 2016, durant la mobilisation  
 135 contre la loi El Khomri, le NPA n'a joué  
 136 aucun rôle significatif en tant qu'orga-  
 137 nisation. Ce n'était pas seulement dû à  
 138 la faiblesse de son implantation ; son  
 139 engouement suiviste pour les « Nuits  
 140 debout » dissimulait en fait l'absence  
 141 d'une orientation pour le mouvement,  
 142 alternative à celle des directions syndi-  
 143 cales. Dans les faits, la grève générale  
 144 comme hypothèse stratégique a été  
 145 abandonnée par une partie des cama-  
 146 rades de la direction du NPA, qui ne  
 147 voient donc plus forcément l'intérêt de  
 148 défendre activement le dépassement  
 149 de la politique des directions syndi-  
 150 cales par l'agitation autour du mot  
 151 d'ordre du « tous ensemble », ni sa  
 152 mise en pratique dans les secteurs où  
 153 nous avons une certaine implantation.  
 154 C'est pourquoi le potentiel de détermi-  
 155 nation, de radicalité et de renouvelle-  
 156 ment incarné par ce que nous avons  
 157 appelé une « avant-garde large » – cette  
 158 frange de travailleurs et de travail-  
 159 leuses, de jeunes, issue de traditions  
 160 militantes différentes, des syndica-  
 161 listes CGT aux libertaires et autonomes  
 162 de « Génération ingouvernable » – n'a  
 163 pas été polarisé par le NPA, si ce n'est  
 164 de façon marginale par des initiatives  
 165 d'AG et de cortèges interprofessionnels  
 166 dans les manifestations parisiennes, et  
 167 par une politique volontariste d'AG de  
 168 grévistes dans quelques secteurs (SNCF  
 169 et Poste en région parisienne, là en-  
 170 core).

### 1.3. L'ÉCHEC D'UNE ORIENTATION, QUI DÉBOUCHE SUR UNE PARALYSIE ORGANISATIONNELLE ET UNE FAIBLESSE PROGRAMMATIQUE

171 Trop souvent, le NPA a été réduit à  
 172 commenter les événements de la lutte  
 173 des classes. La cause en est d'abord,  
 174 fondamentalement, sa faiblesse d'im-  
 175 plantation, mais aussi son incapacité  
 176 à prendre désormais la moindre ini-  
 177 tiative, comme s'il était tétanisé à  
 178 l'idée de disputer à la gauche réfor-  
 179 miste ou aux directions syndicales le  
 180 monopole de la représentation des in-  
 181 térêts politiques de notre classe. Ré-  
 182 soudre cette faiblesse d'implantation  
 183 doit à la fois passer par une priorité or-  
 184 ganisationnelle donnée à la construc-  
 185 tion dans le monde du travail et dans la

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 jeunesse, et par des prises d'initiatives  
non seulement au cœur des mouve-  
ments, mais aussi, de manière plus vo-  
lontariste, lorsque ceux-ci passent par  
5 des phases de basse intensité. Ces ini-  
tiatives doivent permettre que des tra-  
vailleurs et des jeunes nous recon-  
naissent comme étant tout à fait  
10 indépendants des organisations de la  
gauche institutionnelle et des bureau-  
craties syndicales. Ainsi, quelle justi-  
fication peuvent avancer aujourd'hui les  
camarades qui refusent de participer à  
15 la construction du Front social, alors  
que durant des décennies, les tenta-  
tives de formation d'oppositions syndi-  
cales – dans la CGT comme dans la FSU  
– ont toutes échoué ? Quel est le sens de  
20 leur refus, alors que le Front social per-  
met des regroupements d'équipes mili-  
tantes combattives et critiques au-delà  
des seuls rangs de l'extrême gauche, et  
que bien plus que représenter les ex-  
ploités et les opprimés, il permet de fa-  
25 voriser leur convergence dans l'action ?

Depuis deux ans, la campagne de  
Philippe Poutou a été la seule appari-  
tion visible du NPA au niveau national.  
Il est positif que notre organisation ait  
30 pu présenter un candidat ouvrier,  
dont la popularité s'est renforcée : il a  
été clairement identifié à la fois comme  
un farouche opposant à Fillon, Le Pen  
et Macron, et comme un candidat dé-  
nonçant les ravages de la société capi-  
35 taliste. Cela ne doit pas nous empê-  
cher de dire que notre campagne a  
souffert de deux faiblesses majeures :

• une trop grande intériorisation de  
40 la dégradation des rapports de force,

rendant notre candidat incapable de  
faire résonner dans ses déclarations la  
colère sociale qui venait de s'exprimer  
dans le mouvement contre la loi Tra-  
vail ;

• mais aussi une faiblesse program-  
matique : sur les réponses immé-  
diates à apporter à celles et ceux qui  
veulent se battre et se regrouper – et  
qui, connaissant largement les difficul-  
tés de la situation, ont besoin de propo-  
sitions pour contrecarrer le fatalisme  
ambiant –, de même que sur la pers-  
pective communiste... et sur le lien  
entre ces deux aspects.

Notre score modeste n'est pas un pro-  
blème en soi. Ce qui l'est en revanche,  
c'est le fait qu'il ait été utilisé par une  
partie de la direction pour répandre  
l'idée qu'une présence de Mélenchon  
au second tour aurait changé bien des  
choses, puis pour remettre en cause la  
nécessité de se présenter aux élections  
législatives.

De manière plus générale, alors que  
Mélenchon et sa France Insoumise  
(FI) ont donné une structuration et un  
visage nouveaux à la vieille gauche  
institutionnelle et nationaliste, notre  
organisation est incapable d'avoir un  
positionnement qui l'en démarque clai-  
rement. C'est en profitant de l'effondre-  
ment du PS et du PCF que Mélenchon et  
la FI ont obtenu leurs bons résultats  
aux présidentielles et législatives de  
2017, et c'est à ce titre qu'ils veulent  
s'octroyer le leadership en matière de  
reconstruction d'une gauche de gou-  
vernement. Le NPA n'a rien à voir avec  
cette démarche, au contraire, il doit la

combattre : Mélenchon postule à la di-  
1 rection d'un gouvernement dans le  
cadre du système capitaliste, dont les  
révolutionnaires que nous sommes  
2 préparant le renversement. Le NPA ne  
peut pas considérer Mélenchon comme  
un « partenaire » à qui il reprocherait  
de la jouer « solo » ; c'est pourtant ce  
qu'a fait la majorité de la direction du  
NPA lors de la manifestation nationale  
10 du 23 septembre 2017 appelée par la FI.  
En revanche, nous devons saisir  
chaque occasion pour nous adresser  
aux milliers de jeunes et de salariés  
captés par Mélenchon, qui ont voté  
15 pour lui, participent à ses initiatives,  
voire rejoignent les rangs de la FI  
comme d'autres rejoignaient le PCF au-  
trefois. Les cadres de front unique, les  
organisations de masse, sont les lieux  
20 les plus appropriés pour nous confron-  
ter à ce milieu très large, souvent in-  
fluencé aussi par les bureaucraties  
syndicales ; d'abord en défendant à  
drapeau déployé nos idées – interna-  
25 tionalistes, révolutionnaires, pour  
l'auto-organisation –, mais aussi en  
proposant des perspectives d'actions  
pouvant modifier le rapport de force  
en faveur de la classe ouvrière. Car  
30 c'est dans les luttes communes et dans  
le feu des mobilisations que nous pour-  
rions convaincre de nos orientations  
fondamentales. Il faut pour cela, à la  
fois, une organisation active et capable  
35 d'initiatives – parce que décidée à dis-  
puter aux directions bureaucratiques  
l'influence sur de larges milieux –, et  
une organisation affichant clairement  
des perspectives révolutionnaires. 40

## 2 – Et pourtant, la situation nous offre des possibilités

45 La situation sociale est indéniable-  
ment marquée par une offensive de  
plus en plus violente d'une bourgeoi-  
sie obsédée par la restauration de son  
taux de profit. Crise écologique sans  
précédent, tensions inter-impéria-  
50 listes, interventions militaires redou-  
blées, discours dominants imprégnés  
de racisme et de xénophobie : la barba-  
rie n'est pas seulement un risque pour  
l'avenir, c'est d'ores et déjà une réalité  
55 pour la majeure partie de l'humanité.

Pour autant, si le rapport de force  
entre les classes s'est fortement dé-  
gradé aux dépens du prolétariat, nous  
combattons l'idée qu'il faudrait ren-  
60 noncer à l'actualité de la révolution, et  
attendre patiemment des « jours  
meilleurs » en abandonnant la  
construction de partis militants pour  
l'intervention au cœur de la lutte des

classes avec une boussole adaptée à  
notre projet de renversement du capita-  
lisme. Au seuil du XXIème siècle, la si-  
tuation du capitalisme se caractérise  
par tant de contradictions qu'elle re-  
cèle, pour les communistes révolution-  
naires, de réelles opportunités de faire  
entendre leurs idées et de les renforcer.  
Des résistances de masse existent  
partout dans le monde, avec des luttes  
ouvrières nombreuses, répétées et ra-  
dicales malgré leur dispersion. La  
crise prolongée de l'économie capita-  
liste engendre une instabilité politique  
chronique et bouleverse les vieux équi-  
libres hérités du XXème siècle. Dans  
des franges significatives de la classe  
ouvrière et de la jeunesse, il existe une  
perception du fait que ce système est  
pourri et qu'il nous mène à la faillite.  
Notre responsabilité est de répondre à

ce dégoût profond du capitalisme, en  
offrant une méthode et un programme  
45 d'émancipation pour en finir radicale-  
ment et définitivement avec ce sys-  
tème. Sans cela, les forces politiques  
les plus réactionnaires, notamment  
d'extrême droite, pourront continuer à  
50 capter la colère d'une fraction de plus  
en plus significative de notre classe so-  
ciale, et la détourner vers des impasses  
mortelles pour elle-même et l'ensemble  
de l'humanité. 55

### 2.1. UNE RADICALISATION DE LA JEUNESSE MOBILISÉE

60 Depuis le début des années 2000, plu-  
sieurs vagues de mobilisations ont eu  
lieu dans la jeunesse. Certes, elles ont  
été de natures  
diverses, à la fois sociologi-  
65

11 quement et politiquement : manifs  
 contre Le Pen en avril-mai 2002,  
 émeutes de la jeunesse des banlieues  
 en 2005, mouvement anti-CPE en 2006,  
 5 mobilisation contre la loi El Khomri en  
 2016 ; mais chacune à leur manière,  
 elles ont exprimé un refus de la société  
 capitaliste et de sa brutalité à l'égard  
 des minorités, des pauvres et des ex-  
 10 ploités. Il y a un décalage de plus en  
 plus important entre ces poussées de  
 fièvre régulières, capables de mettre  
 la jeunesse dans la rue – et d'y entraî-  
 15 ner les milieux salariés combatifs et  
 organisés, comme en 2006 et 2016 –, et  
 la capacité des organisations tradi-  
 tionnelles du mouvement ouvrier à  
 répondre à cette volonté, chez des  
 20 jeunes, de ne pas accepter l'inaccep-  
 table et de contester la société capita-  
 liste. Mais l'extrême gauche organisée  
 n'est pas devenue non plus le vecteur  
 de cette contestation et de cette politi-  
 25 sation. En 2016, dans la jeunesse, l'in-  
 fluence des mouvances libertaires et  
 « autonomes » a été notable, allant  
 jusqu'à contester la direction du mou-  
 vement aux courants traditionnels, ré-  
 formistes et d'extrême gauche. Cela  
 30 s'explique par la faiblesse numérique  
 du mouvement en lui-même, mais aus-  
 si, du côté des organisations d'extrême  
 gauche, par une incapacité à compre-  
 35 ndre la dynamique de ce mouve-  
 ment, à comprendre comment s'organi-  
 ser face à la violence policière dans les  
 manifestations, comment refuser les  
 manifestations en cage, et comment  
 40 tisser des liens « interpro » entre les  
 différents secteurs en lutte du mouve-  
 ment ouvrier et de la jeunesse.

De manière activiste, les courants au-  
 45 tonomes, libertaires et gauchistes ont  
 su capter une frange minoritaire de la  
 jeunesse qui, elle, voulait aller jusqu'au  
 bout, déborder les directions réfor-  
 mistes ou refuser les atteintes de l'État  
 à ses libertés. Ils connaissent actuelle-  
 50 ment une crise de croissance qui,  
 s'ajoutant à leur hétérogénéité, les em-  
 pêche d'occuper une place hégémo-  
 nique dans la jeunesse. Ils ont cepen-  
 55 dant gagné dans une partie de celle-ci  
 un crédit que nous devons leur disputer  
 par une politique révolutionnaire au-  
 dacieuse en direction des jeunes et liée  
 aux luttes ouvrières ; audacieuse face à  
 l'appareil d'État, sa police, sa justice et  
 ses bureaucrates réformistes.

## 2.2. UNE CRISE INÉDITE DANS LES SYNDICATS

La politique de Macron est limpide,  
 c'est une véritable guerre sociale : loi

travail XXL, remise en cause de la sécu-  
 rité sociale et des retraites, sélection  
 renforcée à l'université, inscription de  
 l'état d'urgence dans le droit commun.  
 5 **Pourtant, toutes les grandes confédé-  
 rations et unions syndicales refusent  
 de porter une orientation d'opposition  
 réelle aux politiques gouverne-  
 mentales et patronales, malgré la gra-  
 vité des attaques contre le monde du  
 travail et les classes populaires.** Entre  
 les directions syndicales qui ont choisi  
 ouvertement la collaboration avec les  
 gouvernements successifs – comme la  
 CFDT –, celles qui désorganisent, di-  
 10 luent, dispersent voire étouffent toute  
 possibilité de convergence des luttes et  
 d'expression coordonnée et radicale de  
 la colère sociale accumulée – CGT, FSU,  
 FO –, et celles qui ne sont plus bonnes  
 qu'à accompagner les précédentes sans  
 même oser proposer une orientation al-  
 15 ternative – Solidaires –, le MEDEF peut  
 dormir sur ces deux oreilles.

Dans les salons de l'Élysée ou de Ma-  
 tignon, les poignées de main échan-  
 gées entre dirigeants gouvernemen-  
 20 taux et chefs syndicaux suscitent de  
 plus en plus de réactions de colère chez  
 les syndicalistes sincères et un tant soit  
 peu « lutte de classe ». Si nombre  
 d'entre eux sont déboussolés et  
 écoeurés, s'ils ne savent plus très bien  
 à quoi sert leur organisation, une mi-  
 25 norité commence à ruer dans les bran-  
 cards et à critiquer ouvertement les  
 tactiques des directions. Dans la CGT,  
 il existe depuis plusieurs années une  
 crise larvée, depuis l'affaire Lapaon en  
 30 réalité. Elle se manifeste de diverses  
 manières : chamboule-tout direction-  
 nels dans plusieurs congrès fédéraux,  
 prises de position régulières de cer-  
 taines unions départementales contre  
 la politique de « dialogue social » ou  
 35 contre le « syndicalisme rassemblé ». L'é-  
 mergence du Front social est l'une  
 des conséquences de la rupture d'une  
 frange – certes minoritaire mais em-  
 blématique – de syndicats et de lea-  
 40 ders combatifs (Goodyear, Info'Com)  
 avec la stratégie confédérale, inca-  
 pable de mener au « tous ensemble ».

Au sein de Solidaires, tout n'est plus  
 aussi consensuel qu'avant. Les inci-  
 45 dents liés au « fonctionnement » et aux  
 statuts, lors du dernier congrès natio-  
 nal de juin 2017, sont révélateurs d'une  
 adaptation de plus en plus marquée de  
 son petit appareil directionnel aux tra-  
 vers bureaucratiques. Les crispations  
 du Secrétariat national au sujet des  
 50 prises de positions de certains de ses  
 syndicats ou de ses structures départe-

mentales contre sa politique suiviste à  
 l'égard de la CGT et du reste de l'« inter-  
 syndicale », ou contre son refus de re-  
 joindre et de construire le Front social,  
 indiquent que l'orientation défendue  
 5 par la direction actuelle de Solidaires  
 commence à susciter des oppositions.

Quant à la FSU – qui historiquement  
 s'était créée en réaction au syndica-  
 lisme d'accompagnement de l'Unsa –,  
 10 ces dernières années elle s'est position-  
 née à plusieurs reprises à droite de  
 l'échiquier syndical, et elle a collaboré  
 systématiquement avec le gouverne-  
 ment. Son opposition « de gauche »,  
 15 l'École émancipée, a renoncé à tout  
 combat sérieux contre la direction ma-  
 joritaire. C'est ce qui explique en  
 grande partie le désinvestissement mi-  
 litant et électoral du milieu enseignant  
 20 à l'égard de cette fédération. Face à  
 l'absence, de la part des directions  
 syndicales, d'une volonté de mobili-  
 ser contre la disparition de l'éduca-  
 tion prioritaire en lycée, des équipes  
 25 combattives ont décidé de se regrou-  
 per à la rentrée 2016, toutes étiquettes  
 syndicales confondues (CGT, FSU,  
 Sud, etc.), et de défendre une même  
 politique volontaire de coordination  
 30 et d'extension dans le cadre du mou-  
 vement de grève « Touche pas ma ZEP  
 ! », qui a permis à cette lutte de  
 prendre un caractère national. Dans le  
 secteur de l'éducation, traditionnellement  
 35 très encadré par la FSU, le fait  
 qu'un mouvement de grève auto-orga-  
 nisé ait pu se construire et aboutir à des  
 victoires partielles très concrètes (sa-  
 laire, mutations, etc.), même si c'est sur  
 40 une question très spécifique, montre  
 que dans cette situation de crise, les ré-  
 volutionnaires peuvent être amenés à  
 avoir des responsabilités nouvelles.

## 2.3. LE FRONT SOCIAL, EXPRESSION DE CES PHÉNOMÈNES

À l'origine du Front social, il y a le re-  
 45 groupement d'équipes militantes qui  
 avaient fait de nombreuses expériences  
 de luttes depuis plusieurs années, cha-  
 cune de leur côté, séparées dans le  
 temps et dans l'espace, avec des éti-  
 50 quettes syndicales et des pratiques dif-  
 férentes ; à ces équipes, la séquence de  
 la lutte contre la loi Travail a fait fran-  
 chir un cap dans la réflexion pour créer  
 les conditions de la victoire contre le  
 patronat. Mais aussi un cap dans la vo-  
 55 lonté de mettre réellement en pratique  
 une politique alternative aux direc-  
 tions syndicales, à une échelle certes  
 d'abord modeste, mais en tout cas bien  
 60 plus efficace que toutes les tentatives

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1 d'« opposition syndicale » parlementaire péniblement construites durant les dernières décennies au sein de la CGT. Alors que les directions syndicales ne proposent rien – ou plus rien –, le Front social défend l'action, et son orientation politique repose sur deux piliers : d'une part, il n'y a pas d'atonie de notre camp social, mais ses combats sont atomisés, dispersés, isolés, et il nous faut donc être tous ensemble au même endroit, à la même heure et pour la même cause, nous « unir pour ne plus subir » ; d'autre part, seule une paralysie des moyens de production, des transports et du secteur de l'énergie ébranlera les exploités, autrement dit, seule la grève générale et reconductible nous permettra de gagner, d'inverser le rapport de force.

Le Front social regroupe des militantes et des militants syndicalistes, associatifs, politiques, de fronts et de collectifs de lutte étant parvenus à dépasser l'esprit sectaire ou boutique, que l'expérience a convaincus d'œuvrer pour la grève générale, et qui sont prêts à en découdre avec l'État et son appareil répressif. Alors que la tendance lourde est à la collaboration de classes de la part des directions syndicales, le Front social est un outil précieux qui a déjà exercé, à une échelle large, une pression ou une influence sur les appareils, les milieux militants ouvriers et syndicalistes et sur une partie de la jeunesse s'étant mobilisée pendant le mouvement contre la loi El Khomri. L'une des nouveautés du Front social réside dans le fait que par son intermédiaire, des militants ouvriers ont commencé à établir des liens concrets entre le mouvement ouvrier et les opprimés, réprimés de tous les mouvements sociaux, jeunes des quartiers populaires, colonisés de Guyane, de Guadeloupe, des Comores, etc., et qu'ils esquissent ainsi une orientation en paroles, mais surtout en actes, contre le colonialisme, le nationalisme et le militarisme, comme lors de la manifestation du 14 juillet par exemple. Les manifestations des 22 avril, 8 mai, 19 juin, 14 juillet et 18 novembre 2017 sont des succès militants dont l'impact s'est fait sentir au-delà de ses milliers de participants. Le Front social est devenu un fait politique, qui dépasse très largement ceux qui l'ont lancé, un outil d'unité d'action que les révolutionnaires doivent construire et amplifier. Il mène un effort permanent

– en particulier par le biais de sa page Facebook « Luttés invisibles » et à travers des activités de soutien aux mobilisations locales – pour mesurer la conflictualité et la conscience des travailleuses et des travailleurs qui luttent, ce qui est indispensable pour tenter de jouer un rôle dans la lutte de classes. Le Front social est la démonstration qu'il existe bien une avant-garde des luttes, que celle-ci s'est rencontrée, a milité et fait ses armes pendant le mouvement contre la loi Travail. C'est la confirmation qu'il est possible de former un pôle ouvrier « lutte de classe ».

#### 2.4. CONSTRUIRE UN PÔLE OUVRIER « LUTTE DE CLASSE » : UNE PRIORITÉ

Construire un « pôle ouvrier » autour de salariés et d'équipes militantes combattives, pour être en mesure de mener de manière coordonnée une politique indépendante des directions réformistes dans un nombre suffisant de secteurs : cette idée n'est pas née avec le Front social (LU-Danone en 2001, New Fabris en 2009, Licenci'elles en 2012-2013, Bretagne en 2013). Pour les révolutionnaires que nous sommes, les décantations politiques qui ont lieu aujourd'hui au sein d'équipes syndicales combattives venues bien sûr d'autres histoires politiques que la nôtre – mais aussi dans une frange de la jeunesse attirée par les idées anticapitalistes et désireuse de s'affronter à l'État – sont une chance, une vraie opportunité à saisir.

Depuis des décennies, l'extrême gauche cherche à disputer des franges significatives de travailleurs à l'influence des réformistes et des directions syndicales. Il est donc paradoxal qu'au moment où cela se produit à une petite échelle – surtout pour des raisons objectives, mais aussi grâce au travail militant de petites équipes de révolutionnaires –, au mieux elle ignore, au pire elle combat, l'apparition du Front social. La campagne présidentielle du NPA n'a jamais fait le lien avec l'appel au « 1er tour social » – cette manifestation du 22 avril, la vieille du premier tour de la présidentielle, à l'initiative de ce qui allait devenir le Front social –, et cela a été une erreur politique.

Le Front social est pourtant un point d'appui pour le regroupement des nombreuses grèves isolées et éparpillées qui existent aujourd'hui, et que les directions traditionnelles cherchent à atomiser. C'est un moyen pour faire

converger une partie de l'avant-garde militante qui, lors du mouvement contre la loi Travail, avait œuvré pour une généralisation du conflit. C'est une véritable politique à mener pour des révolutionnaires, un outil pour le front unique : il s'agit de travailler à un regroupement de forces issues de diverses tendances du mouvement ouvrier, pour s'opposer aux attaques des capitalistes, et dans lequel nous devons intervenir afin de pousser l'affrontement toujours plus loin. Au-delà de telle ou telle échéance de lutte et de manifestations, l'objectif est de constituer l'embryon d'un pôle « lutte de classe » dans le mouvement ouvrier, qui soit une alternative aux directions réformistes. Notre présence dans ce « pôle ouvrier » en cours de constitution nous permet d'éprouver nos idées révolutionnaires auprès de secteurs militants combattifs qui contestent les directions réformistes. Nous ne construisons pas le Front social avec l'idée que nous y sommes pour lui injecter, de l'extérieur, une conscience révolutionnaire. Si nous entendons y défendre notre point de vue et y être utiles, nous apprenons de l'expérience menée avec les camarades qui composent le Front social : en particulier, nous apprenons à formuler une politique, à proposer une stratégie de mobilisation et des initiatives, à une échelle bien plus large qu'habituellement, y compris par le biais syndical.

Nous concevons le Front social, ce pôle ouvrier en construction, comme un outil indispensable pour organiser la riposte à la politique de Macron et du MEDEF, comme une arme qui pourra s'avérer précieuse quand le climat social sera explosif. Mais aussi comme un creuset d'où peuvent émerger des militants « lutte de classe » et des révolutionnaires. Ne rien tenter vis-à-vis de ces militants, ce serait renoncer à organiser ces progrès en termes de conscience, et les laisser se dilapider. Car nous ne réduisons pas le rôle des révolutionnaires à celui de propagandistes qui, dans l'attente de jours meilleurs, seraient de simples passeurs des idées communistes. Nous devons chercher à prendre des initiatives pour accompagner et regrouper les décantations qui s'opèrent dans la conscience d'une partie des jeunes et des salariés. Pour mettre en mouvement les travailleurs plus large-ment qu'ils

11 n'en auraient été capables avec leurs simples forces, les révolutionnaires ont toujours participé à des cadres larges dans lesquels se sont côtoyées différentes traditions du mouvement ouvrier. 1

## 3 – Construire un parti révolutionnaire 5

### 3.1. IMPLANTÉ DANS LES ENTREPRISES

Nos deux objectifs stratégiques permanents sont la révolution socialiste, aboutissant au pouvoir des travailleurs auto-organisés, et la construction du parti révolutionnaire, indispensable à la victoire de cette révolution. Le NPA doit être un outil pour forger un parti capable de diriger une révolution de même nature que celle d'Octobre 1917 en Russie. 10 15

Dans la situation et les rapports de force actuels, le NPA n'a aucun moyen de devenir immédiatement un « parti de masse », à même de peser dans tous les secteurs exploités et opprimés, dans tous les domaines de la vie sociale. En revanche, nous pouvons aujourd'hui avancer dans la construction d'une véritable organisation révolutionnaire, influente et implantée à l'échelle nationale, liée étroitement aux processus les plus avancés de résistance, de lutte et de radicalisation du monde du travail. 20 25

**Pour pouvoir défendre une orientation alternative aux directions syndicales et aux appareils réformistes, il faut des militantes et des militants capables de jouer un rôle quand les travailleurs se mettent en mouvement.** La volonté de s'implanter prioritairement dans les entreprises est liée à notre projet politique. Par la place qu'elle occupe dans la production et l'économie, nous savons que seule la classe ouvrière – d'ailleurs bien plus nombreuse que jamais dans l'ensemble de la société – a les moyens de bloquer le fonctionnement normal du système et de jouer un rôle majeur dans le renversement de celui-ci. 30 35 40 45

**La priorité est de tourner l'ensemble de nos structures** (comités, commissions, directions locales, directions nationales) vers l'intervention en direction des entreprises et des lieux de travail. Cette priorité n'a jamais été celle du NPA, et l'on peut même dire qu'au sein de sa direction, la volonté de la mettre en œuvre a pour le moins régressé ces dernières années. Pourtant, sans une implantation ouvrière un tant soit peu significative, une politique permettant de dépasser celle des directions syndicales reste hors de notre portée : le mouvement contre la loi El Khomri a encore permis de le constater. **Un travail d'implantation dans les entreprises équivaldrait à d'importants**

**efforts militants, mais surtout, à une préoccupation permanente de l'ensemble de l'organisation et de sa direction ; ce travail ne se concrétiserait qu'avec la conviction selon laquelle aucun raccourci, aucune « recomposition politique » avec des fragments d'organisations réformistes, ne pourra suppléer à un recrutement ouvrier sur des bases de classe.** En revanche, nous sommes convaincus que la politique de regroupement des militants « lutte de classe » au sein du Front social peut être un creuset pour qu'émergent des militants révolutionnaires. Faire progresser d'autres militants ouvriers partisans du « tous ensemble » sur la nécessité de l'auto-organisation des travailleurs et de l'affrontement avec l'État bourgeois, et sur l'absence de solution institutionnelle, peut être d'un grand secours pour la construction d'un parti révolutionnaire. 5 10 15 20 25 30 35 40 45

C'est la perspective d'un affrontement généralisé avec les capitalistes et leur État, d'une grève de masse, qui guide notre action. À partir de l'expérience historique, nous nous préparons au fait que cet affrontement prendra, dans les pays capitalistes avancés, la forme d'une grève générale insurrectionnelle, et c'est pourquoi nous donnons la priorité à la classe ouvrière. Lors d'une crise sociale généralisée, c'est la mise en mouvement des travailleuses et des travailleurs qui peut faire basculer la situation vers une dualité de pouvoir et un renversement de l'État. 5 10 15 20 25 30 35 40 45

### 3.2. IMPLANTÉ DANS LA JEUNESSE

En décembre 2016, une enquête de Science Po indiquait que « 62 % des Français de 18 à 35 ans se disent prêts à participer à un grand mouvement de révolte dans les prochains mois ». La jeunesse est « la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht), car elle est l'élément social qui a le moins à perdre dans un bouleversement majeur de la société. Ses luttes sont souvent le moteur de celles des autres couches de la société. Il est vital que notre organisation s'implante réellement dans la jeunesse, à l'heure où des pans entiers de celle-ci sont confrontés à la précarisation de leurs conditions de vie et à une attaque sans précédent – depuis les années 1980 – de leurs conditions d'études. Macron annonce

en effet une remise en cause historique des acquis du mouvement étudiant : suppression du régime étudiant de sécurité sociale, baisse notable des APL et sélection à l'entrée de la fac. L'annonce des réformes et leur potentielle application entraîneront certainement une rage, une colère et la politisation chez nombre de jeunes. Quelle est la politique qui permettra de gagner cette génération à la révolution ? 5 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65

**Le NPA Jeunes doit investir les syndicats étudiants et discuter régulièrement de la politique à mener au sein des organisations larges de jeunesse. Structurer une politique syndicale étudiante à l'échelle nationale, c'est chercher à peser dans les mobilisations de jeunes et sur la situation politique, dans un contexte où l'UNEF connaît une phase de délabrement se traduisant par une baisse de son influence, tant électorale que militante. Ce syndicat paie le prix de cinq années de concessions systématiques au gouvernement Hollande. Il est donc d'autant plus important de chercher à faire du syndicalisme au quotidien, pour reconstruire une conscience d'organisation collective et chercher à massifier les luttes à venir. C'est aussi de cette manière que nous répondrons à la fois aux actions minorisantes de la frange « autonome », et au repli des étudiants dans des organisations corporatistes telles que la FAGE au sein des universités.** 5 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65

La jeunesse lycéenne est un secteur important, du fait de sa capacité de mobilisation et des possibilités de politisation. C'est dans les lycées que les mobilisations ont été les plus fréquentes ces dernières années. Une intervention volontariste devant les lycées permet, en fonction de conditions favorables, d'y exercer une influence, de construire des habitudes d'organisation collective et de recruter des jeunes. Cela doit constituer un objectif prioritaire du secteur jeune et du parti dans son ensemble. 5 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65

Le parti doit aider le secteur jeune à se doter d'une politique de formation permettant aux jeunes militantes et militants d'acquérir les bases théoriques et pratiques du marxisme. 60 65

**Nous devons assumer un profil communiste et révolutionnaire : nous voulons détruire cette société et en**

1 édifier une nouvelle pour les exploités  
et les opprimés. Le profil révolution-  
naire du secteur jeunes, son appari-  
tion propre dynamique, y compris sur  
5 les questions « politiques » (lutte  
contre la guerre, contre les oppres-  
sions, etc.), sont essentiels pour atti-  
rer à nous les jeunes qui se radica-  
lisent.

10 De même, c'est en cherchant systé-  
matiquement à construire une ré-  
ponse à la hauteur des attaques, en  
préparant des militants et militantes  
à chercher à organiser la confronta-  
15 tion, et pas seulement à faire de la  
propagande, que nous pourrions ga-  
gner la confiance des jeunes qui se po-  
litisent.

20 Aujourd'hui, le nombre de jeunes qui  
rejoignent le monde du travail sans  
faire d'études, ou qui se salariaient tout  
en étudiant, est en augmentation. Ils  
sont les premiers à connaître des condi-  
25 tions de travail précaires. Pour les capi-  
talistes, il s'agit d'une main d'œuvre  
facilement exploitable et très rentable.  
Nous ne considérons pas cette frange  
de la classe ouvrière comme inorgani-  
30 sable. Au contraire, sa condition de su-  
rexploitation et son jeune âge offrent  
un potentiel à sa combativité. Les  
grèves de l'été 2017 chez les livreurs à  
vélo, et la création dans ce secteur de  
35 syndicats et de multiples collectifs –  
comme le CLAP –, montrent bien qu'il  
ne s'agit pas d'« autoentrepreneurs »  
incapables de s'organiser, et que l'in-  
tervention de militants révolution-  
naires peut les y aider.

40 La politique du NPA dans la jeu-  
nesse n'est pas seulement l'affaire du  
secteur jeune, même si celui-ci est au-  
tonome dans son élaboration et son  
intervention. Cela doit constituer une  
45 préoccupation de l'ensemble du parti.  
Les jeunes participent à toute la vie du  
NPA : AG de sections, apparitions du  
parti, etc. La politique du parti en di-  
rection de la jeunesse doit être discutée  
50 par les sections et dans les directions,  
dans l'objectif d'aider au développe-  
ment du secteur jeunes.

### 3.3. UNE ORIENTATION DE CLASSE POUR LUTTER CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

Les oppressions dites « spéci-  
fiques » – telles que le sexisme, le ra-  
cisme, l'homophobie et la transpho-  
bie – tourmentent quotidiennement  
60 l'existence de millions de personnes,  
ce qui justifie que le fait de les com-  
battre soit une tâche élémentaire pour  
les révolutionnaires. Le NPA doit me-

ner cette tâche avec sa propre politique,  
c'est-à-dire en développant une orien-  
tation de classe. Nous affirmons que ce  
sont les travailleurs – dans toute leur  
diversité, quels que soient leur genre,  
leur couleur de peau, leur orientation  
sexuelle – qui ont la capacité de  
mettre fin non seulement au capita-  
lisme et aux rapports d'exploitation  
sur lesquels il se base, mais aussi aux  
oppressions qu'il utilise et reproduit.  
Ce rôle central de la classe ouvrière ne  
relègue pas au second plan les luttes  
contre les oppressions, qui participent  
à la contestation de l'ordre social ac-  
tuel ; au contraire, la nécessaire unifi-  
cation de notre classe pour renverser ce  
système leur donne une importance  
particulière.

Des formes variables d'auto-organi-  
sation des opprimés peuvent se révé-  
ler nécessaires pour combattre les ef-  
fets de l'idéologie dominante  
(infériorisation, fatalisme, honte, etc.)  
et rompre avec l'attentisme. Nous dé-  
fendons aussi l'auto-organisation  
comme une méthode pouvant donner  
au combat un caractère collectif et un  
caractère de lutte, et permettant de  
se donner les moyens d'impulser la  
mobilisation en recherchant un sou-  
tien large et une convergence. En re-  
vanche, il n'y a pas pour nous de mu-  
raille de Chine entre la « classe  
ouvrière » et les « opprimés », puisque  
la majorité des femmes, des personnes  
frappées par le racisme, l'homophobie  
ou la transphobie, appartiennent à  
notre classe. Nous militons pour que  
le mouvement ouvrier soit au pre-  
mier rang de la lutte contre les op-  
pressions. La bataille pour que les  
syndicats où nous intervenons  
prennent en charge une intervention  
dans ce domaine, est centrale. Adop-  
ter un point de vue de classe, œuvrer  
à ce que les travailleurs prennent  
eux-mêmes en charge les luttes dans  
ce domaine, faire en sorte que les op-  
primés des classes populaires  
puissent faire entendre leur voix :  
voilà notre orientation pour disputer  
à la petite-bourgeoisie et aux cou-  
rants réformistes la mainmise sur  
ces mobilisations.

Face aux discriminations, aux inéga-  
lités et aux violences, nous devons sai-  
sir la moindre occasion de montrer par  
l'expérience que sur ce terrain égale-  
ment, c'est par la lutte collective et la  
solidarité que nous pouvons faire chan-  
ger les choses. C'est aussi dans cette  
optique que nous participons aux mo-  
bilisations pour l'égalité des droits. Si

le capitalisme est capable d'intégrer  
des droits, parfois sous la pression du  
rapport de force, nous savons qu'ils  
peuvent être remis en cause et que la  
fin des oppressions ne viendra pas de la  
5 classe dominante ; seule une révolu-  
tion prolétarienne pourrait saper les  
bases matérielles des oppressions. Cela  
exige de faire le choix politique de s'im-  
planter dans la classe ouvrière avec un  
10 profil de « lutte de classe » et anti-op-  
pressions sans concession. Notre ob-  
jectif est simple : que les secteurs les  
plus opprimés fassent leur le mouve-  
ment ouvrier et révolutionnaire.

### 3.4. LE PROGRAMME DE TRANSITION ET LE COMMUNISME

Notre programme n'est pas un en-  
semble de recettes prêtes à être appli-  
20 quées par un gouvernement révolu-  
tionnaire surgi de nulle part. C'est  
d'abord une démarche qui cherche à  
s'appuyer sur des aspirations existant  
dans notre classe, pour tenter de leur  
25 donner un sens révolutionnaire.

Par exemple, nous ne défendons pas  
seulement le principe de l'interdiction  
des licenciements : nous cherchons à  
lui donner vie en tentant de regrouper  
30 les boîtes en lutte contre les plans de li-  
cenciements. Nous savons que des ou-  
vriers d'entreprises différentes, qui se  
battent isolés les uns des autres contre  
des fermetures de sites, finissent inévi-  
35 tablement par négocier les conditions  
de leur départ. Mais regrouper les ou-  
vriers de plusieurs entreprises afin  
qu'ils se battent ensemble, c'est se  
donner les moyens pour que le refus  
40 « spontané » de se faire licencier se  
transforme en une bataille politique  
pour l'interdiction des licenciements ;  
une bataille qui conteste frontale-  
ment le pouvoir qu'ont les capitalistes  
45 de décider du sort de millions de per-  
sonnes... et qui fasse naître l'idée que  
c'est à nous de décider qui est embauché  
ou pas. Nous n'attendons pas qu'un  
« débouché politique » surgisse et  
50 fournisse une « crédibilité » idéolo-  
gique à une revendication : nous ten-  
tons d'ouvrir des brèches vers un af-  
frontement de classe généralisé, à  
partir de la situation actuelle. Un af-  
55 frontement à même de déboucher sur la  
mise en place d'un gouvernement des  
travailleurs directement issu de leurs  
organes d'auto-organisation.

De la même manière, l'ouverture des  
60 livres de comptes est inconcevable  
sans la parti-  
cipation ac- ● ● ●  
tive et l'au-

11 **to-organisation des salariés des**  
**banques et des grandes entreprises.**  
 Toute notre démarche de contestation  
 du pouvoir du patronat suppose que les  
 5 travailleuses et les travailleurs eux-  
 mêmes se structurent, commencent à  
 prendre en main l'organisation du tra-  
 vail, et plus largement celle de tous les  
 aspects de la vie sociale.

10 **L'expropriation des secteurs-clés de**  
**l'économie est l'un des premiers axes**  
**de ce programme de transition.** La  
 crise bancaire et les plans de sauvetage  
 ont fourni une nouvelle occasion  
 15 d'étayer, de manière populaire, la né-  
 cessité de réquisitionner les banques.  
 Les faillites d'entreprises, les licencie-  
 ments massifs et les luttes qu'ils sus-  
 citent nous permettent également de  
 remettre au goût du jour la lutte pour le  
 20 contrôle ouvrier, et d'expliquer notre  
 objectif d'une réquisition des grands  
 moyens de production, de communica-  
 tion et d'échange.

25 Notre démarche concerne l'ensemble  
 des problèmes posés à l'humanité. Le  
 capitalisme, selon sa logique structu-  
 relle, vise à consommer toujours plus  
 de matières premières et d'énergie. Son  
 30 objectif est de produire toujours plus et  
 de faire toujours plus de profits. Le ca-  
 pitalisme ne peut pas être « vert » : il  
 détruit notre environnement, notre  
 planète et ses espèces vivantes. Mais  
 35 là encore, il ne peut y avoir d'écologie  
 conséquente sans une lutte consé-  
 quente contre le capitalisme, et sans  
 la compréhension que la seule force  
 capable d'en finir avec le capitalisme  
 40 et le désastre environnemental qu'il  
 engendre, c'est la classe ouvrière. Si  
 nous partageons cette analyse, nous  
 devons en tirer les conséquences en  
 termes d'implantation, d'intervention  
 45 et d'orientation. C'est en effet la classe  
 ouvrière, alliée avec d'autres secteurs,  
 qui peut imposer un programme de  
 transition anticapitaliste, axé sur la re-  
 mise en cause des énergies polluantes,  
 50 et sur la nécessité de la planification de  
 l'économie à l'échelle internationale.

Nous défendons ainsi une dé-  
 55 marche transitoire ayant pour point  
 de départ des revendications quoti-  
 diennes, en liant celles-ci à la ques-  
 tion du pouvoir, à la nécessité d'un  
 gouvernement des travailleurs et à  
 l'aspiration à une autre société. En  
 définitive, il s'agit de lier les luttes ac-  
 60 tuelles à la remise en cause des piliers  
 du système capitaliste.

Notre défense du communisme, de  
 la perspective d'une société débarras-  
 sée de l'exploitation et de l'oppression,

doit être remise en avant. Elle répond à  
 une aspiration réelle dans une partie  
 de notre camp social de plus en plus  
 5 écœurée par la loi Travail « et son  
 monde », et qui aspire à une autre so-  
 ciété mais sans savoir laquelle. Le fait  
 d'être offensifs sur ce plan ne nous iso-  
 lera pas, mais nous permettra au  
 contraire de débattre et même d'attirer  
 à nous, en particulier, des franges de la  
 jeunesse qui ont commencé à se politi-  
 ser.

### 3.5. LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE UN PARTI DE « CADRES »

Pour qu'existent des organisations  
 révolutionnaires ne se contentant pas  
 de proclamer des principes, nous nous  
 10 donnons comme objectif de construire  
 un parti de cadres capable de donner  
 vie à ces principes programmatiques.  
 Nous ne faisons pas de cette question  
 un préalable pour l'intégration au NPA,  
 mais c'est pour nous un objectif en son  
 sein. Cela implique de donner les  
 15 moyens à tous nos militants et mili-  
 tantes d'acquérir le niveau de forma-  
 tion le plus élevé possible. Mais cette  
 formation doit être en cohérence et en  
 relation permanente avec notre pra-  
 tique militante, qui constitue elle-  
 même un terrain d'apprentissage poli-  
 20 tique. Pour être en mesure d'en finir  
 un jour avec ce système d'exploitation  
 et d'oppression, nous devons réduire  
 au minimum la séparation entre la  
 sphère privée et la sphère politique.  
 Cette séparation est un produit du sys-  
 tème capitaliste dans lequel nous vi-  
 vons. Contre cette logique de la « sépa-  
 25 ration », qui favorise inévitablement la  
 concurrence, la passivité mais aussi le  
 sexisme, l'homophobie et toutes les op-  
 pressions, nous cherchons collective-  
 ment à mettre en adéquation nos prin-  
 cipes et nos choix et modes de vie. Cela  
 n'a rien à voir avec une quelconque ré-  
 pression des aspirations individuelles ;  
 il s'agit au contraire de tenter de  
 30 construire ensemble une association  
 librement consentie, à contre-courant  
 de l'idéologie dominante véhiculée par  
 l'État, l'école et la famille, pour at-  
 teindre un but commun : le renverse-  
 ment du capitalisme et son remplace-  
 ment par une autre société, la société  
 communiste.

### 3.6. UN PARTI DÉMOCRATIQUE TOURNÉ VERS L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Dans le parti, il y a trop de tapage au  
 sujet des tendances et des fractions,  
 qui seraient responsables de ses diffi-  
 cultés. Un tel tapage est encore plus dé-

sagréable quand il est encouragé par  
 1 des militantes et des militants qui sont  
 eux-mêmes membres de tendances non  
 déclarées. Le fait est que le NPA n'a pas  
 5 atteint les objectifs qu'il s'était fixés  
 lors de sa création, et qu'il connaît une  
 crise de direction sans précédent. Mais  
 les fractions et les tendances ne sont  
 pas la cause de ses problèmes, qui  
 10 sont avant tout des problèmes poli-  
 tiques et ne seront pas réglés par des  
 mesures administratives. Les mili-  
 tants doivent être libres de constituer  
 leurs tendances, leurs fractions, leurs  
 courants, etc. : un tel droit doit être res-  
 15 pecté. Ce n'est qu'en garantissant ces  
 règles de démocratie qu'il sera possible  
 de « réunir le meilleur du mouvement  
 ouvrier », profession de foi du NPA à ses  
 débuts.

La démocratie au sein d'une organi-  
 20 sation révolutionnaire ne peut cepen-  
 dant pas se résumer à des droits for-  
 mels et à des règlements statutaires,  
 aussi importants puissent-ils être. Par-  
 venir à agir ensemble dans la lutte de  
 classe, tout en réussissant à discuter  
 des différences de points de vue qui  
 surgissent inévitablement, cela doit  
 25 passer d'abord et avant tout par un ac-  
 cord sur les questions de fond, sur ce  
 qu'on appelle communément le « pro-  
 gramme », c'est-à-dire sur les objec-  
 tifs et les méthodes fondamentaux de  
 notre action. S'il n'y a pas d'accord vé-  
 30 ritable sur ces points, il ne peut y avoir  
 que des politiques totalement diffé-  
 rentes à chaque stade de la lutte de  
 classe, ce qui compromet toute action  
 coordonnée.

Voilà où en est notre parti : d'un  
 35 côté, la paralysie d'une majorité de di-  
 rection qui fonde principalement son  
 accord politique sur le souhait d'être  
 majoritaire ; et, de l'autre, des cou-  
 rants qui font de plus en plus cavalier  
 seul pour mener chacun leur poli-  
 tique, et qui ne cherchent même plus à  
 40 élaborer une expérience commune ni  
 à confronter leurs idées.

Pour sortir de l'impasse, nous ne  
 45 pouvons pas nous contenter de discuter  
 de loin en loin des questions d'actuali-  
 té, tout en vivant « chacun sa vie » dans  
 son comité ou son courant. À rebours  
 50 de la méthode utilisée dans notre parti  
 depuis sa fondation, les discussions  
 programmatiques – sur notre rapport  
 à l'État, aux réformistes, sur la straté-  
 gie révolutionnaire, l'analyse du capi-  
 55 talisme contemporain, etc. – doivent  
 nous conduire à distinguer les désac-  
 cords secondaires, qui n'entravent  
 pas l'action commune, de ceux qui

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1 sont plus profonds. Loin d'être un fac-  
 5 teur de division, ces discussions sont  
 une condition essentielle pour réussir à  
 regrouper des camarades sur la base  
 d'un accord réel. Un tel accord ne peut

se constituer que progressivement, et  
 par une confrontation constante entre  
 la théorie et la pratique ; il ne se nourri-  
 ra pas seulement d'un accord sur des  
 idées fixées sur le papier, mais aussi

d'une confiance militante construite  
 sur la base d'une expérience commune  
 et de discussions de fond permanentes.

## 4 – Être fidèles à l'internationalisme et construire une Internationale

### 4.1. DROIT À L'AUTODÉTERMINATION, INDÉPENDANCE DE CLASSE ET GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS : L'EXEMPLE DE LA CATALOGNE

À moins de ne pas avoir saisi l'am-  
 pleur du soutien au référendum du 1er  
 octobre en Catalogne, personne ne  
 peut nier l'existence du peuple cata-  
 lan et de sa volonté d'indépendance. Il  
 est impossible de détourner la tête  
 quand on matraque des hommes et des  
 femmes qui veulent pouvoir décider.  
 Nous défendons bien sûr de manière  
 inconditionnelle ce droit démocratique,  
 cette « liberté de séparation ».

Mais défendre inconditionnellement  
 ce droit implique tout autant de  
 défendre inconditionnellement une  
 politique d'indépendance de classe, à  
 plus forte raison qu'en Catalogne, le  
 processus est dirigé par une frange de  
 la bourgeoisie et de la petite-bourgeoi-  
 sie. Bien entendu, il serait erroné de  
 nier son caractère populaire : 80 % de  
 la population de Catalogne sont pour le  
 droit de décider. Avec une telle propor-  
 tion, il est difficile de prétendre que le  
 monde du travail est extérieur au pro-  
 cessus : les dockers de Barcelone se  
 sont opposés à l'arrivée de la Guardia  
 Civil dans le port de Barcelone ; des  
 centaines d'enseignants ont occupé  
 leurs établissements afin d'accueillir  
 les bureaux de vote pour la consulta-  
 tion sur l'indépendance ; le personnel  
 de la chaîne catalane TV3, par sa mobi-  
 lisation, a empêché l'application de  
 l'article 155 qui impliquait la mise sous  
 tutelle de ses conseils de rédaction à  
 Madrid ; sans oublier les tentatives de  
 grève générale des 3 octobre et 8 no-  
 vembre.

Une politique d'indépendance de  
 classe : voilà notre boussole. Ce n'est  
 pourtant pas ce qu'ont défendu nos  
 porte-parole, et encore moins Antica-  
 pitalistas. Sans la moindre décision du  
 comité exécutif du NPA, trois de nos  
 porte-parole ont signé une tribune sur  
 Mediapart qui, en plus de surestimer la  
 situation en évoquant une « révolution  
 démocratique » et l'« ouverture de pro-  
 cessus constituants sur la base de l'ac-

tion des peuples dans tout l'État espa-  
 gnol », ne marque pas la moindre  
 distance vis-à-vis du gouvernement cata-  
 lan, lequel n'est pas en reste en ma-  
 tière de politiques d'austérité. De son  
 côté, Anticapitalistas ne cesse d'oscil-  
 ler entre différents écueils : sa politique  
 ne cherche guère à se différencier de la  
 bourgeoisie qui dirige le processus, et  
 l'organisation a fini par voter le 21 dé-  
 cembre 2017 pour « Catalunya en  
 comu », alliance entre « Podem » et la  
 maire de Barcelone qui défend un droit  
 à l'autodétermination virtuel, car de-  
 vant être négocié et acté, selon elle,  
 avec Madrid.

Avec leurs députés, ces camarades  
 ont pourtant les moyens de se faire lar-  
 gement entendre, pour que la lutte en  
 faveur de l'émancipation nationale ren-  
 force la lutte pour l'émancipation so-  
 ciale. Ils pourraient donner un contenu  
 de classe à la revendication d'une répu-  
 blique catalane, dans le sens d'un gou-  
 vernement ouvrier. Ainsi, une mesure  
 telle que la réquisition des banques  
 sous contrôle des travailleurs pourrait  
 être reprise, et cela d'autant plus que  
 les sièges sociaux des principales  
 banques catalanes se sont retirés à Ma-  
 drid. C'est ce que font nos camarades  
 d'Izquierda Anticapitalista Revolu-  
 cionaria (IZAR) : proposer l'applica-  
 tion de ces mesures pour l'ensemble  
 de l'État espagnol, favoriser toutes les  
 formes d'auto-activité et défendre les  
 moyens d'imposer ces mots d'ordre  
 par la grève générale ; voilà une poli-  
 tique qui s'émanciperait de la bour-  
 geoisie catalane et de Madrid, et qui  
 pourrait unifier notre classe.

### 4.2. POUR UNE INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE

Le système capitaliste est internatio-  
 nal ; la lutte des classes l'est également.  
 Chaque victoire ouvrière dans un pays  
 renforce l'ensemble des travailleurs à  
 l'échelle mondiale. Et chaque défaite  
 en un point du globe est une défaite  
 pour l'ensemble de notre classe. C'est  
 pourquoi la construction d'un parti ré-  
 volutionnaire en France est indisso-

ciable de celle d'une organisation révo-  
 lutionnaire internationale.

Nous ne sommes pas opposés au fait  
 que le NPA reste membre observateur  
 du SU de la IVème Internationale ;  
 pour autant, il ne peut pas être seule-  
 ment le parti de ceux qui sont adhé-  
 rents du SU. De nombreux militants et  
 militantes viennent d'autres courants,  
 d'autres traditions, certains apparti-  
 ennent à d'autres regroupements in-  
 ternationaux. Les liens internationaux  
 des membres du NPA résultent de la fa-  
 çon dont il s'est constitué. Mais, sur-  
 tout, le NPA ne peut pas mécanique-  
 ment, sans discussion en son sein,  
 être le relais de la politique de la ma-  
 jorité du SU. De plus, les récents déve-  
 loppements montrent que le SU a déve-  
 loppé une politique en contradiction  
 avec celle menée par nombre de mili-  
 tants du parti. L'exclusion des militants  
 d'IZAR, dans l'État espagnol, témoigne  
 du fait que s'est développé dans ce re-  
 groupement international un régime  
 interne antidémocratique, en opposi-  
 tion avec les principes portés par les  
 militants révolutionnaires.

De manière plus générale, si nous  
 sommes clairement internationa-  
 listes, nous devons discuter dans tout  
 le parti du type d'Internationale que  
 nous voulons édifier. Pour les anticapi-  
 talistes révolutionnaires, cela signifie  
 construire un courant international ca-  
 pable d'intervenir dans la lutte des  
 classes, une Internationale dont la pre-  
 mière préoccupation serait l'implanta-  
 tion de ses sections dans la classe ou-  
 vrière, la jeunesse et toutes les couches  
 opprimées par les capitalistes. Une In-  
 ternationale qui serait capable d'enga-  
 ger des campagnes de masse pour ten-  
 ter d'influer sur le cours de  
 l'affrontement entre la bourgeoisie et le  
 prolétariat, mais aussi de remettre à  
 l'ordre du jour la discussion d'un pro-  
 gramme communiste révolutionnaire  
 se confrontant aux réalités du capita-  
 lisme du XXIème siècle, au lieu de dis-  
 c u s s i o n s  
 t h é o r i q u e s ● ● ●  
 sans lien

11 entre elles et séparées de la pratique.

À lui seul, le SU n'incarne pas l'Internationale communiste révolutionnaire. C'est pourquoi nous devons chercher à regrouper à l'échelle internationale – comme nous tentons de le faire ici – les révolutionnaires issus de différentes traditions, à partir d'un accord sur la situation et les tâches.

10 C'est par une pratique commune que les discussions politiques peuvent aboutir à des regroupements, comme celui qui s'est opéré autour de la plateforme « Saisir les occasions, construire une Internationale pour la révolution et le communisme », qui sera présentée lors du prochain congrès mondial. C'est avec cette méthode qu'ont été engagées des discussions avec des groupes membres du SU de la IV<sup>ème</sup> Internationale ou qui lui sont extérieurs.

Regrouper les révolutionnaires à

l'échelle internationale devrait être l'un des objectifs avancés par le NPA au sein du SU. La construction d'une Internationale révolutionnaire en mesure d'exercer une influence significative ne passera pas uniquement par le renforcement du SU. Le NPA pourrait proposer au SU de s'adresser aux autres groupes révolutionnaires nationaux ou internationaux, et d'entamer des discussions sur les réponses à apporter à la crise du capitalisme, sur les campagnes communes à mener et sur le type d'organisation à construire.

Nous savons que cette politique de recherche de discussion avec d'autres courants n'aboutira pas à des rapprochements rapides, compte tenu du fait que chacune des directions trotskystes des différentes « Internationales » est convaincue de la justesse de ses positions programmatiques et tactiques. Qui plus est, la conviction selon la-

quelle il faut construire autour de son propre groupe est la règle dans l'ensemble des courants internationaux, y compris le SU. Mais en ce qui nous concerne, nous avons le sentiment qu'une Internationale pour la révolution et le communisme ne se construira pas par une lente accumulation de forces uniquement autour de nous. Nous avons toujours des choses à apprendre des différentes traditions révolutionnaires trotskystes, et même au-delà. Dans de nombreux courants et organisations, il existe des expériences précieuses, des militantes et des militants de valeur. C'est au travers du débat théorique et programmatique, en tension avec l'intervention sur le terrain de la lutte des classes, que se produiront les explosions, les regroupements et les recompositions au niveau national et international.

## 25 **Texte W : Une orientation pour relancer la construction du NPA dans le monde du travail et la jeunesse**

30 *Aurélien (75), Benoit (75), Christian (78), Clément (92), Florès (93), Galia (91), Henry (75), Isabelle L (33), Isabelle U (33), Kaya (93), Laurent (33), Maria (75), Michel (16), Philippe (31), Yvan (91), Zara (75).*

**VOTE DU CPN : 12 POUR, 44 CONTRE, 10 ABSTENTION, 15 NPPV**

40 Huit mois après l'élection présidentielle, le CAC 40 peut se féliciter. Macron, son fondé de pouvoir, tient ses promesses à son égard et accentue de façon radicale l'offensive contre les droits des salariés, en faveur des classes dominantes. L'effondrement des partis traditionnels de l'alternance gauche-droite, particulièrement du Parti Socialiste, qui jusqu'alors se relayaient pour servir le patronat, n'a pas entamé la stabilité du système. Cet effondrement a profité à Macron, qui incarne la continuité de l'offensive du patronat ; à l'extrême-droite qui poursuit sa progression et son institutionnalisation ; et à Mélenchon qui parvient à apparaître comme l'opposition au pouvoir.

60 Mais les deux années écoulées ont aussi été marquées par le mouvement contre la loi Travail de 2016, qui a surpris tout le monde, nous compris : pendant les quatre mois de lutte, le monde du travail, malgré les limites de cette mobilisation, s'est imposé au centre de

la vie politique, en remettant au goût du jour les méthodes de la lutte des classes.

### **NOUS APPROPRIER, RENFORCER LES ACQUIS DE LA CAMPAGNE POUTOU**

Se voulant le porte-parole sur le terrain électoral des aspirations portées par le mouvement, la campagne de Philippe Poutou a suscité une large sympathie même si celle-ci ne se s'est pas retrouvée dans notre score électoral. Elle a attiré au NPA un milieu de jeunes et de moins jeunes, de nouveaux militants ou fait revenir des camarades qui s'étaient un peu éloignés. Bien des comités ont intégré une ou deux nouvelles têtes, et ont renforcé leur milieu. L'université d'été a connu sa meilleure affluence des cinq dernières années.

Nous avons utilisé la campagne électorale comme une tribune, nous n'attendions rien de plus de l'élection présidentielle. La qualité de nos campagnes électorales ne se mesure pas qu'à l'aune des résultats sortis des

urnes. Nous avons rencontré un large écho dans le monde du travail et la jeunesse dans une situation qui concourt à donner du crédit à nos idées. C'est un point d'appui pour sortir le NPA de ses difficultés.

45 L'enjeu principal de ce congrès est de nous donner une orientation et une politique qui rompent avec les confusions entre « représentation politique des opprimés », « travail unitaire » et la construction d'un parti révolutionnaire pour la classe ouvrière et ses luttes.

55 Cette bouffée d'oxygène après quelques années de baisse des effectifs sanctionne une campagne politique d'un NPA apparaissant sous ses propres couleurs. Le succès de notre campagne de terrain (accueil aux diffusions, affluence aux meetings) a été assuré par le profil de notre candidat : un ouvrier, pas un politicien ; un militant au langage clair, impertinent, révolutionnaire et internationaliste, libre de dénoncer le monde des capitalistes et leurs serviteurs politiques. Un candidat

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 qui a explicitement avancé un programme pour les luttes, pas pour des  
lendemains électoraux qui chantent.  
C'est grâce à cela qu'il a pu faire mouche  
5 face à la candidate d'extrême droite,  
mais aussi aux politiciens de droite et  
du PS... et apparaître, à gauche, comme  
l'exact opposé de Mélenchon.

C'est ce profil général qui a fait  
10 connaître le NPA et suscité de l'intérêt,  
plus qu'en 2012, en particulier  
dans la jeunesse et dans des milieux  
ouvriers. C'est sur ce profil que nous  
devons capitaliser.

### 15 LA BOURGEOISIE ET LE PATRONAT, LES DONNEURS D'ORDRE DE MACRON

Macron est haï par une large partie  
de la classe ouvrière. Il est le président  
20 des riches et a su, avec sa loi Travail  
XXL, s'attirer la sympathie de toute une  
couche de petits patrons qui prati-  
quaient toutes sortes d'abus mais se  
savent désormais protégés, et donc en-  
25 couragés. Le principal facteur de stabilité  
est la politique des grandes confédérations  
syndicales qui se prêtent sans réserve  
au dialogue social. Certes, une rentrée  
30 sociale a eu lieu à la différence de  
certaines années. Mais les centrales  
qui ont appelé aux journées d'action,  
au premier rang desquelles la CGT,  
ont aussi morcelé à l'infini les ré-  
35 actions sectorielles pour ne pas encourager  
à une riposte d'ensemble. Macron  
gouverne donc sans qu'une réelle  
opposition sociale se manifeste, pour  
l'instant. La bourgeoisie garde l'initia-  
40 tive pour imposer sa politique même si  
elle est confrontée à un rejet et à un  
mécontentement de plus en plus forts  
au sein des classes populaires. Elle  
consolide son arsenal : Hollande avait  
45 saisi le prétexte des attentats pour  
imposer son « état d'urgence » ;  
Macron vient de l'institutionnaliser  
en l'intégrant à la loi « ordinaire ».  
Ce sont les mouvements sociaux et  
50 leurs militants qui sont surtout visés  
par ce renforcement de l'arbitraire  
policier.

### PAS DE RACCOURCI POUR COMBATTRE L'INFLUENCE DU FRONT NATIONAL

Même si l'appareil du FN semble avoir  
55 vécu le second tour comme un échec  
cuisant, les dernières élections confir-  
ment l'influence croissante de l'ex-  
trême-droite, y compris dans les  
milieux populaires. Sans intervention  
60 politique du monde du travail, le  
développement des rapports de forces  
pourrait conduire à l'arrivée au  
pouvoir d'une droite extrême ou  
d'une extrême droite prenant le  
relais de Macron pour

mobiliser la petite et moyenne bour-  
geoisies. Étape à laquelle se préparent  
aussi bien le FN que ce qui reste de LR.  
Ce danger est trop enraciné dans les  
évolutions sociales et politiques pour  
que nous puissions nous y opposer par  
des manifestations « antifascistes »  
qui tournent à la démonstration d'im-  
puissance gauchiste, à chaque sortie de  
Marine le Pen. Il n'y aura pas non plus  
de raccourci électoral pour combattre  
l'influence du FN. Toutes les prétendues  
stratégies de vote « utile » ou de « front  
républicain », alimentent sa propa-  
gande en lui permettant de se position-  
ner frauduleusement comme ennemi  
du système. Les scores électoraux du  
FN dans les classes populaires se nour-  
rissent de l'absence de perspectives de  
lutte de classe pour résister à la vio-  
lence des attaques patronales et gou-  
vernementales. Le vrai combat contre  
le FN consiste à réimplanter ces idées  
de lutte de classe et dénoncer ceux qui  
s'y opposent ou les dévoient, qu'ils  
soient d'extrême droite, de droite ou de  
gauche. Et surtout, à permettre à la  
classe ouvrière de remporter des vic-  
toires et de modifier le rapport des  
forces en sa faveur.

L'extrême droite utilise aujourd'hui  
la démagogie contre les musulmans  
comme couverture à son racisme tradi-  
tionnel. Cette propagande lui est faci-  
tée par le fait qu'une droite ou ex-  
trême-droite religieuse (sous-produit  
des mouvements islamistes du Ma-  
ghreb et du Moyen Orient) a gagné en  
influence dans les milieux immigrés,  
en tablant sur les sentiments d'exclu-  
sion et d'injustice et en réactivant l'an-  
tisémitisme. Ce qui montre une fois de  
plus le danger pour la classe ouvrière  
des divisions religieuses et des commu-  
nautarismes. Ces différents courants  
réactionnaires n'ont pas tous le même  
poids politique. Mais nous les combat-  
tons tous, sans exclusive, comme fer-  
ments de division de notre classe.

### MÉLENCHON, DE FEU « L'UNION DE LA GAUCHE » À UN POPULISME DE GAUCHE

La France Insoumise est née de la  
faillite des vieux partis issus de l'his-  
toire du mouvement ouvrier, feu  
l'Union de la gauche. Mélenchon repré-  
sente un populisme de gauche qui flatte  
les mêmes illusions. Il s'est défait des  
références vagues, toujours piétinées  
mais devenues embarrassantes, au so-  
cialisme ou au communisme. Il a pour-  
suivi le travail engagé par Mitterrand  
pour tenter de lamener le PC pris au

piège de sa propre politique entière-  
ment soumise aux jeux institutionnels.  
Il ne se situe pas du point de vue du  
mouvement ouvrier, mais d'un point de  
vue nationaliste intégré aux institu-  
5 tions de la bourgeoisie. Ce ne sont  
même pas les travailleurs que LFI en-  
tend « représenter », même si elle  
brigue leur vote, mais le « peuple »  
français. LFI occupe les terrains électo-  
10 ral, médiatique et parlementaire – mais  
dispose aussi de relais notamment  
dans les organisations syndicales pour  
développer son influence dans le  
monde du travail.

### QUELLE POLITIQUE POUR NOTRE PARTI ? QUELLE UNITÉ ?

Le NPA n'a rien à voir avec ces tenta-  
tives de « reconstruire la gauche »,  
20 même lorsque, après un passage parti-  
culièrement impopulaire au pouvoir,  
une partie de cette gauche procède à un  
relookage aux accents plus radicaux (et  
de plus en plus nationalistes). Notre  
25 problème n'est donc pas de taxer Mé-  
lenchon de « diviseur ». Mélenchon est  
tout à fait pour l'union de la gauche...  
derrière lui. Oui, il faut nous adresser  
aux dizaines de milliers de jeunes et de  
30 militants ouvriers qui sont attirés par  
LFI, votent pour Mélenchon, partici-  
pent à ses meetings ou s'apprêtent à  
rejoindre ses rangs. Il s'agit d'expliquer  
nos positions en polémiquant avec LFI  
35 sur tous les fronts : contre le nationa-  
lisme et le protectionnisme, notre in-  
ternationalisme prolétarien ; contre  
l'électoratisme de la « révolution ci-  
toyenne », les méthodes de la lutte de  
40 classe et de la révolution sociale ;  
contre les mirages de l'« avenir [capita-  
liste] en commun », un programme  
transitoire, intégrant également les  
luttés écologiste, féministe, antiraciste,  
45 vers l'expropriation de la bourgeoisie,  
etc. Ce que nous avons fait à juste titre  
en participant à la campagne électo-  
rale sous nos propres couleurs, avec  
notre propre candidat. Nous n'avons mal-  
50 heureusement pas poursuivi cet effort  
aux élections législatives partout où  
nous l'aurions pu. Nous nous sommes  
de fait effacés derrière les candidats  
LFI dans bien des circonscriptions,  
55 et pour ajouter à la confusion, le  
NPA a fini par appeler à voter LFI  
au second tour partout où cette  
dernière présentait des candi-  
dats !

Cette péripétie électorale n'aura pas  
60 d'importance si nous redressons la  
barre dans les domaines qui  
comptent : il

11 nous faut renforcer l'apparition propre  
du NPA partout, dans les entreprises,  
dans les quartiers populaires, dans les  
lieux d'études. Occuper le terrain avec  
5 notre politique, c'est la meilleure ma-  
nière d'engager le débat avec le milieu  
« insoumis » sur nos perspectives révo-  
lutionnaires. Car la concurrence entre  
nos orientations ne se situe pas que sur  
10 le terrain électoral, ni même principa-  
lement. C'est justement quand la classe  
ouvrière se mettra en mouvement que  
l'affrontement avec la gauche – qu'elle  
soit incarnée par LFI ou tout autre type  
15 de recomposition qui aurait lieu d'ici là  
- sera le plus aigu et le plus décisif. Le  
rôle des révolutionnaires sera alors de  
disputer la direction des luttes aux syndi-  
cats et aux partis de gauche en susci-  
20 tant des formes d'auto-organisations  
ouvrières : une dure bataille politique,  
qui ne se règlera pas par miracle grâce  
à des incantations unitaires destinées  
aux appareils.

25 L'idée selon laquelle pour gagner face  
à Macron, il faudrait « construire une  
opposition unifiée au gouvernement  
sur le plan politique, social et démocratique » entretient une confusion préju-  
30 diciable. Unifiée derrière quelle poli-  
tique ? Pas d'un Mélenchon qui veut  
reconstruire la gauche, pas d'un Berger  
qui ne s'oppose pas au gouvernement,  
mais pas non plus d'un Martinez, qui  
appelle à des journées de plus en plus  
35 émietées et sans lendemain pour  
contenter sa base mais maintient le lien  
organique entre sa centrale et le gou-  
vernement, en participant à toutes les  
40 instances locales et nationales de « dia-  
logue social ».

L'unité du monde du travail passe par  
une prise de conscience de ses intérêts  
de classe, sur le terrain politique de la  
45 lutte contre le gouvernement, l'État  
pour poser la question de la nécessité  
de son propre pouvoir. Elle se construit  
à travers les luttes et les mobilisations  
sur des exigences partielles, tout en dé-  
50 fendant une politique visant à mettre  
en cause le pouvoir capitaliste et en tra-  
vaillant à la prise en main de leurs  
propres affaires par les travailleurs.  
Nous portons aussi cette perspective  
55 dans les organisations syndicales aux-  
quelles nous appartenons en y entrete-  
nant autant que possible une vie mili-  
tante démocratique en opposition aux  
appareils embourbés dans le « dia-  
60 logue social ».

Nous ne saurions poser la question  
de l'unité sans souligner la nécessité de  
continuer à œuvrer pour le rassemble-  
ment des anticapitalistes et des révolu-

tionnaires. Lors de la présidentielle, la  
situation, les profils de nos candidats et  
les éléments de programme que nous  
sommes parvenus à mettre en avant  
plaident pour que les révolutionnaires  
apparaissent au maximum unis quand  
c'est possible. Cela a été perçu large-  
ment. Le refus actuel de LO ne doit pas  
nous faire renoncer à cette perspective  
d'unité des révolutionnaires, sans se li-  
10 miter au terrain électoral. Cela im-  
plique des propositions sérieuses spé-  
cifiquement adressées à LO, qui est  
avec le NPA la seule organisation révo-  
lutionnaire d'une certaine importance  
et audience.

### **DONNER UNE PERSPECTIVE À LA COLÈRE DU MONDE DU TRAVAIL, À LA JEUNESSE**

Le lancement de la loi Travail XXL n'a  
pas déclenché un mouvement suscep-  
tible de faire reculer le gouvernement.  
La participation aux grèves et aux défilés  
du 12 septembre et du 10 octobre a  
été conséquente, égale à celle observée  
dans les journées de mobilisation du-  
rant le mouvement de 2016. La politique  
des directions syndicales combinée au  
manque de confiance des travailleurs a  
laissé les mains libres au pouvoir même  
si les choses peuvent changer très vite.

Les milieux militants les plus impli-  
qués dans le mouvement de 2016 restent  
les plus mobilisés, ce qui montre la dis-  
ponibilité renouvelée de ce milieu, à  
l'opposé de la prostration qu'on aurait  
pu craindre suite au passage de la loi  
Travail 1. Il est nécessaire d'offrir une  
politique et des perspectives à ces mili-  
tants ou équipes militantes. Elles ne  
peuvent pas se résumer à proposer un  
agenda à une gauche syndicale qui, si  
tant est qu'elle existe, est très loin de  
partager nos perspectives d'auto-orga-  
nisation et d'extension des luttes par-  
tout où c'est possible.

Elles ne sauraient non plus se limiter  
à l'initiative lancée par des camarades  
du NPA de créer avec Mickael Wamen et  
Infocom le Front social. Malgré les ef-  
forts consentis par ces camarades, ce  
Front social peine à sortir d'un milieu  
restreint comprenant, en plus de nos  
propres militants, des syndicalistes,  
des structures syndicales et des ex-«  
nuits debout » de quelques villes.  
Cette tentative de Front Social, parmi  
d'autres, de même que les différentes  
prises de positions publiques de struc-  
tures syndicales (UD, Fédérations, op-  
position dans FO, etc.) ont montré  
néanmoins l'existence d'un milieu mi-  
litant à la recherche d'une politique

1 plus « lutte de classe », rompant par-  
tiellement avec le dialogue social. Loin  
d'avoir une politique risquant de mar-  
ginaliser ce milieu militant par rapport  
au reste des travailleurs, nous devons  
5 aider à faire évoluer le niveau de  
conscience et d'organisation, en parti-  
culier sur les lieux de travail où nous  
sommes. Il s'agit d'entraîner le milieu  
qui a participé au mouvement contre la  
10 loi Travail et aux différentes journées  
de la rentrée 2017, afin qu'il s'adresse à  
ses collègues, syndiqués et non syndi-  
qués. Car le risque est grand de voir un  
fossé se creuser entre un milieu comba-  
15 tif qui participe à toutes les journées  
appelées par les confédérations et un  
milieu large de travailleurs qui ne  
voient pas toujours le lien entre les me-  
sures du gouvernement au niveau na-  
20 tional et les attaques, pressions, voire  
humiliations permanentes et pesantes  
qu'il subit au quotidien.

Contribuer à préparer la riposte et dé-  
velopper l'influence du NPA participent  
25 d'une même démarche qui unifie notre  
activité en tant que parti. Nous défen-  
dons une même politique, que nous ap-  
paraissions directement en tant que  
NPA ou au travers d'organisations syn-  
30 dicales, d'associations, ou de collec-  
tifs : une politique qui vise à aider à la  
prise de conscience par les travailleurs  
de la nécessité de prendre leurs affaires  
en main pour affronter le gouverne-  
35 ment et le patronat. Dans l'ensemble de  
nos activités et interventions, notre  
orientation est fondée sur cette indé-  
pendance de classe au quotidien en  
rupture avec toutes les formes de dia-  
40 logue social. Elle se discute et se  
construit pas à pas en fonction des rap-  
ports de forces et possibilités.

C'est sur cette base que nous militons  
pour organiser la classe ouvrière au  
45 quotidien pour qu'elle défende ses  
propres intérêts y compris sur le terrain  
politique. Cela définit notre priorité,  
notre implantation politique dans le  
monde du travail.

C'est notre capacité à organiser et  
donner des perspectives à la colère ou-  
50 vrière là où elle se manifestera qui nous  
donnera de puissants leviers pour pe-  
ser sur la situation nationale. Cela seul,  
55 et pas une « interpellation » impuis-  
sante du NPA lui-même ou de ses cama-  
rades depuis leur structure syndicale,  
permettra de peser sur la politique des  
appareils syndicaux.

Notre intervention dans les luttes est  
une préoccupation essentielle et  
constante. Nous savons que pour ga-  
60 gner, les travailleurs devront contester

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1 la direction de ces luttes aux appareils  
politiques et syndicaux, impulser la  
mise en place d'une direction des luttes  
émanant des travailleurs eux-mêmes et  
5 contraindre les appareils à s'y rallier –  
comités de grèves, de luttes ou toute  
autre structure d'« auto-organisation ».  
Cela, seuls des révolutionnaires le pro-  
poseront dans les entreprises et ils le  
10 feront d'autant plus facilement qu'ils y

auront une large implantation. C'est la  
raison pour laquelle, la question de  
notre implantation dans le monde du  
travail reste la priorité des priorités.

Parallèlement, une de nos préoccupations essentielles est le recrutement de jeunes, intellectuels ou travailleurs, sur la base des idées du marxisme, de la défense de l'actualité du socialisme et du communisme. Développer nos

liens avec la jeunesse nous est indis-  
pensable, c'est aussi une possibilité au  
regard de l'écho qu'a rencontré en son  
sein notre campagne présidentielle.  
C'est aussi une voie pour dépasser les  
5 clivages hérités de l'histoire du mouve-  
ment révolutionnaire en encourageant  
et aidant la nouvelle génération à s'en-  
gager dans le combat pour changer le  
monde. 10

## Sur le plan international

### 15 Contre l'offensive du capital, une classe ouvrière plus nombreuse, plus forte que jamais. 15

20 [Cette deuxième partie de notre plate-  
forme ne vise pas à faire le tour de la  
situation mondiale, mais à cibler cer-  
tains des sujets en discussion.]

25 Dix ans après la crise de 2007-2008,  
nous assistons toujours à une offensive  
de la bourgeoisie mondiale contre les  
classes populaires et les populations  
pauvres. En même temps que se suc-  
cèdent les politiques d'austérité, blo-  
30 cage des salaires, restructurations, me-  
sures de régression sociale, le  
capitalisme continue à accroître à  
l'échelle de la planète son emprise et  
son exploitation de la main-d'œuvre la  
plus sous-payée.

35 La révolution technologique est au  
service de la course aux profits, l'en-  
semble de la production et des échanges  
organisé du seul point de vue de la ren-  
tabilité du capital. La crise écologique,  
40 dont même les gouvernants (sauf Tru-  
mp) font mine de s'inquiéter, en est  
aussi l'une des conséquences. La lutte  
contre le réchauffement climatique et  
contre l'anéantissement de la biodiver-  
45 sité ne peut être posée que sous l'angle  
de la lutte des classes et de la perspec-  
tive révolutionnaire du renversement  
du capitalisme, d'une réponse globale  
impliquant la réappropriation sociale  
50 de l'ensemble de l'économie.

Avec la chute de l'URSS, des porte-  
55 parole de la bourgeoisie impérialiste  
avaient tenté de construire le mythe de  
la « mondialisation heureuse », où le  
marché apporterait la démocratie, la  
paix et le bien-être. On voit ce qu'il en  
est : le capitalisme entraîne son  
contingent de guerres, des guerres sans  
fin depuis le début des années 2000,  
60 pour le contrôle des richesses. Guerres  
contre les peuples. Concurrence aussi,  
que la « mondialisation » capitaliste,  
c'est-à-dire une plus grande interpéné-  
tration des circuits financiers et de l'ac-

tivité des multinationales à l'échelle  
mondiale, n'a pas abolie. Guerres per-  
manentes entre multinationales, entre  
grandes puissances, et même entre  
celles-ci et leurs vassaux d'Arabie  
Saoudite et d'ailleurs. La prétendue  
lutte contre le terrorisme fournit le pré-  
texte de cet état de guerre permanent,  
dont en réalité le terrorisme est essen-  
tiellement le fruit.

Le capitalisme, malgré ses crises suc-  
cessives, cycles de reprises et de réces-  
sions dont la crise de 2008 a été la plus  
grave (les remèdes capitalistes à sa  
propre crise ne faisant que préparer les  
conditions de l'épisode aigu suivant), a  
continué à investir la planète et à la mo-  
deler au fil des « eaux glacées du calcul  
égoïste ». La fin de l'URSS lui a offert de  
nouveaux champs d'investissement, en  
Europe de l'Est mais pas seulement.  
L'intégration de la Chine au marché ca-  
pitaliste ainsi que l'explosion du mar-  
ché intérieur chinois lui-même lui en  
ont ouvert d'autres. Il en a résulté une  
polarisation croissante de la société  
par concentration des richesses entre  
les mains d'une infime minorité, l'ex-  
plosion des inégalités à tous les ni-  
veaux, entre pays mais aussi au sein  
des pays pauvres où les « quartiers pro-  
tégés » et les nouveaux gratte-ciel  
jouxent les bidonvilles.

Mais, dans le même temps, suite à la  
prolétarianisation massive par la ruine de  
la paysannerie des pays dits émer-  
gents, il en surgit son antidote : un ex-  
traordinaire accroissement de la classe  
ouvrière à l'échelle mondiale. Cette  
classe ouvrière qui sait se manifester  
(grèves en Turquie, grèves en Chine,  
grèves en Roumanie ou Slovaquie).  
« Bien creusé vieille taupe », aurait dit  
Marx. Mais il manque à cette classe ou-  
vrière, productrice de toutes les ri-  
chesses et plus nombreuse que jamais,

une politique lui permettant de saper  
les fondements du capitalisme et de  
20 prendre le pouvoir pour changer le  
monde de fond en comble.

C'est la tâche des militants révolu-  
tionnaires de contribuer à la construc-  
tion de partis et d'une Internationale  
25 qui le permettront. Cela passe par la  
défense d'une politique d'indépen-  
dance de classe, internationaliste.

#### 30 **FACE À L'EXTRÊME DROITE ET AUX REPLIS NATIONALISTES, LA LUTTE INTERNATIONALISTE CONTRE LE CAPITAL**

Pour l'heure, le trait dominant de la  
période est la montée des forces réac-  
tionnaires, instrument des bourgeoisies  
dans leur offensive contre les  
classes exploitées pour s'approprier  
une part croissante des richesses pro-  
40 duites. Elles cherchent à dévoyer la ré-  
volte des classes populaires en les divi-  
sant et en les dressant contre des boucs  
émissaires tout désignés au nom du  
nationalisme et du racisme, de la xéno-  
phobie. À commencer aux États-Unis,  
45 où Donald Trump s'est fait élire à la  
Maison Blanche en promettant le pro-  
tectionnisme et, entre autres, l'allonge-  
ment du mur le long de la frontière  
mexicaine. Une élection qui renforce  
50 tout ce que la première puissance mon-  
diale compte à l'extrême droite.

De la même façon, en Europe, on a vu  
ces dernières années se renforcer l'ex-  
trême droite dans de nombreux pays,  
55 du Front national en France à l'AFD dé-  
sormais en Allemagne.

Lutter contre l'influence de l'extrême  
droite, c'est entre autres combattre les  
préjugés dont elle fait son fond de com-  
60 merce et donner aux travailleurs un  
tout autre es-  
poir de chan- ● ● ●  
ger leur sort

11 que celui de croire qu'ils se protégeront  
du chômage ou de la misère en se proté-  
geant de l'immigré ou de la prétendue  
5 concurrence du travailleur du pays voi-  
sin. Un espoir qui ne peut se renforcer  
que par les luttes sociales, où l'unité  
des travailleurs est indispensable.

#### 10 **INTERNATIONALISME CONTRE PROTECTIONNISME**

Toutes les idées qui divisent les tra-  
vailleurs, de la xénophobie et du raci-  
sme de l'extrême droite au nationa-  
lisme plus feutré, qu'elles s'appellent  
15 protectionnisme, patriotisme écono-  
mique ou « souverainisme de gauche »,  
sont des poisons pour le mouvement  
ouvrier.

Ce nationalisme, pour l'appeler par  
20 son vrai nom, est fréquent parmi ceux,  
partis politiques ou directions des ap-  
pareils syndicaux, qui se disent de  
gauche, voire de la « gauche de la  
gauche », ou se réclament de la classe  
25 ouvrière : prétendre qu'on va protéger  
son emploi en protégeant son entre-  
prise de la concurrence d'une entre-  
prise à l'étranger (parfois possédée par  
le même patron, le même groupe) ; pré-  
tendre que nos malheurs, les baisses de  
30 salaires, le chômage viendraient de la  
création de zones de libre-échange,  
d'un marché ou d'une monnaie unique.  
Comme si les droits de douanes  
35 n'avaient été autre chose qu'un moyen  
pour les patrons de protéger leurs  
propres affaires de la concurrence, et  
pas les salariés. Comme si les institu-  
tions françaises ou feu la Banque de  
40 France n'étaient pas tout aussi anti-dé-  
mocratiques et incontrôlées par les tra-  
vailleurs que les institutions et la  
Banque européenne. Et, à l'heure où les  
patrons dits français, les Peugeot ou les  
45 Renault, ouvrent de nouvelles usines  
en Turquie, en Slovaquie ou en Chine,  
loin de nous créer des concurrents, ils  
nous créent des centaines de milliers  
de camarades de lutte. La seule façon  
50 de lutter contre le « dumping social »,  
c'est de lutter avec eux pour l'égalité  
et l'amélioration des conditions de travail  
et des salaires. Il n'y a aucun raccourci.

En Grande Bretagne, ceux qui, dans  
55 cette gauche « patriotique », ont choisi  
le camp du Brexit n'ont fait que culti-  
ver, comme toute une partie de la  
droite, la frilosité nationaliste chez une  
partie des classes populaires. Ce n'était  
60 certainement pas à l'extrême gauche de  
s'engager d'un côté ou de l'autre de ce  
petit jeu référendaire, comme si la  
classe ouvrière avait à trancher sur les  
choix possibles de la bourgeoisie bri-

tannique dans ses marchandages avec  
le reste de l'Europe.

Quant aux traités commerciaux inter-  
nationaux, ces deals entre multinationa-  
les contre lesquels il faudrait soi-di-  
sant lutter, c'est finalement Trump,  
avec son patriotisme économique affi-  
ché, qui a réglé le problème du TAFTA,  
prenant de vitesse la « gauche de la  
gauche » européenne.

À l'heure où les patrons conçoivent  
plus que jamais leurs affaires à l'échelle  
du monde, il serait mortel pour les tra-  
vailleurs d'en revenir à l'esprit de clo-  
cher.

#### **DROIT DES PEUPLES, NATIONALISME ET INDÉPENDANCE DE CLASSE**

En Catalogne, le parti indépendan-  
tiste de Puigdemont a pu tabler sur un  
sentiment national réel au sein de la  
population catalane, y compris parmi  
ses couches pauvres : un sentiment an-  
cien, renforcé à l'époque du fran-  
quisme, et un ressentiment profond  
vis-à-vis du pouvoir de Madrid que la  
politique d'austérité du gouvernement  
Rajoy n'a fait qu'amplifier.

Nous sommes bien sûr solidaires,  
face aux matraques de la police de Ra-  
joy, de ceux qui manifestaient dans les  
rues de Barcelone pour leur droit à s'ex-  
primer, y compris à revendiquer, s'ils le  
désirent, leur indépendance. Mais aller  
faire croire aux couches populaires de  
Catalogne qu'une indépendance de  
leur « généralité » leur éviterait chô-  
mage et austérité n'est que démagogie  
mensongère. Surtout qu'il faudrait leur  
faire oublier les répressions de la police  
catalane elle-même contre les mouve-  
ments sociaux, notamment à Barcelone  
en mai 2011, du temps d'Artur Mas, pré-  
décesseur de Puigdemont à la tête du  
gouvernement régional catalan et chef  
de file du même parti avant lui.

L'Espagne est devenue un État capita-  
liste moderne au sein duquel le nationa-  
lisme bourgeois et petit-bourgeois  
catalan n'est plus, loin s'en faut, un fac-  
teur révolutionnaire progressiste. En  
Catalogne, une des régions les plus  
riches d'Espagne, la classe ouvrière y  
est loin d'être seulement catalane : elle  
est en grande partie formée de travail-  
leurs venant de toutes les régions d'Es-  
pagne, des régions les plus pauvres no-  
tamment, et d'ouvriers marocains, qui  
n'ont aucune raison de se sentir concer-  
nés par les revendications séparatistes  
d'un Puigdemont et de ses alliés de  
gauche. Le pire, dans les événements  
de cet automne en Catalogne, est peut-  
être de voir ces déferlements successifs

de manifestants, les uns un jour avec  
des drapeaux catalans à la traîne de la  
petite bourgeoisie nationaliste,  
d'autres le lendemain, derrière des dra-  
peaux espagnols, se retrouvant ainsi,  
5 qu'ils le veuillent ou non, derrière le  
gouvernement Rajoy.

Si la classe ouvrière de Catalogne –  
révoltée tant par l'austérité et la poli-  
tique patronale que par les coups de  
10 matraque – était la première à se battre,  
il lui faudrait s'adresser aux travail-  
leurs de toute l'Espagne pour les entraî-  
ner avec elle dans un même combat, au  
lieu de construire de nouvelles fron-  
15 tières. C'est en tout cas la perspective  
que doivent défendre les révolution-  
naires.

#### **GUERRES SANS FIN ET ESSOR DES EXTRÊMES DROITES RELIGIEUSES**

En menant aujourd'hui leurs guerres  
au Moyen Orient au nom de la lutte  
contre Daech et contre le terrorisme, les  
gouvernements des grandes puis-  
25 sances veulent faire oublier que celles-  
ci portent une lourde responsabilité  
dans le renforcement des droites et ex-  
trêmes droites religieuses au Moyen  
Orient et au Maghreb et plus encore  
30 dans le développement des bandes ar-  
mées et du terrorisme.

Sans revenir à l'origine déjà ancienne  
des Frères musulmans en Égypte ou à  
la progression plus récente du Hamas  
qui impose son pouvoir sur la bande de  
35 Gaza, force est de constater que les  
groupes djihadistes, quant à eux, sont  
directement le produit des guerres me-  
nées par les puissances impérialistes  
40 (États-Unis en tête) dans la région. L'ap-  
parition d'Al-Qaïda, le mouvement de  
Ben Laden – agent des États-Unis avant  
qu'il ne se retourne contre eux –, ou la  
montée en puissance des Talibans sont  
45 le fruit de l'appui que leur avaient ap-  
porté les États-Unis du temps de la  
guerre russe en Afghanistan. Daech,  
plus récemment, est née dans l'Irak en-  
sanglanté par la guerre conduite par les  
50 États-Unis en 2003, de l'occupation mi-  
litaire des troupes impérialistes puis de  
la politique des gouvernements que les  
États-Unis y ont mis en place, avant de  
se réfugier en Syrie, puis de tenter de  
55 mettre la main sur le nord de l'Irak.

Lutter contre le terrorisme, dont les  
peuples arabes sont bien plus quoti-  
diennement que nous les victimes, c'est  
avant tout lutter contre ses causes.  
60 Celles qui permettent à des démago-  
gues ou des chefs de clans de recruter  
des jeunes pour mener leur propre  
guerre pour la conquête du pouvoir, au

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

65

1 nom d'Allah, quand ce n'est pas au nom  
d'une guerre de religions, sunnisme  
contre chiisme. La principale de ces  
causes étant le terrorisme d'État des  
5 grandes puissances, les guerres que  
mènent nos propres gouvernements  
pour le contrôle de ces régions, la mi-  
sère où ils plongent les populations du  
Moyen Orient par le pillage de ses res-  
10 sources.

### LES RÉVOLUTIONS ARABES BRIDÉES PAR LES ILLUSIONS DÉMOCRATIQUES

15 Les révolutions arabes de 2011 au  
Moyen Orient et au Maghreb ont mon-  
tré la force que pourrait avoir la classe  
ouvrière face à toutes les dictatures, à  
toutes les exploitations. Dans ces révo-  
lutions, en Égypte et en Tunisie, cette  
20 classe ouvrière a joué un rôle impor-  
tant. Mais c'est, entre autres, faute  
d'une politique autonome de la classe  
ouvrière que les travailleurs, les chô-  
meurs, toutes les catégories pauvres de  
25 la population ont été lanternés sous  
prétexte que l'heure n'était qu'à la révo-  
lution « démocratique » et pas sociale.  
Ce sont alors les partis islamistes qui  
ont ramassé la mise électorale. En  
30 Égypte, le gouvernement des Frères  
musulmans a été ensuite balayé par  
l'armée qui a repris tout le pouvoir : re-  
tour à la case départ. En Tunisie, on en  
est arrivé aujourd'hui à un gouverne-  
35 ment de coalition entre des politiciens  
anciennement liés au pouvoir de Ben  
Ali et des ministres d'Ennahdha. C'est  
pourtant bien par peur de la classe ou-  
vrière, par peur que la révolution ne  
40 s'étende, pour empêcher toute expan-  
sion des révoltes, que les puissances  
impérialistes se sont empressées de  
transformer les révolutions en guerres  
en allant bombarder la Libye et renver-  
45 ser Kadhafi. En Syrie, c'est Assad lui-  
même qui s'est efforcé de transformer  
un début de révolution en guerre in-  
terne en tablant sur le communautar-  
isme et les religions. Plongeant la Li-  
50 bye et la Syrie dans le chaos  
contre-révolutionnaire qu'on connaît  
aujourd'hui.

### LE PEUPLE KURDE, VICTIME DU JEU DES GRANDES PUISSANCES ET DE LEURS ALLIÉS : L'IMPASSE DU NATIONALISME.

55 Les guerres et le chaos actuel du  
Moyen Orient ont remis aussi sur le de-  
vant de la scène le problème des mino-  
rités opprimées de la région. Notam-  
ment le peuple kurde. Les États-Unis  
eux-mêmes s'en sont servi en Irak en  
60 favorisant une certaine autonomie du

Kurdistan irakien, sous la houlette de  
Massoud Barzani alors que son concu-  
rent direct, Jalal Talabani, lui aussi  
chef de file d'une famille de notables,  
avait été promu un temps au poste ho-  
norifique de président d'un Irak sous la  
houlette de l'armée américaine.

En Syrie, c'est dans le cadre d'une po-  
litique consistant à diviser pour régner  
qu'Assad a concédé aux nationalistes  
de la communauté kurde du nord du  
pays une relative autonomie de la ré-  
gion. Le PYD qui y accédait au pouvoir  
s'est illustré en envoyant ses troupes  
combattre Daech, obtenant en retour  
une certaine reconnaissance de la part  
des puissances impérialistes, ces  
mêmes puissances qui l'avaient classé  
jusque-là, en même temps que sa mai-  
son mère, le PKK de Turquie, au registre  
des « organisations terroristes ».

Mais à voir la façon dont le président  
du Kurdistan irakien Massoud Barzani  
– lui au contraire fidèle allié des États-  
Unis – vient de se faire éconduire après  
son référendum sur l'indépendance du  
Kurdistan d'Irak, on peut être sûr que  
la population kurde de Syrie sera une  
fois de plus la victime des manœuvres  
des grandes puissances et de leurs al-  
liés locaux. C'est l'impasse de toutes les  
politiques nationalistes, dont le peuple  
kurde a déjà, à maintes reprises, payé  
cher les revers. Revers que les Kurdes  
de Turquie paient déjà, Erdogan ayant  
repris depuis trois ans sa guerre contre  
le peuple du Kurdistan avec la complicité  
des grandes puissances, en même  
temps qu'il s'engageait à leur côté dans  
la guerre contre Daech. Cette guerre a  
été pour Erdogan l'occasion de renfor-  
cer son régime dictatorial non seule-  
ment contre les Kurdes mais aussi  
contre toute la classe ouvrière du pays,  
et contre la liberté d'expression.

Pourtant, s'il est un peuple « trans-  
frontières » au Moyen Orient, consti-  
tuant de surcroît, pour l'essentiel en  
Turquie, une fraction non négligeable  
de la classe ouvrière, c'est bien le  
peuple kurde. Ses militants sont nom-  
breux dans le mouvement syndical turc  
et dans l'organisation des grèves. En  
2015, le parti HDP (Parti démocratique  
des peuples), parti considéré comme  
pro-kurde, sur le simple terrain qui est  
le sien de la défense des droits démoc-  
ratiques et de la dénonciation de l'obs-  
curantisme de l'AKP, avait attiré des  
voix bien au-delà de la communauté  
kurde. C'est d'une alliance de tous les  
exploités de Turquie qu'Erdogan a le  
plus à craindre. Plus largement dans la  
région, c'est d'une alliance de classe

entre opprimés, par-delà toutes les  
1 frontières, que les dictatures en place  
et les puissances impérialistes ont éga-  
lement le plus à craindre. C'est cette  
perspective que nous avons à défendre,  
5 et c'est aux militants de là-bas qui la  
défendent, même s'ils ne sont encore  
qu'une poignée, que doit aller tout  
notre soutien. Un tout autre combat que  
celui du parti d'Öcalan ou de son parti  
10 frère du Kurdistan syrien.

### EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD : RÉNOVATION DE LA « GAUCHE »... OU POLITIQUE DE CLASSE ?

15 En Europe, sur les décombres des  
partis communistes disparus, ou très  
affaiblis comme en France, et face à  
une gauche bourgeoise sociale-démoc-  
20 crate déconsidérée, sont apparues de  
nouvelles têtes et nouvelles formations  
aux allures plus radicales, tandis que  
l'extrême gauche communiste révolu-  
tionnaire n'a pas réussi à combler le  
25 vide laissé par les PC et le reste de la  
gauche, pour proposer enfin à la classe  
ouvrière une politique qui lui soit  
propre.

À quelles situations l'extrême gauche  
30 a-t-elle été confrontée ?

En Grèce, l'arrivée au pouvoir de Syri-  
za n'a servi qu'à faire avaler aux tra-  
vailleurs, aux retraités et à la jeunesse  
les nouvelles mesures d'austérité vou-  
35 lues par la bourgeoisie grecque et les  
banques des grandes puissances euro-  
péennes (essentiellement françaises et  
allemandes), après avoir détourné leurs  
colères du début des années 2010 vers  
40 l'impasse électorale.

Nous avons développé plus haut,  
dans le cadre de la situation française  
où nous militons, le rôle et la démagogie  
chauvine de la France insoumise de  
45 Mélenchon.

En Espagne, les nouveaux politiciens  
de Podemos ont détourné la mobilisa-  
tion des Indignés contre les politiques  
d'austérité vers le simple jeu électoral.  
50 En Grande-Bretagne, Jeremy Corbyn,  
avec l'appui des jeunes de son parti,  
tente de ravalier la façade vermoulue du  
vieux Labour Party. Aux États-Unis,  
Bernie Sanders, en remettant à l'ordre  
55 du jour le mot de « socialisme » a attiré  
à lui une frange de la jeunesse et des  
militants plus anciens... qu'il a ensuite  
déçue en servant de rabatteur de voix  
pour Hillary Clinton. Ce sont en grande  
60 partie ces électeurs que l'on a retrouvés  
dans les ma-  
nifestations ● ● ●  
contre Trump.

11 Par delà les frontières, aux côtés des  
travailleurs qui résistent aux attaques  
du patronat par leurs grèves, souvent  
trahies par les directions de confédérations  
5 syndicales plus ou moins inté-  
grées aux appareils d'État, toute une  
jeunesse inquiète prend part à la  
contestation, et cherche comment  
changer le monde.

10 Comment s'adresser à tous ceux qui  
se sont éveillés à l'activité militante, ou  
y sont retournés, par révolte face à des  
dirigeants bourgeois dits démocrates  
ou de gauche usés voire corrompus  
15 mais aussi en croyant lutter ainsi contre  
le capitalisme, ses inégalités et ses in-  
justices ? Comment s'adresser à cette  
plus ou moins nouvelle génération de  
militants, même si elle se recrute au  
20 sein de la jeunesse étudiante et peu en-  
core dans la classe ouvrière ?

25 Certainement pas en accordant le  
moindre crédit à des directions qui se  
sont portées à leur tête. Mais en leur  
proposant une orientation révolution-  
naire, une politique qui en appelle au

monde du travail, à sa capacité à  
contester et bouleverser l'ensemble de  
la société, à prendre ses affaires et ses  
luttons en mains. La classe ouvrière est  
la seule classe sociale que peut unifier,  
aujourd'hui plus que jamais, le fait  
d'être exploitée par les mêmes trusts  
mondiaux, ou leurs sous-traitants, des  
USA jusqu'à la Chine ; la seule qui a la  
force de changer le monde – à défaut  
d'en avoir certes aujourd'hui la  
conscience.

#### QUE FAIRE DE 1917 AUJOURD'HUI ?

Ce ne sont pas ni la révolte ni la com-  
bativité qui manquent sur cette planète  
parmi les opprimés. Elles surgissent à  
diverses occasions, comme en attestent  
depuis quelques années les mouve-  
ments de femmes, à une échelle inter-  
nationale, contre les violences  
sexuelles et attitudes ségrégationnistes  
à leur rencontre.

En cette année du centième anniver-  
saire de la Révolution russe, notre  
tâche est bien de remettre à l'ordre du

jour, dans les conditions du monde  
d'aujourd'hui, le programme d'indé-  
pendance de la classe ouvrière, de lutte  
de classe et d'internationalisme de  
cette révolution. Ce programme qui  
avait transformé la Première Guerre  
mondiale en révolution et ébranlé le  
vieux monde capitaliste. Sous le dra-  
peau de la lutte de classe et de l'interna-  
tionalisme.

À l'époque de la mondialisation éco-  
nomique, et dans cette période où le  
monde s'enfoncé dans le borbier des  
guerres du Moyen Orient ou d'Afrique,  
où une extrême droite fascisante  
émerge à nouveau au nom de la « dé-  
fense de la civilisation chrétienne » ici,  
brandit l'islam ou l'hindouisme ail-  
leurs, et où un Donald Trump menace  
de jouer avec le feu en Asie, il est urgent  
de proposer à la classe qui produit  
toutes les richesses une politique pour  
mondialiser ses luttes et changer le  
monde.

Le 20 novembre 2017

## Texte X : Un choix réaliste pour le NPA

Jean-François Cabral (CPN-93)

**VOTE DU CPN : 1 POUR, 46 CONTRE, 15 ABSTENTION, 18 NPPV**

35 A l'évidence, l'extrême gauche a bien  
du mal à convaincre. Il ne s'agit pas  
simplement de ses scores électoraux.  
Les organisations se portent mal, à  
l'image de l'ensemble du mouvement  
40 ouvrier et le NPA n'y échappe pas.

On peut certes se réfugier derrière  
l'idée que beaucoup de gens seraient  
d'accord avec nous mais ne seraient  
pas prêts à faire le geste. Mais c'est jus-  
tement l'un des symptômes. En 2002,  
45 l'extrême gauche dépassait les 10 % de  
votantEs et le PCF était en dessous de 2  
%. Dix ans plus tard, malgré la création  
d'un « nouveau » parti anticapitaliste,  
c'est Mélenchon qui rafle la mise. Il l'a  
50 amplement confirmé et amplifié de-  
puis.

On peut certes insister lourdement  
sur les difficultés de la période, les dé-  
faites accumulées, le rapport des forces  
dégradé, l'éclatement du prolétariat etc  
Toutes choses sans doute en partie  
vraies, souvent exagérées car man-  
quant fortement de recul historique.  
60 Mais force est de constater alors que  
l'extrême gauche n'incarne pas non  
plus un pôle de résistance susceptible  
de résister au courant général.

Il y a surtout une question que nous

prenonsons bien soin de ne pas poser.  
Nous sommes tellement convaincuEs  
d'avoir raison, avec le bon programme  
et les bonnes idées, que nous nous de-  
mandons rarement pourquoi nos ar-  
guments sont si peu convaincants et  
pourquoi on les écoute si peu. Parce  
que notre programme paraîtrait trop  
utopique ? Parce qu'après les expé-  
riences pourtant désastreuses de Tsi-  
pras et de Chavez, celui de Mélenchon  
paraîtrait tellement plus convaincant  
et crédible que le nôtre ?

Le projet que nous défendons à l'oc-  
casion de ce congrès procède d'un rai-  
sonnement exactement inverse. Le  
point de départ n'est pas la faiblesse  
supposée de la classe ouvrière et son  
manque de combativité, son niveau  
de conscience insuffisant ou les insuf-  
fisances de nos interventions dans les  
luttons. Le point de départ, ce sont nos  
faiblesses politiques, l'appauvrisse-  
ment de nos raisonnements dans une  
nouvelle période pourtant si compli-  
quée, la paresse de notre propagande  
qui semble ignorer les préoccupations  
quotidiennes du milieu que nous pré-  
tendons représenter. Ce sont les  
angles morts de nos discussions/pré-

occupations qui justifient à notre avis  
la présentation d'une plateforme dis-  
tincte de toutes les autres, utile pour  
l'ensemble des camarades du NPA et  
qui sera correctement représentée on  
l'espère dans ses organes de direc-  
40 tion.

Avec un premier constat, plutôt  
symptomatique : lorsque s'est présen-  
tée il y a deux ans la possibilité d'ouvrir  
un réel débat sur nos raisonnements  
stratégiques, déconnecté des enjeux de  
vote et de congrès, il n'y a eu pratique-  
ment personne pour s'en emparer véri-  
tablement. Et surtout pas les différentes  
« sensibilités » et « tendances » dont la  
première préoccupation semble être de  
continuer à exister et à faire ce qu'elles  
savent déjà faire. Les textes proposés  
pour le prochain congrès en té-  
moignent, ils sont décidément sans  
surprise !

Faiblesse politique et désordre orga-  
nisationnel ont aussi parties liées. Mais  
les rivalités entre tendances (déclarées  
ou non, car il y a sur ce sujet beaucoup  
d'hypocrisie) ne sont pas non plus le  
seul facteur qui rend difficile, voire hy-  
pothétique, un débat politique sérieux,  
prolongé, allant au-delà des fausses

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 évidences et des urgences du moment. Le conformisme, la paresse, ont également leur rôle. Un nouvel afflux de militantEs ne suffira pas pour « trancher »  
5 entre les différentes orientations sur la base de nos interventions et des luttes. L'expérience passée a montré que lorsqu'on ne va pas au fond des discussions, en prenant le parti de discuter autrement, les nouvelles têtes servent surtout et malheureusement de caisse de résonance amplifiée aux débats anciens.

15 Il serait donc souhaitable que ce congrès se déroule pour une fois de manière différente et le « réalisme » dont nous nous réclamons procède justement de cette préoccupation :

## 20 **Partie 1 : l'extrême gauche à la ramasse face à Mélenchon**

### 25 **1-1 LA FRANCE INSOUMISE A PROFITÉ DE NOS FAIBLESSES ET DE NOS ERREURS**

30 Le Parti socialiste s'est effondré. A travers de lui, c'est toute la politique de Hollande qui a été condamnée. L'événement est suffisamment important et sans doute durable pour écarter l'idée que le rouleau libéral aurait tout emporté sur son passage.

35 Certes un Macron a su habilement profiter d'un moment de flottement mais il est peu probable que la France des startups fasse illusion très longtemps. La France insoumise de son côté part de plus loin, avec de tout autres atouts, mais sans qu'il faille non plus y voir un moindre mal. Il n'y a dans la situation actuelle ni un recul général des consciences, ni une radicalisation à gauche, tant le phénomène qui s'est cristallisé autour de la campagne Mélenchon est le résultat d'un processus pour le moins contradictoire.

50 La FI a bien sûr attiré une partie des sympathisantEs socialistes qui étaient son milieu d'origine, ainsi que celui venu du PCF ou d'Ensemble où les convergences d'idées peuvent se mettre en place assez facilement. Mais c'est aussi toute une partie du milieu influencé par l'extrême gauche dans ses composantes les plus diverses qui s'est plus ou moins ralliée au fil des années. **Les débats autour de la refondation d'une « gauche radicale » ou « à la gauche du Parti socialiste », amorcés dans les collectifs antilibéraux en 2005-2006, ont clairement basculé en faveur des réformistes au détriment**

celle d'en finir avec la méthode Coué et la répétition de formules politiques toutes faites, souvent déconnectées du monde réel, sans chercher non plus à nier nos désaccords par des mises en accusation et des mesures administratives. Voyons d'abord qui a utilement quelque chose à dire, on verra plus tard pour les alliances et les majorités qui de toute façon ne gouvernent plus grand-chose au sein du NPA. Pour reconstruire utilement, il faut prendre la question par le point de départ et non par le point d'arrivée.

Ce point de départ ne signifie pas non plus que nous allons réécrire tout le programme à l'occasion d'un texte de congrès. C'est d'ailleurs généralement

des idées anticapitalistes et révolutionnaires. De ce point de vue, l'affirmation de la FI sur la scène politique, à la suite du Parti de gauche qui s'est créée en même temps que le NPA en 2009, ne représente nullement un progrès mais bien un recul, dont le NPA porte aussi une part de responsabilité depuis sa fondation.

Le projet de Mélenchon est certes emprunt, lui aussi, de contradictions et de faiblesses. Mais dans la position où il est, il peut bénéficier un certain temps des faiblesses de l'extrême gauche. Le fond idéologique est assez détestable : citons en vrac les dérives autour de la souveraineté nationale, la fausse horizontalité derrière le chef, la disparition des capitalistes derrière la « caste » et de la classe ouvrière derrière le « peuple », ou encore le sectarisme qui n'aide pas dans la construction des mobilisations. Mais le PCF avec son « Produisons français ! » valait-il mieux ? Pour l'apprécier, nous avons intérêt à prendre un peu de recul par rapport à la longue histoire de la gauche réformiste qui a aussi plus d'un tour dans son sac.

Le partage entre le social, qui serait l'apanage des directions syndicales jamais critiquées, et le politique, centré sur le parlement est un autre héritage de la tradition héritée de la Social-démocratie. Mais l'initiative du 23 septembre par exemple a un peu brouillé les cartes et rien n'est simple. En particulier, le milieu drainé par Mélenchon est suffisamment hétérogène pour ne pas être réduit aux saillies les plus caricaturales du chef,

le défaut de la plupart des plateformes qui se croient obligés de parler de tout. A l'étape actuelle, quelques points devraient suffire amplement à réamorcer la discussion sur d'autres bases : notre rapport à la « gauche » et au mouvement ouvrier ; le prolétariat face aux dangers des extrêmes droites ; notre intervention dans les luttes ; notre capacité à reconstruire une perspective stratégique, celle du communisme, de la révolution et de l'internationalisme. **Avec un fil conducteur** : sur tous les terrains, dans toutes les luttes, bien ancrer notre boussole sur un terrain de classe. Telle qu'elle est, et non telle que nous la rêvons bien souvent.

certes plus faciles à critiquer.

A cette étape, nous avons donc besoin d'autre chose que de quelques articles vengeurs sur le « cas » Mélenchon. Nous avons besoin de mieux définir notre propre projet si nous voulons représenter une véritable alternative.

### 35 **1-2 PORTER LE DÉBAT À L'EXTÉRIEUR SUPPOSERAIT DÉJÀ QUE NOUS SOYONS UN PEU PLUS CLAIRS NOUS-MÊMES SUR CE QUE NOUS VOULONS VRAIMENT**

40 Le projet du NPA a été fondé dès le départ sur une ambiguïté qui n'a cessé de le miner depuis : prétendre rassembler toutes celles et ceux qui sont à la gauche du Parti socialiste et en opposition à sa politique ; autour d'un projet en réalité bien plus délimité, anticapitaliste et révolutionnaire. Un grand écart qui n'était guère tenable vis-à-vis du milieu influencé par les collectifs antilibéraux.

50 La vérité des prix a fini par s'imposer et les décantations ont eu lieu. Il est désormais évident que la France insoumise, et elle seule à une échelle de masse, a réussi à incarner « l'opposition de gauche » appelée de ses vœux par une partie du NPA. Des camarades qui sont aujourd'hui bien en peine de défendre une stratégie alternative, sinon autour de l'idée toujours aussi nébuleuse d'une « nouvelle représentation politique » qui voudrait rassembler toutes les vic-  
tèmes du sys-  
tème sur le

11 terrain toujours aussi confus et non-  
viable d'un anticapitalisme sans véri-  
table stratégie révolutionnaire.

5 Mais notre problème n'est pas seule-  
ment d'en finir avec ces ambiguïtés qui  
ont contribué à affaiblir considérable-  
ment le NPA. Nous avons aussi besoin  
10 d'apprendre à écouter si nous voulons  
reprandre l'offensive après cette longue  
période d'errements.

Pour ne prendre qu'un exemple, la ré-  
publique et la nation – qui occupent  
une grande place dans le discours de la  
FI et dans la mémoire populaire - ne  
15 sont pas forcément associées à la réac-  
tion. Et de fait, toutes les réformes obte-  
nues notamment en 1936 et en 1945 l'ont  
été dans ce cadre. Nous avons bien en-  
tendu une autre grille de lecture que les  
20 réformistes. Mais le peu de propagande  
que nous éditons sur le terrain d'un in-  
ternationalisme bien trop souvent abstrait  
peut au mieux convaincre les déjà  
convaincus, alors que notre réflexion  
25 sur la nation est souvent bien peu  
étayée. C'est pourtant un sujet brûlant  
face à la montée du chauvinisme et du  
nationalisme qui brouille les cartes,

même à gauche.

Autre exemple : nous sommes pour  
notre part évidemment convaincuEs de  
la nécessité de mettre toutes nos forces  
dans la construction d'un parti révolu-  
tionnaire, même si une partie du NPA  
semble désormais avoir quelques  
doutes sur la question. Mais les mili-  
tantEs de la FI - qui sont pour certainEs  
plutôt assez conscientEs des limites du  
« mouvement » auquel ils/elles parti-  
cipent - sont en même temps  
conscientEs des limites et des défauts  
de la forme « parti », y compris et peut-  
être surtout lorsqu'elle est incarnée par  
des organisations d'extrême gauche  
particulièrement racornies et figées  
dans leurs « traditions » que ce soit LO  
ou le NPA.

Dit autrement : pour reprendre l'of-  
fensive, il va sans doute falloir balayer  
un peu devant notre porte, ou nous  
brasserons de l'air en vain.

Mais l'enjeu est aussi notre capacité  
d'intervention. De ce point de vue,  
l'initiative de la FI le 23 septembre der-  
nier est un bon révélateur de la ma-  
nière dont nous avons besoin d'abor-

der cette question. Nous n'avions  
aucune raison de boycotter cette ini-  
tiative sous prétexte que nous n'au-  
rions pas été invitéEs à la discuter.  
Nous n'avions aucun intérêt non plus à  
5 aller faire la leçon sur place pour ex-  
pliquer qui a le meilleur parti, le plus  
révolutionnaire et/ou le plus démocratique...  
Nous sommes les partisanEs  
de la convergence des luttes et de leur  
10 reconduction, pour aller vers la grève  
générale et nous n'avons aucune gêne  
pour nous adresser et entraîner les  
sympathisantEs de Mélenchon qui en  
seraient également convaincuEs.

C'est justement parce que nous tra-  
vaillerons davantage à un projet clai-  
rement délimité de toute illusion ins-  
titutionnelle et réformiste que nous  
pourrons nous permettre d'être bien  
20 plus offensifs en direction du milieu  
influencé par la FI. Ce sont au contraire  
toutes les dérives accumulés autour  
du « front social et politique » et de  
ses différentes moutures – où l'on mé-  
lange allègrement construction du  
parti et front unique - qui nous ont  
25 mis en difficulté jusqu'à aujourd'hui.

## 30 **Partie 2 : il y a bien plusieurs extrêmes droites**

### **2-1 PRENDRE LA MESURE DU DANGER QUE REPRÉSENTE LE FRONT NATIONAL**

35 La montée de la réaction en France  
résulte d'abord de l'influence crois-  
sante du Front national, y compris dans  
les milieux populaires et la classe ou-  
vrière, même si l'abstention dans les  
40 élections et une grande confusion sont  
sans doute la caractéristique la plus im-  
portante dans la situation actuelle.

Le danger que représente le FN est  
plus que jamais d'actualité. Il tient à  
45 plusieurs facteurs et notamment : les  
recompositions qui se font au sein  
d'une droite dure de plus en plus com-  
patible avec les thèses de l'ex-  
trême-droite ; les conséquences délé-  
50 tères des attentats et des politiques  
sécuritaires qui favorisent la montée  
et la banalisation du racisme à l'en-  
contre des populations musulmanes  
ou identifiées comme telles ; une ba-  
55 nalisation des violences policières et  
le fait que bien des groupuscules fasci-  
sants en marge du FN peuvent se sen-  
tir encouragés par la situation prise  
dans son ensemble.

Mais n'est pas fasciste qui veut.  
Au-delà du noyau de direction et de ses  
marges identitaires, la création d'un  
parti fasciste à l'échelle de masse ne  
dépend pas seulement d'un « choix »,

d'une « volonté », ou même d'un « be-  
soin » fut-il celui de la classe capita-  
liste. Il faut des conditions bien parti-  
culières pour arriver à transformer des  
millions d'électeurs en centaines de  
milliers de nervis dans la rue, suffisam-  
ment désespérés et enragés pour que le  
mouvement ouvrier représente à leurs  
yeux un danger mortel qui vaille la  
peine de donner mais aussi de recevoir  
au passage quelques coups. Ce n'est  
pas le cas aujourd'hui.

Le danger que représente le FN sous  
sa forme actuelle est suffisamment  
grave et étendu pour qu'on le prenne  
au sérieux tel qu'il est au lieu d'en in-  
venter un autre. Il est urgent de ce  
point de vue d'en finir avec les vieilles  
méthodes impuissantes du gau-  
chisme et ses manifestations minori-  
santes contre le « fascisme ». Pour  
faire reculer l'influence du FN à  
l'échelle de masse, nous avons besoin  
de renouer avec les méthodes de la  
lutte de classe. Cela exige sans doute  
plus de patience, mais c'est surtout un  
autre choix politique, notamment vis-  
à-vis de la gauche réformiste, certes dé-  
testée par l'extrême droite mais qui  
porte néanmoins une responsabilité  
écrasante dans cette situation.

### **2-2 S'ADRESSER À L'ENSEMBLE**

### **DE NOTRE CLASSE, EN PRENANT EN COMPTE L'ENSEMBLE DE SES PRÉOCCUPATIONS**

Engager la lutte contre l'influence du  
FN exige également une autre orienta-  
tion en direction des « quartiers », ou  
tout simplement une politique réelle  
qui rompe avec bien des caricatures,  
40 produits de notre difficulté à être un  
peu mieux implantéEs dans les milieux  
populaires et ouvriers.

La grande majorité de la classe ou-  
vrière, même dans les quartiers les  
55 plus déshérités, va au travail ; est de  
tous âges ; n'est pas forcément immi-  
grée (en tout cas de fraîche date) et ne  
se réduit pas à l'image du jeunes d'ap-  
parence musulmane harcelés par la  
police. Et elle a bien d'autres soucis  
dans la vie que la seule insécurité gé-  
nérée par la police elle-même.

Quant aux jeunes en question, ils ne  
sont que très rarement et très partiel-  
lement représentéEs par les quelques  
associations qui font de la lutte contre  
le racisme et surtout contre « l'isla-  
mophobie » un axe central de leur in-  
60 tervention politique. Courir derrière  
ces associations de manière démago-  
gique au lieu d'avoir notre propre in-  
tervention sur nos propres bases poli-  
tiques ne mène à l'évidence nulle part,

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

## 1 ou dans le mur.

Les déboires rencontrés lors de la dernière campagne présidentielle le montrent amplement. Le « désarmement de la police » était déjà un raccourci bien compliqué si nous voulions exprimer notre solidarité vis-à-vis de la population qui est particulièrement visée par le harcèlement et l'impunité policière, et au-delà dénoncer d'une manière générale la violence d'Etat et les politiques sécuritaires. Mais persister et signer en plein milieu d'un attentat et donner dans les jours suivants des « explications » absolument inaudibles parce qu'en réalité totalement décalées sur le fond n'a conduit qu'à un seul résultat : l'exaspération ou au minimum l'incrédulité d'une bonne partie de la population qui avait suivi jusque-là notre campagne avec sympathie. Or le plus incroyable est sans doute notre propre dénégation au sein du NPA, comme si nous étions nous-mêmes enfermés dans une bulle des plus restreinte, au point de ne plus avoir le recul critique nécessaire. C'est une forme de sectarisation de notre parti pour le coup bien réelle et des plus inquiétantes.

Mais cette question en recoupe une autre qui se pose depuis plus longtemps à l'ensemble de l'extrême gauche. Laquelle a quand même facilité par son silence et ses dénégations, notamment après 2002, la préemption par Sarkozy et bien d'autres à droite et à l'extrême droite sur les questions de sécurité, en décrétant que l'insécurité que subissent tout particulièrement les classes populaires dans les quartiers ne pouvait être que sociale (et désormais policière). Ce qui n'est pas vrai.

Nous n'avons évidemment en ce domaine pas de solution sécuritaire à proposer et nous n'avons aucun intérêt à semer des illusions sur une police soi-disant plus démocratique ou plus proche des gens. Nous sommes confrontés à une vraie difficulté, comme sur d'autres sujets d'ailleurs : nous n'avons pas de solution immédiate parce qu'une véritable solution supposerait un changement global et c'est d'ailleurs pour cela que nous sommes révolutionnaires. Mais à la différence d'autres problèmes où nous faisons parfois quelques efforts pour laisser entrevoir un autre monde possible (sans toujours échapper à une forme de romantisme de bon aloi), cette question continue à être délibérément ignorée de notre part alors qu'elle est encore aujourd'hui au cœur

des préoccupations quotidiennes. Ce qui ne peut être ressenti par la population que comme une forme de mépris, alors qu'il s'agit surtout d'un peu de paresse intellectuelle et de manque de courage de notre part.

**La lutte aujourd'hui contre les idées réactionnaires est un tout qui suppose que nous soyons réellement implantés dans la classe ouvrière dans toutes ses composantes. Nous ne ferons pas reculer le Front national uniquement par des victoires sur le terrain des luttes sociales, nous avons aussi besoin de mener des batailles politiques et idéologiques. Mais à condition d'en mesurer toute la complexité. Opposer à la dénonciation du « mondialisme » (version FN), un internationalisme abstrait peut être aussi inefficace qu'une leçon de morale sur le terrain de l'antiracisme. Ignorer les questions qui travaillent notre classe sociale même lorsqu'elles ne nous plaisent pas est un autre travers qui ne nous permet guère d'être écoutés.**

Nous avons également besoin de rester solidement sur un terrain de classe, y compris dans des luttes la plupart du temps ignorées par le reste du mouvement ouvrier. La question des migrants en particulier est vitale dans la période actuelle. Mais nous avons tout intérêt à la relier aux autres, et non à la traiter à part, comme si c'était une question qui ne concernait le reste du prolétariat que sous l'angle de la solidarité. Les dizaines de milliers d'emplois et de logements qui manquent pour les accueillir dignement ne sont en effet pas une question à part, car ce sont également des millions d'emplois et de logements qui manquent pour toute la population dans l'ensemble du pays, et cela devrait nous réunir dans un même combat contre l'abandon par l'Etat de territoires entiers et d'une bonne partie de notre classe.

### **2-3 AU NOM D'UNE PRÉTENDUE « DÉFENSE DE L'ISLAM », DES ENNEMIS MORTELS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE TOUT PROJET D'ÉMANCIPATION**

La montée du FN s'alimente tout particulièrement des peurs et des fantasmes autour de l'islam, dans un pays qui reste profondément marqué par son histoire coloniale. Mais elle se nourrit aussi du danger réel que représentent les attentats et, au-delà, le djihadisme et diverses formes d'intégrismes religieux et politiques qui s'en réclament,

un danger qui menace tout aussi bien la classe ouvrière de part et d'autre de la méditerranée.

Distinguer et identifier correctement ces différents phénomènes est absolument nécessaire, de même qu'il faut distinguer ce qui se passe en France et dans d'autres parties du monde. Mais ce qui n'est pas possible par contre, c'est le déni de la réalité. En particulier lorsqu'on laisse entendre que la seule chose qui serait à l'ordre du jour serait la dénonciation de notre propre impérialisme, sans prendre en compte, ou suffisamment, la complexité des processus politiques à l'œuvre. Les forces qui se réclament de l'islam politique ont pourtant aussi leur propre agenda. Pour mener efficacement un combat politique, on peut avoir des priorités (nous militons dans un pays impérialistes), mais le déni, ou l'ignorance délibérée, c'est autre chose.

Dans cette diversité de situations et d'acteurs, Al-Qaïda et Daesh ne sont qu'une des manifestations possibles de la guerre menée au nom de l'islam. Le djihadisme a bien d'autres sources d'inspiration depuis bien plus longtemps. En d'autres termes, il peut y avoir au sein des mouvements islamistes cherchant à faire de la Charia le principe d'organisation exclusif de l'Etat et de la société des acteurs extrêmement variés, relevant de problématiques différentes, mais ce sont aussi des phénomènes évolutifs où l'on observe toutes sortes de porosités et de passerelles plus ou moins pertinentes mais réelles.

Le second phénomène à analyser est le rôle des Etats. Cela fait bien longtemps que ceux issus de la décolonisation, et l'impérialisme lui-même, ont appris à utiliser à leur profit les courants islamistes. Mais l'impérialisme lui-même est désormais confronté à une situation relativement inédite dont il faut prendre la mesure.

Parler de « chaos » à propos de la situation engendrée par l'impérialisme au Moyen-Orient est sans doute pertinent. Mais alors constatons également que les principaux pays impérialistes, en particulier les Etats-Unis, ne maîtrisent plus grand-chose. En particulier des pays comme l'Iran (depuis longtemps) mais aussi la Turquie sont devenus des acteurs à part entière dont les interventions brouillent un peu plus les cartes.

Il est donc parfaitement juste de dé-



11 noncer sans relâche notre propre impérialisme qui a une responsabilité directe par ses interventions militaires et policières, internes et externes, dans l'exacerbation de ces conflits dont l'une des conséquences est de recevoir ici quelques bombes quand ce sont des milliers d'autres qui sont déversées là-bas. Mais ce serait une illusion totale de croire que l'arrêt des interventions de l'impérialisme pourrait suffire pour arrêter le « terrorisme » et toutes les manifestations du djihadisme.

15 Il y a, à la base de ce phénomène, des causes et des dynamiques qui excèdent largement la responsabilité directe des interventions impérialistes. Et la question à laquelle on ne doit pas échapper du même coup est de mesurer à quel point ces divers courants qualifiés de « terroristes » sont aussi un ennemi mortel. Un ennemi pour nous au sein de la classe ouvrière, ici en France, comme pour la classe ouvrière de l'autre côté de la méditerranée. Et un ennemi tout particulièrement pour le mouvement ouvrier révolutionnaire des deux côtés de la méditerranée également.

20 Notre réponse devrait donc être sans ambiguïté et on devrait l'entendre publiquement bien davantage. Il est temps de prendre au sérieux ce que disent et ce que veulent faire ces courants réactionnaires et mortifères qui n'agissent pas simplement en réaction aux interventions de l'impérialisme ou pour exprimer une révolte sociale qui a des causes bien réelles. Ils ont un vrai projet politique dans lequel la dénonciation des « injustices faites aux musulmans » n'est qu'un prétexte pour assoir un pouvoir totalitaire. Il nous faut donc nous expliquer aussi sur la manière dont la classe ouvrière, par-delà les frontières, devrait s'organiser pour s'en débarrasser. Au lieu de flirter avec une forme de campisme qui sans être exactement celui de l'époque de la guerre froide, n'est guère différent sur le fond.

#### 2-4 NOUS AVONS BESOIN DE MENER TOUS LES COMBATS POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES SANS EXCLUSIVE

25 La question a cependant bien d'autres implications. Il y a aujourd'hui à l'échelle du monde une montée des conservatismes religieux et politiques que l'on peut observer aussi bien en Inde qu'en Afrique ou en Amérique. C'est bien sûr un phénomène d'une autre nature mais c'est surtout une des

réponses de la classe dominante au désordre du monde engendré par la faille de son propre système.

Ce phénomène a sa propre réfraction, forcément un peu particulière, en France. Les populations d'origine immigrée issues de l'ancien empire colonial français sont depuis trop longtemps les victimes d'une stigmatisation réelle pour ne pas se sentir durablement exclues. L'échec de la « marche des beurs » au début des années 1980, la montée du FN et la première guerre du Golfe en 1991 ont largement facilité et accéléré ce repli sur l'identité religieuse, en même temps qu'une autre fraction du prolétariat, majoritaire et se sentant plus légitime, se tournait vers une hypothétique « identité nationale » censée être un refuge face aux maux incarnés par l'Union européenne et par le « mondialisme ». Il est cependant significatif que dans les milieux catholiques désormais émerge nettement un courant qui voudrait affirmer sa « fierté » d'être chrétien, tandis que les courants libéraux au sein du judaïsme ne cessent de leur côté de perdre du terrain.

Pour les marxistes révolutionnaires, la religion n'est pas en soi un ennemi. Mais ce n'est pas non plus un phénomène neutre. La religion n'est pas juste une enveloppe qui masquerait les véritables ressorts sociaux et politiques. Une idéologie met en forme, donne un sens, oriente dans une direction donnée, leste de toutes une série de valeurs philosophiques, morales politiques ce qui au départ apparaît simplement comme une révolte peu consciente d'elle-même. Elle joue un rôle actif. Les réseaux sociaux et leur phénomène de « tribus » souvent repliées sur elles-mêmes, et plus que tout, les « théories du complot » qui s'infiltrèrent partout, se surajoutent et finissent par produire un résultat politique désastreux, tout particulièrement dans la jeunesse, les milieux les plus discriminés et les moins armés.

Il faut nettement en tirer deux conclusions essentielles.

La première est qu'il ne suffit pas d'être les plus actifs et les plus offensifs sur le terrain des luttes pour faire avancer une politique émancipatrice au sein de notre classe. De plus en plus souvent, nous serons amenés à côtoyer des travailleuses et des travailleurs qui votent FN et se bagarrent contre les patrons et la politique anti-sociale du gouvernement, dénoncent la « mollesse » des directions syndi-

cales, et semblent parfois partager beaucoup d'objectifs avec nous sauf... sur un « détail » au moins, et pas des moindres, qui exige de notre part et sans relâche de mener la bataille pour nos convictions antiracistes et internationalistes.

Nous côtoyons également une partie de la population, au sein de notre classe, qui est prête à se mobiliser contre le racisme et ses diverses manifestations tout en entretenant des confusions sur bien d'autres sujets, parfois réactionnaires, quand ce n'est pas carrément sur une autre planète, celle du complotisme. C'est un écran et un obstacle pour mener une politique émancipatrice au sein de notre classe. Or les luttes, par leur seule dynamique, ne suffiront pas pour changer les consciences. C'est une bataille politique que nous avons pour l'instant que trop ignorée.

Mais il y aussi un autre aspect. Nos adversaires ne sont pas uniquement les courants religieux et politiques réactionnaires qui peuvent profiter de cette situation. La confusion existe aussi au sein des courants qui prétendent représenter les « racisés » et les victimes de « l'islamophobie ».

Lutter contre toutes les formes de discrimination et de stigmatisation contre les personnes de confession musulmane ou supposées telles est absolument indispensable et doit être une orientation sans ambiguïté dans un parti comme le nôtre. Mais le drapeau de « l'islamophobie » a une autre signification : celui d'être commun avec les courants réactionnaires qui voudraient interdire toute critique de la religion, quand ils ne rêvent pas de rétablir une législation interdisant le blasphème. Nous devons être aussi sans aucune ambiguïté sur cet aspect de la question.

Nous avons évidemment contesté à juste titre les arrêtés et les lois contre le burkini et le voile, et nous défendons le droit de celles qui les portent à accéder à l'espace public. Mais nous ne taisons pas que le voile et le burkini, portés par contrainte ou par choix, ne sont pas des vêtements comme les autres et restent un instrument d'oppression des femmes. Nous ne mettons nullement un trait d'égalité entre la revendication pour les femmes à pouvoir s'habiller comme elles le veulent et le droit à ne pas cacher leur corps. Au regard de toute l'histoire des sociétés patriarcales, ce n'est pas équivalent.

Nous n'avons évidemment pas une

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1 compréhension naïve des valeurs  
« universelles » dans un monde qui a  
été longtemps dominé par quelques  
pays européens. Et nous combattons  
naturellement toutes les formes d'instrumentalisation du féminisme pour justifier des politiques racistes et impérialistes. Mais le droit de vote, l'indépendance et l'égalité juridiques et économiques, le droit à la contraception, à l'avortement, au divorce, le droit de choisir sa sexualité, le droit de sortir seule dans la rue et d'y être aussi légi-

times que les hommes, restent des droits imprescriptibles pour toutes les femmes partout dans le monde. Nous n'acceptons aucun compromis au nom du respect des « cultures » ou des religions de chacune.

De même que nous ne cèderons pas au chantage de ces courants qui voudraient opposer à un prétendu « féminisme blanc », un féminisme censé représenter les « racisées », dont les définitions sont parfois élastiques, parfois centrées sur l'islam. C'est un coup

de force qui n'a rien à voir avec l'organisation des opprimées par elles-mêmes car ces petits groupes ne représentent la plupart du temps qu'eux-mêmes. Mais c'est une manière bien commode de vouloir s'imposer dans le débat et charrier au passage, sans discussion possible, des valeurs rétrogrades. Sur ce terrain aussi, nous avons besoin de mener nos propres batailles politiques. Sans déconnecter non plus le féminisme de la lutte de classe.

## Partie 3 : l'intervention dans la lutte de classe, notre fil à plomb

### 3-1 EXPLOITATION ET OPPRESSIONS, ÉVOLUTIONS DU SALARIAT

La crise que traverse notre société dans ses multiples dimensions (sociales, économiques, politiques, morales, écologiques...) produit à la fois un état de confusion et d'incertitude, une demande d'identité et de sécurité, dont profitent largement les classes dominantes, alors qu'elles sont elles-mêmes responsables de cet état permanent de crise. C'est notre responsabilité en tant que révolutionnaires d'y apporter une réponse globale. Nous ne faisons pas que dénoncer et lutter contre des injustices. Face au chaos du monde, nous affirmons la nécessité d'un nouvel ordre socialiste, démocratique, révolutionnaires. Et nous affirmons que la classe ouvrière est la seule classe capable d'entraîner toute la société vers cet objectif jusqu'au bout et de manière conséquente.

Individuellement et collectivement, nous avons et nous sommes traversés d'identités multiples, de genre, d'orientation sexuelle, d'appartenance ethnique ou nationale, et pas seulement de classe. Aucun combat ne peut être considéré comme plus important ou plus secondaire qu'un autre face à l'injustice et aucun ne peut être mis de côté en attendant la révolution. Tous participent à la mise en cause de l'ordre social actuel. Mais l'ordre social actuel repose fondamentalement sur des rapports d'exploitation entre les classes sociales et l'extraction de la plus-value sans laquelle il ne peut tout simplement pas vivre. Cela reste notre boussole fondamentale. C'est elle qui doit nous inciter sur chaque question à intervenir sur un terrain de classe avec les méthodes de la lutte de classe.

Le salariat il est vrai est lui-même frappé par cette crise et les évolutions du capitalisme. Il apparaît comme profondément déstabilisé et cette évolution nous percute plus particulièrement dans un vieux pays impérialiste comme la France. Mais elle est aussi trop souvent et inutilement dramatisée, faute de recul et de repères historiques suffisants.

Ainsi le salariat tel qu'il s'est construit juridiquement et politiquement au travers du code du travail n'a été jusqu'à présent qu'une des modalités possibles des rapports d'exploitation au sein du capitalisme. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les « contrats de louage », bien différent des contrats salariés, ont largement dominé les relations entre patrons et ouvriers en France. La montée actuelle de la précarité et l'émiettement du prolétariat ne se traduiront ni par un simple retour au XIX<sup>e</sup> siècle, ni par une « ubérisation » généralisée des emplois, parfois synonyme d'abolition capitaliste du salariat.

Cette évolution nous pose certes des difficultés sensiblement différentes de la période précédente, notamment au cours des « Trente glorieuses ». Mais ces difficultés ne sont pas non plus très différentes ou supérieures à celles qu'a connues le mouvement ouvrier dans un passé plus lointain. Ce qui ne l'a pas empêché de croître massivement, notamment à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le problème dont nous héritons est d'abord politique, bien plus que sociologique ou économique. Il est le résultat de la faillite politique du mouvement ouvrier au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de ses échecs multiples à des moments décisifs, de la responsabilité évidemment déterminante du réformisme et du stalinisme, et très marginalement

les bêtises des révolutionnaires trotskystes. Mais ce seul fait devrait nous interdire d'agiter des formules au mieux illusoire sur la « reconstruction » du mouvement ouvrier. En tout cas, certainement pas à l'identique et après un sérieux examen critique !

### 3-2 REPRENDRE L'OFFENSIVE, NOTRE INTERVENTION DANS LES LUTTES

L'offensive Macron est une étape de plus dans la mise en cause des droits sociaux du monde du travail, lequel inclut bien évidemment celles et ceux qui sont au chômage tout en étant de moins en moins indemnisés ou plus du tout, subissant un peu plus de pressions chaque jour pour expérimenter le travail gratuit. Depuis 1995, le rapport de force s'est incontestablement dégradé. Mais il n'y a pas eu non plus de défaite majeure, ce qui n'est pas rien si on compare la situation ici en France avec celle des pays voisins.

Le problème qui devrait concentrer notre attention n'est pas l'unité en soi du monde du travail et de ses organisations, mais bien la manière dont notre classe pourrait infliger une défaite significative au gouvernement et au patronat, ce qui n'est pas exactement la même chose.

Le « front unique » est une formule passe-partout qui peut vite nous enfermer dans une impasse si elle nous sert uniquement de raccourci et d'argument polémique. La première erreur serait de confondre l'unité de la classe avec celle de ses organisations. Le bilan de ce point de vue est rapide à faire : une brochette d'intervenants dans un meeting, une longue liste de signatures en bas d'une déclaration ● ● ● peuvent stric-

11 tement ne servir à rien. Ce n'est ni juste  
ni faux en soi, mais lorsque ce genre de  
pratique concentre l'essentiel de l'énergie  
et devient le fil à plomb d'une politi-  
5 que, ce n'est pas la bonne solution.

Il est certes courant d'expliquer que  
seule l'unité permettrait de « mettre en  
mouvement » la classe, et sa mise en  
mouvement serait le moyen le plus sûr  
10 d'aiguiser sa conscience de classe,  
voire sa conscience politique. Pourtant  
l'expérience récente montre qu'un raisonnement  
aussi schématique est franchement décalé  
avec la situation actuelle. Sans l'intervention  
15 consciente des révolutionnaires à chaque étape,  
et sans les batailles politiques qu'ils  
mènent (toutes tendances confondues,  
au sein de la vaste nébuleuse de l'ex-  
trême gauche), il ne se passe désormais  
20 pratiquement plus rien. Et lorsqu'il se  
passe quelque chose, les divergences  
sont presque immédiates avec les  
structures syndicales empêtrées dans  
le « dialogue social », aussi bien sur les  
25 rythmes de la mobilisation que sur les  
moyens de construire et de faire converger  
les luttes.

La seconde erreur serait d'avoir une  
30 conception presque administrative de  
la lutte. La classe ouvrière répond rarement  
aux injonctions sous prétexte  
qu'il faudrait mener de toute urgence  
la « mère de toutes les batailles » face  
35 aux attaques du gouvernement... en  
attendant la prochaine. Elle réagit  
pourtant par de nombreux coups de  
colère face aux patrons, mais pas toujours  
là où on l'attendait. Une rage qui  
40 peut parfois se propager pour peu  
qu'un réseau de militantEs suffisamment  
organisé, décidé, implanté, en  
fasse sa priorité.

C'est l'un des enjeux de la période.  
45 Nous n'avons nullement l'intention  
d'ignorer le « vieux mouvement ouvrier »  
qui continue à influencer bien plus  
que nous la classe ouvrière. La polémique  
autour du « front unique à la  
50 base » n'a guère de sens dans les débats  
du NPA et personne ne devrait être  
prisonnier d'aucun schéma préétabli. Il  
faut simplement prendre les problèmes  
tels qu'ils existent et non à partir de  
55 postures internes, si nous voulons nous  
donner les moyens d'agir.

A l'échelle du NPA, remettre sur  
pied une CILT nationale et convoquer  
chaque année une « conférence pri-  
vé-public » seraient bien sûr la  
60 moindre des choses mais ne résoudraient  
pas non plus grand-chose si  
on devait s'en contenter. La question  
est plutôt de savoir si une politique

d'implantation organisée dans les  
secteurs clés du monde du travail de-  
vient ou non une priorité dans chaque  
comité et si on se donne les moyens de  
centraliser très rapidement notre in-  
tervention à chaque fois que se pré-  
sente une opportunité même la plus  
inattendue. Le problème dans ce cas ne  
se pose pas simplement en termes de  
structure à mettre en place ni même  
d'orientation à voter dans un congrès.  
C'est aussi et bien davantage un problè-  
me de culture militante, laquelle  
suppose plus de temps et plus d'achar-  
nement pour arriver à s'enraciner, mais  
c'est le choix que nous proposons à  
toute l'organisation.

### 3-3 LE « FRONT SOCIAL »

La création du « Front social » après  
la lutte menée contre la Loi travail est  
un point d'appui précieux pour notre  
intervention qui exige de notre part  
bien plus qu'un soutien poli sans vérita-  
ble engagement. Notre choix est  
25 bien d'y intervenir sans opposer de  
manière artificielle construction du  
Front social et construction du parti.

L'enjeu est bien de rompre avec le cycle  
des défaites accumulées depuis  
2010 et pour cela de rassembler autant  
que possible les équipes militantes de  
tradition variées qui veulent faire de la  
convergence des luttes une priorité  
dans les prochaines échéances, et de la  
grève générale autre chose qu'un slogan  
et une incantation. Cela se prépare  
et s'organise. C'est une priorité.

Nous ne devons pas pour autant ca-  
cher les défauts et les dérives possi-  
bles de cette orientation. Elles re-  
posent d'abord sur une erreur  
d'appréciation sur la situation, d'au-  
tant plus inquiétante qu'elle est par-  
fois au cœur du raisonnement et de  
l'agitation menée par le Front social.  
Dans la réalité, il n'y avait certaine-  
ment pas des « millions » de gens en  
mouvement contre la Loi travail en 2016  
et les chiffres farfelus propagés par cer-  
taines organisations syndicales ne sont  
pas les nôtres. Il n'y a pas non plus une  
« avant-garde large » qui aurait émergé  
de ce mouvement et l'on se trompe tout  
simplement d'échelle lorsqu'on parle  
d'une « nouvelle génération » de jeunes  
et de salariéEs qui auraient tiré des le-  
çons de l'expérience et se seraient politi-  
sés. Tout cela a existé mais bien mo-  
destement et dans le cadre d'une  
défaite.

Le « second round » n'a donc pas eu  
lieu non plus comme annoncé en sep-  
tembre 2016 et ce n'était guère une sur-

prise, après l'avoir présenté comme la  
continuité d'un mouvement qui ne se  
serait jamais arrêté malgré les direc-  
tions syndicales. Un an après le poids  
des défaites accumulées est palpable.  
5 La tentation existe désormais d'une  
sorte de fuite en avant où l'on multiplie  
les initiatives de plus en plus minori-  
taires (voire minorisantes quand c'est  
le mouvement des autonomes qui  
10 donne son tempo), tout en se lançant  
dans de mauvaises polémiques contre  
celles et ceux qui ne partageraient pas  
la même analyse, désormais accusés  
de « défaitisme ». C'est une dérive et ça  
15 ne peut conduire qu'à une impasse.

Ces problèmes bien réels et nulle-  
ment secondaires ne devraient cepen-  
dant avoir qu'une seule conséquence  
pour nous : en discuter davantage et  
bien mieux pour y intervenir réelle-  
ment, plutôt que de lui opposer des  
cadres unitaires qui ressemblent un  
peu trop aux coquilles vides du passé.

Cette discussion est d'autant plus né-  
cessaire et utile que le Front social pose  
des problèmes politiques parfois subs-  
tantiels. Prétendre qu'il pourrait repré-  
senter une « direction du mouvement  
30 alternative aux directions syndicales »  
nous conduirait dans l'impasse. C'est à  
la fois trop et trop peu.

C'est trop parce que c'est au mouve-  
ment lui-même de construire sa propre  
35 direction. La mise en place par les tra-  
vailleurs/travailleuses de comités de  
grève et de coordinations (ou comités  
centraux de grève) n'est pas qu'un dé-  
tour tactique pour contourner l'inac-  
tion des directions syndicales. C'est  
une bataille politique qui peut heurter  
au passage les habitudes et les tradi-  
tions de bon nombre de militantEs in-  
vestiEs dans le Front social. Mais elle a  
45 pour nous une dimension stratégique  
en cohérence avec la manière dont  
nous concevons la rupture révolution-  
naire et la mise en place d'une nouvelle  
organisation sociale par les exploités  
50 et les opprimés eux/elles-mêmes.

C'est en même temps trop peu, parce  
que le Front social ne peut pas être un  
ersatz de parti, même pour les mécon-  
tentEs de l'extrême gauche. La contes-  
tation du pouvoir de la bourgeoisie et  
du capitalisme exige d'autres pro-  
grammes et d'autres formes d'organisa-  
tions. Le NPA est certes très loin de res-  
sembler au Parti communiste  
60 révolutionnaire dont nous aurions be-  
soin et celui-ci exigerait bien d'autres  
conditions que celles qu'on observe ac-  
tuellement pour commencer à exister.

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 Mais la construction d'un tel parti ne  
sera pas non plus la seule résultante de  
luttés, même victorieuses. Elle s'inscri-  
ra au travers de bien d'autres combats  
5 politiques que la seule construction  
d'une « avant-garde large » qui de toute  
façon n'existe au mieux qu'en pointillé  
pour l'instant.

### 10 3-4 LUTTES SOCIALES, POLITIQUES, DÉMOCRATIQUES...

15 A peine arrivé au pouvoir, Macron a  
choisi de mener conjointement une of-  
fensive contre le code du travail et  
contre l'Etat de droit par la mise en  
place d'un « état d'urgence perman-  
ent ».

20 Macron n'est pas seulement un  
homme pressé. A chaque fois que l'Etat  
social a reculé, c'est l'Etat pénal qui  
s'est affirmé pour mieux discipliner les  
classes pauvres. Et désormais, ce sont  
25 les milieux militants qui sont davan-  
tage visés. Sous prétexte de lutte contre  
le « terrorisme », c'est l'ensemble des  
garde-fous judiciaires (même avec  
toutes leurs limites) qui reculent face  
aux procédures administratives de  
30 l'Etat d'urgence. Ce qui rend plus floues  
inévitavelmente les limites entre les dif-  
férentes guerres menées sur le terri-  
toire national et celles qui le sont à

l'autre bout du monde, entre interven-  
tions militaires et opérations poli-  
cières.

Ce saut qualitatif, modeste mais réel,  
s'inscrit dans une évolution plus glo-  
bale de surveillance et de contrôle gé-  
néralisés de la population qui tend peu  
à peu à s'imposer comme une évidence.  
Ce ne serait plus à l'Etat de rendre des  
comptes aux citoyenNEs et à faire  
preuve de transparence mais le  
contraire, en permanence, et à priori.  
Cette dérive fait partie des nombreux  
reculs que l'on peut observer au-  
jourd'hui.

Cette surveillance généralisée tend  
également à s'imposer dans les entre-  
prises et en-dehors, effaçant là aussi les  
frontières traditionnelles entre vie pro-  
fessionnelle et vie privée. La biométrie  
est potentiellement susceptible de nous  
suivre partout et des propos tenus entre  
amiEs sur les réseaux sociaux suffisent  
pour justifier un licenciement. Le  
contrat de travail, contrat de subordi-  
nation temporaire, tend à devenir de ce  
point de vue plus élastique dans l'es-  
pace et dans le temps. Plus précaire et  
plus intrusif à la fois.

A l'école, la traçabilité des élèves  
grâce aux nouvelles technologies de  
l'information, depuis « base élève »

1 jusqu'au « livret de compétences »,  
n'est qu'une étape vers la mise en place  
d'un nouveau « livret ouvrier tout au  
long de la vie », informatisé et poten-  
tiellement interconnecté. C'est désor-  
5 mais aux salariéEs, en permanence, de  
démontrer leur bonne volonté pour mé-  
riter leur « employabilité », au lieu de  
réclamer des « droits » (au travail ou à  
un revenu décent). La généralisation  
10 de la surveillance n'a pas seulement  
pour objectif de contrôler mais bien  
d'orienter les habitudes et les compor-  
tements, et de promouvoir de nou-  
velles valeurs.

15 Dans ce contexte, les revendications  
démocratiques prennent une nou-  
velle actualité. Nous ne réclamons pas  
seulement des garde-fous institution-  
nels et des droits plus ou moins form-  
20 mels. C'est bien d'une démocratie agis-  
sante dont nous voulons parler, une  
démocratie de classe, une démocratie  
révolutionnaire, qui exige la transpa-  
rence et le contrôle de l'Etat et des en-  
25 treprises, des circuits financiers comme  
des circuits de surveillance. C'est aussi  
au travers de ces processus concrets  
que se poseront les questions plus fon-  
damentales de l'expropriation du capi-  
30 tal et du renversement de l'Etat.

## 35 Partie 4 : militer et discuter autrement au sein du NPA et avec le NPA 35

### 40 4-1 LE PARI RATÉ D'UN « PARTI-PROCESSUS »

45 Le NPA est né d'un premier constat,  
largement partagé : les petites organi-  
sations d'extrême gauche qui se sont  
construites au cours de la période qui a  
suivi Mai 68 ont mal vieilli et sont lar-  
gement inadaptées, depuis bien long-  
temps sans doute. De nouvelles possi-  
bilités ont néanmoins surgi depuis les  
50 années 1990 : électorales d'abord avec  
le succès de Lutte ouvrière en 1995 puis  
de l'ensemble de l'extrême gauche en  
2002 ; sur le terrain des luttés égale-  
ment avec des résistances inattendues  
même si elles ont été rarement conclues  
55 par des victoires.

La crise économique démarrée en  
2007 aux Etats-Unis laissait entrevoir la  
possibilité d'une situation dont les  
coordonnées pouvaient être radicale-  
ment modifiées. Dans ce contexte, il de-  
venait non seulement nécessaire mais  
possible d'envisager la création d'un  
parti révolutionnaire large, suffisam-  
ment ouvert pour agréger des mili-

tantEs issues de traditions différentes  
et surtout, potentiellement, une nou-  
velle génération militante (pour peu  
que ce mot ait un sens), produit d'une  
situation qui ne manquerait pas de se  
radicaliser au fur et à mesure que la  
crise allait s'approfondir.

Un tel parti en cours de formation  
pouvait raisonnablement lâcher du lest  
sur le programme, à condition que l'ho-  
rizon stratégique de la révolution soit  
clairement affirmé, et cela d'autant  
plus que bien des débats avaient pris  
avec le temps au sein de l'extrême  
gauche une forme sclérosée qui ne per-  
mettait plus d'avancer. Remettre l'en-  
semble des discussion sur la table  
sans à priori au sein d'une maison  
commune, aborder ensemble une sé-  
rie de questions en fonction de la né-  
cessité de la période et de notre capa-  
cité à en discuter dans un cadre de  
confiance sur des bases nouvelles,  
maintenir le cap d'une clarification  
progressive des enjeux stratégiques  
pour aller vers la création d'un nou-

veau Parti communiste révolution-  
naire ou en constituer une étape, c'est  
tout cela qui pouvait s'inscrire dans le  
cadre d'un « parti-processus ». Un  
pari raisonnable pour peu que cette dy-  
namique soit réelle et amplement ali-  
mentée par les expériences de luttés et  
par l'apport lui aussi significatif d'une  
nouvelle génération militante.

60 Mais c'est aussi tout cela qui n'est  
pas advenu et qui a échoué. La crise  
économique n'a pas seulement produit  
d'autres effets que ceux qui étaient es-  
comptés, avec un rapport de force dé-  
gradé et un processus de délitement et  
d'appauvrissement de la plupart des  
organisations qui s'est poursuivi. Ce  
sont également les conditions initiales  
de lancement du NPA qui ont été faus-  
sées. La direction de la LCR de l'époque,  
dont la très grande majorité a rejoint  
depuis la GA puis la France insoumise,  
65 a maintenu délibérément une ambiguï-  
té fondamen-  
tale : « nou-  
veau » parti

11 révolutionnaire ou bien vieille ren-  
gaine des années dépressives qui ont  
suivi la chute de l'URSS ? Autrement  
dit, un « parti large » non délimité stra-  
tégiquement, susceptible de rassem-  
bler toutes celles et ceux qui voudraient  
bien se revendiquer de l'anticapitalisme ? Une option largement majoritaire au sein de la IV<sup>e</sup>.

10 Les formules vagues autour de la  
« transformation révolutionnaire de la  
société » et du « rassemblement des anti-  
capitalistes et des révolutionnaires »  
ont été une autre façon d'exprimer cette  
ambiguïté. La coupure en deux au moment  
de son congrès de fondation en  
février 2009 sur le nom du parti (NPA  
ou « Parti anticapitaliste révolutionnaire »  
avec 47 % des voix) montrait  
pourtant à quel point la « nouvelle »  
organisation était confrontée dès le  
départ à des désaccords profonds qui  
ont été étouffés dans un premier  
temps de manière brutale et adminis-  
trative, avant de laisser libre cours à  
l'éclosion de tendances et de frac-  
tions, déclarées ou non, mais inévi-  
tables dans ces conditions.

#### 30 **4-2 FACE À LA CRISE ACTUELLE DU NPA, NOUS ASSUMONS NOS RESPONSABILITÉS EN PRENANT LE NPA TEL QU'IL EST ET NON TEL QUE NOUS LE SOUHAITERIONS**

35 Le NPA est devenu au fil du temps une  
collection de fractions. Certaines sont  
déclarées, d'autres ne le sont pas, ce  
qui n'est pas un mince problème. D'ail-  
leurs, celles et ceux qui sont les plus  
promptEs à dénoncer ce mode de fonc-  
tionnement ne sont pas forcément les  
dernierEs à agir de cette manière. Un  
peu moins d'hypocrisie ferait sans  
doute du bien pour assainir l'atmos-  
phère au sein du parti.

40 C'est aussi un fait : la situation que  
nous connaissons aujourd'hui est très  
différente de celle que nous aurions  
voulu les unEs et les autres au démar-  
rage, même si nous avons toutes et tous  
une part de responsabilité (mais pas  
forcément la même non plus). Le sur-  
monter ne passera pas par l'obtention  
d'une prétendue « majorité » sans au-  
torité sur le reste de l'organisation, en-  
core moins si cette « majorité » prétend  
instaurer un « centralisme » qui n'a ja-  
mais existé et qui est, plus que jamais,  
en décalage avec la réalité du parti.

60 Nous avons pourtant toutes et tous  
besoin du NPA et donc de trouver un  
modus vivendi qui nous permette au  
minimum d'agir en tant que parti, avec  
une apparition publique et une inter-

vention qui soit également un tant soit  
peu celle d'un parti digne de ce nom,  
même si nous avons des projets qui  
peuvent être réellement et sur le fond  
politique extrêmement divergents.

Tenter de trouver des solutions  
pragmatiques à cette quadrature du  
cercle, plutôt que de propager l'illu-  
sion qu'on va la régler administrative-  
ment, suppose la mise en œuvre de  
quelques règles :

- Une parole publique réellement  
contrôlée par les instances du parti, ce  
qui suppose entre autre une remise à  
plat complète du système de porte-pa-  
rolat

- Une transparence complète pour  
toutes les « tendances », « fractions »  
et autres « courants » déclarés ou non,  
ce qui suppose entre autre la publicité  
de toutes les réunions et AG pour l'en-  
semble du parti

- Une intégration effective de toutes  
les sensibilités dans l'animation de la  
presse et du site du NPA, ainsi que la  
formation, ce qui suppose entre autre  
de laisser une place visible et claire-  
ment délimitée à l'expression de toutes  
les sensibilités, plutôt que de voir se  
multiplier les publications et les sites  
concurrents

- Une libre expérimentation des poli-  
tiques de chacunE, ce qui suppose  
quand même d'avoir des règles particu-  
lières au moment des apparitions élec-  
torales qui de fait engagent tout le parti  
et supposent que tout le monde puisse  
se sentir respectéE.

Un point particulier concerne les  
liens du NPA avec ce que certainEs ap-  
pellent la « Quatrième Internationale »  
et d'autres le « SU » ou « Secrétariat  
unifié », c'est-à-dire l'un des multiples  
regroupements internationaux se ré-  
clamant du trotskysme dans le monde,  
mais qui a occupé jusqu'à présent une  
place particulière dans l'histoire de la  
LCR puis du NPA. Sur fond d'accusa-  
tions fractionnelles mais aussi de prob-  
lèmes politiques réels (la Grèce de Tsi-  
pras, Podemos dans l'Etat espagnol,  
l'exclusion des camarades d'IZAR, la  
participation au camp international de  
jeunes...), les relations se sont considé-  
rablement dégradées.

Le compromis initial manifestement  
ne tient pas. Le « SU » ou la « QI » ne  
représente pas plus de 300 cotisantEs à  
jours sur 2000 adhérentEs au NPA. Il  
doit y avoir entre toutes les fractions in-  
ternationales un régime d'égalité de  
traitement, de transparence et de réci-  
procité qui exige de remettre cette  
question à plat. C'est aussi à l'aune de

ce type de problème qu'on vérifiera  
notre capacité à vivre et à militer en-  
semble à partir de ce qui existe réelle-  
ment.

#### 5 **4-3 GARDER LE CAP D'UN HORIZON STRATÉGIQUE COMMUNISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE**

Cela étant, l'enjeu fondamental n'est  
évidemment pas simplement de (sur)  
vivre au sein du NPA en attendant des  
jours meilleurs, lesquels pourraient  
éventuellement permettre à chacunE  
de vérifier la validité de ses projets, as-  
sez différents et parfois contradictoires.

Nous sommes autour de ce texte et au  
sein de cette plateforme les partisanEs  
d'un projet de parti communiste, révo-  
lutionnaire, internationaliste,  
trotskyste. Ce qui veut dire en particu-  
lier que nous ne confondons pas l'inter-  
nationalisme avec simplement une po-  
litique de solidarité envers les peuples  
en lutte – surtout lorsque cela revient à  
être à la remorque de politiques natio-  
nalistes – de même que nous sommes  
absolument convaincuEs de la nécessi-  
té d'intégrer bien mieux et bien davan-  
tage la question de l'écologie dans nos  
raisonnements marxistes et dans notre  
projet communiste, ce qui ne se  
confond pas non plus avec le ralliement  
à un quelconque « écosocialisme » qui  
sert surtout de drapeau à des courants  
politiques qui sont très loin de notre  
orientation. Sur chacune de ces ques-  
tions, nous devons justement rester fer-  
mement sur un terrain de classe.

Mais nous sommes surtout  
conscientEs que ces étiquettes ne  
règlent pas non plus grand-chose sur le  
fond politique. Justement parce qu'elles  
peuvent recouvrir des contenus et des  
pratiques variées, et surtout des débats  
très largement fossilisés et en partie  
décalés face aux exigences de la nou-  
velle période.

C'est la raison pour laquelle nous ne  
concluons pas ce projet de texte  
d'orientation par l'inévitable liste des  
revendications plus ou moins « transi-  
toires » - sur lesquelles tout le monde  
est à peu près d'accord, mais c'est la  
pratique qui est un peu plus compli-  
quée – ni par l'inévitable coup de cha-  
peau au « projet révolutionnaire » qui  
nous anime, tout en répétant en boucle  
les mêmes formules d'usage. C'est jus-  
tement là où le bât blesse : des formules  
qui restent souvent suspendues en l'air,  
ou qui évitent soigneusement d'abor-  
der les problèmes politiques lorsqu'ils  
nous bousculent un peu trop dans nos  
certitudes initiales. Ce que nous avons

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 essayé de montrer à partir de quelques enjeux de la période.

5 L'urgence est désormais et surtout d'entamer sérieusement le débat sur nos faiblesses politiques et stratégiques, point de départ d'un renouvellement en profondeur. En partant d'une évidence : personne n'a (toute) la solu-

tion, sauf si nous nous contentons de répéter nos formules usagées, trop souvent à vocation identitaires, avant même que les questions ne soient posées.

L'enjeu que nous avons à résoudre à l'occasion de ce congrès n'est pas seulement celui de notre intervention dans

les mois qui viennent. Il est de pouvoir continuer à militer dans une période difficile et inédite, avec des réponses crédibles et réalistes. C'est aussi cela l'ambition d'un « nouveau » parti.

Pour tout contact : un\_cr\_2018@outlook.fr

## 10 Texte Y : Pour une direction alternative du NPA : clarifier notre projet révolutionnaire, 15 complexifier notre analyse de classe, 20 développer notre intervention

*Alice (Bordeaux), Alix (Strasbourg), Aurore (Paris 1), Charles (Bordeaux), Gabriel (Cachan), Guillaume (Saint-Denis), Julia (Jussieu), Louise (comité ATIPIC), Sandro (Jussieu), Sean (Créteil), Tamara (Jussieu).*

**VOTE DU CPN : 1 POUR, 39 CONTRE, 13 ABSTENTIONS, 27 NPPV**

25 Ce texte n'a pas prétention à être plus que ce qu'il est. Nous sommes quelques camarades qui n'appartiennent à aucune tendance (ou qui n'appartiennent plus à leur ancienne tendance) mais qui se sont reconnus dans la « Plateforme A » (PfA) créée suite à la Conférence Nationale de 2016 pour porter une candidature indépendante du NPA à la présidentielle. Nous avons souhaité batailler pour que les composantes de

cette plateforme, ainsi que toutes celles qui se reconnaissent dans son projet, se structurent comme une vraie alternative à la direction du parti et lancent une dynamique de reconstruction et de clarification du NPA. Devant l'incapacité de la PfA à se présenter unie pour ce Congrès et à se battre vraiment pour ses positions, nous avons éprouvé la nécessité d'exprimer notre positionnement politique, tout en gar-

dant notre indépendance vis-à-vis des tendances existantes et en poursuivant notre combat pour changer le NPA. Notre but, à terme, est de construire une direction alternative, reconnectée aux comités et à l'intervention quotidienne des militantEs. Nous en appelons pour cela à l'ensemble des groupes et personnes qui se reconnaissent dans le projet d'un NPA communiste et révolutionnaire.

### I) Situation politique et enjeux du Congrès :

40 À la veille du Congrès du NPA, nous ne pouvons nous empêcher d'avoir le sentiment d'un incroyable gâchis, d'une occasion manquée qui ne se reproduira peut-être pas. Ce Congrès aurait dû être centré sur le bilan de l'expérience politique réalisée depuis le congrès de 2015, et cela aurait dû être le rôle d'une PfA unie que d'être à l'offensive sur ce terrain. Or, non seulement la PfA se présente en mille morceaux au Congrès, mais la direction parvient artificiellement à se reconstituer en un bloc en mettant de côté les désaccords qui la traversent autant que les leçons politiques des derniers mois. En passant sous silence ses précédentes orientations et en évitant de poser les enjeux politiques de façon franche, le texte de la direction lui permettra peut-être de convaincre largement dans le parti, mais il empêchera les débats du Congrès d'avoir lieu sur la base de divergences explicites et assumées, c'est-à-dire compréhensibles pour toutE mi-

litantE du parti quel que soit son degré de formation politique. Aussi, il ouvre la perspective d'une reprise en main purement organisationnelle du parti, qui pourrait ensuite exploser à la première épreuve politique venue.

Pourtant, tous les éléments étaient là pour que ce Congrès soit l'occasion d'avancer sur des débats essentiels, qui traversent le NPA depuis sa création, et que l'expérience nous permet maintenant de trancher.

#### 1) L'ÉCHEC DES NOUVELLES POLITIQUES RÉFORMISTES ET L'ESPACE POLITIQUE LAISSÉ PAR LA FI

La capitulation de Tsipras et de Syriza face aux exigences de la Troïka en 2015, puis la mise en place d'une politique d'austérité de plus en plus rigide en Grèce, ont scellé la fin de l'illusion des politiques réformistes et des mots d'ordre de gouvernement anti-austérité. Au NPA, cela signe aussi l'échec de l'hypothèse stratégique et de l'orienta-

tion de la direction. Cette dernière a défendu la perspective d'un gouvernement anti-austérité au service des exploités et des opprimés, élu sur un programme de rupture anticapitaliste et porté par les mobilisations ; l'ex-« Plateforme 1 » (P1) a ainsi apporté un soutien critique à l'expérience de gouvernement Syriza-Anel. Les faits ont montré que cette perspective était erronée, mais la direction ne parvient pas à en tirer de bilan, ou s'y refuse. Son hypothèse de départ est critiquable à plusieurs titres : d'abord, elle voyait en Syriza (et Podemos) la stricte continuité des luttes de résistance à l'austérité, alors qu'il s'agissait de la traduction déformée de ces luttes concrètes dans la sphère politico-électorale. Ensuite, elle surestimait les rapports de force électoraux (le score de Syriza), qui ne correspondaient pas aux rapports de force matériels entre les classes (le



11 mouvement ouvrier et ses luttes étaient en recul à ce moment). Enfin, au lieu de servir de tremplin aux mobilisations, la constitution d'un tel gouvernement dans le cadre des institutions existantes a renforcé les tendances à la dé-mobilisation.

5 En France, face à Hollande, et aux côtés du Front de Gauche ainsi éventuellement que des « frondeurs », la majorité du NPA voulait construire un front politique permanent qualifié d'« opposition de gauche ». Cette orientation a non seulement rendu le NPA inaudible, mais elle l'a en outre empêché de préparer son intervention dans la mobilisation du printemps 2016 et de tirer parti du phénomène de politisation lié à la rupture de masse avec le PS.

10 Parallèlement, la trajectoire de la France Insoumise, avec son absence de démocratie en interne, son nationalisme exacerbé et sa rupture vis-à-vis de tout projet socialiste (remplacement des travailleurSEs ou de la classe ouvrière par le « peuple », de la révolution par une 6<sup>ème</sup> République, etc.) ouvre paradoxalement un espace politique pour le NPA, qui aurait pu dans ce contexte définir ses contours stratégiques, notamment par rapport aux réformismes. S'il est clair que nous devons nous adresser aux électeurs/trices de Mélenchon et aux militantEs de son mouvement, qui peuvent évoluer, il est impératif que nous explicitions ce qui nous différencie politiquement de la FI. La FI n'est pas anticapitaliste : elle ne propose pas de remise en question de l'organisation sociale de la production, mais simplement le statu quo des acquis des luttes sociales que notre tradition politique a gagnées. Elle ne remet pas non plus en cause la construction politique républicaine de l'Etat français impérialiste, ses colonies, ses sphères d'influence en Afrique et ailleurs, son militarisme – ainsi que les conséquences de tout cela à l'intérieur du pays en termes de ségrégation et de racisme.

15 L'incapacité du NPA à se démarquer clairement de la FI, et avant celle-ci du Front de Gauche, nous a déjà fait perdre nombre de militantEs ces dernières années. Le flou du projet initial a ainsi entraîné une crise de direction qui s'est cristallisée avec le départ de la Gauche Anticapitaliste au Front de Gauche et qui perdure depuis. Si le NPA ne fonctionne pas, ce n'est pas principalement à cause de ses tendances, mais en premier lieu parce que le parti tend à se balkaniser en raison d'un manque de

projet politique clair et délimité, qui l'empêche de prendre des initiatives politiques. Face à cela, il faut dire qu'un nouveau NPA est possible !

## 2) UN MOUVEMENT SOCIAL D'AMPLEUR : LA LOI TRAVAIL

De l'autre côté, après une longue période sans lutte de grande ampleur, le printemps 2016 a connu une reprise de mouvements sociaux nationaux, au sein desquels le NPA, dans un contexte d'affaiblissement global de l'extrême gauche, a joué un rôle politique important, notamment dans la jeunesse (même si des désaccords politiques et des rivalités internes nous ont fait perdre en efficacité dans notre intervention). Durant le mouvement contre la loi travail, nous avons vu émerger un milieu qui, sans pour autant être massif, dépassait les cercles militants traditionnels (une "avant-garde large") et s'est avéré sensible à nos discours et à notre politique. Le mouvement ouvrier qu'on pouvait croire ankylosé est sorti de sa torpeur, montrant que les forces vives étaient encore bel et bien là et que nous avions un rôle actif à jouer dans leur redéploiement. Pour autant, cette avant-garde n'a pas trouvé de débouché organisationnel, alors que le NPA aurait pu y contribuer. Pour jouer ce rôle, le NPA doit se redynamiser en recommençant à s'implanter et en prenant part aux décantations qui ont lieu dans les syndicats. Il est urgent de nous réarmer sur ce plan, de relancer les cadres d'échanges nécessaires à l'intervention sur les lieux de travail et dans les structures syndicales. Il en va de même dans la jeunesse, où des recompositions majeures sont en cours sous l'effet de la rupture des classes populaires avec le PS et de l'effondrement des médiations que ce dernier avait mises en place dans la jeunesse (comme l'Unef). Le NPA et son secteur jeune doivent faire leur possible pour intervenir dans cette recomposition.

## 3) UNE AUDIENCE PLUS LARGE VIA LA CAMPAGNE POUTOU

En outre, la campagne présidentielle de Philippe Poutou a été un succès, notamment en permettant la visibilité du projet politique du parti, et malgré certaines faiblesses programmatiques. Or, alors même que la direction, en 2016, adoptait une attitude attentiste et en appelait à l'émergence d'une « représentation politique des opprimés » comme candidatE des présidentielles, c'est bien la PfA qui a

1 bataillé au sein du parti et obtenu la majorité pour une campagne présidentielle indépendante du NPA. C'est donc en premier lieu grâce à la PfA que la campagne Poutou a été décidée, et qu'elle a pu par la suite entraîner largement le parti. Cette bataille s'est ensuite avérée décisive pour la vitalité du NPA, étant donné la visibilité qu'a gagnée Philippe Poutou et la sympathie qu'il a suscitée. Le succès de la campagne Poutou règle également une question débattue depuis la fondation du NPA, celle de savoir si le fait d'afficher ouvertement un profil de classe, ouvrier, peut ou non nous permettre de trouver un écho. Il est désormais certain que c'est le cas, non seulement auprès des travailleurSEs, mais encore au-delà, dans la jeunesse, et parmi les opprimés. Avec le jeu combiné du mouvement contre la loi travail et des présidentielles, notre audience s'est considérablement élargie et nous avons gagné des nouveaux/elles militantEs. Il subsiste néanmoins un énorme écart entre la sympathie que nous suscitons et l'état réel de l'organisation.

20 Dans cet ensemble de coordonnées, un autre scénario aurait pu émerger : celui de la conversion de l'expérience des trois dernières années (qui nous séparent du précédent Congrès) en un programme de redressement du parti sur des bases clairement définies : indépendance vis-à-vis des réformismes, caractère révolutionnaire du parti, centralité de la classe ouvrière, stratégie de la grève générale, du double pouvoir et de l'insurrection, constitution de fronts uniques mais sans dissolution politique, et prise en charge des questions d'oppression. L'éclatement de la PfA marque un échec beaucoup plus grand, celui de n'avoir pas su saisir le moment politique sur la base d'accords qui, sans nier les divergences entre les différentes tendances, statuaient sur ces points essentiels. La responsabilité des composantes de la PfA est écrasante. Alors que le Congrès s'ouvre, il est déjà perdu pour la PfA.

25 Quelles sont les raisons de cet échec de la PfA ? On ne peut pas se contenter de le mettre sur le compte du « sectarisme » des différentes tendances qui la constituent, même s'il est évident que les dysfonctionnements au sein du parti ont encouragé la constitution de tendances de plus en plus organiques (aussi bien du côté de la direction, avec la P1, que de Contre Courant ou des tendances de la PfA) et un repli généralisé sur la construction de leurs propres ap-

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 pareils. Il y a bien sûr d'indéniables di-  
 5 vergences politiques, entre des ten-  
 dances qui n'ont ni le même héritage  
 historique, ni la même internationale,  
 10 ni les mêmes interventions, et qui n'ont  
 pas de vrais cadres d'élaboration com-  
 muns (le fait étant qu'elles ne cherchent  
 pas à s'en donner un, voire refusent ex-  
 plicitement de le faire). Pour autant, le

manque d'unité de la PfA n'est pas la  
 raison principale de son échec. Cet  
 échec vient avant tout d'une incapacité  
 de la PfA à se penser comme une pos-  
 sible direction alternative du parti, en  
 sortant du rôle d'opposition et de com-  
 mentatrice critique de la politique de la  
 direction. Cela requiert un projet poli-  
 tique de long terme et une réelle volon-

té de refonder le trotskisme en France. 1

Sans projet global unificateur, il est  
 normal que les logiques d'appareil re-  
 prennent le dessus. Pourtant, il serait  
 possible de créer une nouvelle dyna-  
 mique susceptible même de dépasser  
 5 les contours de la PfA actuelle pour réor-  
 10 rienter le NPA sur les bases suivantes.

## 10 II) Quel parti voulons-nous ?

### 1) RETOUR SUR LE PROJET INITIAL

15 Le NPA s'est créé suite à une double  
 analyse de la situation : l'une erronée,  
 et l'autre juste. La première consistait à  
 considérer qu'avec l'effondrement de  
 l'URSS s'ouvrait une nouvelle période,  
 20 imprévisible, qui venait remettre en  
 cause nos anciennes hypothèses straté-  
 giques révolutionnaires, ainsi que la  
 conception du parti, le sujet révolution-  
 naire, et le programme de notre tradi-  
 tion politique. Si l'ouverture d'une nou-  
 25 velle période était indéniable, la  
 réponse apportée à cette situation, à  
 savoir celle d'un « parti processus »,  
 vide de stratégie, et multipliant les in-  
 terventions dans les différents secteurs  
 30 sans boussole et sans hiérarchisation  
 tactique, s'est avérée être une erreur.  
 Qui plus est, force est de constater que  
 ce parti qui devait se faire en marchant  
 n'a pas été capable de tirer les leçons de  
 35 ses bientôt 10 années d'existence, et ce  
 malgré le départ de la Gauche Anticap-  
 italiste du NPA ou la capitulation de Tsi-  
 pras.

40 La deuxième analyse, qui nous paraît  
 correcte, consistait à s'appuyer sur les  
 succès électoraux de Besancenot pour  
 fonder un parti plus grand numérique-  
 ment, en reprenant le « meilleur » des  
 45 différentes traditions du mouvement  
 ouvrier.

50 Quoi qu'il en soit, ce double projet  
 s'est révélé mort dans l'œuf. Cela a été  
 particulièrement clair avec la créa-  
 tion, presque consécutive, du Parti de  
 Gauche, qui présentait une bien plus  
 55 grande cohérence politique que le  
 NPA et s'inscrivait partiellement dans  
 le même espace politique, au point  
 d'arracher des secteurs mêmes du  
 NPA. Notre parti a fini par perdre en  
 contenu politique aussi bien qu'en  
 surface militante.

### 60 2) UNE STRATÉGIE, UN PROGRAMME ET UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRES

Il faut l'assumer et le revendiquer,  
 nous défendons une stratégie, un pro-  
 gramme et un parti révolutionnaires.

Pour le faire de façon cohérente et cré-  
 dible, nous devons reconnaître tout ce  
 que cela implique quant à nos pratiques  
 militantes, à notre rapport à la classe  
 des travailleurSEs, aux batailles idéo-  
 logiques de la période, et à notre situa-  
 tion dans la longue histoire de notre  
 mouvement.

C'est d'autant plus nécessaire dans  
 cette période que nous avons vu émer-  
 ger avec le mouvement contre la loi tra-  
 vail une avant-garde dont une partie au  
 moins, dans la jeunesse comme parmi  
 les salariéEs, est sensible aux discours  
 radicaux et à la perspective de la révo-  
 lution. De ce point de vue, et malgré  
 d'évidentes qualités par ailleurs, il y a  
 deux choses que la campagne Poutou  
 n'a pas suffisamment faites : montrer  
 concrètement comment nous comp-  
 35 tions réussir à mettre en place les me-  
 sures d'urgence sociale que nous dé-  
 fendons (au-delà de la question de  
 l'auto-organisation que Philippe Pou-  
 tou a largement portée), et clarifier de  
 manière satisfaisante la transition  
 entre la société actuelle et la société  
 que nous défendons. Notre discours a  
 alors pu sembler bancal, et nous  
 n'avons pas réussi à convaincre en pro-  
 fondeur de la solidité de notre projet  
 politique : Philippe Poutou est apparu  
 surtout comme un représentant des ou-  
 vriers, en dehors de la politique tradi-  
 tionnelle, crédible en tant que contes-  
 tataire du système (notamment  
 électoral), mais pas suffisamment  
 comme force de proposition d'un projet  
 de société alternative.

La stratégie révolutionnaire doit pou-  
 voir être explicitée lorsqu'on nous le  
 demande. Dite à demi-mot, elle est  
 inaudible ou bien vite jugée utopique et  
 irréaliste. D'où l'importance d'avancer  
 des mots d'ordres forts et positifs. Il ne  
 s'agit pas uniquement d'interdire les li-  
 cenciements, mais bien d'exproprier  
 les patrons, et d'occuper les lieux de  
 travail pour aller vers la socialisation  
 des moyens de production. De même, la  
 question du pouvoir ne doit pas être es-  
 quivée. Ne pas souhaiter gagner le pou-

voir par la voie des élections dans le  
 cadre institutionnel actuel, c'est en réa-  
 lité viser la conquête du pouvoir par  
 15 d'autres moyens. Seul un mouvement  
 d'ampleur permettra d'établir le rap-  
 port de force suffisant pour s'affronter  
 aux capitalistes, et de briser le fonc-  
 tionnement actuel de l'Etat afin de  
 20 mettre en œuvre une réelle politique  
 anticapitaliste grâce à un gouverne-  
 ment des travailleurSEs.

Cependant, il est clair que la révolu-  
 tion ne mettra pas fin à toutes les nui-  
 25 sances du capitalisme si celles-ci ne sont  
 pas toutes considérées dans leur com-  
 plexité. Ainsi, la crise écologique et le  
 changement climatique ne se résou-  
 dront pas seulement par la socialisation  
 30 de la production, mais également par  
 son adaptation aux besoins réels et  
 utiles de la population à partir de la  
 prise en compte des ressources dispo-  
 nibles et de leur renouvellement. Un  
 35 programme de transition révolution-  
 naire prenant au sérieux l'interaction  
 constante existant entre les rapports de  
 production et leurs bases matérielles  
 passe donc d'abord par la planification  
 40 des grands secteurs de l'économie (agri-  
 culture, énergie, métallurgie, etc.). De la  
 même façon, le capitalisme est adossé à  
 d'autres systèmes d'exploitation et d'op-  
 pression qui ne s'y réduisent pas : le pa-  
 45 triarcat et le racisme. Ce n'est donc pas  
 seulement la socialisation de la produc-  
 tion qu'il faut revendiquer, mais égale-  
 ment la collectivisation des tâches do-  
 mestiques, ou reproductives, 50  
 aujourd'hui principalement prises en  
 charge par les femmes et minorités de  
 genre dans l'espace domestique et de  
 plus en plus externalisées par leur  
 transfert à des travailleurSE raciséEs et  
 55 ubériséEs. La collectivisation des tâches  
 domestiques impliquera la création de  
 plus de services publics, notamment  
 pour l'éducation des enfants, et la mise  
 en place de cantines et de lieux de tâches  
 60 domestiques collectifs. De même, la li-  
 bération du  
 continent afri- ● ● ●  
 cain comme

11 du reste des pays dominés par l'impérialisme est une condition nécessaire pour dépasser les humiliations racistes qui structurent notre société, ainsi que la  
5 lutte pied à pied contre toutes les discriminations institutionnalisées. De telles revendications permettent de se représenter concrètement ce que serait une société émancipée : elles sont absolument essentielles pour rendre crédible  
10 notre projet de société et donner ainsi du poids à notre discours politique.

### 15 3) UN PARTI DE CLASSE, ANCRÉ DANS LA RÉALITÉ DES LUTTES

Le NPA se veut un parti de classe : la classe ouvrière, majoritaire et en recomposition, demeure le sujet révolutionnaire principal malgré le recul de la conscience de classe. Il faut en outre considérer la classe ouvrière sous les multiples et (parfois) nouveaux visages qui sont les siens. Les travailleurSEs ubériséEs telLEs que les livreurSEs Deliveroo sont, sur le papier, détenteurs/  
25 rices de leurs maigres outils de production : vélo et smartphone. De même, sont concernéEs les employéEs des services mal payéEs, les chômeurSEs, et les étudiantEs, majoritairement issuEs  
30 des classes populaires et qui, de plus en plus, sont contraintEs de travailler à côté de leurs études. Le trait d'union nous unissant, travailleurSEs, chômeurSEs et étudiantEs, est que notre vie est subordonnée à l'exploitation de notre force de travail : la seule alternative qui s'offre à notre classe est soit de se faire exploiter pour survivre, soit  
40 d'être privée d'emploi pour vivre dans la misère. Il ne s'agit donc pas de noyer le sens du terme prolétariat mais de lui en redonner un, en montrant que notre classe est la plus forte par son nombre et la seule à même d'entraîner une révolution mondiale. Notre classe, pour  
45 nombreuse qu'elle soit, a clairement des intérêts communs, même si son apparente segmentation tend à nous diviser.

50 Cette classe est organiquement et majoritairement composée de femmes, LGBTI+, et de personnes migrantes, immigrées et racisées : c'est pourquoi le NPA doit articuler aux questions de classes les questions dites des « oppressions spécifiques ». Ces dernières ne sont pas des surplus à l'analyse en terme de "classe", mais des angles  
55 d'attaques à la fois complémentaires et nécessaires pour que notre conception de la classe garde toute sa pertinence. Dès lors, nous devons sortir d'une vision economiciste de la classe,

qui reste myope devant les questions féministe, LGBTI+ et antiraciste, et qui se contente de dire que le vrai problème est le capitalisme en niant l'existence de systèmes de dominations à l'autonomie relative. Bien sûr, le capitalisme a reconfiguré ces systèmes de domination et les a intégrés. Mais de la même façon qu'il est impossible de penser les dominations racistes et sexistes en dehors du capitalisme, il est impossible de penser le capitalisme sans l'articuler à ces questions, ne serait-ce que parce qu'il n'aurait pas pu se développer sans elles.

### 4) UN PARTI QUI RELIE ANTI-CAPITALISME ET ÉCOLOGIE

Nous vivons une crise écologique sans précédent, qui se manifeste dans toute son étendue par un phénomène de réchauffement climatique dont le capitalisme est le principal responsable. Cette crise est aussi un vecteur de politisation très important. C'est pourquoi il est urgent que nous développions une politique et des réponses anticapitalistes et révolutionnaires sur ce sujet.

Le mode de production capitaliste est guidé uniquement par la recherche de rentabilité et de profit, sans prendre en compte les besoins sociaux et vitaux réels de la population. De ce fait, il est structurellement source de gâchis (obsolescence programmée, logique du non réparable et du jetable, etc.) et engendre continuellement des problèmes écologiques et sanitaires majeurs (déversement d'acide par ArcelorMittal à Florange, fraude de Volkswagen sur les émissions de ses moteurs diesels, accaparements massifs des terres dans les pays du Sud, etc.). Ce sont les entreprises capitalistes et non les consommateurs qui polluent le plus, et surtout qui décident quoi, combien et comment produire : c'est donc à elles qu'il faut s'en prendre.

Nous devons diffuser une compréhension matérialiste des questions écologiques : c'est le capitalisme qui engendre un productivisme structurel, et c'est ce productivisme qui engendre le consumérisme. Cette compréhension permet de sortir des logiques de « solution individuelle » de certainEs écologistes : tout en ayant conscience des aspects non soutenables de notre consommation, il nous faut affirmer le caractère global des logiques qui conduisent des centaines de millions de personnes à manquer au quotidien de nourriture, de médicaments, de logements, etc.. Nous devons donc mettre en

avant la question du mode de production communiste en parlant de planification. La planification, c'est le fait de déterminer rationnellement et démocratiquement la production en fonction des besoins collectifs, et en tenant compte du fait que les ressources naturelles sont à la fois limitées et fragiles (risques de pollution). La FI revendique le mot d'ordre de « planification écologique », mais une telle formule n'a aucun sens tant qu'on ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production. Car pour réorganiser de façon plus rationnelle et moins polluante les grands moyens de production, il nous faut pouvoir les contrôler : aucune réelle planification n'est possible sans expropriation de ces grands moyens de production.

Si la question écologique nous pousse à élaborer notre projet de société et à construire un modèle convaincant de planification, elle nous permet donc aussi de défendre notre stratégie. C'est dans les rapports de production que se trouvent la cause de l'exploitation des travailleurSEs et la source des problèmes écologiques contemporains : mais c'est aussi là (et non dans le milieu des consommateurs/trices disperséEs) que peut se construire un rapport de force susceptible de changer la société comme nous le souhaitons.

Enfin, la crise écologique est mondiale, mais elle n'affecte pas de la même manière une humanité indifférenciée. A l'échelle de la planète, d'abord, ce sont les nations en périphérie des grandes puissances politiques et économiques qui sont les plus touchées par les conséquences actuelles de la crise écologique. Les capitalistes des pays riches délocalisent une grande partie de leur secteur économique primaire et secondaire dans les pays pauvres ou en "voie de développement". L'extraction de ressources naturelles et les pollutions engendrées par les processus de production industrielle touchent en premier lieu les travailleurSEs pauvres de ces "pays-usines" et "pays-champs". En outre, dans les pays riches, ce sont aussi les travailleurSEs pauvres, souvent immigréEs, qui subissent les premierEs les pollutions environnementales et leurs conséquences sanitaires. C'est pourquoi la lutte contre le changement climatique et la crise écologique est, par essence, internationale. Notre dimension internationaliste trouve donc ici une raison d'être supplémentaire.

C'est en défendant cette politique et cette stratégie que nous devons inter-

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1 venir sur toutes les luttes en lien avec  
l'écologie (NDDL, Bure, etc.) et plus

généralement, c'est ce programme  
que nous devons défendre au quoti-

dien sur nos lieux de travail, d'étude  
et d'activité.

## III) Intervention:

### 1) IMPLANTATION DANS LA CLASSE OUVRIÈRE ET SOLIDARITÉ DE LA JEUNESSE AVEC LES TRAVAILLEUSES

L'implantation de notre parti dans la  
classe ouvrière ne pourra être le résultat  
d'une politique active et volontariste.  
Elle implique un long et parfois difficile  
travail, qui passe par des diffusions de  
tracts régulières, la constitution de  
comités d'entreprise et de comités  
organisés autour de camarades  
travailleurSES isolés, et le soutien à  
des luttes locales. Cela implique également  
un réel effort de convergence des  
luttes ; par exemple, dans la jeunesse,  
en faisant en sorte que les étudiantEs  
ne limitent pas leur activité militante  
aux problématiques étudiantes et  
fassent le lien avec les travailleurSES, à  
commencer par le personnel du Crous  
et de l'université. Chaque comité  
devrait ainsi consacrer une partie de son  
activité à une intervention auprès d'un  
secteur de travail.

L'implantation du parti dans le  
monde du travail, le suivi et la structuration  
des interventions (par branche,  
par secteur) sont des éléments  
indispensables pour que le NPA soit  
lié de nouveau à la réalité vivante de  
notre classe.

### 2) FRONT UNIQUE, FRONT SOCIAL ET DIRECTIONS SYNDICALES

Le NPA se pense comme un parti utile  
dans les luttes, mais cela ne suffit pas :  
il doit en outre fournir une orientation  
dans ces luttes. Les syndicats et les  
collectifs sont des éléments importants  
de notre intervention. Les syndicats,  
d'une part, nous permettent de  
toucher plus largement que nous ne  
le pouvons nous-mêmes, dans le monde  
du travail. Les collectifs, d'autre part,  
nous donnent la possibilité de développer  
une politique autour d'enjeux  
spécifiques, de nous y former et  
d'acquérir une légitimité que nous  
ne pourrions avoir si nous ne  
militions pas activement sur ces  
questions dans de tels cadres. Pourtant,  
il ne s'agit pas de s'y dissoudre,  
mais d'y développer activement  
notre ligne politique et d'y gagner  
de nouveauxLLES militantEs.

Si nous construisons, en période  
de luttes, des fronts uniques (et non  
pas des fronts sociaux et politiques),  
c'est donc pour y défendre une  
orientation en essayant qu'elle y  
devienne majori-

taire. C'est également pour  
accompagner l'expérience des bases  
des organisations face à leurs  
directions, et pour dénoncer  
l'inconséquence stratégique des  
directions syndicales ou des  
réformistes. Nous devons éviter à la  
fois l'écueil d'une conception  
"superstructurelle" du front unique,  
qui ne propose la politique de front  
unique qu'aux directions des  
organisations, et celui d'une  
conception "basiste", qui ne  
défend cette politique qu'en  
s'adressant à la base des  
organisations. Nous devons  
ainsi proposer le front unique  
aux militantEs de base comme  
aux directions : interpellier les  
directions syndicales en  
construisant la pression de leur  
base sur ces directions pour  
imposer le front unique, et  
dénoncer celles qui, parce  
qu'elles ne construisent pas un  
plan de bataille général contre  
la politique de Macron, organisent  
la défaite.

Le Front Social, quant à lui,  
est un outil important dans la  
période, et il est certain que  
nous devons contribuer à le  
construire. Il rassemble de  
manière intersyndicale de  
nombreux secteurs combatifs  
du monde du travail sur une  
orientation de lutte de classe.  
En revanche, pour ne pas être  
une avant-garde déconnectée  
de la majorité de notre classe,  
celui-ci ne doit pas se penser  
comme un substitut aux  
syndicats (qui à l'heure  
actuelle organisent notre  
classe à une échelle bien plus  
large que ne le fait le Front  
Social) mais comme  
constituant à la fois une  
force d'interpellation des  
directions syndicales et un  
moteur d'initiatives. Aussi,  
il doit être un cadre où les  
militantEs du NPA peuvent  
intervenir à drapeau déployé,  
pour proposer leur orientation  
et tenter de gagner à  
l'organisation les militantEs  
les plus avancés. Il doit mener  
des campagnes politiques qui  
répondent non pas aux  
seules préoccupations des  
secteurs de l'avant-garde  
qu'il organise, mais plutôt  
aux préoccupations de  
notre classe dans son  
ensemble. La deuxième  
impasse que doit éviter le  
Front Social est de ne pas  
prendre en charge les  
questions d'organisation  
et de démocratie internes.  
Les prises et mode de  
décisions doivent être  
transparents et des règles  
démocratiques doivent  
impérativement être  
décidées pour que le  
Front Social puisse  
continuer à se développer.

Dans la configuration  
actuelle, notre

tâche est donc double : 1° nous  
devons nous organiser  
largement, pour être en  
mesure de contrer les  
politiques des directions  
syndicales et d'entraîner  
aussi massivement que  
possible (au-delà de  
l'avant-garde) lorsqu'un  
mouvement surgira ; 2°  
nous devons faire de la  
propagande, et non  
uniquement de l'agitation,  
en direction de cette  
avant-garde qui a émergé  
au printemps 2016, pour  
la gagner au trotskisme.

### 3) INTERVENTION DANS LES LUTTES FÉMINISTES ET ANTIRACISTES

Nous oublions trop souvent  
que des mouvements  
d'ampleur peuvent émerger  
sur la question des  
oppressions, comme le  
mouvement Me Too contre  
les violences faites aux  
femmes et aux minorités  
de genre l'a démontré  
ces dernières semaines.  
Il faut donc que le NPA  
intervienne dans les  
mouvements féministes,  
LGBTI+, anti-racistes et  
de soutien aux migrantEs  
pour y développer une  
tendance marxiste et pour  
y faire converger les  
luttes. C'est par exemple  
ce que certainEs  
camarades essaient de  
faire au sein du Collectif  
Féministes Révolutionnaires  
(CFR). Cela signifie  
développer partout où  
cela est possible, en  
même temps que la  
conscience de classe,  
une conscience féministe,  
LGBTI+ et anti-raciste,  
aussi bien chez les  
personnes concernées  
que (et c'est fondamental)  
dans le mouvement  
ouvrier, et construire  
une intervention  
spécifique sur ces  
questions. Cela implique  
également une lutte  
particulière contre  
l'islamophobie (comprise  
comme l'oppression des  
personnes musulmanes  
ou perçues comme  
telles), qui se développe  
et se renforce avec la  
montée des idées  
d'extrême droite et  
l'instrumentalisation  
des attentats par l'État.  
Ces derniers servent  
de prétexte pour  
légitimer la politique  
de répression de l'État  
via l'état d'urgence,  
finalement  
constitutionnalisé,  
et qui touche en  
premier lieu les  
personnes racisées,  
mais aussi à légitimer  
sa politique  
impérialiste à  
l'étranger. Enfin,  
nous apportons  
notre soutien à  
l'auto-organisation  
des opprimés, qui  
permet la libération  
de la parole et  
l'élaboration  
politique, tout en  
contribuant à  
faire converger  
les luttes pour  
que les  
mobilisations  
s'élargissent et que les re-

5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60



11 vendications avancent.

#### 4) INTERNATIONALISME

5 Le NPA est internationaliste, c'est à dire qu'il ne conçoit pas l'élaboration de sa politique ni son orientation comme se limitant au cadre national hexagonal. Si ce point fait généralement consensus toutes sensibilités  
10 confondues, force est de constater que depuis sa fondation, le NPA n'a pas avancé sur ce terrain. Pire, il a reculé dans sa capacité à suivre la situation internationale, à en produire une analyse approfondie, et à favoriser  
15 l'échange avec des militantEs révolutionnaires d'autres pays. Cela vient de l'affaiblissement du parti, mais aussi du fait que les relations du NPA  
20 à l'international ont été monopolisées par quelques camarades eux-mêmes membres d'une seule tendance internationale. L'expression du caractère internationaliste du NPA  
25 doit changer. Nous devons développer des échanges avec les militantEs et organisations révolutionnaires du monde entier, avec une attention particulière pour les pays où l'extrême  
30 gauche joue un rôle actif, ainsi que pour ceux qui subissent directement ou indirectement l'impérialisme français et ses conséquences. Pour cela, une commission internationale doit  
35 être relancée, intégrant les membres du CPN et de la direction jeune (SNJ) qui le souhaitent.

#### 5) DÉMOCRATIE ET FORMATION

La démocratie est une condition nécessaire à notre intervention et gage d'un bon fonctionnement interne. Le parti doit s'efforcer de rendre ses instances les plus transparentes possible : non seulement en mettant à jour ses statuts et en les diffusant en interne pour les rendre accessibles à chaque militantE, mais aussi en décidant de règles de fonctionnement systématiques (par exemple, faire des comptes-rendus réguliers des prises de décision des directions à tous les niveaux pour les faire redescendre aux comités, ou encore valoriser les comités en organisant des AGs locales mensuelles avec de vraies prises de décision collectives à leur issue). La démocratie va aussi de pair avec un effort de formation et de pédagogie destiné aux nouveaux/elles membres du parti afin qu'ils et elles puissent se saisir des enjeux politiques internes. La formation garantit des militantEs à la fois conscientEs et convaincuEs, faisant preuve d'une capacité de recul sur leur militantisme. Cela requiert de créer du matériel adapté, de mutualiser et de donner une nouvelle dynamique à la commission formation.

Le militantisme dans un parti révolutionnaire est un combat de longue haleine. Si nous attendons de nos militantEs un engagement à la hauteur de ce qu'un parti révolutionnaire nécessite, la préservation des forces militantes est aussi une question importante (prise en compte des études, du travail, et des conditions sociales, avec

un effort particulier pour permettre aux plus exploités et opprimés de nous rejoindre et d'être au cœur de notre organisation). Le sur-investissement de quelques militantEs ne suffit pas et n'est pas toujours tenable sur le long terme. De la même façon, si les désaccords entre nous existent et doivent s'exprimer, nous devons maintenir des relations de camaraderie qui garantissent le moral des militantEs, un climat serein des débats et une organisation viable. Les postes importants au sein du parti, les permanentats, la gestion du journal, et plus globalement toutes les tâches politiques, doivent tourner et être répartis équitablement entre les différentes sensibilités politiques, organisées ou non, bien sûr à la proportionnelle de leurs poids respectifs. De même, les porte-paroles sont la voix du parti, et doivent refléter les décisions prises en interne.

Enfin, il faut rappeler que si chaque courant et sensibilité doit respecter le cadre collectif qu'est le parti, en contribuant à l'application des décisions prises démocratiquement en interne, le droit de tendance est un droit démocratique fondamental. Ainsi, les questions soulevées par le fonctionnement des tendances ne sauraient se résoudre par des mesures administratives : c'est avec un changement de direction et de gestion du parti qu'on remédiera à la situation actuelle.

## 40 Texte Z : Faire vivre les acquis de la campagne Poutou. Pour un NPA ouvrier et révolutionnaire

50 *Albert (47), Anasse (Cheminots/93), Antonin (33), Arthur (Jeunes/75), Daniela (CE 93), Elise (CPN Educ Nat/93), Elsa (Jeunes/75), Emmanuel (CPN 31), Flore (CPN 93), Gaëtan (CPN 31), Gérard (09), Jean-Baptiste (CPN 93), Jean-Philippe (CPN 75), Laura (CPN Cheminots/93), Léon (33), Marina (Jeunes/31) Nicolas (CPN 31), Renaud (CPN Jeunes/75), Sarah (CPN 93), Valentin (59), Vincent (CPN secteur auto/68), Virginia (CPN 75)*

**VOTE DU CPN : 9 POUR, 40 CONTRE, 11 ABSTENTIONS, 20 NPPV**

55 *Durant la période électorale, la présentation d'une candidature indépendante du NPA et le profil ouvrier et radical de Philippe Poutou ont permis, malgré les difficultés et limites de la campagne, de nous maintenir dans le paysage politique national et de préserver les possibilités d'intervention et de construction du NPA sur un profil lutte*

*de classe et révolutionnaire.*

*Alors même qu'un des points positifs de la campagne Poutou a été de démontrer qu'il était possible de retrouver un réel écho autour d'un profil de classe et radical, les membres des positions B et C de la dernière CN s'orientent vers la constitution d'un bloc de direction sur des bases floues, dont le patchwork de*

*positions que constitue leur texte de plateforme est l'expression. Ce nouveau bloc ne pourra pas se maintenir dans la durée, les désaccords aujourd'hui mis sous le boisseau, notamment concernant nos rapports à la France Insoumise referont tôt ou tard surface. Mais il fait obstacle à ce que le prochain Congrès avance dans une clarification de notre*

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 *projet qui permette au NPA de sortir de la crise.*

5 *Dans une période où il s'agit de se préparer à de grandes batailles de classe contre l'offensive du gouvernement Macron et de faire exister une gauche anticapitaliste et révolutionnaire indépendante face à la France Insoumise, brouiller notre projet au nom d'une*  
10 *« nouvelle représentation politique pour les exploité-e-s » est une impasse pour*

*notre organisation et sa capacité à intervenir utilement pour permettre à la classe ouvrière de s'affronter à Macron, au Medef et à leur monde.*

*C'est en toute conscience de cet enjeu que nous avons cherché jusqu'au dernier moment, sans succès jusqu'ici, à regrouper le plus grand nombre de camarades et sensibilités, notamment de l'ancienne PFA autour d'une plateforme commune. Dans le même esprit nous proposons aujourd'hui une orientation alternative à*

*celle du bloc formé par les anciennes positions B et C, mais aussi une démarche pour regrouper au sein du Congrès toutes les militantes et militants qui partagent l'objectif d'un NPA plus clairement délimité dans le sens d'une politique et d'une perspective révolutionnaires, plus implanté la classe ouvrière et capable de peser dans la lutte de classes.*

## 1. Situation internationale

15 Nos Congrès se sont déroulés, jusqu'à présent, en coïncidence avec des événements majeurs qui ont transformé la situation mondiale (« Printemps arabes », en 2011) et européenne (élection de Syriza en 2015) et qui marquent une rupture avec l'étape antérieure à la crise de 2007, tant sur le plan économique, géopolitique que de la lutte des classes. Les événements actuels en Catalogne, qui précèdent de quelques mois ce IV<sup>e</sup> Congrès, le confirment à nouveau.

### I. DE LA CATALOGNE À LA PERSISTANCE DE LA CRISE INTERNATIONALE

30 Dans un pays qui a concentré les tendances à la révolution et à la contre-révolution pendant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, le régime espagnol post-franquiste, issu de la transition de 1978, a su assurer, quatre décennies durant, un haut degré de stabilité pour le capital espagnol (espagnoliste et périphérique) et pour les principales puissances impérialistes européennes. En dépit d'une reprise en main partielle de la situation par la droite espagnole avant les élections du 21 décembre, l'irruption confirmée du mouvement de masse sur le terrain de la lutte pour l'indépendance et pour la République catalane marquent, après le mouvement des Indignés de 2011, un point de non-retour dans la crise que traverse le régime espagnol.

55 On est cependant en présence d'une énorme contradiction entre la force du mouvement populaire et la politique de ses directions bourgeoises (Puigdemont et le PEDeCAT, Junqueras et l'ERC), qui l'ont enfourché sans lui donner aucun moyen de préparer l'indispensable affrontement avec le régime monarchique. Face à cette faillite évidente, c'est aux travailleurs catalans et à leurs organisations qu'il revient de prendre la tête de la lutte. En mettant en avant leurs revendications propres

et en tendant la main aux travailleurs et aux peuples de tout l'Etat espagnol, en vue d'un combat commun pour en finir avec le régime de la Transition, engager par en bas des processus constituants et aller vers une fédération socialiste des républiques ibériques.

Plus globalement, c'est la combinaison de difficultés économiques persistantes (où le scénario d'un nouvel épisode du type 2007-2008 n'est pas à écarter comme en témoigne l'énorme dette accumulée par de nombreux Etats et grandes entreprises), de crise de l'hégémonie nord-américaine que Washington tente de contrebalancer par une agressivité redoublée, d'absence d'autre postulant réel, pour l'heure, au poste de puissance hégémonique au niveau international, qui crée les conditions de la situation d'instabilité extrême que nous traversons.

Exemples de cette situation sur notre continent, qui touchent au cœur le projet capitaliste-libéral de l'Union européenne : la crise, semblant inextricable, consécutive au vote du Brexit, avec un gouvernement May qui reste paralysé dans ses négociations avec l'UE et la montée en force de l'improbable alternative Old Labour représentée par Corbyn ; plus grave encore, la crise de gouvernabilité en Allemagne, qui démontre que les contradictions qui traversent l'Union Européenne atteignent même sa principale puissance ; les réactions dans une série de pays de l'Est de l'Europe (Pologne, Hongrie et autres) à la situation semi-coloniale résultant de l'hégémonie économique du capital allemand, qui se traduisent aujourd'hui par la montée en force et l'installation au gouvernement de partis d'extrême droite ou de droite extrême ; ou encore les tiraillements produits par la tension géopolitique croissante entre la Russie et le Etats-Unis sur les gouvernements européens, spécialement celui de Berlin.

### II. PRINTEMPS ARABES, NÉO-DICTATURES, IMPÉRIALISME, DJIHADISME

20 De ce point de vue, la défaite de la première phase du premier processus révolutionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle, les « Printemps arabes », a généré les pires monstruosité qui écrasent les peuples sous le talon de fer des régimes dictatoriaux, soit philo-occidentaux (al Sissi en Egypte), soit en rupture de ban (le régime d'al Assad), combinés à un interventionnisme impérialiste au Moyen et Proche Orient qui n'a jamais cessé depuis 2001 et au renforcement de courants ultraréactionnaires, type Daech, qui exportent, par des attentats criminels, leur guerre asymétrique. De ce point de vue, cette situation, à l'échelle d'une vaste région, qui s'étend du Sahel à l'Afghanistan, s'est transformée en une préoccupation majeure pour les impérialistes en tant que source possible de déstabilisation en Occident même.

### III. LUTTE DES CLASSES ET NÉO-RÉFORMISMES

45 Parallèlement, comme en témoignent également les « Printemps arabes », qui n'auraient pu exister, en Egypte et en Tunisie, sans une très forte poussée ouvrière, la situation n'est pas celle d'un reflux général des luttes. Politiquement, cependant, si l'on s'en tient à ce qu'on a historiquement appelé la gauche, ces regains de combativité et ces éléments de politisation d'une nouvelle génération sont capitalisés par des forces en rupture avec les anciens bipartismes traditionnels mais s'attachent avant tout à reconstituer un projet politique réformiste. De façon plus ou moins populiste, ces projets tendent à liquider tout point de vue de classe (Podemos, LFI) ou ● ● ● tentent de res-

11 susciter la vieille social-démocratie (Corbyn, Sanders). L'expérience au pouvoir de Syriza rend bien compte, néanmoins, de ce qu'est réellement ce

néo-réformisme.

## 2. Situation nationale

### I. FIN DU BIPARTISME, EFFONDREMENT DU PS, CRISE DE LA DROITE, MACRONISME ET LEPÉNISME

La situation hexagonale s'inscrit dans le cadre de ces tendances internationales. Sur fond de difficultés économiques persistantes aux répercussions sociales désastreuses pour notre classe, la fin du quinquennat hollandiste a été marquée par un double mouvement : d'un côté il y a eu reprise de la lutte des classes avec le Printemps contre la Loi Travail, de l'autre, sur fond de crise des partis et des mécanismes de représentation traditionnels, nous vivons un renforcement des tendances autoritaires et liberticides de l'Etat et une montée des populismes de droite, de gauche et du centre, dont le macronisme est une expression. La vieille politique, telle qu'elle a structuré la vie politique française depuis le début de la V<sup>e</sup> République, est définitivement morte.

Le scrutin présidentiel de 2017 (avec ses multiples rebondissements et coups de théâtre qui se sont soldés par une extinction du PS et une quasi disparition du gaullisme suivi du rouleau compresseur macroniste aux législatives), ont été les marqueurs électoraux de cette profonde crise politique. Dans ce cadre, par-delà son caractère délétère dans la banalisation, au sein des classes populaires, d'un discours chauvin et raciste, le lepénisme a démontré, à nouveau, ce qu'il était : à savoir un populisme d'appoint servant tout autant d'exutoire réactionnaire, y compris dans notre camp social, que d'épouvantail pour inciter à « bien voter ». La déclinaison mariniste du FN, pas plus que celle de son père, ne convainc aujourd'hui le grand capital. Le FN se retrouve, de surcroît, dans une crise politique dont il faudra analyser les évolutions, dans un contexte où à ses marges des groupuscules fascistes redoublent d'activité. Cependant, à trop se focaliser sur le lepénisme, on vient à paver la voie à ce qui combine « en même temps » les caractéristiques de pire ennemi des travailleurs et de meilleur ami du patronat : Macron et le macronisme.

### II. MACRON : UNE ASSISE SOCIALE ÉTROITE, UNE DÉTESTATION FORTE

L'objectif d'une restructuration profonde du capital, au détriment du

monde du travail, pour que la France se retrouve au même niveau de compétitivité que l'Allemagne, voilà le programme des soutiens de la majorité actuelle. Macron développe, en mieux, le programme du hollandisme. Cependant, les rythmes de la crise, qui est loin d'être finie, lui imposent de passer à la vitesse supérieure. Cela ne veut pas dire que le programme macroniste soit purement austéritaire, « d'économies budgétaires ». Il y a, bien entendu, une logique maastrichtienne à laquelle Bercy veut se conformer, en témoigne le fait que même les maigres gestes en direction de certains secteurs populaires tels que la baisse de la taxe d'habitation s'inscrivent dans une politique austéritaire qui est, par exemple, à la base de la fronde des élus locaux.

Il n'en reste pas moins qu'en dépit de ces manœuvres, le macronisme se caractérise par une assise sociale relativement étroite et bénéficie, à ses dépens, d'un capital de détestation extrêmement élevé au sein des secteurs populaires. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une forme de « bonapartisme » relativement faible, dans la mesure où ses bases sont loin d'être solidement acquises. Plus encore et plus vite que Sarkozy, qui s'assumait pourtant en tant que « président bling-bling », Macron est perçu dans les milieux populaires comme le président des riches.

### III. MACRONISME ET « DIALOGUE SOCIAL »

Macron a choisi de répondre à la crise politique, dont les populismes sont une expression, par une consolidation de ses adversaires LFI (surtout) et FN présentés comme ses véritables opposants. Parallèlement, et quitte à courir le risque de trop se personnaliser, il décline lui aussi son récit politique sur la même modalité populiste (un macronisme synonyme de nouveauté, un courant sans parti, avec des velléités de liens avec certains secteurs, comme les jeunes, multipliant les apparitions, etc.), tout en renforçant les ressorts autoritaires de son pouvoir réel.

Outre cette mise en scène d'une opposition mi-épouvantail mi-responsable à travers le FN mais surtout Mélenchon, et outre un front de soutien relativement

homogène au sein des secteurs les plus concentrés du capital, l'avantage qualitatif de Macron, c'est la bonne disposition (allant jusqu'à la collaboration) des principales directions syndicales. Cela ne veut pas dire que le « dialogue social » se fasse sans frictions. Il en résulte, néanmoins, une fragmentation de la disposition à la contestation. Bien que la colère soit tout aussi grande, voire plus, que sous le hollandisme, elle manque de canaux pour s'exprimer dans toute sa radicalité.

### IV. TRANSFORMER LA COLÈRE SOCIALE EN MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Dans les équipes syndicales, néanmoins, davantage qu'au niveau de la gauche politique, aujourd'hui, plusieurs indices laissent entrevoir des signes de contestation interne. Le quasi débarquement de Mailly au sein de FO, ou le fait que Martinez se voie obligé de multiplier des dates de journée d'action, sont les premiers symptômes de cette tendance.

Dans ce cadre, sur la base des équipes existantes, des UL, UD voire fédérations oppositionnelles, la question de l'interpellation des directions syndicales pour imposer la construction d'un front unique des organisations syndicales et politiques du monde du travail, des classes populaires et de la jeunesse, pour la défense de leurs droits et revendications, est plus que jamais d'actualité pour les révolutionnaires. A moins de ne vouloir laisser le terrain à Martinez ou à ceux qui souhaitent exister à sa gauche sans remettre en cause sa logique, d'un côté, et à Mélenchon et à ses « déferlantes » du week-end contre « le pouvoir », vidées de tout contenu de classe et de toute substance politique, de l'autre. Des cadres de regroupement de l'avant-garde notamment tels que le Front Social peuvent dans ces circonstances, en dépit de leur taille réduite, être un outil pour fédérer les énergies et s'opposer aux obstacles dressés par les directions bureaucratiques, à condition d'agir en lien avec l'ensemble du mouvement ouvrier, en évitant toute tentation minorisante ou substitutiste.

La première phase d'affrontement contre les ordonnances qui s'est pour

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 l'instant soldée par une victoire pour  
Macron, ne présage pas de l'issue des  
batailles à venir. Il est plus que jamais  
nécessaire de se démarquer de la straté-  
5 gie des journées saute-mouton des  
directions syndicales et de défendre la  
convergence des luttes dans un mouve-  
ment d'ensemble, un plan de lutte  
culminant dans la grève générale, ce  
10 qui exige une perspective et un pro-  
gramme politique clairs. La généralisa-

tion et la centralisation des blocages de  
l'économie seront les seules à pouvoir  
mettre en échec ce gouvernement et  
son rouleau compresseur de réformes  
et imposer une réponse de classe à la  
crise capitaliste.

#### V. PAR-DELÀ LA LOI TRAVAIL 2, VERS UN QUINQUENAT INSTABLE

La large détestation de Macron dans  
les milieux ouvriers et populaires an-

nonce un quinquennat agité (ce dont  
1 l'ont déjà averti des sociaux-chrétiens  
comme Bayrou ou des gaullistes comme  
Soubie, ancien conseiller de Sarkozy).  
5 Dans ce cadre, une extrême gauche de  
combat, toute aussi radicale, sur un ter-  
rain de classe et internationaliste, que  
d'autres le sont sur un terrain nationa-  
liste et réactionnaire, est une clef pour  
10 organiser la défense des acquis et pré-  
parer la contre-attaque.

## 3. A gauche : bilan et perspectives

### I. LA PERCÉE DU MÉLENCHONISME

15 Apartir de 2009 et de la naissance du  
Front de Gauche, Mélenchon a progres-  
sivement conquis, à la gauche du PS,  
une place centrale dans l'échiquier po-  
20 litique. Malgré une série de pas à droite  
sur le terrain du nationalisme, du répu-  
blicanisme, il a réussi à donner une  
première expression, jusqu'ici majori-  
25 taire, à la rupture à gauche de la base  
sociale du PS, et plus largement à la co-  
lère et à la politisation issue du mouve-  
ment contre la loi travail du printemps  
2016. Le mélenchonisme et la France  
30 Insoumise incarnent un néo-réformi-  
sme qui considère, contrairement au  
réformisme traditionnel, que la classe  
ouvrière n'est plus et ne peut redevenir  
le sujet de la transformation de la société.  
35 Au contraire, ils exaltent un  
« peuple » interclassiste dont « l'ère »  
serait venue. Ce populisme de gauche  
se caractérise notamment par son ambi-  
tion d'être le leader d'une contesta-  
40 tion « citoyenne » contre la présidence  
Macron, quel qu'en soit le prix, y com-  
pris en jouant un rôle diviseur et de  
concurrence avec les syndicats, comme  
l'ont montré la manifestation de la FI  
45 du 23 septembre, et les propos ulté-  
rieurs de Mélenchon sur la « défaite du  
mouvement ouvrier traditionnel », qui  
cachent sa propre responsabilité dans  
ce résultat.

Une partie de la base de la France In-  
50 soumise est loin d'être définitivement  
acquise à Mélenchon dont les contra-  
dictions sont visibles, et qui plus large-  
ment n'est pas capable d'occuper tout  
l'espace de radicalisation issu du prin-  
55 temps 2016. Dans la jeunesse, le mouve-  
ment autonome, qui avait capté en 2016

une part importante de la radicalisa-  
tion face à la répression policière, est  
actuellement en perte de vitesse. Son  
manque de tout projet stratégique co-  
hérent capable d'oeuvrer à une mobili-  
sation de masse est flagrant et les déri-  
20 ves aventuristes de certains,  
largement contre-productives. Par-de-  
là les hauts et les bas de la situation,  
dans le contexte de la politisation de  
franges nouvelles dans le monde du  
travail et la jeunesse, il y a bel et bien  
un espace pour les idées révolution-  
naires, de même qu'un besoin objectif,  
pour les secteurs qui veulent s'affronter  
30 au gouvernement, d'un outil politique  
de classe qui leur propose des perspec-  
tives, des méthodes et une stratégie  
pour gagner. Comme l'ont montré la  
sympathie pour le profil ouvrier de Phi-  
lippe Poutou et l'écho de adhésion à ses  
propos anticapitalistes décapants, il  
est possible pour le NPA de se construire  
et de conquérir un espace politique, s'il  
s'en donne les moyens.

### III. TIRER LE BILAN DES TENDANCES À L'ADAPTATION AU NÉO-RÉFORMISME

Mais il est pour cela indispensable de  
définir une attitude correcte à l'égard la  
LFI, en tirant le bilan des débats qui ont  
traversé la gauche radicale à propos de  
Syriza (dont la politique au gouverne-  
ment a été aussi désastreuse que prévi-  
sible) et à une autre échelle de Podemos.  
En amont, pendant, et après le précé-  
dent congrès du NPA, certains ont dé-  
fendu le « modèle » Syriza du « gouver-  
nement anti-austérité appuyé sur les  
mobilisations » en avançant l'hypo-  
thèse que la situation grecque pousser-  
rait Syriza à aller plus à gauche que sa

direction ne le voulait. Mais comme les  
15 événements ultérieurs l'ont montré, Tsi-  
pras est vite devenu l'agent zélé et actif  
de l'application des politiques d'austéri-  
té imposées par les principales bour-  
geoisies européennes. Ce type de parti  
20 refuse d'orienter l'énergie des mobilisa-  
tions vers une remise en cause des bases  
du pouvoir capitaliste. Il recherche  
avant tout un débouché institutionnel,  
synonyme d'adaptation au système ca-  
25 pitaliste. Relancer le NPA exige de  
rompre définitivement avec les logiques  
de type « gouvernement anti-austérité »  
et de préciser nos axes stratégiques sur  
la base des expériences de la lutte de  
30 classes internationale.

### IV. ROMPRE AVEC LE MODÈLE DES « PARTIS LARGES »

Le modèle des partis larges mis en  
35 œuvre dans un certain nombre de pays  
à partir du début des années 2000 a  
montré depuis toutes ses limites. L'idée  
de « perdre en substance pour gagner  
en surface » en brouillant nos délimi-  
tations stratégiques avec le réformisme,  
ce qui a empêché le NPA pendant ses  
premières années d'existence de résis-  
ter à l'émergence du Front de gauche,  
40 doit aujourd'hui être inversée. Le NPA a  
en quelque sorte besoin de « gagner en  
substance » pour pouvoir renouer avec  
une dynamique de construction.

L'écho de la campagne Poutou montre  
50 que c'est sur un créneau de classe et ra-  
dical que le parti peut se faire une place  
malgré l'émergence de la FI, à condi-  
tion de renforcer le contenu de nos ré-  
ponses en termes de programme mais  
aussi de projet de société socialiste/  
55 communiste.

## 4. Pour un parti de classe et révolutionnaire

### I. ACTUALITÉ DE LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

60 La perspective révolutionnaire, en  
tant que seule alternative globale de ré-  
ponse à la crise systémique du capita-

lisme contemporain et de la multiplici-  
té de ses effets désastreux, reste  
parfaitement actuelle en dépit d'un  
rapport de forces globalement défavo-  
rable. Notre projet stratégique reste ce-

lui de la révolution socialiste, du ren-  
60 versement de l'État bourgeois et du  
r e m p l a c e -  
ment de ● ● ●  
toutes ces ins-

11 titutions par un nouveau pouvoir assis  
sur la démocratie des « producteurs as-  
sociés ». Toute confusion entretenue  
5 notre projet et désorienter les militants  
et leur milieu.

## II. NÉCESSITÉ DE L'IMPLANTATION DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

10 A 100 ans de l'expérience d'octobre,  
le rôle des travailleurs dans toute pers-  
pective de transformation révolution-  
naire de la société reste aujourd'hui  
15 la seule classe qui possède les moyens  
de bloquer l'économie et d'ouvrir la  
perspective de la prise révolutionnaire  
du pouvoir et de la construction d'une

société où le libre développement de  
chacun fondera le libre développement  
de tous et réciproquement, d'en finir  
avec la destruction systématique de la  
nature autant qu'avec la division entre  
travail intellectuel et travail manuel.  
C'est pourquoi le centre de gravité de  
notre parti est la lutte de classes, et la  
raison pour laquelle il doit chercher ac-  
tivement à s'implanter dans les princi-  
paux secteurs de l'industrie et des ser-  
vices.

Cela implique de s'appuyer sur la po-  
pularité acquise par Philippe dans les  
milieux ouvriers pour en faire une prio-  
rité, en construisant le parti autour  
d'un axe clair, qui ne soit pas la somme  
dispersée de mouvements sociaux et/

ou interventions sectorielles. La crise  
du syndicalisme et la politisation crois-  
sante dans les milieux ouvriers rendent  
cet objectif tout autant possible que né-  
cessaire, à condition de rompre avec la  
5 séparation entre le politique et le syn-  
dical. Il s'agit de batailler dans les syn-  
dicats pour qu'ils dépassent tout corpo-  
ratisme et prennent en charge  
l'ensemble des problèmes de la société  
10 (violences policières, sexisme, soutien  
aux migrants). C'est la seule façon de  
combattre le syndicalisme de collabora-  
tion sur lequel cherche à s'appuyer  
Macron et de contribuer à une recom-  
15 position du mouvement ouvrier en tant  
que sujet politique.

## 20 5. Axes d'un programme transitoire actuel

Le NPA doit défendre partout, en  
propre comme dans les cadres de front  
unique où il intervient, les grands axes  
25 d'un programme de transition et la  
construction d'une force capable d'af-  
fronter le pouvoir bourgeois. Ce pro-  
gramme doit partir des conditions de  
vie et de la conscience actuelles des ex-  
30 ploités et des opprimés, afin de  
convaincre la majorité d'entre eux,  
dans l'analyse comme dans les dé-  
monstrations concrètes, que la solution  
réelle aux problèmes qu'ils endurent  
35 suppose la prise du pouvoir politique  
par les travailleurs et le renversement  
du capitalisme.

### 40 I. NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Au plan social et économique nous  
défendons l'interdiction des licenciements/le refus de toutes les suppres-  
sions d'emplois, le partage du temps de  
45 travail sans réduction de salaire, l'aug-  
mentation des salaires et leur indexa-  
tion sur les prix, l'abolition de tous les  
contrats précaires, l'ouverture des  
livres de comptes des entreprises, le  
50 contrôle par les salariés et la popula-  
tion de la production et des services pu-  
blics, l'expropriation des secteurs-clés  
de l'économie et des entreprises qui  
ferment ou licencient, l'annulation de  
55 la dette publique, et un contrôle stricte  
des mouvements de capitaux afin d'évi-  
ter les fraudes fiscales du type Paradise  
Papers.

Sur le terrain politique nous mettons  
60 en avant des mesures démocratiques  
radicales comme l'abolition de la fon-  
ction présidentielle et du sénat, la réduc-  
tion du salaire des élus au niveau de  
celui d'un ouvrier qualifié, leur révoca-

bilité, la proportionnelle intégrale dans  
toutes élections, dans l'esprit de la  
Commune de Paris. Nous luttons contre  
l'Union Européenne, un instrument to-  
talement au service des classes domi-  
nantes qui ne peut en aucun cas être  
« réformé », pour un gouvernement des  
travailleurs et pour une Europe socia-  
liste des travailleurs et des peuples.

La capacité de la classe des travail-  
leurs à porter une politique hégémo-  
nique à l'égard de l'ensemble des sec-  
teurs opprimés sera le socle d'une  
stratégie victorieuse. Une telle poli-  
tique est incompatible avec tout « ou-  
vriérisme » et tout « économisme ».

### II. L'INTRICATION DES RAPPORTS DE CLASSES, DU SEXISME ET DU RACISME

Nous devons intégrer les questions  
féministes, LGBT et antiracistes, en les  
considérant non pas comme des sup-  
pléments d'âme à une analyse de  
classe, mais comme des angles d'at-  
taque indispensables pour que notre  
conception des classes garde toute sa  
pertinence. Notre classe est composée  
de femmes, de minorités de genre, de  
LGBT, de personnes immigrées ou des-  
cendantes d'immigrés. On ne peut donc  
penser la classe isolément des autres  
rapports de domination structurels de  
nos sociétés. Dès lors, notre lutte de  
classe doit aussi être féministe, LGBT  
et antiraciste. Mais il ne s'agit pas que de  
mots, cela à des conséquences sur notre  
intervention. Cela veut dire intervenir  
dans le mouvement féministe, LGBT,  
antiraciste pour y développer une ten-  
dancede lutte de classes. Mais cela signi-  
fie également développer partout où  
cela est possible, en même temps que la  
conscience de classe, une conscience

féministe, LGBT et antiraciste, chez les  
personnes concernées comme (et c'est  
fondamental) dans le mouvement ou-  
vrier.

Partout nous défendons un point de  
vue de classe et nous œuvrons à  
construire les mouvements sur des  
bases de masse, en termes d'égalité  
face au travail et au salaire, de combat  
30 contre les violences sexistes et le pa-  
triarcatsous ses multiples visages,  
pour la défense des droits reproductifs  
des femmes (contraception, avorte-  
ment, PMA).

### III. CONTRE LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIÈRES

Dans tous les cas, nous interpellons  
le mouvement ouvrier organisé, syndi-  
cats en premier lieu, pour l'inviter à  
prendre en charge ces tâches démocra-  
tiques, en rompant avec le corpora-  
tisme économique autant qu'avec les  
formes de séparatisme qui affectent la  
majorité des organisations engagées  
dans la lutte contre ces oppressions  
spécifiques, en vue de dépasser une  
coupure historique dramatique, parti-  
culièrement marquée en France notam-  
ment sur la question raciale.

En ce sens nous nous battons pour  
que le mouvement ouvrier prenne en  
charge les revendications de l'ensemble  
de la population des quartiers popu-  
laires, ainsi que la lutte contre les vio-  
lences policières dont elle est la pre-  
mière victime, un combat  
particulièrement à l'ordre du jour de-  
puis les cas d'Adama Traoré et de Théo,  
60 contre le racisme et l'extrême-droite.

Sur les migrants, Macron poursuit la  
politique de Hollande en la blindant un  
peu plus : aucun accueil ou presque,

1

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

55

60

65

1 renforcement des solutions carcérales  
pour traiter les dossiers et accélération  
des procédures d'expulsion pour ceux  
5 qui se trouvent sur le territoire, d'un  
côté, et, de l'autre, sous-traitance du  
contrôle des frontières aux partenaires  
de la bourgeoisie française au Sud de la  
Méditerranée. Les dernières images ar-  
rivées de Lybie sont glaçantes. Pour re-  
10 fuser les divisions et construire l'unité,  
dans le cadre de notre combat anti-im-  
périaliste, nous défendons le droit  
d'installation et de circulation et la ré-  
gularisation de tou-te-s les « sans-pa-  
15 piers », l'ouverture des frontières et la  
fin de l'Europe-forteresse.

#### 20 **IV. FACE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE, LA NÉCESSITÉ D'UNE PLANIFICATION SOCIALISTE DE L'ÉCONOMIE**

Nous vivons une crise écologique  
sans précédent, qui se manifeste dans  
toute son étendue autour du phéno-  
mène du réchauffement climatique et  
25 dont le capitalisme est le principal res-

ponsable. Cette crise est aussi un vec-  
teur de politisation important : c'est  
pourquoi il est urgent que nous déve-  
loppions une politique et des réponses  
anticapitalistes et révolutionnaires sur  
ce sujet central. Le capitalisme est  
structurellement source de gâchis (ob-  
solescence programmée, logique du  
non réparable et du jetable, etc.) et sa  
logique de profit engendre de nom-  
breux problèmes écologiques (déverse-  
ment d'acide d'Arcelor Mittal à Flo-  
range, fraude de Volkswagen sur les  
émissions de ses moteurs diesels, etc.).  
Ce sont les entreprises et non les  
consommateurs qui polluent le plus, et  
surtout qui décident quoi produire. Le  
mode de production capitaliste est gui-  
dé uniquement par la recherche de la  
rentabilité et non par les besoins so-  
ciaux et écologiques réels de la popula-  
tion

Nous devons donc aborder ce que se-  
rait le mode de production commu-  
niste en parlant de planification. La

1 planification, c'est déterminer ration-  
nellement et démocratiquement la  
production en fonction des besoins  
collectifs et en prenant en compte les  
5 ressources naturelles limitées ainsi  
que les questions écologiques. La FI  
revendique le mot d'ordre de « planifi-  
cation écologique », mais une telle for-  
mule n'a aucun sens tant qu'on ne re-  
10 met pas en cause la propriété privée  
des moyens de production. Les  
grandes entreprises qui polluent la  
planète sont les mêmes que celles qui  
exploitent les pays pauvres, qui sont  
15 par ailleurs les premières victimes du  
réchauffement climatique et de la pol-  
lution. Mais pour réorganiser de façon  
moins polluante les grands moyens de  
production, il nous faut pouvoir les  
20 contrôler : aucune réelle planification  
n'est possible sans expropriation de  
ces grands moyens de production.  
C'est pourquoi un programme écolo-  
gique cohérent ne peut être qu'inter-  
25 nationaliste et révolutionnaire.

## 30 **6. Front unique et politique à l'égard des autres courants révolutionnaires**

Il ne s'agit pas seulement de popula-  
riser un tel programme, nous oeuvrons  
à ce que les travailleurs et les classes  
35 populaires, la jeunesse, s'en saisissent  
le plus possible. Cela passe par notre  
intervention dans les syndicats et  
cadres unitaires, en assumant une poli-  
tique de front unique vis-à-vis des  
40 autres courants du mouvement ouvrier  
afin d'unifier notre classe, dans le souci  
permanent de diffuser les idées révo-  
lutionnaires et de faire des démonstra-  
tions concrètes de leur justesse. Cela  
45 signifie que nous ne faisons pas n'im-  
porte quelle alliance à n'importe quel

moment. Le front unique s'oppose à la  
logique du « front social et politique »,  
qui pose la recherche d'alliances  
comme préalable, au motif de la fai-  
blesse de l'extrême gauche actuelle, à  
l'émergence d'une « alternative poli-  
tique », ainsi qu'à celle d'une « repré-  
sentation politique » de tous les exploi-  
tés. Nous devons systématiquement  
défendre nos perspectives propres en  
opposition aux directions réformistes  
qui nuisent à l'unité de notre classe et à  
sa radicalisation.

Notre attitude à l'égard des autres cou-  
rants anticapitalistes et révolution-

naires issus de différentes traditions, et  
cela malgré nos divergences parfois im-  
portantes et des inerties historiques, est  
d'une autre nature. Nous devons avoir  
35 une politique permanente à leur égard,  
notamment en ce qui concerne LO, pour  
explorer les possibilités de fronts par-  
tiels et/ou électoraux, à l'image par  
exemple du FIT et de son impact natio-  
40 nal en Argentine (avec ses 4 députés na-  
tionaux et depuis plusieurs scrutins les  
meilleurs résultats électoraux de l'his-  
toire de l'extrême gauche dans ce pays),  
pour échanger sur nos orientations et  
45 nos interventions.

## 50 **7. Un parti plus cohérent et plus démocratique**

La première condition d'un fonction-  
nement démocratique et de parti est le  
respect et la mise en œuvre des déci-  
sions prises, qui permettent ensuite  
55 d'en tirer un bilan, en rectifiant ce qui a  
pu s'avérer erroné. Mais les textes votés  
par la direction du NPA ont souvent un  
caractère formel et leur application ne  
fait en général l'objet d'aucun suivi.

Un exemple en a été notre (non) parti-  
cipation aux législatives de 2017. Afin  
de conserver une visibilité politique et  
continuer à construire dans la foulée de  
la campagne présidentielle, le CPN  
avait décidé de présenter, compte tenu

des contraintes financières, autour de  
80 candidatures. Mais beaucoup de ses  
membres n'ont pas respecté cette mo-  
tion, quand ils n'y ont pas fait directe-  
ment obstacle. Il s'est ainsi trouvé une  
majorité du CE pour interdire, sous de  
faux prétextes, une candidature déjà  
déposée, sans avoir consulté ni même  
informé les deux instances. (comité Pa-  
ris 11°, coordination fédérale 75) qui la  
portaient.

Un autre exemple est la multiplica-  
tion des entraves mises depuis deux  
ans au fonctionnement du secteur  
jeunes (dotation financière, permanen-

50 tat, participation aux RIJ), pour la seule  
raison que sa direction déplaît à cer-  
tains courants du CPN.

Ces méthodes démoralisent les mili-  
tant-e-s et aggravent les tendances à la  
dispersion. Les insuffisances dans  
55 notre unité d'action sont une consé-  
quence de notre faible homogénéité  
stratégique, mais aussi de méthodes de  
direction peu inclusives. Cette situa-  
tion ne pourra être dépassée que par le  
60 débat politique, dans le respect des dé-  
cisions majo-  
ritaires mais  
aussi des po-

11 sitions minoritaires, donc du droit de  
tendance et de fraction tel qu'il est pré-  
vu par nos statuts :

5 « La démocratie est une exigence et  
un atout pour notre parti. La démocrati-  
e est au coeur de notre projet. Elle im-  
plique la transparence, la circulation  
des informations, la mise à niveau systé-  
matique des éléments d'un débat, la  
10 connaissance de la pluralité des choix,

elle reconnaît la possibilité de s'organi-  
ser pour faire changer l'orientation du  
parti, c'est-à-dire le droit de tendance  
et le droit de fraction » (statuts).

L'existence (et la multiplication) de  
tendances et fractions est une consé-  
quence de l'absence de clarté sur notre  
projet, et de la crise prolongée du parti,  
en aucun cas leur cause. Il n'empêche  
que des pressions centrifuges existent

et qu'il faudrait engager une discussion  
démocratique, incluant une concerta-  
tion avec/entre tous les groupes in-  
ternes, dans l'objectif de réduire les dy-  
namiques d'éclatement et de renforcer  
notre fonctionnement collectif, à  
l'image de ce qui a pu être fait pendant  
la campagne Poutou.

## 8. Un parti plus internationaliste

15 L'internationalisme est parfois pré-  
senté comme équivalent à une solidari-  
té internationale avec les peuples.  
Celle-ci en fait partie, mais dans son  
acceptation traditionnelle d'internatio-  
nalisme « prolétarien », il est aussi et  
20 d'abord la compréhension de la néces-  
sité d'une action commune des travail-  
leurs par-delà les frontières ; et pour  
cela, des échanges d'expériences et éla-  
borations communes entre révolution-  
naires de différents pays, immédiate-  
ment en vue de collaborations pratiques  
et à plus long terme dans la perspective  
d'une nouvelle Internationale.

30 A ses débuts, le NPA avait pris dans  
ce sens des initiatives importantes, no-  
tamment à travers l'organisation de  
conférences regroupant des respon-  
sables d'organisations révolution-  
naires très diverses, d'Europe ou de la  
35 région Maghreb/Moyen-Orient. Après  
l'éclatement de la crise du NPA, cette  
politique a été de fait abandonnée. Au-  
jourd'hui, des camarades proposent  
que notre parti entretienne des rap-  
ports privilégiés avec le courant inter-

national (IV<sup>o</sup>-SU) dont ils sont membres  
et au sein duquel le NPA a déjà un statut  
d'observateur, à la suite d'une décision  
qui prenait en compte les relations in-  
ternationales de l'ex-LCR.

Le NPA doit prendre en compte que  
le mouvement révolutionnaire inter-  
national se trouve réparti en de nom-  
breuses organisations nationales et  
courants internationaux. La IV<sup>o</sup>-SU  
n'y représente qu'une petite minorité,  
y compris parmi ceux et celles qui se  
réclament ou sont issus du trotskysme,  
et l'orientation que ses sections  
portent dans un certain nombre de  
pays est loin de faire l'unanimité dans  
le mouvement révolutionnaire.

Nous devons reprendre et actualiser  
l'objectif initial du NPA, tel qu'il décou-  
lait des dernières lignes de ses prin-  
cipes fondateurs : « nos adversaires,  
les capitalistes, se moquent des fron-  
tières. Ils parlent les langues du monde  
entier. Ils sont très bien organisés et  
pour les combattre, il faut nous organi-  
ser avec autant d'efficacité. Notre parti  
cherche à se lier à toutes les forces qui,

15 dans le monde entier, luttent avec le  
même objectif. C'est pourquoi le NPA  
engagera le dialogue et des collabora-  
tions politiques avec les autres forces  
anticapitalistes et révolutionnaires  
dans le monde dans la perspective de la  
constitution d'une nouvelle internatio-  
nale. »

20 Dans ce sens, une première nécessité  
est de revitaliser notre commission in-  
ternationale (aujourd'hui réduite à un  
secrétariat se réunissant épisodique-  
ment et à une liste d'information et  
25 d'échanges), qui devrait gérer nos rela-  
tions internationales en lien avec la di-  
rection nationale, ainsi que de relancer  
les sous-commissions régionales ayant  
de fait disparu, comme la sous-com-  
mission Europe dont on comprend bien  
l'importance qu'elle aurait au regard de  
la situation actuelle en Catalogne.

35 Simultanément, il est nécessaire que  
les militant-e-s ou courants apparte-  
nant à un regroupement ou une organi-  
sation internationale informent régu-  
lièrement le parti de ses activités  
(résolutions, campagnes, conférences).

## 9. Relancer la construction du npa

45 La « nouvelle représentation poli-  
tique des exploité-e-s et des oppri-  
mé-e-s », que des secteurs du NPA ont  
mis systématiquement en avant depuis  
des mois, comme la perspective et l'ob-  
jectif politico-organisationnel qu'il  
50 faudrait poursuivre, efface la césure  
entre réforme et révolution (en préten-  
dant revenir à des contenus et à des  
formes qui ont correspondu à la genèse  
du mouvement ouvrier), au moment où  
55 elle est plus pertinente que jamais.

La tâche reste de construire le NPA,  
en tant qu'organisation anticapitaliste  
révolutionnaire de combat, regroupant  
des militants issus de traditions et hori-  
zons divers. Dans le prolongement de la  
campagne Poutou, il s'agit de combiner  
la critique du système et de ses aberra-  
tions, celle de ses serviteurs politiques  
de tous bords, et l'appel à notre classe à

lutter et s'organiser sur une ligne indé-  
pendante et radicale, pour la révolution  
et le socialisme.

Si notre congrès se montre capable de  
s'orienter dans une telle voie, il devien-  
dra possible de véritablement redé-  
ployer le NPA. Cela impliquera de se  
doter d'une politique pour développer  
notre intervention dans les entreprises,  
en intervenant politiquement, de ma-  
nière coordonnée dans les syndicats où  
se trouvent nos militants, sur une  
orientation « lutte de classe » ; ainsi  
que dans la jeunesse, le secteur où nous  
avons sans doute aujourd'hui le plus de  
possibilités de nous développer. Pour  
cela il nous faudra revitaliser ou re-  
construire les directions locales et ré-  
gionales, les commissions nationales  
dont l'activité est indispensable (no-  
tamment pour l'intervention dans les

65 entreprises, l'intervention féministe et  
l'activité internationale), et construire  
une relation de collaboration saine  
avec notre secteur jeunes.

1  
5  
10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65

# 1 Motion : Il y a un danger fasciste, affrontons-le 1

Ugo Palheta (Paris 10ème), Vanina Giudicelli (Paris 20ème)

**VOTE DU CPN : 21 POUR, 32 CONTRE, 12 ABSTENTIONS, 17 NPPV**

Le fascisme progresse. Il n'est pas autre chose que le capitalisme, l'exploitation de classe, la domination de l'État. Mais il n'est pas seulement une forme plus dure, plus raciste et plus policière du pouvoir. Il est l'écrasement violent de toute possibilité de mener nos luttes.

Pour qu'il arrive au pouvoir il faut au moins deux conditions :

1- Une crise du capitalisme, à la fois économique et politique qui exclut tout « règlement » pacifique des contradictions sociales dans le cadre de la démocratie parlementaire.

2- Un parti de masse, se construisant de manière en partie autonome du Capital, capable d'encadrer et discipliner, idéologiquement et physiquement la société et susceptible d'apparaître finalement comme un recours pour une fraction significative du Capital.

La campagne et le résultat des présidentielles ont encore illustré la progression du danger fasciste en France sur ces deux points :

- Crise profonde des partis parlementaires au bénéfice de « mouvements » au service d'un sauveur dans un contexte de montée du nationalisme, du racisme, de l'État policier et de renforcement du militarisme. Macron, c'est un pouvoir instable qui gouverne par ordonnances pour aggraver encore la loi Travail, supprime 120 000 emplois

dans le public, crée de nouvelles prisons et renforce la police.

- Progression telle du Front National que son arrivée au second tour des élections présidentielles apparaît comme « normale ». Marine Le Pen c'est des millions de voix supplémentaires pour le FN, des flics qui se lâchent, le racisme qui se déchaîne, une implantation qui se développe au sein même de l'appareil d'État, des mouvements de masses réactionnaires qui émergent contre les migrants, contre les LGBTI ou contre l'avortement dans lesquels les fascistes jouent un rôle actif.

Rien n'est écrit. Les confrontations sont encore à venir. Le fascisme n'a pas encore gagné. Mais le temps est désormais compté.

Alors lutter contre le fascisme c'est combattre les deux fronts sur lesquels il avance, combattre le renforcement de l'État policier, du racisme, du militarisme, de la domination du Capital sur nos vies. C'est combattre Macron sans concession. Il n'y a pas d'alternative au fascisme dans les urnes. Les confrontations à venir se construisent dans nos quartiers et dans nos lieux de travail.

Et c'est aussi, à partir de ces mêmes lieux, se donner comme objectif urgent et vital de détruire toute possibilité de construction d'un parti fasciste, c'est empêcher le développement du Front National et de ses satellites.

Concrètement :

1. Dans les confrontations à venir auxquelles nous participons, nous favorisons avant tout l'implication du plus grand nombre, mais aussi nous nous donnons les moyens de combattre les arguments racistes, sécuritaires, ou impérialistes.

2. Nous argumentons au sein de notre classe et de ses organisations (syndicats, associations, manifestations, piquets de grève, etc.) pour l'exclusion des fascistes.

3. Nous organisons des actions spécifiques contre le développement du FN : pas une affiche du FN intacte sur nos murs, pas une diffusion de tracts dans nos quartiers, pas un rassemblement, un meeting sans mobilisation.

4. Pour que la lutte soit permanente et qu'elle s'inscrive dans la durée, nous participons à la création et/ou à l'animation de collectifs militants antifascistes

5. Dans la mesure où la Commission Nationale AntiFasciste (CNAF) coopte ses membres, ce qui est contradictoire avec la nécessité de développer une intervention antifasciste, et avec le type d'organisation politique que nous souhaitons construire, nous mettons en place une commission ouverte à tous les militant.e.s qui souhaitent coordonner leurs activités antifascistes.

## 45 Motion congrès du FN 45

*Commission nationale antifasciste*

**VOTE DU CPN : 44 POUR, 8 CONTRE, 9 ABSTENTIONS, 20 NPPV**

Le danger représenté par l'extrême-droite sous ses diverses formes progresse à mesure de l'approfondissement de la crise du capitalisme, à la fois économique et politique.

Les plus de 10 millions de bulletins en faveur de Marine Le Pen au second tour de la dernière élection présidentielle sont largement vécus comme une normalité, signe qu'une part toujours plus importante de la population considère le FN tel un parti comme un autre.

Il ne s'agit pas simplement d'un pas mais d'un bond en avant dans le renforcement du FN.

Les remous internes qui ont suivi cette séquence électorale, sur fond de bataille d'egos et de tensions stratégiques, n'affectent à priori pas cette tendance lourde.

Le prochain saut majeur doit être le congrès du parti les 10 et 11 mars 2018 à Lille. Un congrès lors duquel la direction frontiste souhaite parachever l'en-

treprise de « dédiabolisation » et se doter d'un nouveau cadre programmatique et organisationnel à même de structurer ses militantEs/adhérentEs.

Cet événement doit ainsi être l'occasion d'une mobilisation antifasciste la plus large et massive possible qui, au-delà de l'enjeu immédiat, peut être un jalon dans la perspective de faire émerger un cadre antifasciste pérenne



11 à l'échelle nationale, une force nécessaire à une opposition durable et résolue à toute possibilité d'émergence d'une organisation d'extrême-droite de masse.

5 Le NPA a un rôle important à jouer dans l'impulsion et la construction de cette mobilisation. Concrètement :

10 • Localement, les militantEs du NPA commencent dès à présent à mobiliser au sein de cadres unitaires existants ou à créer.

15 • Nationalement, le NPA invite à une réunion courant décembre toutes les organisations politiques, syndicales, associatives et divers réseaux susceptibles de participer à une telle

initiative.

- Il contacte et invite également à cette réunion les organisations et réseaux lillois.

- Il propose lors de cette réunion l'organisation d'un véritable « contre-sommet » antifasciste dont la dimension pourrait aussi être européenne au regard de la position géographique de Lille.

- Il commence à avancer l'idée, lors de cette réunion, du besoin de résurgence d'un réseau national antifasciste.

- De cette réunion doit sortir un premier plan d'action ambitieux.

- En amont, le plus rapidement

possible, pour répondre à un besoin d'échanges, le CE crée une liste mail interne consacrée à l'antifascisme où touTEs les camarades du parti investiEs dans ce travail pourront demander à y être inscritEs.

Enfin, parce que l'antifascisme doit plus que jamais être une de ses priorités, le NPA dédie un temps lors de son prochain congrès à une Assemblée Générale antifasciste pour permettre aux camarades investis dans cette lutte d'échanger sur la mobilisation en perspective à Lille.

## 20 **Motion sur la participation du NPA au Front social** 20

25 **VOTE DU CPN : 18 POUR, 25 CONTRE, 23 ABSTENTIONS, 19 NPPV** 25

30 Le NPA et ses militantEs cherchent à construire et amplifier le Front Social parce que ce cadre est un outil pour le front unique. Il est un outil utile dans la tentative de regrouper des équipes syndicales combattives qui ont opéré des rup-

tures et déchantations vis-à-vis des directions syndicales. Il est un outil permettant de prendre des initiatives, de défendre que les directions syndicales appellent aux mobilisations nécessaires pour gagner et d'agir lorsque les directions syn-

dicales n'appellent pas ou plus à rien. Il est un élément permettant d'œuvrer au regroupement des luttes et à l'idée du tous ensemble. Le NPA participe donc pleinement au Front Social, comme outil d'impulsion et de convergence des luttes.

## 35 **Motion : Construire l'antagonisme contre le Capital et l'Etat** 35

40 **VOTE DU CPN : 3 POUR, 55 CONTRE, 8 ABSTENTIONS, 14NPPV** 40

### 45 **1- LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL N'EST PAS DÉTERMINÉE D'ABORD PAR LE RAPPORT DE FORCES** 45

50 Ce qui détermine les tendances dominantes de la politique du Capital, sa trajectoire, sont ses propres nécessités et contradictions internes. L'offensive néolibérale a d'abord été une réponse à la crise de profitabilité des années 60.

55 Mais les réponses du Capital pour résoudre ses crises sur le court et moyen terme ne font que creuser davantage les conditions structurelles de la crise. L'impasse des solutions néolibérales, révélé par la crise de 2008, s'est transformée en crise politique profonde.

60 Pour justifier ses politiques le Capital fait passer les conséquences pour des causes.

Ce n'est pas le coût du travail ou les droits conquis hier qui sont responsables de la crise de profitabilité mais la

logique d'accumulation elle-même et la concurrence entre capitaux. C'est cette crise qui oblige le Capital à attaquer toujours plus la part des profits qui va vers la reproduction de la force de travail, ce qu'on nomme politiques d'austérité.

Ce ne sont pas les attentats qui sont responsables de la militarisation des Etats. C'est la compétition accrue sur le marché mondial et le niveau atteint par la concentration du Capital qui transpose toujours plus cette compétition économique entre capitaux en rapports de force militaires entre Etats.

Ce ne sont pas les luttes ni même leurs formes les plus radicales qui sont responsables de la répression de l'Etat. C'est la crise de la forme parlementaire qui révèle de plus en plus la nature fondamentale de l'Etat comme outil de domination sur la société.

La conclusion devrait être évidente

pour les anticapitalistes : c'est une utopie de croire qu'on pourra modifier fondamentalement la trajectoire du Capital vers des attaques sociales de plus en plus profondes et larges, vers la militarisation des rapports internationaux et de chaque société.

Nous devons donc agir au sein de notre classe pour généraliser, favoriser, développer, les analyses, revendications, formes de luttes et d'organisation en antagonisme avec cette trajectoire du Capital, les politiques par lesquelles elle se traduit, la domination du patronat et l'Etat.

### 60 **2- IL N'Y A PAS DE LIEN MÉCANIQUE ENTRE ORGANISATIONS ET CONSCIENCE DE CLASSE** 60

Il est souvent dit que le problème essentiel pour notre classe serait le niveau de conscience de classe. Cela est généralement argumenté par la fai-

1 blesse des organisations traditionnelles notamment partis et syndicats. Bref la crise des organisations serait la conséquence de la baisse de la conscience de classe.

5 Cette conception mécanique de la conscience de classe n'est pas nouvelle car elle a l'avantage d'exonérer ces organisations de leurs responsabilités : ce sont les masses qui ont tort !

10 Mais quelle crédibilité et légitimité peuvent avoir, sur la durée, des partis qui s'accrochent à la planche pourrie de la démocratie parlementaire au moment où celle-ci se vide de tout contenu et des syndicats qui prônent le dialogue social quand il n'y a à négocier que des reculs sociaux ?

15 Il y a, de plus, des raisons plus profondes à la crise des organisations. Les restructurations du Capital ont des conséquences sur notre classe, sa composition et ses comportements. La restructuration néolibérale s'est traduite par de profondes transformations dans le mode de production. La concentration du Capital se poursuit. Mais aux yeux de notre classe cela est masqué par la destruction, surtout dans les pays les plus développés, des concentrations ouvrières. Il existe certes de nouvelles concentrations (aéroports, hôpitaux...) mais même celles-ci sont organisées de manière à atomiser les unités de production

(sous-traitant, filiales, etc...) et les collectifs ouvriers (précarité...). Le même processus est en œuvre dans toute l'organisation sociale (urbanisme, logement, transports, éducation, santé, etc...).

Comprendre les nouvelles compositions de classe que cela engendre, les formes de lutte, d'organisation et de revendication qui en émergent, les généraliser, inventer et favoriser celles qui permettent de reconstruire le mouvement de notre classe et son antagonisme contre l'Etat et le Capital, voilà la tâche pour mettre en phase conscience de classe et niveau d'organisation.

### 3- IL N'Y A PAS DE RAPPORT DE FORCES DÉGRADÉ MAIS UNE POLARISATION DE CLASSE

Si l'offensive du Capital se traduit par une dégradation des conditions de vie, un Etat de plus en plus autoritaire et militarisé et une progression de l'extrême-droite, cela s'exprime aussi par des potentialités de conflictualité sociale et politique plus aiguës.

Une stratégie anticapitaliste et les orientations qui en découlent ne peuvent se fonder sur une analyse de court-terme mais sur les tendances générales d'évolution sur une période entière.

Depuis deux décennies la période a été marquée, pour ne parler que de la

France, par des mouvements sociaux nationaux (1995, 2003, 2005, 2010, 2016) et des mouvements politiques (altermondialisme, antiguerre, référendum sur le traité constitutionnel européen, loi travail et son monde) mais aussi mouvement de solidarité avec les migrant-e-s, luttes contre les violences policières, ZAD... il faut y ajouter les mouvements spectaculaires en Guadeloupe (2010) et en Guyane (2017).

D'une manière beaucoup moins visible se sont développés aussi les conflits localisés et partiels (par lieux de travail) et locaux et/ou spécifiques.

Tout cela doit être analysé beaucoup plus sérieusement dans l'esprit de « la grève de masse » de Rosa Luxemburg, c'est-à-dire comme processus global fait d'une interaction entre luttes politiques et économiques, entre luttes nationales et luttes fragmentées et locales.

Il ne s'agit pas de surestimer ou de sous-estimer les dynamiques en cours au niveau de notre classe (prise au sens large). Mais cela signifie que notre stratégie et les orientations qui en découlent doivent reposer sur une dynamique de polarisation entre les classes, sur les potentialités réelles et nécessités de développement qui en découlent et non sur la base d'un rapport de force dégradé entre les classes.

## Motion sur la démocratie et le droit de tendance et de fraction

**VOTE DU CPN : 23 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTIONS, 53 NPPV**

45 L'existence des tendances et fractions au sein du parti est souvent pointé comme la source des disfonctionnements de l'organisation. Or, le fait que différentes sensibilités s'expriment reflète les différences d'orientation. Le pluralisme est au contraire une condition de la vie démocratique du parti, y compris pour tenter à chaque étape d'arriver à des points de convergence et rassemblement.

50 Le congrès réaffirme l'existence du droit de tendance et du droit de fraction dans le NPA. Ces droits sont prévus par les statuts du NPA :

60 « La démocratie est une exigence et un atout pour notre parti. La démocratie est au cœur de notre projet. Elle implique la transparence, la circulation des informations, la mise à

niveau systématique des éléments d'un débat, la connaissance de la pluralité des choix, elle reconnaît la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction. » (paragraphe 7 : « Un parti démocratique à l'image de notre projet »).

Ces droits sont ainsi précisés :

« Les tendances se constituent lors de la préparation des congrès ou des CN. A priori elles se dissolvent à leur issue. Elles peuvent se maintenir pour défendre leur orientation entre ces échéances à condition d'explicitier sa démarche par un texte.

Toute fraction politique doit se déclarer sur la base d'un texte qui définit les raisons de leur mise en fraction. Un

45 courant de l'organisation ne peut s'exprimer publiquement sans une telle déclaration préalable. Le maintien d'une fraction à l'issue d'un congrès doit faire l'objet d'un nouveau texte à l'issue de ce congrès. » (paragraphe 2 : « Congrès – représentation du Npa »).



# 11 Motion Internationalisme 1

**VOTE DU CPN : 19 POUR, 38 CONTRE, 8 ABSTENTIONS, 16 NPPV**

5 En vertu du projet internationaliste dans lequel il s'inscrit, le NPA défend depuis sa fondation la perspective du regroupement de militant-e-s révolutionnaires issu-e-s de différentes traditions, au plan national comme interna-  
 10 tional. Cela implique l'ouverture et la liberté d'appartenance de ses militant-e-s- à différents courants du mouvement révolutionnaire international. Il ne peut y avoir de rapport exclusif ni aucune adhésion du NPA à un courant  
 ou une organisation en particulier, la pluralité de ces liens étant au contraire une richesse qui doit nourrir le débat et l'activité internationalistes de notre parti. 10

## 15 Motions mandats CPN 15

Ces deux motions seront soumises au vote en contradictoire.

**VOTE DU CPN : 10 POUR LA MOTION 1, 31 POUR LA MOTION 2, 11 ABSTENTIONS, 28 NPPV**

### 20 Motion 1 20

25 Le congrès de 2013 a décidé de modifier les statuts pour limiter à quatre le nombre de mandats consécutifs au CPN. Il n'a cependant pas précisé la date à partir de laquelle ces quatre mandats devaient être décomptés. Pour certain-e-s camarades, cela vaut à par-  
 30 tir de la fondation du NPA en 2009. Pour d'autres, il ne faut compter qu'à partir du congrès de 2013. Il faut donc trancher et nous proposons que les AG et le congrès choisisse entre trois options non forcément contradictoires :  
 - Décompte des mandats à partir de 2009 ;  
 - Décompte des mandats à partir de 2013 ;  
 - Décompte des mandats à partir de 2011. 25

### 30 Motion 2 30

Le congrès rappelle, comme cela avait été voté en 2013, que les modifica-  
 tions statutaires s'appliquaient à partir de 2013.

## 35 Motion RNC 35

**VOTE DU CPN : 7 POUR, 8 CONTRE, 9 ABSTENTIONS, 54 NPPV**

40 Le congrès convoque une réunion des comités avant la fin 2018 avant la fin 2018. Les comités seront invités à envoyer leurs suggestions et contributions dès la clôture du congrès. L'en-  
 45 semble de la direction s'engage à faciliter la communication entre comités et l'auto-organisation de la réunion. La réunion des comités reste non-décisionnelle. Néanmoins, des groupes  
 de travail affinitaires pourront être mis en place pour faire aboutir certaines propositions débattues, dans les instances, les commissions et les interventions du parti, ou dans sa presse. 40

## 50 Motion : Construire un parti et une direction d'activistes tourné vers l'action 50

**VOTE DU CPN : 5 POUR, 34 CONTRE, 11 ABSTENTIONS, 29 NPPV**

55 Résolument tourné vers l'action et décidé à prendre sa part dans la construction d'un mouvement social et politique offensif, émancipé de toute illusion électoraliste, le NPA ne peut concevoir son développement qu'en interaction quotidienne avec celui-ci. Ses militantEs, la vie de ses comités et de ses organes de direction ont en permanence la préoccupation de construire notre organisation en partant des ex-  
 60 périences et des interventions dans le mouvement. Chaque militantE se doit d'en devenir un acteur et de s'inscrire dans un cadre collectif (syndicat, association, comité de lutte local, etc...) La légitimité de nos propositions, et de notre crédibilité en dépendent.  
 Elues par un congrès soumis au régime sclérosé des tendances permanentes, les directions (CPN et CE) n'organisent pas l'activité du parti. La liturgie imposée à chaque réunion du Conseil Politique National en est la parfaite illustration. Véritable parlement où s'affrontent 6 ou 7 tendances ou fractions, le temps dévolu aux introductions aux débats monopolise une grande partie de l'ordre du jour au détriment de la centralisation de l'activité des comités, du fonctionnement des différentes commissions du parti qui pour la plupart ne se réunissent plus ! 60

- 1 Ces pratiques ubuesques feraient fuir n'importe lequel/laquelle de nos sympathisantEs invité comme observateur à cet aimable cénacle !
- 5 De telles pratiques ont des conséquences évidentes dans la démobilisation de nos membres, éloignéEs des "sphères de décisions" le plus souvent parisiennes. Notre mode de fonctionnement, le mode d'élection de la future direction doivent faire l'objet d'un débat dès le prochain congrès. Il en va de l'intérêt général, toutes tendances confondues, du moins nous l'espérons.
- 10 A l'exception d'un congrès extra ordinaire, nos statuts actuels ne nous permettent pas une remise en cause de ceux-ci. Préparons dès maintenant les conditions d'une mise à jour radicale.
- 15 Le mandat essentiel que le congrès devra donner à la future direction sera de restaurer une vie démocratique du parti. La réactivation des commissions nationales en est une condition essen-
- tielle. Elle devra également s'assurer par un contact permanent de l'intervention de chaque comité, des difficultés rencontrées et répondre au plus prêt aux besoins politiques et matériels de ceux-ci. de susciter chez leurs militantEs un investissement dans les débats et structures du NPA. Depuis sa création, le NPA n'a organisé que 2 réunion nationales de ses comités. Dépourvues d'enjeux de direction, celles-ci ont pourtant été une réussite. En l'absence de crédibilité/légitimité et incapacité des actuelles directions à centraliser l'activité du parti, le congrès devrait décider d'en convoquer une dans les meilleurs délais.
- En conséquence, le congrès décide que :
- 1- les camarades éluEs dans les instances de direction (CPN et CE notamment) doivent être impérativement des camarades impliqués activement dans la construction du mouvement de
- luttés (au niveau syndical, associatif ou de comités/collectifs) et reconnuEs pour cela dans leur milieu.
- 2- l'activité prioritaire des camarades du CE devra être le lien avec les comités locaux sur les fronts spécifiques dont ils/elles auront la charge
- 3- les camarades éluEs au CPN et au CE devront touTEs être impliqués dans une commission du NPA pour les réactiver et les animer
- 4- chaque réunion du CPN aura à son ordre du jour un point de débat sur une des campagnes menée au sein du parti (sur un point de solidarité internationale, un secteur en grève, la préparation d'une manifestation, sur la solidarité avec les migrantEs, la lutte antifasciste, une campagne contre le sexisme, le soutien à la ZAD etc.) introduite par les camarades de la commission concerné.

## Deux modifications des statuts

VOTE DU CPN : 47 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTIONS, 27 NPPV

### Modifications

#### Dans le 1/ adhésion – comité

35 Remplacer : « Le comité peut procéder à une éventuelle radiation du parti, dans des cas exceptionnels à définir et à encadrer (violence, sexisme, racisme, LGBTI phobie...). La procédure de radiation doit être encadrée afin de préserver les droits de la défense : information du militant des faits qui lui sont reprochés par écrit un mois avant la réunion où doit être votée la radiation ; possibilité de se faire assister par un autre membre du NPA ; vote de la radiation à une majorité des deux tiers des présent-e-s. Chaque militant-e dispose du recours à une procédure d'appel nationale. »

55 Par : « Le comité peut procéder à une éventuelle radiation du parti, dans des cas exceptionnels (violence, sexisme, racisme, LGBTI phobie...) et après saisine de la commission de médiation. La procédure de radiation est encadrée afin de préserver les droits de la défense (voir point sur la commission de médiation).

60 En premier lieu après l'avis de la commission de médiation, c'est le comité qui se prononce sur l'exclusion par un vote à une majorité des deux tiers des

présent-e-s. Mais si sa décision va à l'encontre des conclusions de la CM, le CPN peut être saisi, le délai de recours étant de un an. Un appel est possible devant le Congrès suivant. Le comité, le CPN ou le Congrès se prononcent sur la base du rapport de la Commission de médiation.

Outre l'exclusion définitive, une variété de sanctions sont possibles pour que la sanction soit ajustée au problème rencontré : le démandatement d'une ou plusieurs instances, l'exclusion de certains cadres, l'exclusion temporaire, le changement de comité, les tâches imposées, l'interdiction de représenter le parti, l'interdiction de parole (du fait d'un manquement aux règles du parti)... Une sanction conservant la présence de la victime et du responsable dans un cadre commun ne peut être prononcée qu'en tenant compte de l'avis de la victime. Comme l'exclusion, ces sanctions peuvent être prises à l'échelle du comité, du CPN ou du Congrès. La durée de ces mesures est explicitée. Les réintégrations éventuelles, sur proposition d'un comité, après une radiation sont examinées par le CPN ou le congrès. »

#### Dans le 2/ congrès - représentation du NPA

35 Le passage : « Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel. »

40 Est ainsi modifié et complété : « Une commission de médiation (CM) est mise en place au congrès. Elle est paritaire femmes/hommes. Lorsqu'elle est saisie, elle fait des propositions pour régler les problèmes qui lui sont soumis. Elle informe le/la militant-e des faits qui lui sont reprochés par écrit au moins deux semaines avant l'instruction et au moins un mois avant la réunion où doivent être discutées les mesures à prendre et éventuelles sanctions. Cette réunion doit avoir lieu dans un délai de trois mois suivant la saisine. Toutes les parties ont droit à un accompagnement par le/la/les camarade(s) de leur choix (3 camarades maximum). Elles sont également informées régulièrement de la progression de la procédure ainsi que de la mise à

- 11 jour du dossier, dont la CM doit assurer la confidentialité. En cas de demande d'une des parties, la CM l'entend en séance plénière. 1
- 5 Cas particulier des violences sexistes : La CM est saisie par la victime ou par un-e militant-e du parti avec l'accord de la victime. Il y a présomption de véracité et d'innocence de la victime ce qui n'est pas contradictoire avec le fait d'assurer les droits à la défense de la personne accusée. En cas de saisine de la CM pour un problème de violences sexistes, et avec l'accord de la victime, des mesures conservatoires sont immédiatement prises (suspension de la présence en réunion, dans les cortèges et points fixes du parti (prise en charge du SO), des réunions unitaires...). Elles s'appliquent automatiquement, dès réception de la saisine depar la CM, et du fait qu'il n'y a pas d'examen du dossier, ne constituent aucunement une indication de culpabilité.» 5

## 10 Amendement aux modifications 10

**VOTE DU CPN : 41 POUR LA VERSION RETENUE,  
20 POUR LA VERSION CI-DESSOUS, 5 ABSTENTIONS, 14 NPPV** 15

- 15 Remplacer la dernière phrase par : fait qu'il n'y a pas d'examen du dossier,  
« Elles s'appliquent sur décision de la CM sur la seule base de la saisine, et du ne constituent aucunement une indication de culpabilité. » 15

## 20 Motion CM 20

**VOTE DU CPN : 16 POUR, 40 CONTRE, 5 ABSTENTIONS, 17 NPPV** 25

- 25 La CM à ce congrès est élue de manière paritaire hommes femmes, à part égale entre les PF et à la majorité des deux tiers. 25

## 30 Votes dans les congrès locaux 30

- Les votes des congrès locaux se dérouleront donc sous cette forme :
1. Vote du texte T : pour, contre, abstention ou ne participe pas au vote.
  2. Vote du texte U : pour, contre, abstention ou NPPV.
  - 35 3. Vote du texte V : pour, contre, abstention ou NPPV. 35
  4. Vote du texte W : pour, contre, abstention ou NPPV.
  5. Vote du texte X : pour, contre, abstention ou NPPV.
  6. Vote du texte Y : pour, contre, abstention ou NPPV.
  7. Vote du texte Z : pour, contre, abstention ou NPPV.
  - 40 8. Vote de la motion "Il y a un danger fasciste, affrontons-le" : pour, contre, abstention ou NPPV. 40
  9. Vote de la motion congrès du FN : pour, contre, abstention ou NPPV.
  10. Vote de la motion sur la participation du NPA au Front social : pour, contre, abstention ou NPPV.
  11. Vote de la motion "Construire l'antagonisme contre le Capital et l'Etat" : pour, contre, abstention ou NPPV.
  12. Vote de la motion "Motion sur la démocratie et le droit de tendance et de fraction" : pour, contre, abstention ou NPPV.
  - 45 13. Vote de la motion "Motion Internationalisme" : pour, contre, abstention ou NPPV. 45
  14. Vote en alternatif entre les motion "Motion mandats CPN" : motion 1, motin 2, abstention ou NPPV.
  15. Vote de la motion RNC : pour, contre, abstention ou NPPV.
  16. Vote de la motion "Construire un parti et une direction d'activistes tourné vers l'action" : pour, contre, abstention ou NPPV.
  17. Vote de l'amendement aux modifications statutaires : pour, contre, abstention ou NPPV.
  - 50 18. Vote des modifications statutaires : pour, contre, abstention ou NPPV. 50
  19. Vote de la motion CM : pour, contre, abstention ou NPPV.
- Des motions supplémentaires peuvent être soumises aux votes par des militantEs.

- Ensuite aura lieu le vote contradictoire sur les plateformes pour l'élection des délégués aux congrès national :
20. T, U, V, W, X, Y, Z, plateformes locales éventuelles, abstention ou NPPV. 55